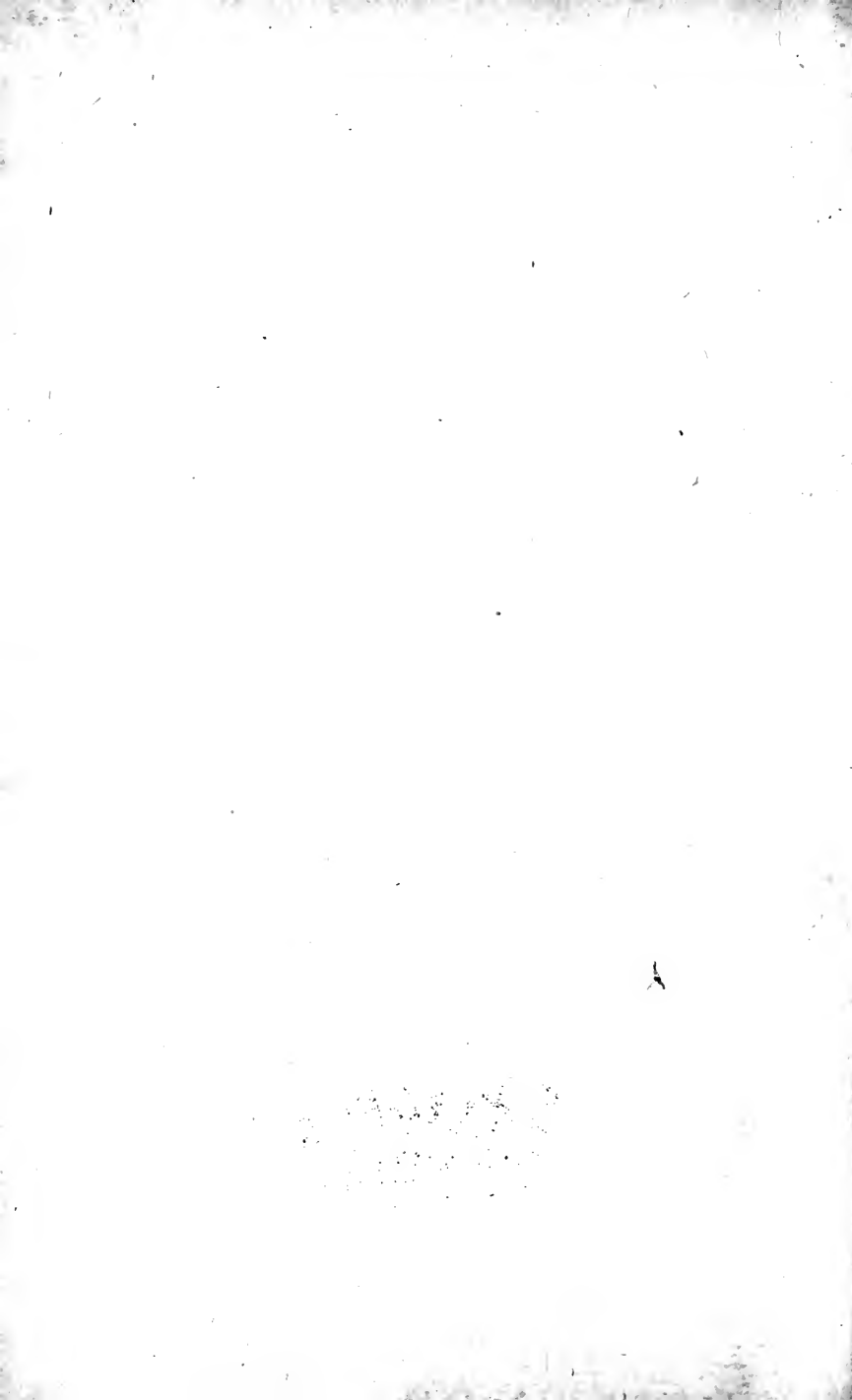


1726-1827. 250,

John P. L. L. L.

John P. L. L.

John P. L. L.



LES
VRAIS PRINCIPES
DU
GOUVERNEMENT
FRANÇOIS.

EX LIBRIS
BIBLIOTHEQUE

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

LES VRAIS PRINCIPES

DU
GOUVERNEMENT

FRANÇOIS,

DÉMONTRÉS PAR LA RAISON ET PAR LES FAITS,

Par un François.

Nouvelle édition, revue, corrigée & augmentée.

Est-il d'autre parti que celui de vos Rois ?
VOLTAIRE.

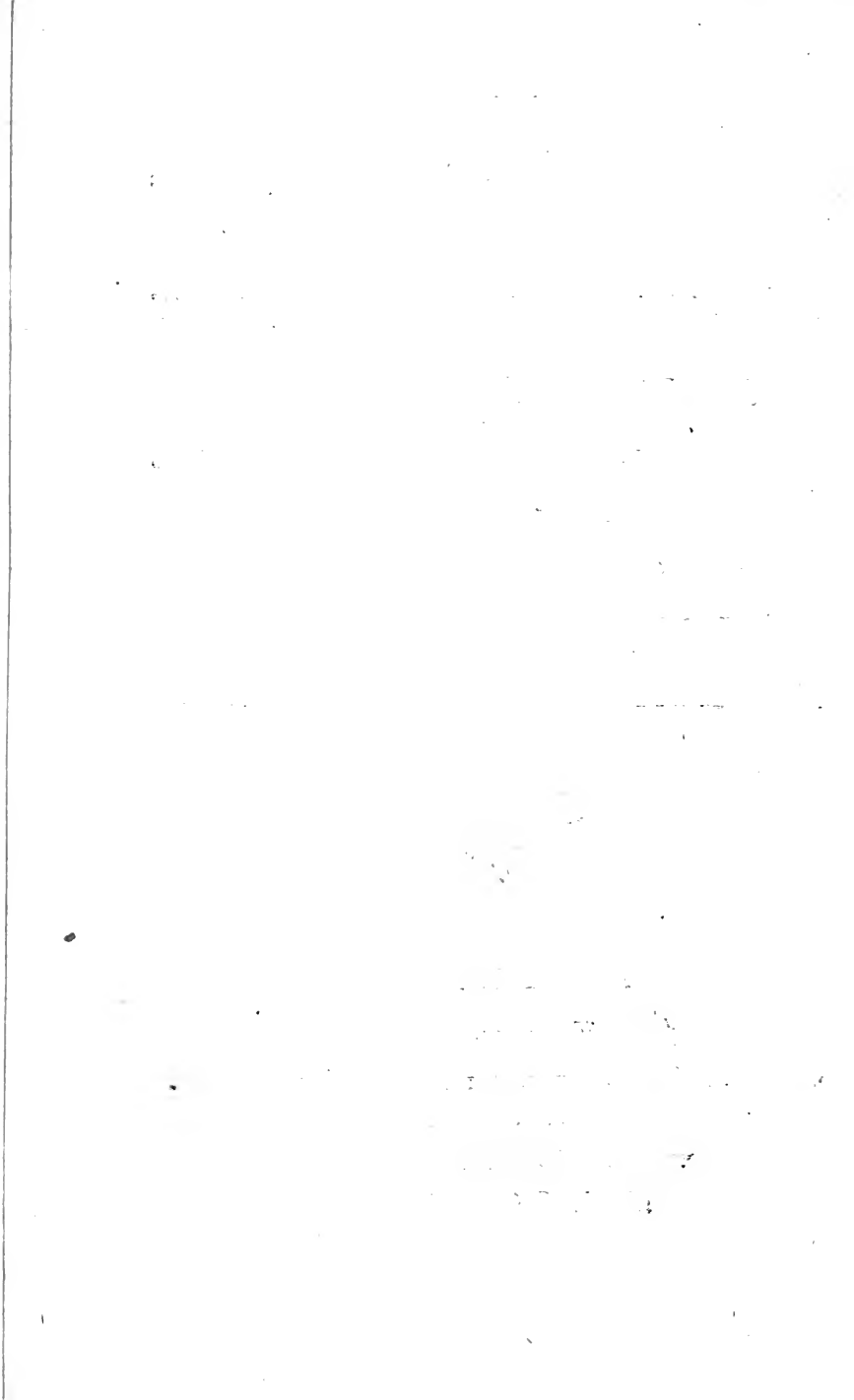


A GENEVE,
Et se trouve A PARIS,

Chez tous les LIBRAIRES qui vendent les
Nouveautés.

M. DCC. LXXX.







T A B L E

D E S M A T I E R E S.

<i>L E T T R E de M. de Voltaire à l'auteur de ce livre, avec la Réponse de l'auteur,</i>	page 1 & suiv.
<i>Introduction,</i>	12
<i>La liberté indéfinie, incompatible avec la société. Idée du gouvernement le plus libre,</i>	ibid.
<i>La possession ancienne, titre universel des empires. Pour- quoi?</i>	ibid.
<i>Objet que l'auteur s'est proposé dans cet ouvrage,</i>	12
<i>Point de liberté sans sûreté, objection à laquelle l'auteur se propose de répondre,</i>	13
<i>Première Partie. La monarchie considérée en général,</i>	ibid.
<i>Seconde Partie. Du gouvernement de la France en parti- culier.</i>	14
<i>De l'Esprit des loix, de M. de Montesquieu,</i>	15
<i>Objet que ce magistrat s'est proposé : première source de l'abus qu'on a fait de son livre,</i>	ibid.
<i>Seconde source d'abus qu'il avoit prévue lui-même,</i>	16 & suiv.

P R E M I E R E P A R T I E.

<i>De l'état de l'homme en société, & de l'excellence du gouver- nement monarchique, pour assurer la liberté particulière des sujets,</i>	19
<i>§. I. Que l'état de société est naturel à l'homme, quoiqu'il mette des bornes à la liberté indéfinie,</i>	ibid.

<i>Fausse conséquence qu'on tire de la contradiction de la liberté indéfinie avec l'état de l'homme vivant en société,</i>	<i>ibid. & 20</i>
<i>L'amour de nous-mêmes : principe de la société,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Progrès de la première société établie entre l'homme & la femme,</i>	<i>21</i>
<i>L'invention des arts, origine des propriétés & de l'union des familles,</i>	<i>22</i>
<i>Effets plus rapides de l'usurpation & de la violence ; mais elles n'auroient pu former une société durable, si cet état étoit contraire à la nature de l'homme,</i>	<i>24</i>
<i>Observations sur le paragraphe premier,</i>	<i>25</i>
<i>L'auteur répond à un système qui ne doit pas être confondu avec les vérités qu'il se propose de démontrer dans cette première Partie,</i>	<i>ibid.</i>
<i>§. II. De la nécessité d'un gouvernement pour le maintien de la société, de l'origine des deux espèces principales, la monarchique & le républicain, du despotisme qui leur est opposé & des gouvernements mixtes,</i>	<i>34</i>
<i>Tout gouvernement a pour objet d'arrêter les efforts des intérêts particuliers contre l'intérêt général,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Première division des gouvernements, le monarchique & le républicain, subdivision de ce dernier,</i>	<i>35</i>
<i>L'oligarchie : ce que c'est,</i>	<i>36</i>
<i>L'autorité naturelle du père sur ses enfants, modèle de la monarchie,</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Un chef & un conseil soumis à l'autorité du chef, essence du gouvernement monarchique,</i>	<i>37</i>
<i>Les inventeurs des arts. Premiers monarques,</i>	<i>ibid.</i>
<i>L'usurpateur forcé, par son propre intérêt, de se rapprocher du modèle tracé par la nature,</i>	<i>38</i>
<i>Conséquence des principes posés,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Le gouvernement monarchique plus ancien que le républicain,</i>	<i>39</i>
<i>Nature du gouvernement républicain & de ses deux espèces,</i>	<i>40</i>

<i>De l'aristocratie,</i>	ibid.
<i>De la démocratie,</i>	ibid.
<i>Toute puissance vient de Dieu, sens de cette maxime, application particulière à la monarchie,</i>	41
<i>Du despotisme & des gouvernements mixtes,</i>	ibid.
<i>Du despotisme de fait; c'est une maladie à laquelle tous les gouvernements sont exposés,</i>	ibid.
<i>Du despotisme de constitution,</i>	42
<i>Distinction du despotisme de constitution, & de la monarchie pure,</i>	ibid.
<i>Des gouvernements mixtes, quels ils sont,</i>	45
<i>§. III. Des loix & de la puissance du souverain, tant pour les établir que pour les faire exécuter,</i>	ibid.
<i>Quel est le souverain dans chaque gouvernement?</i>	ibid.
<i>Point de gouvernement sans la réunion de trois pouvoirs dans la main du souverain,</i>	46
<i>Comment le peuple exerce ces pouvoirs dans la démocratie, les chefs de la nation dans l'aristocratie, le roi dans la monarchie?</i>	ibid.
<i>Inaliénabilité du pouvoir du souverain dans tout gouvernement,</i>	ibid.
<i>Preuve,</i>	47
<i>Le pouvoir du souverain n'est borné que par les loix immuables; quelles sont ces loix? 1°. Les loix naturelles & divines,</i>	ibid.
<i>2°. Les loix fondamentales de chaque gouvernement. Quelles elles sont?</i>	ibid.
<i>Dans la république,</i>	48
<i>Dans la monarchie?</i>	ibid.
<i>Toutes les autres loix sont susceptibles de changement. Qui a droit de les changer?</i>	ibid.
<i>Exemples de la nécessité de ces changements,</i>	49

<i>Consentement du peuple, s'il est nécessaire pour la révocation des loix ? Distinction,</i>	ibid.
<i>Quand la loi peut tomber en désuétude ?</i>	50
<i>Tolérance de l'infraction des loix, principe destructeur de tout gouvernement,</i>	51
<i>§. IV. De l'insuffisance des moyens employés dans les républiques pour concentrer les intérêts particuliers dans l'intérêt commun, & du despotisme de constitution,</i>	52
<i>Les avantages du gouvernement républicain ne sont qu'apparens,</i>	ibid.
<i>Raison tirée de la nature du peuple,</i>	53
<i>Le peuple ne gouverne dans les républiques que par ses représentans,</i>	56
<i>Rôle du peuple dans les républiques,</i>	ibid.
<i>Juger ses représentans; il en est incapable,</i>	ibid.
<i>Aveu de M. de Montesquieu,</i>	ibid.
<i>Définition de la vertu,</i>	ibid.
<i>Acception particulière de ce mot, dans l'Esprit des loix,</i>	ibid.
<i>Inconvénient de ces acceptions particulières d'un mot connu,</i>	57
<i>Le même raisonnement s'applique à la vertu politique, dans le sens de M. de Montesquieu. Preuve,</i>	ibid.
<i>Le gouvernement monarchique est d'autant plus parfait, qu'il exige moins de vertu dans les sujets, pour assurer la tranquillité publique; aveu de M. de Montesquieu,</i>	59
<i>Toute assemblée nombreuse est peuple; conséquence contre le gouvernement aristocratique,</i>	ibid.
<i>Vice particulier au gouvernement aristocratique,</i>	60
<i>Du despotisme de constitution,</i>	ibid.
<i>Deux principes de ce gouvernement, la crainte & le fanatisme,</i>	ibid.
<i>Ce gouvernement est destructeur,</i>	61
<i>Ses effets contre le despote lui-même,</i>	62
<i>§. V. Des loix fondamentales de la monarchie pure,</i>	63

Suite de la distinction de la monarchie & du despotisme ibid.

Premiere loi fondamentale de la monarchie. L'autorité du monarque sans partage. ibid.

Seconde loi fondamentale, l'ordre de la succession à la couronne, dans les états où il est établi; son utilité, ibid.

Troisième loi fondamentale. Forme constante dans l'établissement & dans la révocation des loix, dépôt public qui les renferme, 64

Quatrième loi fondamentale, nécessité d'un conseil du monarque, 65

Avantages de l'irrévocabilité des magistrats, ibid.

Cinquième loi fondamentale, exception nécessaire aux précédentes, le droit du monarque de déroger aux formes légales quand l'intérêt public l'exige. Preuve, 66

Premier exemple, ibid.

Second, ibid.

Troisième, 67

Quatrième, ibid.

Comment l'honneur est le principe du gouvernement monarchique, définitions, 68

L'honneur est un mobile propre au gouvernement monarchique, 69

La monarchie, image du gouvernement de Dieu sur la terre, 71

§. VI. De l'obligation des sujets de contribuer aux dépenses communes de la société, & de la richesse publique & particulière, ibid.

Le droit du monarque d'exiger des impôts n'est-il pas une atteinte à la propriété des sujets? ibid.

Définition de la richesse en général, 72

Les fruits de la terre & l'industrie, seules richesses primitives, ibid.

Des métaux, quelle est leur valeur? ibid.

<i>Comment l'or & l'argent sont devenus les signes des valeurs ?</i>	ibid.
<i>De la monnoie; quel droit a le souverain en cette partie,</i>	ibid.
<i>Du commerce,</i>	73
<i>Obligation naturelle des membres de toute société de contribuer aux dépenses communes,</i>	ibid.
<i>Trésor commun. Sa richesse constitue la richesse publique,</i>	74
<i>La rich.^{ss}e publique & la rich.^{ss}e particulière, deux corrélatifs,</i>	ibid.
<i>Le souverain, dans chaque état, est le dépositaire du trésor public,</i>	75
<i>Du domaine du monarque. Digression sur l'utilité de cet établissement. Ses conséquences,</i>	ibid.
<i>Première conséquence,</i>	76
<i>Seconde conséquence,</i>	ibid.
<i>L'étendue du domaine du monarque ne dispense pas les sujets des contributions nécessaires, a-t-il besoin du consentement de la nation?</i>	ibid.
<i>Précautions nécessaires. La première, se soumettre aux loix, pour la conservation de ses domaines, s'il en a;</i>	78
<i>La seconde, accorder à un peuple des défenseurs dans la levée des contributions,</i>	79
<i>Comment le monarque contracte au nom de l'état?</i>	ibid.
<i>Digression sur les malheurs occasionnés par l'épuisement du trésor public,</i>	ibid.
<i>Le monarque a droit de se restituer lui-même contre les engagements ruineux qu'il a pris au nom de l'état; précautions qu'il y doit employer,</i>	80
<i>Observations sur le §. VI,</i>	81
<i>Quelques personnes eussent désiré plus de développemens dans ce paragraphe. On essaye de les satisfaire,</i>	ibid.
<i>Conséquences du principe, que les fruits de la terre & l'industrie de ses habitants sont les seules richesses primitives,</i>	83

<i>Deux systèmes opposés dans la distribution des impôts. Leurs inconvénients dans une monarchie ancienne,</i>	ibid.
<i>Seul moyen praticable pour se rapprocher par degrés de la marche de la nature,</i>	87
<i>De l'intérêt de l'argent & de l'usure,</i>	89
<i>Double destination des métaux. Conséquence qui en résulte, & des loix de l'église y relatives,</i>	ibid.
<i>Insuffisance de ces règles, dans l'ordre civil,</i>	91
<i>Nécessité de fixer le taux de l'intérêt. S'il doit être uniforme pour toutes les destinations?</i>	ibid.
<i>Progrès des loix contre l'usure,</i>	93
<i>Nature des contrats de constitution. Nos loix plus rigoureuses que celles de l'église,</i>	94
<i>Inconvénients de cette rigueur. Contradiction qui en résultent. L'impossibilité dans l'exécution,</i>	ibid.
<i>Jurisprudence de quelques parlements. Quelle loi seroit capable de prévenir les inconvénients exposés,</i>	100
<i>Du luxe & des loix somptuaires, avec quelques réflexions sur la nouvelle législation de M. l'abbé Mably,</i>	102
<i>Avantages du luxe proportionnels à l'étendue des états, & de ses inconvénients, s'il est excessif,</i>	ibid.
<i>Des loix somptuaires. Opinion de M. de Montesquieu; on l'examine,</i>	104
<i>Projet de M. l'abbé Mably de détruire l'avarice & l'ambition,</i>	105
<i>Révolution générale dans le gouvernement, objet des souhaits de M. l'abbé Mably,</i>	106
<i>Les inconvénients des loix somptuaires qu'il reconnoît, ne l'effraient pas,</i>	107
<i>Désir de l'égalité parfaite & de la communauté de biens. Il y substitue de petites républiques pauvres,</i>	109
<i>La somptuosité des édifices publics des romains, blâmée par</i>	

<i>M. l'abbé Mably. Destruction entiere des objets de luxe,</i>	ibid.
<i>Abolition entiere des testaments : ordre des successions légitimes : gênes imposées à l'aliénation des immeubles dans le projet de M. l'abbé Mably,</i>	111
<i>Loix agraires désirées par M. l'abbé Mably ; ce qu'elles ont produit dans Rome,</i>	112
<i>L'avarice & l'ambition indestructibles, parce que ces passions prennent leur source dans l'amour de nous-mêmes,</i>	113
<i>L'amour de la liberté, tel que M. l'abbé Mably le représente, est une ambition générale,</i>	114
<i>République fédérative de M. l'abbé Mably, exemples qui ne la font pas désirer,</i>	115
<i>M. l'abbé Mably rejette l'influence du climat sur la forme du gouvernement,</i>	116
<i>L'expérience contredit les systèmes de M. l'abbé Mably,</i>	118
<i>Nécessité d'un législateur, pour fixer le gouvernement, suivant M. l'abbé Mably lui-même,</i>	119
<i>Profession militaire, apprentissage de la Magistrature, courte durée des Magistratures, dans le système de M. l'abbé Mably,</i>	122
<i>Inconvénients de ces magistratures limitées à un temps fort court,</i>	124
<i>Si l'état a un chef, M. l'abbé Mably veut que son pouvoir soit limité,</i>	126
<i>Opinion contraire des Danois. Ils n'ont pas admis le gouvernement arbitraire, mais absolu. Ce qui est arrivé,</i>	ibid.
<i>Peinture du gouvernement monarchique, suivant M. l'abbé Mably lui-même,</i>	127
<i>La liberté est plus grande quand les loix défendent moins. Conséquence de cette proposition. Ce qui forme la sûreté du citoyen dans la monarchie ?</i>	128

*Objection spécieuse, mais qui n'est pas plus solide. Ren-
voi au paragraphe suivant,* 129

§. VII. *Des abus d'autorité ou du despotisme de fait : que
les loix fondamentales de la monarchie ne peuvent recevoir
d'altération durable des erreurs du monarque, & de la sé-
duction de ses favoris,* 131

*Tous les abus d'autorité sont un despotisme de fait, ibid.
Le remede qu'on chercheroit dans un corps représentatif de
la nation, avec droit d'opposition aux volontés du mo-
narque, seroit plus dangereux que le mal : preuve, ibid.
Les abus d'autorité plus dangereux dans un corps que dans
le monarque. Pourquoi?* 132

*Combien le système monarchique est plus avantageux dans sa
simplicité !* ibid.

*L'autorité du monarque assure l'ordre de la succession à la
couronne, & toutes les loix fondamentales,* 133

*Comment l'autorité du monarque nécessite les ministres de se
porter au bien général, par la considération de leurs intérêts
particuliers?* 134

Première objection, tirée d'une expérience fréquente, 135

Seconde objection plus importante, 136

Troisième objection, l'ardeur des conquêtes, 138

Conclusion de ce paragraphe, 140

§. VIII. *Que le plus ancien & le plus puissant empire du
monde a conservé ses loix dans toute leur pureté, par
le seul droit des remontrances, nonobstant l'autorité sans
bornes du monarque,* ibid.

*Le gouvernement de la Chine fondé sur la puissance pater-
nelle, ce peuple est libre, comment?* ibid.

Causes des révolutions arrivées à la Chine, 142

Les représentations sont le soutien de cet empire, 143

§. IX. *Du gouvernement de l'Angleterre,* ibid.

<i>Idee que M. de Montesquieu nous donne du gouvernement anglois,</i>	144
<i>Droit de juger, le plus redoutable des trois pouvoirs, ibid.</i>	
<i>Précautions prises par les anglois pour le modérer, ibid.</i>	
<i>Réflexions sur ce morceau de l'Esprit des loix,</i>	145
<i>Uniformité des jugements impossible tant en matiere civile qu'en matiere criminelle, dans des tribunaux vésfastiles,</i>	ibid.
<i>Le danger est plus grand si les juges sont pris dans tous les états de la société,</i>	147
<i>Tableau de nos anciens usages en cette partie,</i>	ibid.
<i>L'ordre judiciaire, tel qu'il existe aujourd'hui parmi nous, est conforme à la raison,</i>	148
<i>Point de liberté, suivant M. de Montesquieu, si la puissance de juger n'est séparée de la puissance législative & de la puissance exécutrice,</i>	149
<i>Système du gouvernement anglois,</i>	150
<i>Réfutation analytique de ce morceau de l'Esprit des loix,</i>	151
<i>Suite du même système,</i>	152
<i>Le corps législatif ne doit pas toujours être assemblé, inconveniens qui en résulteroient,</i>	153
<i>Agitation résultante de la nature du gouvernement anglois, de l'aveu de M. de Montesquieu,</i>	154
<i>Moyens employés par les anglois pour fixer cette agitation,</i>	ibid.
<i>Pouvoir du monarque en Angleterre,</i>	155
<i>Avantages de la puissance du monarque en Angleterre, selon M. de Montesquieu,</i>	ibid.
<i>Son droit d'assembler le parlement, de le dissoudre, & de donner la sanction aux loix,</i>	156
<i>Prérogative royale de faire la guerre & la paix; limitation qu'elle éprouve en Angleterre,</i>	157

<i>La chambre haute n'a pas le droit de statuer en matiere d'impôts, mais seulement d'empêcher,</i>	ibid.
<i>Le monarque n'est pas comptable de l'inexécution des loix ; mais on poursuit ses ministres & ses généraux pour avoir obéi à ses ordres ; c'est le seul cas dans lequel la puissance législative ait le droit de juger,</i>	ibid.
<i>Un tel gouvernement est-il une monarchie ?</i>	158
<i>Premiere preuve du vice intérieur qu'il renferme,</i>	ibid.
<i>Aveu de M. de Montesquieu,</i>	ibid.
<i>Deuxieme preuve.</i>	ibid.
<i>Opinion de M. de Voltaire,</i>	159
<i>Réflexion sur l'opinion de M. de Voltaire,</i>	ibid.
<i>Réflexion de M. Hume,</i>	160
<i>Suite des faits,</i>	ibid.
<i>Quelle idée les anglois ont eux-mêmes de leur gouvernement, d'après M. Hume,</i>	161
<i>La séduction inévitable en Angleterre, les partis y naissent de la constitution même, suivant M. Hume,</i>	164
<i>Les impôts plus forts en Angleterre qu'en France ; c'est une suite de la liberté, suivant M. de Montesquieu,</i>	ibid.
<i>Conclusion de ce paragraphe.</i>	ibid.
<i>Observations sur le §. IX,</i>	166
<i>N. 1. La réunion des pouvoirs dans la main du monarque est de l'essence du gouvernement monarchique, suivant M. de Montesquieu,</i>	ibid.
<i>Inexactitude de la proposition, telle qu'elle est présentée dans l'Esprit des loix,</i>	ibid.
<i>Pouvoirs intermédiaires : ce que c'est, suivant M. de Montesquieu ?</i>	ibid.
<i>De la noblesse, des rangs, des ordres, & de cette maxime : Qu'il faut dans la monarchie que le pouvoir arrête le pouvoir,</i>	167
<i>Si le monarque peut juger par lui-même,</i>	169

<i>Exemples célèbres qui contredisent le système de M. de Montesquieu en cette partie ,</i>	ibid.
<i>Louis-le-Debonnaire ,</i>	ibid.
<i>S. Louis ,</i>	ibid.
<i>Charles VIII ,</i>	170
<i>Réponse du parlement de Paris à Charles VII ,</i>	ibid.
<i>Tous les anciens rois jugeoient par eux-mêmes leurs sujets ,</i>	171
<i>Distinction du conseil est du droit ,</i>	ibid.
<i>Réponses aux raisons alléguées par M. de Montesquieu , pour soutenir que le monarque ne peut juger par lui-même ,</i>	172
<i>Comment le monarque est la partie des accusés ,</i>	ibid.
<i>De son droit aux confiscations ,</i>	ibid.
<i>Du droit de faire grace ,</i>	173
<i>Qu'il faut prendre garde d'anéantir l'autorité du monarque sous prétexte d'ajouter à la majesté du trône ,</i>	ibid.
<i>N. 2. Du gouvernement de Lacédémone ,</i>	174
<i>N. 3. Portrait tiré du spectateur anglois , des excès auxquels se porte l'esprit de parti ,</i>	175
<i>§. X. Suite du même sujet. Autres exemples du danger des limites qu'on essuieroit de mettre à la puissance du monarque ,</i>	178
<i>De la liberté politique de M. de Montesquieu ,</i>	ibid.
<i>Cette prétendue liberté est le despotisme le plus dur ; exemples tirés de l'Angleterre ,</i>	180
<i>Dans quel cas celui entre les mains duquel est le pouvoir en abuse-t-il presque infailliblement ?</i>	181
<i>Le prétendu équilibre de M. de Montesquieu conduit à l'abus du pouvoir ; pourquoi ?</i>	ibid.
<i>Preuve par les faits ,</i>	182
<i>Effets funestes des combats entre la puissance ecclésiastique & la puissance séculière ,</i>	ibid.

<i>Quelle fut la cause du despotisme des empereurs romains ,</i>	183
<i>Les temps de minorité ordinairement plus orageux parmi nous par la même raison ,</i>	ibid.
<i>De Louis XI ,</i>	ibid.
<i>Du ministère du cardinal de Richelieu ,</i>	184
<i>De Louis XIV ,</i>	ibid.
<i>De Louis XV ,</i>	ibid.
<i>Eloge du roi</i>	185
<i>§. XI. Résumé des propositions établies dans les paragraphes précédents ,</i>	ibid.

S E C O N D E P A R T I E .

<i>Que le gouvernement françois présente le modele de la monarchie pure la plus parfaite ,</i>	195
<i>§. I. Du Gouvernement de la France sous les deux premieres races de nos rois ,</i>	ibid.
<i>Portrait des mœurs des Germains , par Tacite , dont les traces se retrouvent dans nos mœurs & dans nos usages ,</i>	ibid.
<i>Les germains avoient peu de loix ,</i>	ibid.
<i>Excès contraires ,</i>	ibid.
<i>Origine de la dénomination de Villains , donnée aux roturiers par nos coutumes ,</i>	197
<i>Noblesse héréditaire ; le prince en étoit néanmoins dispensateur ,</i>	198
<i>La puissance civile & militaire réunie entre les mains des ducs ou gouverneurs , & des comtes leurs lieutenants ,</i>	ibid.
<i>La vengeance tolérée , comment ?</i>	199
<i>Des peines chez les Germains ,</i>	200
<i>L'honneur , principe du gouvernement des Germains , & de leur fureur pour le jeu ,</i>	ibid.
<i>Digression sur les mœurs privées de ce peuple ,</i>	201

<i>Fin de la digression ,</i>	206
<i>De la ressemblance que M. de Montesquieu a cru voir entre le gouvernement des Germains & celui des anglois ,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Observations préliminaires ,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Division des Germains en différents peuples peu nombreux chacun en particulier , subdivision de chaque peuple en deux classes , les nobles & les serfs ,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Comment le gouvernement aristocratique concouroit avec la monarchie chez les Germains ,</i>	208
<i>En quel sens Tacite dit que les rois n'étoient pas absolus ?</i>	209.
<i>Des assemblées de la nation chez les Germains ,</i>	<i>ibid</i>
<i>Les Germains superstitieux & crédules ,</i>	211
<i>Les peines capitales n'étoient infligées que par l'ordre des prêtres ,</i>	<i>ibid.</i>
<i>La naissance donnoit le sceptre ; on choissoit des généraux entre les rois ,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Ligue des peuples Germains , quel changement elle produisit dans la forme du gouvernement ?</i>	212
<i>Contribution aux dépenses communes ; quelles étoient ces dépenses ,</i>	213
<i>Dissertation sur le Gouvernement de Clovis & des rois de la premiere race ,</i>	214
<i>Fait du vase de Soissons , fausses conséquences qu'on en tire ,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Témoignage de Grégoire de Tours sur l'autorité des rois de la premiere race ,</i>	218
<i>Revue du champ de Mars , ou du Mai , discours de Clovis II dans une de ces assemblées ,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Deuxieme race. Fausse application de quelques endroits des capitulaires où il est fait mention de l'approbation de l'assemblée ,</i>	220
<i>Conséquences qui résultent de ces textes ,</i>	221

<i>Observations sur le §. Ier.</i>	223
<i>Exposition du système de M. l'abbé Mably, dans ses observations sur l'histoire de France,</i>	ibid.
<i>M. l'abbé Mably convient que son système contredit Grégoire de Tours, historien contemporain; ce qu'il répond?</i>	ibid.
<i>Réponse,</i>	ibid.
<i>Importance de ce témoignage d'après M. l'abbé Mably lui-même,</i>	225
<i>M. l'abbé Mably appuie son système de différents textes de la loi salique, de celle des Ripuaires & autres. Réponse par ces loix même,</i>	ibid.
<i>Charlemagne a-t-il rendu à la nation la puissance législative?</i>	227
<i>Examen d'une citation tirée de l'édit des Pistes,</i>	228
<i>Le système de M. l'abbé Mably réfuté par le texte même des loix de Charlemagne,</i>	230
<i>§. II. De la nature des officers sous la première & sous la seconde race de nos rois, des causes de ces deux révolutions, & de l'origine du gouvernement féodal,</i>	233
<i>Causes de la révolution arrivée à la fin de la première race,</i>	ibid.
<i>Causes de la révolution arrivée à la fin de la seconde race,</i>	ibid.
<i>Comparaison du gouvernement des Gaulois, suivant César, & celui des francs, suivant Tacite,</i>	236
<i>Gouvernement aristocratique des Gaulois, autorité des nobles, servitude du peuple,</i>	237
<i>Pouvoir des druides l'excommunication qu'ils prononçoient semblable, quant aux effets extérieurs, à celle lancée par nos évêques dans le dixième siècle,</i>	ibid.
<i>Effet du mélange des deux peuples depuis la conquête. Distinction des personnes,</i>	238
<i>Division des terres & de la tenure en fief,</i>	239

<i>De la réunion de tous les pouvoirs dans la main des Officiers du roi possesseurs des fiefs ,</i>	241
<i>Ces officiers étoient à vie , même révocables à volonté ,</i>	242
<i>Commissaires envoyés par le roi pour examiner la conduite des comtes ,</i>	243
<i>Charles-le-Chauve est le premier de nos rois qui s'est engagé à ne point révoquer ses officiers sans cause ,</i>	244
<i>Résumé de ce qui vient d'être dit ,</i>	ibid.
<i>Conclusion, quelle fut la cause des deux révolutions ?</i>	246
<i>Sentiment de Loiseau ,</i>	247
<i>Observations sur le §. II ,</i>	248
<i>On répond à quelques critiques ,</i>	ibid.
<i>Déclamation de M. l'abbé Mably contre Dumoulin & Loiseau, fondée sur la profession solennelle qu'ils font de soumission à l'autorité du roi ,</i>	252
<i>Perpétuité de cette doctrine ,</i>	254
<i>M. l'abbé Mably prétend que les francs ne réduisirent point les Gaulois en servitude , qu'ils ne partagerent point leurs terres ; comment il le prouve ?</i>	ibid.
<i>De l'administration de la justice & des commissaires envoyés par le roi dans les provinces , sous la première & la seconde race ,</i>	256
<i>Conseil du roi , de qui composé ?</i>	257
<i>Serments respectifs du roi & de ses vassaux sous Charles-le-Chauve ,</i>	ibid.
<i>Serment des vassaux ,</i>	ibid.
<i>Serment du roi ,</i>	259
<i>Réponse à une objection plus spécieuse que solide ,</i>	ibid.
<i>Serment de Philippe premier en 1059 ,</i>	260
<i>Serment de Henri IV & de ses successeurs ,</i>	261
<i>Conclusion ,</i>	262
<i>§. III. Du gouvernement féodal , & de la puissance des premiers rois</i>	1015

<i>rois de la troisieme race, tant dans leurs domaines que dans</i>	
<i>ceux de leurs vassaux,</i>	263
<i>Origine des arriere-fiefs & des censives,</i>	ibid.
<i>De l'administration du royaume dans ces premiers temps,</i>	265
<i>Changement arrivé par l'usurpation des seigneurs des</i>	
<i>fiefs,</i>	266
<i>Hugues-Capet obligé de tolérer cette usurpation, les effets qui</i>	
<i>en ont résulté,</i>	ibid.
<i>Idee du gouvernement féodal,</i>	ibid.
<i>Division de la puissance législative, conséquence de ce démem-</i>	
<i>brement,</i>	267.
<i>Preuves,</i>	ibid.
<i>Division de la France en pays de l'obéissance du roi & hors de</i>	
<i>l'obéissance; de même dans les terres des grands vassaux,</i>	269
<i>Exemple mémorable de cette distinction,</i>	ibid.
<i>De la souveraineté & de la suzeraineté,</i>	ibid.
<i>§. IV. Conséquence qui résulte du gouvernement féodal,</i>	270
<i>Observations sur les §§. III & IV,</i>	271
<i>Sous le gouvernement féodal les loix que nos rois faisoient</i>	
<i>pour toute la France, étoient de véritables traités avec les</i>	
<i>grands vassaux,</i>	ibid.
<i>Tableau des maux que cette anarchie a causés à la France,</i>	
<i>d'après M. l'abbé Mably lui-même,</i>	ibid.
<i>Contradiction dans laquelle tombe l'auteur des observations;</i>	
<i>Renvoi,</i>	273
<i>Sentiment de M. le Président Haynault sur le rétablissement</i>	
<i>de la puissance monarchique dans sa plénitude,</i>	274
<i>§. V. De la forme ancienne des jugemens, des appels, de</i>	
<i>l'affranchissement des serfs, & de l'établissement des par-</i>	
<i>lements comme cours de justice,</i>	ibid.
<i>Résumé de ce qui a été dit dans les §§. précédents : de la forme</i>	
<i>judiciaire sous les deux premieres races, avant l'usurpa-</i>	
<i>tion des seigneurs,</i>	ibid.

<i>Des ducs, des marquis, des comtes : ce qu'ils étoient alors ?</i>	275
<i>Origine de l'expression, nos gens, dont nos rois se servent encore dans les lettres adressées aux cours souveraines,</i>	ibid.
<i>Barons, terme générique dont l'étymologie est peu connue,</i>	ibid.
<i>Des vicaires, vicomtes, centenaires, doyens, scabins ou échevins,</i>	ibid.
<i>Le duc alors président d'un tribunal composé des comtes, vicomtes, &c.</i>	276
<i>Titre de l'un des premiers sénateurs des Gaules, donné par Grégoire de Tours à S. Sulpice, ce qu'il désigne,</i>	ibid.
<i>Toutes les questions se décidoient par la preuve testimoniale, les épreuves ou le combat,</i>	277
<i>La possession des fiefs, premier titre de noblesse.</i>	
<i>Usurpation des ecclésiastiques sur la juridiction séculière,</i>	279
<i>Les roturiers ou serfs ne pouvoient obtenir justice contre les nobles. Pourquoi?</i>	281
<i>Tous les jugemens étoient alors souverains, étendue de la compétence, seule distinction entre les juges,</i>	ibid.
<i>Fausser le jugement, première forme de l'appel, ce que c'étoit ?</i>	282
<i>Autre genre d'appel, la défaute de droit, ou déni de justice; en quel cas il avoit lieu?</i>	ibid.
<i>Les appels de défaute de droit sans exemple quand les fiefs n'étoient pas patrimoniaux,</i>	284
<i>Peine de la défaute de droit,</i>	ibid.
<i>Rétablissement de l'autorité royale; combien il étoit nécessaire & par quels degrés on y est parvenu?</i>	285
<i>Affranchissement des serfs, première atteinte portée au gouvernement féodal,</i>	ibid.

<i>Bourgeois du roi, quels ils étoient ?</i>	ibid.
<i>Comment les affranchissements se sont multipliés, origine des droits pécuniaires des seigneurs ,</i>	286
<i>Multiplcité des affranchissements , preuve de la servitude antérieure ,</i>	ibid.
<i>Commissaires du roi chargés de protéger les affranchis , nommés souvent baillifs , origine de ce mot ,</i>	289
<i>Création des quatre premiers bailliages royaux ,</i>	290
<i>L'appel judiciaire substitué au combat , second degré de rétablissement de l'autorité royale ,</i>	291
<i>Deux dispositions des établissemens de S. Louis , source de toute la forme judiciaire observée aujourd'hui ,</i>	292
<i>Des parlements tels qu'ils subsistent ; troisieme degré de rétablissement de l'autorité royale ,</i>	294
<i>Deux séances ordinaires du parlement non encore sédentaire ,</i>	295
<i>Comment S. Louis jugeoit ses sujets ?</i>	ibid.
<i>Fixation du parlement à Paris en 1302 ,</i>	298
<i>Le ressort du parlement de Paris comprenoit toute l'étendue du domaine du roi ,</i>	300
<i>Distraction de la chambre de Languedoc pour former le parlement de Toulouse ,</i>	ibid
<i>Les cours des grands vassaux , autrefois sujettes à l'appel , érigées en parlements , complément du rétablissement de l'autorité royale ,</i>	301
<i>Observations sur le §. V ,</i>	302
<i>Les magistrats tenoient-ils leur pouvoir du roi ou de la nation sous la premiere & seconde race ? réfutation du système de M. l'abbé Mably ,</i>	ibid.
<i>M. l'abbé Mably étend son système jusqu'à favoriser les usurpations des ecclésiastiques sur la puissance séculière. Réponse ,</i>	ibid.
<i>Origine des sénéchaussées , telle qu'elle est rapportée par</i>	

<i>M. l'abbé Mably ; elle démontre la plénitude de l'autorité du monarque ,</i>	305
<i>Contradiction de M. l'abbé Mably avec ce qu'il a dit de l'abus du gouvernement féodal , & du droit du roi sur les villes libres ,</i>	ibid.
<i>Objections de M. l'abbé Mably</i>	307
<i>Réponse ,</i>	ibid.
<i>Autre objection ,</i>	ibid.
<i>Réponse ,</i>	ibid.
<i>Le roi uſoit de ſon droit , en protégeant ſes ſujets contre la vexation des ſeigneurs ,</i>	308
<i>Antiquité des lettres de ſauve-garde accordées par nos rois ,</i>	ibid.
<i>Opinion étrange de M. l'Abbé Mably ſur ces lettres ,</i>	ibid.
<i>Réponse ,</i>	309
<i>Conſéquence de l'antiquité de l'uſage de ces lettres ,</i>	ibid.
<i>Réſerve des cas royaux ; elle réſulte de la nature du gouvernement monarchique. Quels ſont ces cas ?</i>	ibid.
<i>Maxime que le roi eſt ſouverain par-deſſus tous ; ſentiment de Beaumanoir ſur cette maxime ,</i>	310
<i>§. VI. De la pairie en général & du droit des pairs , tel qu'il ſubſiſte aujourd'hui ,</i>	311
<i>Origine des anciennes pairies ,</i>	ibid.
<i>Epoque de leur réunion totale à la couronne ,</i>	ibid.
<i>Les droits des pairs ſont la conſéquence de leur qualité de repréſentants des anciens pairs. Première prérogative en matiere civile ,</i>	312
<i>Seconde prérogative en matiere criminelle ,</i>	313
<i>Conſéquence de la fixation du parlement à Paris ,</i>	ibid.
<i>Réponse du parlement de Paris , conſulté par Charles VII. Poſſeſſion ancienne de ce parlement ; faits qui la conſtatent ,</i>	314
<i>§. VII. De l'ordonnance de Philippe-de-Valois du 10 Mars</i>	

- 1344, de l'état du parlement jusqu'en 1467, & de la célèbre ordonnance de cette année, 316
- Le parlement rendu sédentaire à Paris par l'ordonnance de 1302 n'étoit pas continuuel, *ibid.*
- Listes envoyées par le roi à chaque séance du parlement, des magistrats qui devoient composer le parlement suivant, *ibid.*
- De l'ordonnance de 1344, portant réduction du nombre des officiers du parlement & un règlement de discipline qui s'observe encore, 317
- Quand le parlement devint continuuel? 318
- De l'ordonnance de 1467 qui assure l'irrévocabilité à tous les officiers du roi, 319
- §. VIII. Des enrégistremens & des remontrances ou protestations, 320
- Les arrêts du parlement n'étoient confiés, jusques dans le treizieme siecle, qu'à la mémoire des juges, *ibid.*
- Registres olim, ce que c'est? *ibid.*
- Le démembrement de la monarchie, par l'introduction du gouvernement féodal, seule cause de cette dégradation. Preuve, 321
- Origine de nos coutumes, comment on les constatoit? *ibid.*
- Point d'archives publiques, même des titres de la couronne, 322
- Fixation de la chambre des comptes à Paris par saint Louis. *ibid.*
- Ancienne forme de l'envoi des édits au parlement & de la publication des loix, 323
- Première époque de l'enrégistrement au parlement, 324
- Ordonnance du mois d'Avût 1374 qui fixe la majorité des rois à quatorze ans, publiée dans un lit-de-justice, avec quelles solemnités? 325
- Premier exemple de protestations du parlement, à quelle occasion? 326

<i>Autres exemples de protestations ,</i>	327
<i>Deux exemples remarquables de remontrances & de protestations ,</i>	328
<i>Première ; ordonnance des eaux & forêts , enregistrée du très-exprès commandement du roi ,</i>	329
<i>Seconde ; affaire du concordat ,</i>	330
<i>Opinion de M. le président Haynault sur cette question ,</i>	ibid.
<i>Deux bulles envoyées au parlement le même jour , revêtues de lettres-patentes ; succès des remontrances du parlement sur l'une , pourquoi ?</i>	334
<i>Vaine résistance sur l'autre. Arrêté qui rendoit inutile l'enregistrement postérieur ,</i>	ibid.
<i>Députation de l'université au parlement. Il fait confidence de son arrêté aux députés ,</i>	335
<i>Enregistrement. Comment ?</i>	336
<i>Funestes effets de la confidence du parlement aux députés de l'université ,</i>	ibid.
<i>Comment le roi parvint à arrêter les troubles & à procurer l'exécution à sa loi ?</i>	ibid.
<i>Maxime pernicieuse née du sein des guerres de religion ,</i>	337
<i>§. IX. Du grand-conseil ,</i>	338
<i>Origine commune du parlement & du grand-conseil ; quelles étoient ses fonctions ?</i>	ibid.
<i>Le grand conseil , cour de justice , appelé avec les pairs au jugement du duc d'Alençon en 1458 ,</i>	339
<i>Comment il devint cour ordinaire ?</i>	340
<i>Observations sur le §. IX ,</i>	344
<i>On examine l'étendue de ce vœu si souvent répété : un seul roi , une seule loi , un seul tribunal suprême dépositaire des loix ,</i>	ibid.
<i>Résumé des faits exposés dans les §§. précédents , avec</i>	

<i>quelques additions,</i>	348
§. X. Des états-généraux & des impôts ,	358
<i>Suite du résumé. Les états-généraux sont nés du rétablissement de la monarchie ,</i>	ibid.
<i>Trois objets des assemblées d'états-généraux,</i>	ibid.
<i>Premier objet,</i>	359
<i>Second objet,</i>	360
<i>Troisième objet ,</i>	361
<i>Impôts que nos rois étoient dans l'usage de lever sous la première, la seconde, & partie de la troisième race, ibid.</i>	
<i>Origine & inconvénient des états-généraux quant au soulagement des peuples. Remarque de Pasquier,</i>	363
<i>Altération des monnoies; à quels excès elle avoit été portée? Réformation , forme de la publication de cette ordonnance,</i>	367
<i>Origine des droits de gabelle & d'aides,</i>	368
<i>Commission de Charles V pour la levée du droit d'aides; le pouvoir des états-généraux y est renfermé dans ses véritables limites; égards de nos rois pour les représentations des états en matière d'impôts,</i>	370
<i>Les états-généraux n'ont jamais prétendu avoir un droit d'opposition ou de résistance, pas même dans les temps les plus orageux. Preuve,</i>	372
<i>Le parlement en corps assista aux états-généraux en 1568,</i>	373
<i>Résumé de ce qui vient d'être dit,</i>	374
<i>Danger & inutilité de ces assemblées. Opinion de Sully & de Henry IV,</i>	375
§. IX. Des cours des aides , suite du même sujet ,	379
<i>Résumé des impôts dont l'origine a été indiquée dans le §. précédent. Réflexion générale ,</i>	ibid.
<i>De la taille telle que le roi la percevoit aujourd'hui,</i>	381
<i>Origine des élections & des cours des aides ,</i>	382

xxiv TABLE DES MATIERES.

<i>Le roi se réserve la nomination des réformateurs des aides & du fait des monnoies , ensuite celle des généraux ,</i>	383
<i>Epoque de l'établissement de la cour des aides de Paris , telle qu'elle subsiste aujourd'hui ,</i>	384
<i>Observations sur les §§. X & XI ,</i>	387
<i>Les rois des deux premieres races exigeoient des contributions , non seulement des gaulois , mais des francs , quelles elles étoient ?</i>	ibid.
<i>Etapas accordées par les rois à leurs commissaires & à d'autres : combien elles étoient onéreuses au peuple ?</i>	ibid.
<i>Du cens ou tribut sous la premiere race ,</i>	388
<i>Autres impôts sous la premiere race ,</i>	390
<i>Conséquence de ces faits ,</i>	391
<i>Du droit de battre monnoie , & de l'usurpation des seigneurs sur ce point ,</i>	ibid.
<i>L'excès du mal fait naître le remede , par le rétablissement de l'autorité royale ,</i>	392
<i>Etranges couleurs sous lesquelles l'auteur des observations présente ce rétablissement ,</i>	393
<i>Conséquence du système de M. l'abbé Mably ,</i>	395
<i>M. l'abbé Mably essaie de consoler le peuple de la servitude ,</i>	ibid.
<i>Réponse par les principes du gouvernement monarchique : comparaison avec la prétendue égalité des républiques ,</i>	396
<i>Suite du raisonnement de M. l'abbé Mably ,</i>	398
<i>§. XII. Conséquences qui résultent des faits recueillis dans les paragraphes précédents ,</i>	400

Fin de la Table des Matieres.

LETTRE (*)

DE

M. DE VOLTAIRE

A L'AUTEUR DE CE LIVRE,

Qui lui avoit envoyé la première édition.

20 Juin 1777, à Ferney.

MONSIEUR,

EN passant tout d'un coup par-dessus les compliments & les remerciements que je vous dois, je commence par vous avouer

(*) N. B. L'auteur n'adopte ni les louanges, ni tous les principes contenus dans cette lettre, comme on peut le voir dans sa réponse; mais il a pensé qu'elle intéresseroit le public qui recueille avec empressement tout ce qui est sorti de la plume de M. de Voltaire.

A

que *despotique* & *monarchique* sont tout juste la même chose dans le cœur de tous les hommes , & de tous les êtres sensibles. *Despote* , *herus* signifient *maître* , & *monarque* signifie *seul maître* , ce qui est bien plus fort : une mouche est monarque des animalcules imperceptibles qu'elle dévore. L'araignée est monarque des mouches , puisqu'elle les emprisonne & les mange. L'hirondelle domine sur les araignées. Les pigrieches mangent les hirondelles ; cela ne finit point.

Vous ne disconviez pas que les fermiers - généraux ne nous mangent. Vous savez que le monde est ainsi fait depuis qu'il existe. Cela n'empêche pas que vous n'ayiez très - lumineusement raison contre l'abbé Mably , & je vous en rends, Monsieur , mille actions de grâces. Vous prouvez très-bien que le gouver-

nement monarchique est le meilleur de tous ; mais c'est pourvu que Marc-Aurele soit le monarque : car d'ailleurs qu'importe à un pauvre homme d'être dévoré par un lion , ou par cent rats.

Vous paroissez , Monsieur , être de l'avis de l'esprit des loix , ou plutôt de l'esprit sur les loix , en accordant que le principe des monarchies est *l'honneur* , & le principe des républiques , la vertu. Si vous n'étiez pas de cette opinion , je ferois de celle de M. le duc d'Orléans régent , qui disoit d'un de nos grands seigneurs : c'est l'homme le plus parfait de la cour , il n'a ni humeur , ni honneur. Et je dirois au président de Montesquieu , quand il veut prouver sa these , en disant que dans un royaume on recherche les honneurs : « On les recher- » che encore plus dans les républiques :

« on couroit après les honneurs de l'ova-
 » tion , du triomphe , & de toutes les di-
 » gnités. On veut même être doge à
 » Venise, quoique ce soit *vanitas vani-*
 » *tatum* ».

Au reste, Monsieur, vous êtes beaucoup plus méthodique que cet esprit des loix, & vous ne citez jamais à faux comme lui, ce qui est un point bien important : car si vous voulez vérifier les citations de ce Montesquieu, vous n'en trouverez pas quatre de justes. Je m'en suis donné autrefois le plaisir.

Je suis édifié, Monsieur, de la circonspection avec laquelle vous vous arrêtez dans le texte au regne de Henri IV. Tout ce que vous dites m'instruit, & je prends la liberté de deviner tout ce que vous ne dites pas.

Je vous remercie sur-tout de la ma-

niere dont vous pensez & dont vous vous exprimez sur ce gouvernement tartare qu'on appelle féodal. Il est perfectionné, dit-on, à la diete de Ratisbonne. Il est abhorré à une demi-lieue de chez moi à droite & à gauche : mais par une de nos contradictions françoises, il subsiste dans toute son horreur derriere mon portager, dans les vallées du Mont-Jura, & douze mille esclaves des chanoines de Saint-Claude, qui ont eu l'insolence de ne vouloir être que sujets du roi, & non serfs & bêtes de somme appartenants à des moines, viennent de perdre leur procès au parlement de Besançon, attendu que plusieurs conseillers de grand'chambre ont des terres où la main-morte est en vigueur, malgré les édits de nos rois, tant la jurisprudence est uniforme chez nous.

Enfin, votre livre m'instruit & me con-

fole ; j'en chéris la méthode & le style. Vous n'écrivez point pour montrer de l'esprit comme fait l'auteur de l'esprit des loix & des lettres parfaites ; mais vous vous servez de votre esprit pour chercher la vérité. Jugez donc, Monsieur, si je vous ai obligation de l'honneur que vous m'avez fait de m'envoyer votre ouvrage ; jugez si je le lis avec délices, & si je n'emploie qu'une formule vaine, en vous assurant que j'ai l'honneur d'être, avec la plus respectueuse estime, & la plus sensible reconnoissance,

M O N S I E U R ,

Votre très-humble
& très-obéissant
serviteur V.....

R E P O N S E

*De L'AUTEUR, à la lettre de M. DE
VOLTAIRE.*

Paris, ce 28 Juin 1777.

J'AI reçu, MONSIEUR, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire ; & quoique je n'admette pas entièrement votre proposition, que le gouvernement *despotique* & le *monarchique* soient une même chose, je vous dois cependant plus de remerciements des instructions que des éloges que vous voulez bien me donner.

L'homme ne peut renoncer à la liberté naturelle, & la contrainte seule ou le fanatisme soutiennent le véritable despotisme, la puissance d'un maître (Δεσποτὴς) ; mais je conçois à merveille qu'à l'exemple du gouvernement paternel, une société

nombreuse se soumette à l'autorité d'un seul homme , tellement élevé sur les autres que son intérêt se confonde avec l'intérêt public.

C'est en ce sens que je regarde le gouvernement monarchique des deux mots *μονος αρχειν*, *commander seul*, comme le plus favorable à la liberté de l'individu , non seulement lorsqu'un *Marc-Aurel* sera sur le trône ; mais toutes les fois que les vrais principes du gouvernement ne seront pas altérés , & l'intérêt du monarque dénaturé par l'élévation d'une puissance rivale.

Ce n'est pas qu'il ne puisse s'élever , & qu'il ne s'élève en effet des orages au sein de ce gouvernement , que les pigrieches ne continuent de manger les hirondelles ; mais à Dieu ne plaise que je propose pour remède , comme le fait M. l'abbé Mably , de diviser un grand empire en une mul-

titude de petites républiques pauvres , pour éloigner des hommes les objets de leurs passions ! il suffit que la constitution maintienne dans la monarchie des corps intermédiaires , subordonnés & dépendants , dont les représentations , sans aucun droit de résistance , rappellent sans cesse le monarque à son véritable intérêt.

Ainsi les abus d'autorité, le despotisme de fait , seront moins dangereux & moins durables , & la force du lion réprimera l'avidité des rats qui nous mangent ; je crois l'avoir prouvé , & par l'expérience , & par la considération de cette loi de la nature qui tolère les distractions des hommes sur leur intérêt réel ; mais qui les y rappelle infailliblement , aussi-tôt qu'ils le connoissent , comme un ressort se redresse de lui-même , lorsque l'obstacle qui l'arrêtoit ne s'oppose plus à son action.

Au surplus, Monsieur, le suffrage d'un juge tel que vous feroit capable de me donner une plus haute idée de mon ouvrage que celle que j'en dois concevoir, si d'autres vues m'avoient inspiré qu'un zele purement patriotique, & le desir de contribuer à repousser les attaques trop multipliées qu'on livre depuis quelque temps aux vrais principes du gouvernement françois, en manifestant à mes concitoyens les sentiments que j'ai pris toute ma vie pour regles de ma conduite.

Je suis, avec le respect & la reconnoissance que je vous dois,

M O N S I E U R ,

Votre très-humble
& très-obéissant
serviteur



INTRODUCTION.

QUELLE est la meilleure forme de gouvernement ? C'est une question dont le sage s'occupe rarement. Que lui importent ces recherches épineuses, dont l'ambitieux se sert pour agiter les esprits de la multitude ? Si l'homme n'est heureux que par sa liberté, le sage fait que ni l'homme sauvage, ni celui qui vit en société ne peuvent conserver la liberté indéfinie, ou le droit de faire sans restriction tout ce qui leur plaît. La liberté du premier est exposée aux insultes de tous, & le second ne peut jouir de la tranquillité qui est le but de toute société, sans se soumettre à des loix incompatibles avec la liberté indéfinie. Le gouvernement le plus favorable à la liberté est donc celui dont les loix dirigent tellement la volonté de chacun des individus, que la résistance de ces loix à la liberté naturelle soit la moins sensible.

La liberté indéfinie incompatible avec la société : idée du gouvernement le plus libre.

Mais le sage n'ignore pas que tous les établissemens humains ont des imperfections, qu'ils sont sujets à des abus. Ainsi soumis aux loix de l'état dans lequel il vit, il respecte la posses-

La possession ancienne, titre universel des empires : pourquoi ?

sion ancienne, titre universel des empires, sans en rechercher l'origine (a).

Objet que
l'auteur s'est
proposé dans
cet ouvrage.

Il est cependant des circonstances qui obligent de rappeler les hommes aux principes constitutifs de l'autorité, & de leur inspirer l'amour du gouvernement sous lequel ils vivent ; lorsque des erreurs dangereuses ont été semées avec art dans un grand nombre d'écrits importants, par la hardiesse des systèmes qu'ils renferment, par le ton de leurs auteurs, par les applaudissements qu'ils ont mérités en d'autres matières, enfin par la magie du style & par le charme de l'éloquence.

C'est à ces écrits que j'entreprends d'opposer la simplicité de la raison.

J'ignore si l'habitude de la soumission la rend

(a) « L'art de bouleverser les états, est de fonder
» jusques dans leur source pour y faire remarquer le
» défaut de justice & d'autorité. Il faut, dit-on, re-
» courir aux loix fondamentales & constitutives de
» l'état ; c'est un jeu sûr pour tout perdre, rien ne
» sera sûr à cette balance : cependant le peuple prête
» l'oreille & secoue le joug ; les grands en profitent
» à sa ruine & à celle des curieux examinateurs des
» coutumes établies ». *Pascal, pensée 25.* Il écrivoit
cette pensée peu de temps après les troubles de la
fronde qui avoient fourni un exemple mémorable de
cette vérité.

plus légère à mes yeux, si cet amour des François pour leurs rois qui forme le caractère distinctif de ma nation, me séduit; mais je crois être en état de prouver que la monarchie pure, ce gouvernement dont la nature nous a tracé le modèle dans la puissance paternelle, est le plus favorable à la liberté de chacun des individus qui composent la société.

Liberté & sûreté, deux idées inséparables : puisque l'homme ne se soumet aux loix que pour mettre sa personne & ses possessions à l'abri de la force & de l'usurpation.

Point de liberté sans sûreté : objection à laquelle l'auteur se propose de répondre.

Comment concevoir, me dira-t-on, qu'un seul homme suffise à tous les détails de l'administration politique? La liberté & la propriété des sujets seront donc sacrifiés aux intérêts particuliers, elles seront le jouet du caprice de ceux par les yeux desquels le monarque est forcé de voir.

J'essaierai de répondre à cette objection en développant, dans ma première partie, les loix essentielles & fondamentales de toute monarchie, qui distinguent ce gouvernement du despotisme de constitution. Il ne prévient pas sans doute tous les abus, mais les abus y sont moins durables, le remède y est plus prompt & plus efficace par la nature de la constitution; c'est ce que j'entreprends de démontrer,

I. Partie.
La monarchie considérée en général.

II. Partie.
Du gouver-
nement de la
France en
particulier.

Je me propose de prouver dans une seconde partie, que les principes du gouvernement monarchique, tels que je les expose dans ma première partie, tels que le plus ancien & en même temps le plus philosophe des poètes de l'antiquité nous les a tracés (1), furent apportés dans les Gaules

(1) « Le gouvernement de plusieurs n'est pas bon :
» qu'un seul gouverne, un seul roi. . . fils d'Atrée ,
» puissant roi des hommes, Agamemnon , je parlerai de
» vous, je commencerai par vous, parce que vous
» êtes roi de plusieurs peuples & que Jupiter vous a
» donné le sceptre & tout ce qui tient à l'exercice de
» la justice, afin que vous preniez conseil pour eux.
» C'est à vous de parler le premier & d'écouter ensuite,
» & procurer à chacun les moyens de dire ce que son
» esprit le porte à vous conseiller de bon, pour décider
» après les avoir entendus, parce qu'à vous seul appar-
» tient le commandement ». *Homere, Iliade, liv. 2 & 9.*

Οὐκ ἀγαθὸν Πολυκοιρανίη, εἰς κοίρανος ἔστω,
Εἷς Βασιλεὺς, ᾧ ἔδωκε Κρόνος παῖς ἀγκυλομήτεω
Σκῆπτροντ' ἠδὲ, θέμιστας, ἵνα σφισιν Βασιλεύῃη.

Il. liv. II, v. 203 & suiv.

Ἀτρεΐδῃ κύδιστε Ἀναξ Ἀνδρῶν Ἀγάμεμνον,
Ὡς σοὶ μὲν λήξω, σέοδ' ἀρξομαι ἔνεκα πολλῶν
Λαῶν ἑσσι Ἀναξ, καὶ τοι Ζεὺς ἐγγυάλιξε
Σκῆπτροντ' ἠδὲ θέμιστας, ἵνα σφισι Βαλεῦσῃη.
Τῶς τε χρῆν περὶ μὲν φασθαι ἔπος ἠδ' ἐπακῶσαι
Κρηῖναι δὲ καὶ ἀλλῶ, ὅταν τινὰ θυμὸς ἀνώγῃ
Εἰπῇν εἰς ἀγαθόν, σέοδ' ἔξεσται, ὃ πι κεν ἄρῃη.

Il. liv. IX, v. 96 & suiv.

par ces Francs qui aiderent Clovis dans sa conquête; je rechercherai les causes de l'altération de notre constitution, par l'introduction du gouvernement féodal, & comment elle fut rétablie par la sagesse de nos rois.

A Dieu ne plaise que j'aspire à la gloire de créer un système dans une matière dont les hommes se sont occupés dès le premier instant de leur réunion ! Mes principes sont répandus dans tous les livres; si je les réunis, c'est pour former de ces vérités saintes, précisément parce qu'elles sont anciennes, un corps de preuves qui les mette à l'abri des attaques que l'intérêt personnel & un faux amour de la liberté osent quelquefois leur livrer.

Ce catéchisme existe, me dira-t-on; l'esprit des loix est celui de l'humanité entière.

De l'esprit
des loix de
M. de Mont-
tesquieu.

En rendant aux grandes vues, & plus encore à la droiture des intentions de M. de Montesquieu, que j'ai presque toujours pris pour mon guide, la justice qui leur est due, je ne peux m'empêcher d'observer que l'esprit des loix est devenu, par l'abus qu'on en a fait, la source des erreurs les plus dangereuses.

M. de Montesquieu s'est proposé de faire aimer à chacun le gouvernement sous lequel il vit.

Objet que
ce Magistrat
s'est proposé : source de
l'abus qu'on a
fait de son li-
vre.

Le souhait étoit digne du magistrat philo-

fophe qui le formoit ; mais comment ne s'est-il pas apperçu que tout gouvernement contredit essentiellement la liberté indéfinie , qu'offrir à une seule nation les principes de l'administration politique de toutes les autres , en inclinant même par un éloge pompeux, pour les maximes d'un peuple plus libre en apparence que nous , par les contrepoids qu'il oppose à la puissance du monarque (1), c'étoit inspirer à cette nation une inquiétude semblable à celle d'un malade toujours disposé à changer de situation , sans savoir si celle qu'il choisit est préférable à celle qu'il quitte.

« Quand une fois, dit M. Bossuet (2), on a
 » trouvé le secret de prendre la multitude par
 » l'appât de la liberté, elle suit en aveugle pour
 » peu qu'elle en entende le nom. Ceux-ci occu-
 » pés du premier objet qui les avoit transportés,
 » alloient toujours sans songer qu'ils alloient à
 » la servitude ».

Seconde
 source d'abus
 qu'il avoit
 prévus.

Un autre inconvénient de l'esprit des loix provient de la liberté que M. de Montesquieu s'est donnée de prendre les mots les plus connus, tels que VERTU & LIBERTÉ, sous des acceptions

(1) Voyez le chapitre VI du 11^e. livre du gouvernement d'Angleterre.

(2) Oraison funebre de la reine d'Angleterre.
 contraires

contraires à l'usage ordinaire, il avertit de ces acceptions; mais il avoit prévu ce qui est arrivé, que des lecteurs superficiels, perdant de vue & l'ensemble de ses principes, & la sorte de dictionnaire qu'il s'est faite à lui même, faisoient des propositions détachées qu'ils détourneraient de leur véritable sens par des paralogismes funestes.

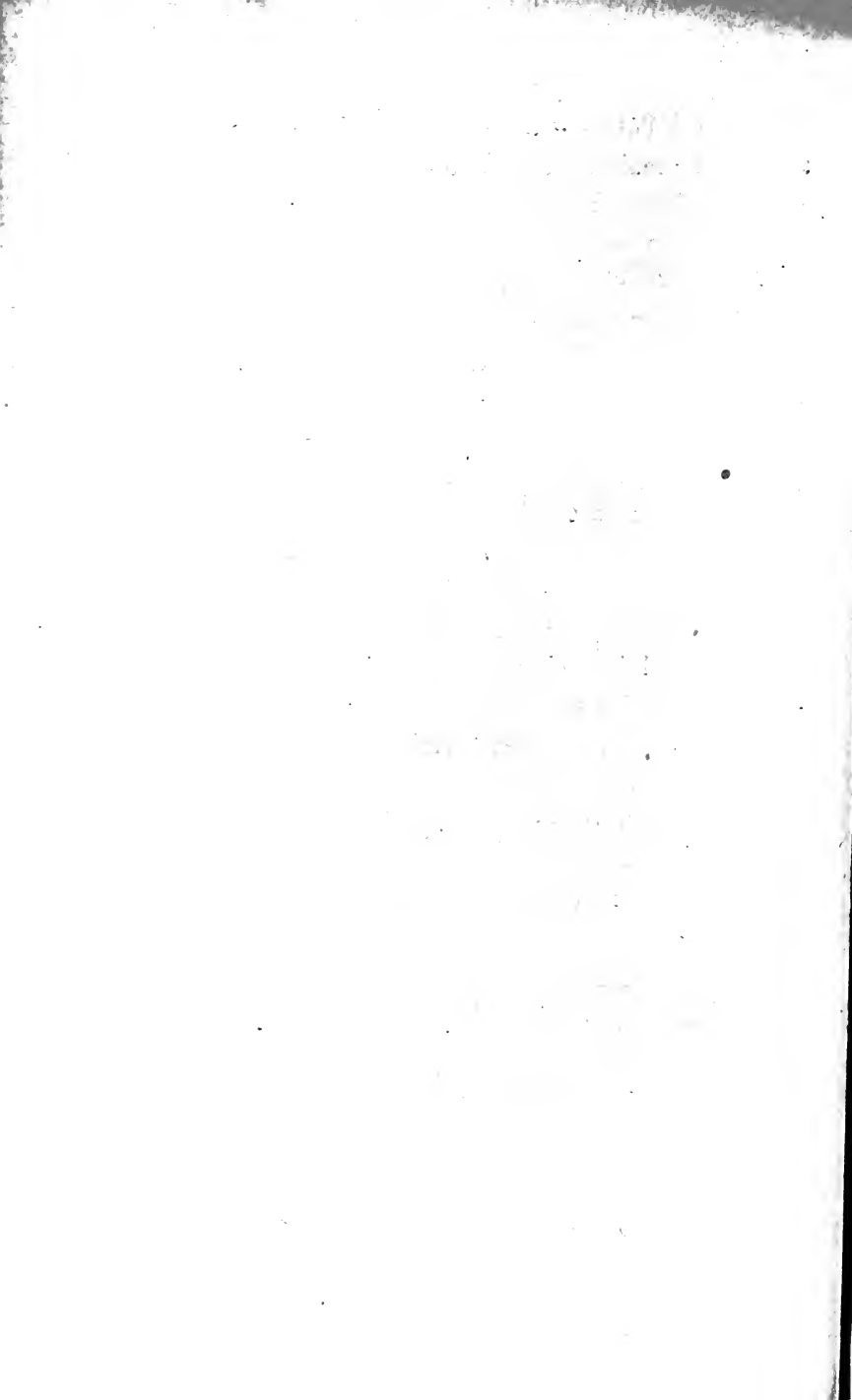
« Je demande (disoit cet homme célèbre) (1)
 » une grace que je crains que l'on ne m'accorde
 » pas, c'est de ne pas juger, par la lecture d'un
 » moment, d'un travail de vingt années ».

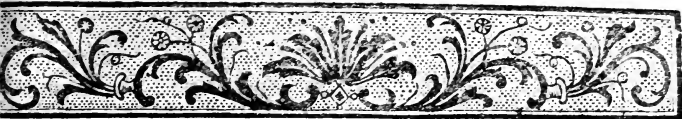
Il peut donc être nécessaire d'expliquer, & quelquefois même de combattre l'auteur de l'esprit des loix; c'est ce que j'ai osé entreprendre dans l'addition que j'ai insérée à la suite du paragraphe IX de ma première partie.

J'ai suivi la même méthode dans la seconde, pour réfuter le système de la prétendue république des Francs, imaginé par M. l'abbé de Mably dans ses observations sur l'histoire de France.

(1) Préface de l'esprit des loix.







L E S

VRAIS PRINCIPES

D U

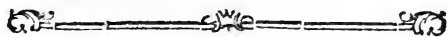
G O U V E R N E M E N T.

JE R A N Ç O I S.



P R E M I E R E P A R T I E.

*De l'état de l'homme en société, & de
l'excellence du gouvernement monar-
chique, pour assurer la liberté particulière
des sujets.*



S. I^{er}.

*Que l'état de société est naturel à l'homme, quoiqu'il
mette des bornes à la liberté indéfinie.*

SI je suis en droit de m'emparer de ce qui vous appartient, parce que je suis plus fort ou plus adroit que vous, pourquoi un autre, qui sera plus fort ou plus adroit que moi, n'usera-t-il pas du même droit que moi ?

Fausse consé-
quence qu'on
tire de la con-
tradiction de
la liberté in-
définie avec
l'état de
l'homme en
société.

B ij

— La liberté indéfinie est donc incompatible avec l'état de l'homme en société.

L'amour de
nous-mêmes,
principe de
la société.

Doit-on conclure de cette vérité démontrée que l'état de la société soit contraire à la nature, & que l'homme n'y puisse être retenu que par la crainte ?

Ceux qui tirent cette conséquence ne me paroissent pas avoir assez réfléchi sur les effets de l'amour de nous-mêmes, premier mobile de tous les êtres sensibles.

L'animal vit solitaire, si la terre lui fournit des secours assez abondants pour satisfaire ses besoins, s'il est assez fort, ou assez léger pour résister ou pour échapper à ses ennemis ; mais il s'associe avec des animaux de son espèce, s'il n'est pas en état d'attaquer, ou au moins de se défendre ; la nécessité le rapproche de l'homme même ; il reconnoît la main qui soulage ses besoins, qui pourvoit à sa subsistance, & il parvient à se familiariser, avec plus ou moins de facilité, suivant le degré de férocité que la nature lui a donné.

A ce premier motif de sociabilité qui est plus puissant dans l'homme que dans les autres animaux, parce que la nature a laissé à l'homme plus de besoins, & lui a donné moins de secours pour y fournir, moins de forces pour attaquer ou pour résister, moins de légèreté pour fuir,

se joint cet attrait qui entraîne les deux sexes l'un vers l'autre, sentiment qui ne se borne pas dans l'homme au seul desir de satisfaire le besoin.

A peine commence-t-il à se connoître qu'un penchant involontaire le porte vers un être semblable à lui, dont l'esprit, les goûts, les agréments ne laissant matiere à aucune concurrence, lui apprennent que cet être est nécessaire à son bonheur. La femme de son côté est portée vers l'homme par le même attrait. Elle est foible, il sera son défenseur, ses traits sont plus doux, sa voix plus touchante, son esprit plus léger, son cœur plus tendre, elle s'intéresse, elle s'attache à lui; la simple amitié prend entr'eux le caractère de l'amour. Si nul obstacle ne les retient, ils s'aimeront; & comme la nature n'a borné à aucun temps le pouvoir de l'homme, il se formera entre les individus des deux sexes une société durable. Suivons-en les progrès.

La foiblesse de l'enfant l'attache à ses parents par le besoin qu'il a de leurs secours; mais cet attachement ne se borne pas, comme dans les autres animaux, à un court espace. Le besoin satisfait a donné à l'enfant la première leçon de la reconnoissance; elle le suivra jusqu'au tombeau, si l'effort des passions, ou l'injustice de ses parents ne la lui font oublier. Environné d'en-

Progrès de
la première
société éta-
blie entre
l'homme &
la femme.

nemis plus forts que lui, destitué de tous secours pour sa défense, autres que ceux qu'il peut tirer de son industrie & de son union à ses semblables, accablé de besoins qu'il ne peut satisfaire qu'avec peine, son intérêt le détermine à demeurer en société avec ceux qui lui ont donné naissance, dont l'attachement lui est connu par une longue expérience.

L'invention
des arts, ori-
gine des pro-
priétés & de
l'union des
familles.

Si vous consultez toute l'antiquité, elle vous dira que les propriétés & la réunion des familles doivent leur origine aux inventeurs des arts. De là ces autels érigés à *Oziris* chez les Egyptiens, à *Bacchus* chez les Indiens, à *Jupiter* chez les Grecs; de là ces demi-dieux qu'une allégorie ingénieuse suppose avoir enchanté les bêtes féroces, & forcé les pierres à s'élever sur les murs de Thebes.

Ces fictions sont puisées dans la nature. La terre ne produit par elle-même que des fruits sauvages peu substantiels. L'homme est si foible qu'il ne pourroit rester exposé, sans danger, à la force des climats & à l'intempérie des saisons; le besoin a donc donné naissance aux arts.

Ici un homme industrieux a formé, avec des branches & une boue grossière, une cabane rustique plus commode & plus sûre que les antres des forêts. Il a creusé un large fossé

pour la mettre à l'abri des attaques des animaux, il y a enfermé sa famille, & ceux de ces animaux qu'il est parvenu à familiariser pour servir à sa nourriture, ou pour augmenter, par leur secours, sa force & son agilité naturelle. Cet homme s'est approprié une partie de la terre que la nature avoit laissée en commun à tous ; mais s'il n'abuse pas de ses avantages, si cette retraite ne lui sert ni à tendre des embûches aux autres hommes, ni à usurper sur eux un pouvoir tyrannique, s'il y donne asyle au malheureux, s'il lui abandonne le superflu des richesses qu'il a su se procurer, pourquoi ses semblables lui envieront-ils des biens auxquels il a des droits si légitimes ? Leur intérêt ne les portera-t-il pas au contraire à le maintenir dans sa possession ?

Un autre a observé que la semence des fruits tombant sur une terre humide, les reproduisoit avec avantage. Il a recueilli cette semence, & divisé le sol pour qu'il fût plus propre à la recevoir, il y a porté l'eau d'un ruisseau voisin, où il a attendu que la terre fût humectée par les pluies & les rosées pour lui confier ce dépôt précieux ; & il recueillie avec usure la récompense de ses travaux.

Je pourais parcourir ainsi tous les arts ; vous verriez les premières propriétés naître de l'ap-

plication que l'homme industrieux a faite à son usage des biens que la nature avoit donnés à tous.

Effets plus
rapides de
l'usurpation
& de la vio-
lence ; mais
elles n'au-
roient pu for-
mer une so-
ciété durable,
si cet état
étoit con-
traire à la
nature de
l'homme.

Je conçois que ceux que leur intelligence a élevés au-dessus de leurs semblables, ont pu abuser de ces avantages, que le peuple chasseur sur-tout, accoutumé à un exercice qui augmentoit ses forces, a subjugué facilement le peuple pasteur; mais je vois aussi que les premiers inventeurs des arts ayant augmenté la masse des biens au profit de l'humanité, le seul intérêt personnel eût suffi pour assurer à ces hommes utiles le fruit de leurs découvertes, & qu'il a dû rassembler auprès d'eux les familles dispersées.

L'usurpation & la violence ont produit des effets plus rapides; mais l'usurpateur lui-même avoit besoin de la tolérance de ses semblables pour jouir de son injustice. La possession a affermi son empire; or cette possession n'existeroit pas, si l'état de société étoit contraire à la nature de l'homme. La liberté faisant des efforts continuels pour secouer le joug, il seroit impossible, que la société ne fût enfin parvenue à se dissoudre; c'est un ressort qui acquiert une force proportionnée à la compression qu'il éprouve.

Je conclus de ces réflexions, que l'amour de nous-mêmes qui paroît être le principe des-

tructeur de la société, en est le lien le plus ferme.

Observations sur le §. 1er.

Je m'étois borné, dans la première édition de ce livre, à poser les principes sur lesquels l'ordre public de toutes les sociétés est fondé, *liberté* restreinte par les loix, *propriété* générale & particulière, pour la sûreté de laquelle le gouvernement est établi.

L'auteur répond à un système qui ne doit pas être confondu avec les vérités qu'il se propose de démontrer dans cette première partie.

A Dieu ne plaise que je suppose l'humanité dégradée à un tel point, que les hommes ne puissent être maintenus en paix, si le gouvernement n'a la propriété des biens & des personnes mêmes de ses sujets!

J'ouvre les annales d'un journaliste célèbre & j'y lis :

« Dans l'état où est réduit le globe aujourd'hui, il n'y a & il ne peut y avoir *ni liberté*
 » *ni droit naturel*; tout est travesti, tout est
 » métamorphosé. Pour adoucir votre sort, c'est
 » votre position actuelle, non les vieux titres
 » de votre famille qu'il faut consulter; fléchissez
 » sous le joug de la nécessité, puisque vous ne
 » pouvez le secouer; de là ce *terrible mais trop*
 » *évident axiôme*, qu'il ne doit y avoir aucune
 » *différence* entre le droit qui donne à un souve-
 » rain un grand empire, & celui qui investit un

» bourgeois de son patrimoine , que ces deux
 » propriétés , étant de même nature , emportent les
 » mêmes effets ». (annales politiques XXII).

--- De ce que je ne donne pas à l'autorité une
 origine si contraire à la nature , n'en tirez point
 cette conséquence , que j'admette le principe
 de M. de Montesquieu , *qu'il est de l'essence de*
la monarchie que le pouvoir arrête le pouvoir ;
 je démontrerai la fausseté & les dangers de ce
 système dans le § X de cette partie.

Je reconnois avec l'auteur des annales , « que
 » le plus funeste service que l'on ait rendu à la
 » société (je ne dis pas seulement en Europe ,
 » mais en général & sans distinction) est d'avoir
 » conservé , au milieu des progrès de la *monar-*
chie , des principes *républicains* , que ces semences
 » de trouble y fermentent comme des matieres
 » combustibles dans les entrailles d'un volcan ,
 » que leur explosion ne peut produire d'effet
 » salutaire.

--- » D'un côté les flatteurs qui donnerent (aux
 » princes) l'espérance & la cupidité , loin de
 » travailler à les désabuser , n'ont servi qu'à
 » confirmer leur erreur ; de l'autre , des rivaux
 » cachés que leur suscitoit l'ambition , en ont
 » profité également pour justifier des entreprises
 » directement contraires aux droits du trône.
 » On a proclamé la personne sacrée des sou-

» verains ; mais on a eu soin d'insinuer que
 » leurs volontés n'étoient pas moins susceptibles
 » de résistance. . . . ».

-- Ces deux excès sont également dangereux ;
 mais quel est le remède ? Est-ce de supposer
 dans les souverains une propriété qu'ils n'ont
 pas , qu'ils ne peuvent avoir de tous les biens,
 de la personne même de leurs sujets. Je dis
 qu'ils ne peuvent avoir , & ma proposition est
 exacte. Qui leur auroit transmis cette propriété ?

-- Le consentement des peuples ? -- L'expérience
 prouve à tous les hommes que la société ne
 pourroit subsister , sans un gouvernement & des
 loix destinées à protéger le foible contre l'op-
 presseur puissant , que ces loix supposent un
 législateur , & qu'elles seroient impuissantes sans
 une force suffisante pour veiller à leur exécu-
 tion ; mais ni l'expérience ni la raison ne prouvent
 que l'homme de l'état , le représentant de la
 chose publique puisse user & abuser de la
 propriété & de la liberté de ses sujets , comme
 un propriétaire peut user & abuser de sa chose ;
 mais la force , la conquête ne sont pas un
 droit , c'est une violence qui ne peut être légi-
 timée que par le consentement exprès ou tacite
 du peuple conquis , & il ne peut y avoir de
 consentement à cette propriété universelle que
 vous supposez.

--- Il n'est pas , dites - vous encore , de l'intérêt du propriétaire d'abuser. -- J'en conviens ; mais il est encore moins de l'intérêt du souverain protecteur , de changer en haine les sentimens d'amour & de reconnoissance que les sujets lui doivent & lui portent , s'il ne se sert de l'autorité qui lui est confiée que pour l'avantage commun.

--- « La politique de la raison & de la véritable
 » humanité dit (aux souverains) que leur pouvoir n'est assuré qu'autant que les possessions
 » de leurs sujets sont solidement affermies , &
 » la raison en est bien simple , c'est qu'ils possèdent tous au même titre , que la propriété
 » des uns sur l'état en général est aussi sacrée
 » que celle de chacun des autres sur son domaine particulier ; pourquoi ? Parce qu'elles
 » sont absolument de même nature , parce
 » qu'elles se servent réciproquement de caution ,
 » parce que l'une périt dès que l'autre cesse
 » d'être respectée..... » --- Vous ferez difficilement entendre , Monsieur , cette double propriété des mêmes objets. Quel découragement un tel système n'imprimerait-il pas dans l'ame de tous les sujets ! Comptez-vous pour rien les difficultés & les dangers des représentations , pour faire parvenir la vérité & la raison , appuyées même de l'intérêt du

maître, aux pieds d'un trône si redoutable ?
 Comptez-vous pour rien ces exécutions si rapides du gouvernement despotique, qui ne laissent lieu au repentir, que lorsque le remède n'est plus au pouvoir de ceux qui les ont commandées ?

Non, Monsieur, il n'est pas nécessaire, pour maintenir les hommes en paix dans la société, d'essayer de leur faire oublier des intérêts aussi chers que leur liberté & leurs propriétés. Vous tenteriez en vain de les distraire de droits dont les titres sont au fond de leur cœur. La crainte seule peut produire cet effet, & cette arme est perfide, elle se tourne contre celui qui l'emploie.

Le grand art des gouvernements modérés est donc de se servir de ces intérêts mêmes pour soumettre les hommes aux loix du souverain.

-- Pourquoi les pauvres, les *prolétaires* n'ont-ils pas droit de suffrage dans les *démocraties* ? -- C'est parce que n'ayant pas de propriétés, ils n'ont pas les mêmes intérêts que les autres citoyens.
 -- Pourquoi ne sont-ils pas appelés à défendre la patrie ? -- C'est qu'on ne peut leur supposer le même zèle. -- Quel est donc le meilleur de tous les gouvernements ? -- Celui dans lequel la force personnelle du souverain est moindre, son intérêt plus concentré dans l'intérêt public, & la force de la constitution plus grande. Tels sont les

avantages de la monarchie que je développerai dans les paragraphes suivans.

--- « Si le prince n'étoit que *protecteur*, le droit
 » héréditaire seroit une illusion, & l'étude du
 » droit public une extravagance : quiconque
 » diroit au peuple, je protégerai mieux que toi,
 » auroit, dès ce moment, un droit à la cou-
 » ronne ».

-- Nullement, Monsieur, car la constitution de l'état, affermie par une longue possession, ayant réglé l'ordre de la succession à la couronne, pour éviter les brigues qu'un intérêt si puissant élève dans les états électifs, il n'y a plus à délibérer. Celui qui entreprend de troubler cet ordre, est un rebelle qu'il faut sacrifier à l'intérêt commun.

C'est sur ces principes, non sur ceux de la propriété, qu'est fondé le droit héréditaire des couronnes, & celui des *régences* dans les minorités. --- « En supposant (dit le même journaliste, n. xxviii) que le trône peut passer,
 » d'après une constitution particulière, à l'hé-
 » ritier déjà parvenu à la vigueur nécessaire
 » pour l'occuper, au moins il s'évanouiroit pour
 » le mineur condamné par la nature à attendre le
 » développement de ses facultés. Le propriétaire
 » peut sans doute se donner des substituts pour
 » régir ses possessions ; mais à quel titre celui

» qui ne l'est pas, peut-il se faire remplacer » ?

--- Aussi , Monsieur , le monarque ne le peut-il pas. C'est la loi de l'état qui défère le trône ; c'est la loi de l'état qui confie l'administration du royaume dans le cas de minorité du successeur. Il n'y a ici ni tutelle testamentaire , ni tutelle dative ; la première seroit contraire à la nature des pouvoirs du monarque ; la seconde seroit sujette à toutes les brigues des élections ; la constitution seule affermie par une longue possession , défère les régences , comme c'est elle qui défère le trône ; le monarque lui-même tenteroit inutilement de déranger cet ordre ; il reprendroit toute sa force après son décès. Il est surprenant que vous vous efforciez de méconnoître ces vérités qui ont eu parmi nous une application si récente.

--- « Si les sujets & les terres que renferme
 » un royaume ne font pas une partie du bien
 » effectif du monarque , s'il n'a sur tous ces
 » objets , comme on le dit quelquefois , qu'un
 » droit de *protection* ; *si ma maison , ma vigne ,*
 » *ma personne même , ne lui appartiennent pas*
 » *véritablement* , je voudrois bien savoir pour-
 » quoi des gens mécontents de lui , vien-
 » nent *légitimement* brûler mes meubles , couper
 » mes ceps , & me tuer ; sur quoi est fondée la
 » nécessité qu'on me fait de donner ou de

» recevoir la mort, au moindre signe, si ce n'est
 » sur la propriété des êtres qui me font ce signe
 » funeste » ?

--- La guerre est un fléau terrible ; mais elle est juste, quand la patrie est en danger, quand l'intérêt public l'exige. Celui qui brûle vos meubles, arrache vos ceps, vous tue, n'aura d'autre juge que *Dieu*, s'il est un agresseur injuste ; parce que les souverains n'en ont pas d'autre ; mais votre prince, votre souverain, vous ordonne justement de repousser la force par la force ; car l'attentat commis sur une propriété, menace toutes les autres ; la patrie vous commande par sa voix de donner la mort ou de la recevoir pour la défense commune.

Le berger qui veille à la garde du troupeau, pour suivre encore une de vos comparaisons, a le droit d'employer une partie de la toison à son usage personnel, & plus encore aux dépenses que l'intérêt commun exige ; mais si ces droits évidents ne lui sont pas contestés, loin d'avoir intérêt de nourrir des semences de division, pour profiter de ce que les animaux confiés à sa garde arracheront de leur toison dans leurs combats, son intérêt réel & unique, celui de tous les êtres qui lui sont soumis, sera de maintenir la tranquillité intérieure de la bergerie.

-- « Est-ce à des *Européens*, dites-vous encore,
 » qu'on

« qu'on oferòit soutenir que la patrie est pour
 » quelque chose dans leurs guerres, & que l'in-
 » térêt public, celui de la nation en est en effet
 » l'objet ».

--- Oui, sans doute, Monsieur, si les guerres sont justes, si elles ont pour objet de repousser ou de prévenir un injuste agresseur; & si elles sont injustes, ce sont des fléaux, des abus d'autorité momentanés, que vous ne justifiez pas par votre prétendue propriété universelle du souverain; mais qu'on aigriroit par un prétendu droit de résistance. J'ai répondu à cette objection, §. VII de cette première partie. Si l'on pouvoit supposer dans le souverain la propriété des biens & de la personne de ses sujets, ce seroit alors véritablement que la *patrie* ne seroit qu'un vain nom, que chaque soldat diroit avec justice : « défends en personne des droits qui ne sont » personnels qu'à toi! Quand on attaquera ma » cabane, ma famille, ma charrue, c'est alors » que je ferai la guerre ». *Ibid.*

--- Si les souverains ne sont qu'usufruitiers de leurs états, quels fondements auront les traités de guerre & de paix? Les cessions, &c.

--- Que conclure de tout cela? Que les royaumes sont déferés comme les propriétés, suivant la loi de l'état, que le monarque a, pendant sa vie, tous les droits des propriétaires pour le

bien général, que le diplôme des états de *Danemarck* ne renferme que la pure expression des vrais principes de la monarchie? J'en demeure d'accord avec vous ; mais n'érigez en droit, dans le monarque , le pouvoir *d'abuser* qui caractérise la propriété, *jus utendi & abutendi re suâ* , ni dans les peuples ce prétendu droit *d'insurrection*, de *confédération* que vous semblez admettre ; rien ne seroit sûr à cette balance, suivant l'énergique expression de Pascal. Quel sera le remède, si le souverain abuse? C'est ce que je me propose d'examiner dans le §. VII de cette partie.

J'ai cru devoir prévenir, par ces observations, les objections qu'on pourroit me faire, en confondant mes principes avec le système que je viens d'exposer ; mais j'avance d'un pas trop rapide ; reprenons la marche de la nature dans l'établissement des différentes formes de gouvernements.

§. I I.

De la nécessité d'un gouvernement pour le maintien de la société. De l'origine des deux especes principales le monarchique & le républicain. Du despotisme qui leur est opposé & des gouvernements mixtes.

Tout gouvernement a

Si tous les hommes étoient également con-

vaincus qu'ils ne peuvent attenter à la liberté & à la propriété des autres sans leur donner le même droit sur eux, ils jouiroient d'une liberté presque indéfinie ; car il ne subsisteroit plus de combat entre l'intérêt commun & l'intérêt particulier, toutes les volontés tendant au bien général comme au principe de leur liberté & de leur sûreté. Mais cette égalité de lumières & de vues dans le plus grand nombre des membres d'une société nombreuse, malgré le choc des passions, est une chimère que la nature n'admet pas. Aucune société ne peut donc subsister, sans une autorité assez puissante pour réprimer les efforts des intérêts particuliers contre l'intérêt commun.

pour objet d'arrêter les efforts des intérêts particuliers, contre l'intérêt général.

C'est cette autorité qui, dans tout état, constitue l'essence du gouvernement, centre unique auquel tous les rayons se rapportent, dont la force doit être assez grande pour maintenir l'équilibre de toutes les parties.

Ici la nation a remis ses pouvoirs entre les mains d'un seul homme qui, représentant de la chose publique, est chargé de veiller au maintien de la liberté & des propriétés ; c'est l'essence du gouvernement monarchique.

Première division des gouvernements, le monarchique & le républicain. Subdivision de ce dernier.

Là le peuple retient l'autorité nécessaire pour réprimer les efforts des intérêts particuliers contre l'intérêt commun ; c'est la nature du gouverne-

ment républicain, qui se divise lui-même en deux classes, l'aristocratie ou le gouvernement des chefs de la nation, & la démocratie ou le gouvernement du peuple.

L'oligarchie : ce que c'est ?

Je n'ai pas fait une classe distincte de *l'oligarchie*, car ce n'est pas une espèce particulière de gouvernement ; mais la dépravation de la démocratie & la fausse imitation du gouvernement aristocratique, lorsqu'un petit nombre qui ne sont, ni les plus sages, ni les plus nobles ; mais les plus factieux, les plus intrigants, séduisent le peuple, deviennent puissants & s'emparent du gouvernement. *L'oligarchie* naît de la corruption du gouvernement démocratique, comme le despotisme & les gouvernements mixtes sont la dépravation des deux gouvernements primitifs, le monarchique & le républicain.

L'autorité naturelle du père sur ses enfants, modèle de la monarchie.

Je vous ai fait appercevoir dans le berceau de la société le modèle du gouvernement monarchique.

Vous avez vu le besoin soumettre l'enfant à ceux qui lui ont donné la naissance ; vous avez vu l'intérêt personnel resserrer les liens de leur union. Laissez la famille se multiplier, se diviser en plusieurs branches. Bientôt s'élèvera au-dessus d'elle un patriarche qui, sans sceptre, sans gardes, sans cet appareil destiné à en imposer à la multitude, réunira, par le seul amour de ses

enfants, tous les droits de la souveraineté. Une épouse fidelle, soumise elle-même à l'autorité du monarque, partage l'empire avec lui. Leurs titres sont les mêmes, la naissance qu'ils ont donnée à leurs enfants, les soins qu'ils leurs ont prodigués. L'amour a formé les premiers nœuds de cette société; une amitié durable, une longue habitude, la communauté des mêmes biens & des mêmes peines les a resserrés.

Les chefs des différentes branches de la famille participent à ce droit par une suite de celui qu'ils ont sur leurs enfants. Ils sont le conseil du monarque; mais cette société naissante seroit bientôt détruite, si ce droit de conseil se changeoit en une résistance absolue, source de division & de combats; c'est ce que l'intérêt commun ne permet pas. Toutes les branches de la famille se réuniront donc pour assurer la souveraineté de leur chef contre ceux qui entreprendroient de la lui contester.

En reconnoissant, ainsi que l'antiquité l'a pensé, l'invention des arts comme la source de la réunion des familles, vous voyez un peuple se rassembler, pour profiter des leçons de l'homme industrieux qui a su rendre la nature docile à sa voix, & se procurer à lui-même des moyens plus commodes de soulager ses besoins. Le pouvoir des chefs de chaque famille est égal; mais

Un chef, & un conseil soumis à l'autorité du chef, essence du gouvernement monarchique.

Les inventeurs des arts, premiers monarques.

il leur faut un centre de réunion. Quel autre choisiront-ils que cet homme sage qui excite leur admiration & leur reconnoissance ; ainsi, dans la seule réunion des familles, vous appercevez un monarque & un conseil , qui partageant le poids de l'empire , soulage le souverain d'une partie des détails auxquels il ne peut se livrer.

L'usurpateur forcé, par son propre intérêt, de se rapprocher du modèle tracé par la nature.

L'usurpateur même, celui qui a attenté par la force à la liberté de ses semblables, est obligé de relâcher les liens de la servitude, sous peine de se trouver seul contre tous. Il s'occupera donc, pour son propre intérêt, de l'avantage des peuples qu'il a soumis, il prendra conseil de ceux dont les bras ont contribué à sa conquête, & il s'efforcera, en se rapprochant du gouvernement paternel, de faire trouver à ses sujets leur bien-être dans l'obéissance à des loix équitables.

Si le conseil de l'usurpateur, si les coopérateurs de sa conquête ne lui étoient pas soumis, il en résulteroit cette alternative, que, dépouillé de l'empire, il abandonneroit à un autre les rênes du gouvernement, ou que l'état seroit divisé en autant de partis que le peuple auroit de chefs pour le conduire.

Conséquence des principes posés,

Ainsi, dans toutes les suppositions, la nature nous a tracé dans la puissance paternelle l'image du gouvernement monarchique.

Le gouvernement républicain n'a donc d'autre origine que l'abus de l'autorité du monarque, les secousses de la liberté opprimée, ou l'usurpation de quelques particuliers puissants (1).

Le gouverne-
ment monar-
chique plus
ancien que le
républicain.

(1) Je dois ici répondre à une objection qui m'a été faite.

« Si le gouvernement républicain, comme le soutient » l'auteur des principes, n'a d'autre origine que l'abus » du pouvoir du monarque, on ne pourra donc pas » dire que ce gouvernement vienne de Dieu, comme » la monarchie, quoique ce soit une vérité établie par » les livres saints, & par une saine politique, que toute » puissance vient de Dieu ». *Mercure de France*, Janvier 1778, second volume.

-- Je ne m'attendois pas à cette critique, après l'explication que j'ai donnée de cette maxime dans ce paragraphe même. *Toute puissance vient de Dieu en ce sens, que c'est lui qui a mis dans l'homme les principes de sociabilité ; toute puissance vient de Dieu, en ce que les révolutions qu'éprouvent les empires, ont été prévues & déterminées, de toute éternité, par la providence universelle à laquelle la raison, la religion, & la saine politique nous obligent de nous soumettre. Ce fut Dieu qui gouverna d'abord directement son peuple, par les hommes inspirés qu'il lui envoya ; ce fut Dieu qui lui donna des juges ; enfin des rois. C'est aussi Dieu qui nous a tracé (comme je l'observe au même lieu) dans l'amour des enfants & dans l'autorité paternelle le premier modèle du gouvernement monarchique. De cette vérité qu'on ne peut contester rai-*

C'est en effet ce que l'histoire ancienne & moderne nous apprend. Telle fut la révolution arrivée dans la Grèce, après les temps héroïques qui l'avoient vu soumise à ses rois; telle fut la révolution arrivée dans Rome, après l'expulsion des Tarquins; telle fut enfin, dans les temps postérieurs, l'origine de toutes les républiques de l'Europe.

Nature du
gouverne-
ment républi-
cain & de ses
deux especes.

Il existe dans le gouvernement républicain, comme dans le monarchique, un centre de réunion. Ce sont les chefs de la nation dans l'aristocratie; c'est le peuple entier dans la démocratie.

De l'aristo-
cratie.

Vous aurez l'idée du gouvernement aristocratique le plus parfait, si vous supposez que ces sages, les premiers inventeurs des arts, auprès desquels les familles se rassemblèrent, se réunirent, pour gouverner le peuple admirateur de leurs talents & de leurs vertus.

De la dé-
mocratie.

Le peuple étant, dans la démocratie, sujet & souverain en même temps, ce gouvernement retomberoit dans la liberté indéfinie, avec laquelle aucune société ne peut subsister, si la nation ne confioit à ses représentants la puissance

sonnablement, je tire cette conséquence que le gouvernement monarchique est le premier type de la nature. Voyez ci-après §. IV, les preuves de cette proposition.

nécessaire pour réprimer les excès auxquels les individus pourroient se porter. Vous aurez l'idée de la démocratie la plus parfaite, si vous admettez un peuple assez sage pour se borner à choisir ses représentants; & des représentants assez modérés pour se borner au seul usage de l'autorité que l'intérêt commun exige.

Toute puissance vient donc de Dieu, en ce sens que c'est lui qui a mis dans l'homme les principes de sociabilité; mais le monarque tient particulièrement son pouvoir de Dieu, qui nous a tracé dans l'amour des enfants, & dans l'autorité paternelle, le premier modele du gouvernement monarchique.

Toute puissance vient de Dieu; sens de cette maxime; application particulière à la monarchie.

Les gouvernements primitifs se réduisent donc à deux classes, le monarchique & le républicain.

Le despotisme & les gouvernements mixtes tirent leur source de cette premiere division.

Du despotisme & des gouvernements mixtes.

Je distingue deux sortes de despotisme; celui qui naît de l'abus de l'autorité, je l'appellerai despotisme de fait. C'est à ces abus que M. de Montesquieu compare à la barbarie des sauvages de la Louisiane qui coupent l'arbre au pied pour en cueillir le fruit (1). Ce n'est pas une espece particuliere de gouvernement; mais une maladie

Du despotisme de fait, c'est une maladie à laquelle tous les gouvernements sont exposés.

(1) Eprit des loix, liv. 5, chap. 13.

dont ils sont tous susceptibles ; j'en ferai le sujet d'un paragraphe particulier.

Du despotisme de constitution.

La seconde espece est le despotisme de constitution tel qu'il existe parmi les Mahométans, qui suppose, dans le souverain, la propriété des biens & de la liberté de ses sujets ; je rechercherai quel est le principe de ce gouvernement & ce qui le distingue de la monarchie.

Distinction du despotisme de constitution & de la monarchie pure.

--- Le despotisme, nous disent quelques-uns, est une chimere qui n'existe nulle part, ou qui ne differe en rien de cette autorité que vous attribuez au monarque. Il n'est aucun gouvernement qui suppose dans le souverain la propriété des biens, de la vie, de la liberté des sujets ; une telle constitution seroit trop révoltante ; elle ne pourroit subsister.

— C'est par de tels discours, répétés quelquefois dans des temps malheureux, à des hommes disposés à la plainte, qu'on altere dans l'esprit des peuples l'amour du gouvernement sous lequel ils vivent.

Ces idées sont bien contraires à celles que je discutois dans les observations que j'ai insérées à la suite du premier paragraphe de cette partie. Arrêtons-nous un moment pour les examiner.

Non, Messieurs, il n'est aucune constitution dont le but ait été de sacrifier le bonheur de

tous aux fantaisies d'un seul. Celui qui diroit à un peuple : « Vous êtes mes esclaves , je » vous ai conquis ; je ne vous dois rien , & » vous me devez la vie que je vous ai laissée ; » il n'y a donc pas de regles de justice entre vous » & moi » , se trouveroit bientôt seul contre tous. Une telle constitution n'existe pas sans doute ; mais n'existe-t-il point d'états dans lesquels la volonté du souverain ne soit assujettie à aucune forme capable d'en suspendre l'effet , trop rapide pour donner le temps à celui qui commande d'écouter les représentations , de réfléchir sur son véritable intérêt qui n'est autre que l'avantage de son peuple ? N'existe-t-il point d'états dans lesquels la volonté momentanée du souverain révoque les loix antérieures les plus réfléchies , publiées avec la plus grande solennité , & leur donne même un effet rétroactif contre la foi publique ? N'existe-t-il point d'états dans lesquels un ordre du souverain ou de l'un des magistrats dépositaires de la plénitude de sa puissance , fuffise pour ôter la vie , l'honneur à un citoyen , sans forme de procès ? N'existe-t-il point d'états enfin , où ces abus soient une suite de la constitution qui n'a pris aucune précaution pour éclairer le souverain , pour le rappeler à son véritable intérêt , pour assurer l'exercice

paisible de la justice? Vous ne pouvez nier que de tels états n'existent; tel est le gouvernement de tous les peuples de l'Orient. Voilà ce que j'appelle *despotisme de constitution*.

In vitium vertit culpæ fuga, c'est un axiôme que je ne cesserai de répéter. Un gouvernement a pris toutes les précautions possibles pour assurer l'honneur, la vie, la liberté, les biens des citoyens; une forme constante est établie pour la publication des loix. Le monarque a des conseils destinés à l'éclairer, à prévenir les surprises, soit à l'époque de la formation de la loi, soit à l'époque de sa publication; la loi ne peut être révoquée, que dans la même forme qu'elle a été établie; les jugements des tribunaux sont assujettis à des formes dont l'objet est d'arrêter l'impétuosité de l'esprit humain, d'amortir l'effort des passions, de donner le temps à une fermentation passagère de se dissiper, d'assurer en un mot la preuve du crime avant d'en punir le coupable & de mettre le foible à portée de se faire entendre. Malgré ces précautions, vous craignez les abus d'autorité, le despotisme de fait qui ne s'est manifesté que trop souvent dans ces gouvernements même, par une suite de l'imperfection de tous les établissements humains. Pour remédier à ces abus, vous cherchez un pouvoir qui serve de

contrepoids à l'autorité du monarque ; vous substituez aux conseils , aux représentations , un droit de résistance. De ce moment vous changez la forme du gouvernement , & vous vous exposez à tous les inconvénients des gouvernements mixtes. J'entreprends de prouver que ces gouvernements , qui admettent l'autorité d'un seul contre-balancée par un droit de résistance dans la nation , ou dans ses représentants , sont les plus malheureux de tous , & ne peuvent subsister dans cet état , qu'il est impossible qu'ils ne dégénèrent pour se ranger sous l'une des deux classes primordiales que je viens de décrire , ou retomber dans le despotisme de constitution , qui n'étant lui-même soutenu que par la crainte , ne peut être durable.

Des gouvernements mixtes : quels ils sont ?

§. I I I.

Des loix & de la puissance du souverain , tant pour les établir , que pour les faire exécuter.

J'ai démontré qu'on ne peut concevoir un état , une société , sans un souverain pour la gouverner.

Quel est le souverain dans chaque gouvernement ?

Ce souverain dans l'aristocratie est l'assemblée des chefs de la nation ; dans la démocratie , c'est

l'assemblée du peuple ; dans la monarchie , c'est le roi.

Le monarque réunit donc tous les pouvoirs du peuple & des grands pour le gouvernement de la société.

Point de gouvernement sans la réunion de trois pouvoirs dans la main du souverain.

Gouverner, c'est donner des loix à ses sujets pour assurer la tranquillité publique, & avoir la force nécessaire pour les faire exécuter ; car la loi est impuissante par elle-même ; elle a besoin d'un magistrat qui l'applique, & de force pour contraindre ceux qui lui résistent. On ne peut donc concevoir l'autorité souveraine sans la réunion de trois pouvoirs : le pouvoir législatif, le pouvoir de juger, c'est-à-dire, de connoître de l'infraction des loix, & la force nécessaire pour punir ceux qui y contreviennent, & pour récompenser ceux qui les observent.

Comment le peuple exerce ces pouvoirs dans la démocratie, les chefs de la nation dans l'aristocratie, le roi dans la monarchie ?

Le peuple, souverain & sujet dans la démocratie, exerce ces pouvoirs par les magistrats qu'il commet ; les chefs de la nation les exercent, dans l'aristocratie, par quelques-uns d'entr'eux choisis par le corps entier ; le monarque les exerce par lui-même, ou par ses représentants.

Inaliénabilité du pouvoir du souverain dans tout gouvernement.

Le souverain communiquant une portion de son autorité, ne peut l'aliéner. S'il ne conservoit pas le droit de juger ses représentants sur l'usage qu'ils font de ses pouvoirs, il cesseroit d'être

souverain, & les moindres efforts suffiroient pour détruire la constitution du corps politique.

Pour rendre cette vérité sensible, supposez le Preuve.
pouvoir législatif dans une main, & le droit de juger dans l'autre; admettez que la puissance législative ne pût réformer les jugements contraires à la disposition de la loi, n'est-il pas évident que le magistrat chargé d'appliquer la loi, pourroit la violer impunément? Il en seroit de même, si la puissance législative n'avoit pas la force nécessaire pour faire exécuter les jugements.

L'ordre public n'admet pas de principes contradictoires. C'en seroit un de reconnoître, dans le souverain conservateur de la société, le droit de la dissoudre en autorisant les crimes qu'il est chargé de réprimer.

Le pouvoir du souverain n'est borné que par les loix immuables : quelles sont ces loix ?
Premièrement, les loix naturelles & divines.

Il existe donc des loix immuables que l'autorité des hommes ne peut enfreindre; ce sont les règles de la morale, conséquences immédiates de ce principe unique de la loi naturelle : *Vous ne ferez pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qui vous fût fait.*

Il est encore, dans chaque gouvernement, des loix fondamentales auxquelles le souverain ne peut déroger, parce qu'elles résultent de la nature du gouvernement.

Secondement, les loix fondamentales de chaque gouvernement : quelles sont-elles ?

Dans la ré-
publique.

La première de ces loix, dans la république, (je comprends sous ce nom l'aristocratie), est la nécessité d'une forme constante dans les délibérations du peuple, ou des nobles dans l'aristocratie.

Dans la mo-
narchie.

Comme on ne peut assigner d'autre origine au gouvernement monarchique que celle même de la société, ou le droit de conquête affermi par la sagesse du gouvernement, & par la possession, c'est dans l'histoire de chaque nation que vous découvrirez les moyens employés par les monarques, pour rendre l'autorité plus douce, & se mettre à l'abri de la surprise. Ces moyens sont les loix fondamentales de chaque monarchie, auxquelles le souverain ne pourroit donner atteinte, sans changer la forme de la constitution.

Toutes les
autres loix
sont suscepti-
bles de chan-
gement : qui
a droit de les
changer ?

Après ces deux ordres de loix, toutes les autres non seulement sont susceptibles de changement par la même autorité qui les a établies ; mais le changement est souvent nécessaire. Il suffit, pour se convaincre de cette vérité, de considérer que l'intérêt personnel faisant des efforts continuels contre l'intérêt commun, parviendrait infailliblement à rendre impuissantes les précautions prises par les loix pour réprimer les abus, si le souverain ne veilloit à leur exécution par de nouvelles loix proportionnées à

la situation actuelle du peuple qu'il gouverne. Un peuple riche doit-il être assujetti à la même frugalité qu'un peuple pauvre? Le luxe qui est la source des richesses d'un grand état, parce qu'il ouvre la circulation & multiplie les branches du commerce, doit-il être resserré dans des bornes aussi étroites à Paris qu'à Geneve? Laissez-le croître, les loix que vous aurez faites pour favoriser le commerce & l'industrie appauvriront la nation qu'elles avoient enrichie, & le luxe vous privera des richesses qu'il vous avoit procurées. Les peines & les récompenses doivent être analogues aux mœurs de la nation, & sont sujettes aux mêmes changements. Tel objet fait, dans un temps, la plus vive impression sur les esprits, dont l'activité est émoussée dans un autre. Enfin doit-on conduire une nation éclairée comme un peuple à peine sorti de la barbarie? Les loix positives sont donc sujettes à tous les changements qu'exigent les variations arrivées dans les fortunes, dans le génie, dans le caractère de la nation.

Exemples
de la nécessité de ces
changements.

Le consentement du peuple est-il nécessaire pour la révocation des loix établies? Qu'on veuille bien distinguer la morale, de la politique, le conseil, du droit, on trouvera la réponse à cette question.

Consentement du peuple ; s'il est nécessaire pour la révocation des loix ? Distinction.

Je dirai en morale, qu'il est à désirer que la

loi soit tellement sage que le peuple soit convaincu de sa nécessité, que la nation se soumet plus volontiers à une loi qu'elle approuve, & à laquelle elle a concouru par elle-même, ou par ceux en qui elle a mis sa confiance, qu'à celle qui n'a pas essuyé cette épreuve, que le législateur doit concilier à sa loi l'opinion des peuples. Mais s'agit-il du droit ? je réponds, que le consentement du peuple ou des chefs de la nation est nécessaire dans la république, parce que l'autorité réside entre leurs mains, que cette nécessité est même un des plus grands inconvénients du gouvernement républicain ; car le peuple ou les grands, législateurs & sujets en même temps, refusent presque toujours de réformer les abus quand les intérêts particuliers de ceux qui dominent s'y opposent ; mais exiger ce consentement dans la monarchie, c'est oublier qu'il est de son essence d'être gouvernée par un seul, c'est confondre toutes les formes de gouvernement (1).

Quand la
loi peut
tomber en
défaveur ?

Si vous suivez les conséquences de ce principe, vous appercevrez que la loi peut tomber

(1) On concilie, par cette distinction, les contradictions apparentes qui se rencontrent dans les capitulaires de nos rois. Voyez les observations sur le paragraphe premier de la seconde partie.

en désuétude dans les républiques , parce que le peuple législateur est censé la révoquer en cessant de l'observer ; mais que cette tolérance dans la monarchie , est une prévarication de la part du magistrat chargé de faire observer les loix (1).

Tolérer l'infraction des loix , principe fatal , destructif de toute subordination ; rien ne sera stable si vous l'admettez ; dispenser le magistrat de l'obligation de faire observer les loix qu'il n'approuve pas ; ce seroit ériger les juges en législateurs.

Tolérance de l'infraction des loix , principe destructeur de tout gouvernement.

(1) Les principes de la révocation des loix par désuétude , ont été transportés dans nos mœurs du droit romain , en oubliant qu'on a conservé , dans la compilation de Justinien , plusieurs regles qui pouvoient à peine convenir au gouvernement républicain : telle est celle-ci , tirée de la loi 32 au digeste *de legibus* : « Qu'importe que le peuple déclare sa volonté par son suffrage ou par les faits » : *Quid interest suffragio populus voluntatem suam declaret an rebus ipsis & factis* : Maxime fautive dans le gouvernement démocratique même ; car le peuple qui contrevient à la loi par le fait , est le sujet ; & celui qui la révoque par les suffrages , est le souverain.



De l'insuffisance des moyens employés dans les républiques , pour concentrer les intérêts particuliers dans l'intérêt commun , & du despotisme de constitution.

Les avantages du gouvernement républicain ne sont qu'apparens.

Tous les individus qui composent la nation participant à la souveraineté dans le gouvernement populaire, il semble que du combat des intérêts particuliers, devroit naître la résolution la plus conforme au bien général. Cependant l'expérience prouve le contraire. Quel souverain que ce peuple qui exiloit Aristide, parce qu'il avoit mérité le nom de juste (1)!

(1) Quelques personnes définissent la véritable monarchie un gouvernement dans lequel un seul commande, ce que tous veulent. Sans doute que tous les hommes, voulant essentiellement leur bien-être, veulent avoir de bonnes loix. C'est en ce sens que M. Rousseau nous dit que « la volonté générale est toujours droite & » tend toujours à l'utilité publique ». *Contrat social, partie II, ch. 6.* Mais le peuple qui veut essentiellement son bien, est-il capable de découvrir les moyens de l'obtenir ? Consultons M. Rousseau lui-même : « On » veut toujours son bien ; mais on ne le voit pas tous » jours. Jamais on ne corrompt le peuple ; mais souvent on le trompe, & c'est alors seulement qu'il » paroît vouloir ce qui est mal », *Ibid.*

Si vous cherchez la cause de cette contradiction, vous la trouverez dans la nature des

Raison tirée
de la nature
du peuple,

Le peuple est donc incapable de se donner des loix ; M. Rousseau tire lui-même cette conséquence. *Ibid. liv. I. ch. 6.* Qui lui en donnera ? Ceux qu'il aura choisis, ou ceux qui auront pris un ascendant sur lui ; mais il est encore incapable de choisir ses représentants, au moins dans la société naissante ; & c'est l'état auquel il faut nécessairement se reporter : « Pour qu'un » peuple naissant, dit le même auteur, pût goûter les » saines maximes de la politique, & suivre les loix fondamentales de la raison d'état, il faudroit que l'effet » pût devenir la cause, que l'esprit social qui doit être » l'ouvrage de l'instruction, présidât à l'instruction même, » & que les hommes fussent, avant les loix, ce qu'ils » doivent devenir par elles ». *Ibid.* Que reste-t-il ? que de se reporter à l'ordre de la providence dont je vous ai parlé dans mon §. second. « Voilà (selon M. Rousseau lui-même) ce qui força de tout temps les peuples » des nations de recourir à l'intervention du ciel, » & d'honorer les dieux de leur propre sagesse ; afin » que les peuples soumis aux loix de l'état, comme » à celles de la nature, & reconnoissant le même » pouvoir dans la formation de l'homme & dans » celle de la cité, obéissent avec liberté, & portassent » docilement le joug de la félicité publique ». *Ibid.* Ce raisonnement prouve la nécessité d'une révélation véritable, & la conviction de tous les peuples sur l'insuffisance de la loi naturelle pour les diriger. Mais ce n'est pas ici le lieu de développer les conséquences. Je l'ai fait dans un autre ouvrage. Je reviens à la dé-

'délibérations populaires, vous appercevrez que le peuple est plus susceptible d'impulsion que de réflexion.

Pour réfléchir, il faut comparer ses idées, les combiner, en tirer des conséquences; c'est l'opération de l'intelligence particulière de chaque homme. Les intelligences étant inégales dans le peuple, produisent des résultats inégaux; les esprits peu justes, toujours en plus grand nom-

inition de la vraie monarchie dont j'ai parlé au commencement de cette note. La pensée que j'ai citée est celle-ci, dans les choses de goût: *le beau, le sublime, le neuf, n'est pas ce que personne n'a pensé; mais ce que tous pensent & qu'un seul exprime le premier.* C'est de ce caractère de vérité & d'utilité publique, que résulte la perpétuité des bonnes loix, & par la raison contraire la chute des mauvaises, dans tout gouvernement dont le souverain n'a d'autre intérêt réel que le bien général: car il faut qu'un tel souverain se rapproche nécessairement de son intérêt réel.

Un homme d'esprit disoit que *l'opinion publique tient lieu de janissaires dans le gouvernement monarchique.* Cette réflexion très-vraie prouve l'excellence de ce gouvernement: mais prenez garde de vous laisser tromper, de prendre une fermentation passagère, excitée souvent par des intérêts particuliers, pour cette *opinion*, cette *volonté générale* à laquelle il est impossible de se soustraire, parce qu'elle est toujours juste, qu'elle tend essentiellement au bien commun.

bre, se portent aux extrêmes, parce qu'ils ne faisoient que les masses, comme une vue foible est peu capable de mesurer la grandeur & la distance. Ainsi le peuple est vivement affecté de l'impression du bien ou du mal présent, & incapable de prévoir avec justesse les événements heureux ou malheureux qui doivent en résulter; facilement exposé à être trompé par un homme adroit qui frappant les imaginations d'objets sensibles, dissimule les faces qui lui seroient défavorables.

Cette impulsions acquiert un degré de force proportionné au nombre des individus sur lesquels elle agit, comme le mouvement des corps est en raison composée de la masse & de la vitesse; mais cette masse formée d'une multitude de parties, est sujette à se dissoudre lorsqu'elle rencontre un obstacle qu'elle ne peut surmonter, ou lorsque l'impulsion qui la consolidoit vient à s'amortir. Ainsi, le peuple passe rapidement du désespoir à la témérité, d'une défiance absolue à une confiance excessive, & il ne revient à la vérité, presque toujours trop tard, que lorsque, fatigués de ces agitations, les individus qui le composent ont eu le temps de détruire, par l'expérience & par la réflexion, les prestiges qui les avoient trompés.

Le peuple est d'ailleurs absolument incapable du secret nécessaire dans les grandes affaires.

Le peuple
ne gouverne,
dans les ré-
publiques,
que par re-
présentants.

Aussi ne gouverne-t-il, dans les républiques, que par les magistrats qui le représentent.

Mais ces représentants seroient rois, s'il n'existoit un souverain pour juger de l'usage qu'ils font de leurs pouvoirs.

Rôle du
peuple dans
les républi-
ques : juger
ses représen-
tants ; il en
est incapable.

C'est ce rôle de souverain, centre de tout le mouvement, que le peuple remplit dans les républiques, & qu'il est très-incapable de remplir.

Aveu de
M. de Mon-
tesquieu.

M. de Montesquieu a reconnu cette vérité, lorsqu'il donne la vertu pour principe du gouvernement républicain (1).

Définition
de la vertu.

Qu'est-ce en effet que la vertu ; sinon cette justesse d'esprit, & cette force d'ame qui nous faisant trouver notre bien réel dans l'intérêt commun, nous y porte par l'usage le plus noble de notre liberté ? Si le plus grand nombre des individus qui composent une nation étoit ainsi affecté, elle n'auroit besoin de loix ni de gouvernement.

Acception
particulière
de ce mot
dans l'esprit
des loix.

On m'objectera sans doute, que M. de Montesquieu a défini ce qu'il appelle *vertu* dans la république : *L'amour de la patrie & de l'égalité* (2). En ce sens, le peuple d'Athènes étoit au plus haut degré de vertu politique, lorsqu'il

(1) Esprit des loix, liv. 3, chap. 2.

(2) Avertissement en tête de l'esprit des Loix.

exiloit Aristide, parce que ce citoyen s'élevant, par sa justice même, au-dessus des autres, bleffoit l'égalité.

J'ai observé combien il est dangereux de prendre ainsi des noms connus sous des acceptions particulières. Les hommes d'une même nation, n'ayant plus une langue commune, ne s'entendent pas, s'ils ne se rappellent à chaque instant l'idée que l'auteur a appliquée au mot dont il s'est servi; eh! combien peu de lecteurs veulent s'affujettir à ce travail! quels avantages la mauvaise foi ne tire-t-elle pas de la confusion!

Inconvénient de ces acceptions particulières d'un mot connu.

Mais je prends le mot de vertu dans le sens déterminé par M. de Montesquieu : *Elle renferme, dit-il (1), l'amour de la patrie, le désir de la vraie gloire, le renoncement à soi-même, le sacrifice de ses plus chers intérêts, toutes ces vertus héroïques que nous ne trouvons que dans les anciens, dont nous avons seulement entendu parler.* Un peuple assez heureux pour que de telles vertus formassent son caractère auroit-il besoin de loix?

Le même raisonnement s'applique à la vertu politique, dans le sens de M. de Montesquieu. Preuve.

Réduisez la vertu républicaine au seul amour de l'égalité, ma proposition est encore vraie; car vous aurez détruit, par cette seule qualité, la source de tous les désordres, le combat des

(1) Esprit des loix, liv. 3, chap. 4.

intérêts particuliers contre l'intérêt général. Où trouver un peuple dont l'amour de l'égalité soit tellement la vertu dominante, qu'il réprime sans relâche les efforts de l'ambition & de toutes les passions des hommes? Cet enthousiasme s'est rencontré dans les républiques de la Grece, dans Rome après l'expulsion des Tarquins; mais l'histoire nous apprend combien il a peu duré, & quels désordres sont nés de sa chute.

J'aurai occasion de vous parler ailleurs du gouvernement de Sparte. La puissance du sénat & celle du peuple romain vous offre un mélange d'aristocratie & de démocratie. Rome, devenue république par l'expulsion des Tarquins, environnée d'ennemis dans le sein de l'Italie, fut forcée de conquérir. Bientôt l'ambition devint le génie national, & Rome, d'abord vertueuse, ensuite corrompue, étendit son empire sur l'univers connu; mais au comble de la gloire extérieure, elle fut déchirée par les guerres civiles, par les combats perpétuels du sénat & du peuple, factions intestines qui n'étoient calmées que par la réunion momentanée de tous les pouvoirs dans la main du dictateur. A peine, dans un espace de cinq cents ans, pouvez-vous assigner un instant de calme. Si vous portez un œil philosophique sur le gouvernement de cette fiere capitale du monde, vous ne la trouvez

république que dans Rome & dans l'Italie. Sortez de ces bornes, le despotisme le plus redoutable des préteurs & des proconsuls regne de toutes parts; les rois & les peuples vaincus sont esclaves.

Il suit de ces vérités, qu'un gouvernement approche d'autant plus de la perfection, qu'il détermine, par la force de sa constitution & l'impossibilité de satisfaire autrement leur intérêt particulier, les sujets même les moins vertueux, à se porter librement aux actions que l'intérêt commun exige. Telle est l'excellence du gouvernement monarchique, suivant M. de Montesquieu lui-même. Ainsi dit-il (1), *dans les plus belles machines, l'art emploie aussi peu de mouvements, de force, & de roues qu'il est possible.*

Ce que j'ai dit du peuple en général, s'applique à toute assemblée nombreuse. Réunissez trente hommes choisis, vous verrez naître la lumière du choc des opinions. Plus vous multipliez les individus, plus l'assemblée deviendra susceptible d'impressions étrangères, plus elle suivra aveuglément l'impulsion de ceux qui seront parvenus à acquérir un ascendant sur leurs esprits, par leur éloquence, ou par l'opinion d'une capacité souvent peu réelle. Le gouvernement aristocra-

Le gouvernement monarchique est d'autant parfait, qu'il exige moins de vertu dans les sujets, pour assurer la tranquillité publique; avoué de M. de Montesquieu.

Toute assemblée nombreuse est peuple: conséquence, contre le gouvernement aristocratique.

(1) M. de Montesquieu, liv. 3, chap. 5.

tique a donc les vices du gouvernement populaire; mais il en a de particuliers.

Vice particulier au gouvernement aristocratique.

Tous les intérêts concouroient au moins dans la démocratie, pour former une délibération commune; ici il n'y en a qu'un certain nombre. Les intérêts du peuple qui ne participe pas au gouvernement doivent donc être sacrifiés. Aussi le peuple est-il esclave dans tous les pays où cette forme de gouvernement a été admise. Je me contenterai de vous citer l'aristocratie polonoise & les républiques d'Italie (1).

Du despotisme de constitution.

Les inconvénients du gouvernement républicain ont entraîné, chez quelques nations, les législateurs dans un excès contraire. Pour détruire le choc des intérêts particuliers contre l'intérêt commun, ils ont anéanti la liberté.

Deux principes de ce gouvernement : la crainte & le fanatisme.

M. de Montesquieu (2) n'admet d'autre principe au despotisme que la crainte. C'est par la force des armes qu'il s'est établi; ce n'est que par la terreur qu'on peut parvenir à empêcher le peuple de rentrer dans sa liberté naturelle.

(1) M. l'abbé Mably reconnoît cette vérité d'expérience. Aussi entreprend-il de prouver qu'il n'y a pas grand mal que le peuple soit esclave. Je n'exagere pas; vous trouverez son texte & ma réponse dans les observations sur le §. 13 de la seconde partie.

(2) Livre 3, chap. 2.

Cette nécessité de contenir le peuple ne permet pas au despote de faire aucun partage de sa puissance. Il la communique toute entière à ses représentants, esclaves eux-mêmes, & sujets à tous les caprices du maître. Mais la crainte seule ne suffiroit pas pour arrêter, pendant long temps, les efforts de la liberté, si le fanatisme ne s'y joignoit. Aussi tous les fondateurs des états despotiques ont-ils eu soin de tenir les peuples dans une ignorance profonde, & de présenter à l'intérêt personnel les récompenses d'une vie future, en échange du sacrifice qu'il faisoit de la liberté dans celle-ci. De là le merveilleux dont la loi de Mahomet est remplie, ce koran qu'on suppose descendu du ciel, & ce paradis plein de délices promis à ses sectateurs (1). A peine Omar, successeur & disciple de cet imposteur, est-il parvenu sur le trône, qu'il livre aux flammes la célèbre bibliothèque d'Alexandrie : *Si ces livres, dit-il, démentent l'alcoran & la summa, il faut les anéantir ; s'ils y sont conformes, qu'en avons-nous besoin ? Notre loi nous suffit.*

Considérez les funestes effets de ce système.

Le souffle brûlant du despotisme a desséché ces climats si féconds en tous genres de connois-

Ce gouver-
nement est
destructeur.

(1) Histoire des Turcs par M. l'abbé Mignot. tom. I.
page 32.

fances; la Grece est devenue, sous l'empire des Turcs, un pays barbare.

Jetez les yeux sur la partie de l'Indostan soumise à l'empire du Mogol, ce pays auquel l'or de l'Europe semble se porter comme naturellement, en échange des fruits qu'il produit. Non seulement le taux de l'argent y est excessif; mais les especes anciennement frappées perdent jusqu'à trois & quatre pour cent, à cause de la diminution que le frottement leur a fait éprouver (1). L'Indien enfouit ses trésors pour les soustraire à l'avidité d'un despote héritier légal du mobilier de ses sujets (2).

Ses effets
contre le des-
pote même.

Enfin le despote ressent lui-même les effets de la terreur qu'il inspire. C'est la source des cruautés presque nécessaires qu'il exerce sur ceux que leur naissance ou leurs fonctions approchent trop du trône.

J'ai parcouru les deux extrêmes, la république & le despotisme de constitution; arrêtons-nous sur la monarchie telle que la nature nous en a tracé le modele.

(1) Histoire des voyages de M. l'abbé Prévôt, tome II, page 169.

(2) *Ibid.* tome II, page 2406



Des loix fondamentales de la monarchie pure.

Homere appelle les rois les pasteurs des peuples (1). En effet, la seule étymologie suffit pour distinguer le despotisme de la monarchie. L'un suppose l'usage le plus rigoureux du droit de conquête, cet usage réprouvé aujourd'hui par toutes les nations policées, qui réduisoit le peuple vaincu sous l'esclavage du vainqueur (2); l'autre ne réunit tous les pouvoirs dans la main du monarque, que pour l'avantage des peuples qu'il gouverne.

C'est cette plénitude de puissance, sur un peuple libre, qui constitue la première loi fondamentale de toute monarchie; le nom seul le prouve (3).

La seconde est l'ordre de la succession à la couronne, qui se diversifie suivant le génie des peuples; mais dont la nécessité est reconnue aujourd'hui par presque toutes les nations policées.

Suite de la distinction de la monarchie & du despotisme.

Première loi fondamentale de la monarchie; l'autorité du monarque sans partage.

Seconde loi fondamentale; l'ordre de la succession à la couronne dans les états où il est établi; son utilité.

(1) Ποιμένα λαών.

(2) Despotisme vient de Δεσποζέιν, captiver, rendre esclave.

(3) Monarchie est composé de deux mots Μονος seul, & Αρχέιν commander. Le nom de roi, signifie chef, conducteur, rex à regendo.

Cet ordre invariable a deux objets : d'éviter les brigues & les guerres qu'un intérêt si puissant occasionne dans les royaumes électifs, & d'attacher plus étroitement les peuples à la race de leurs rois, par les liens du respect & de l'amour fortifiés par l'habitude & par l'expérience des bienfaits.

Troisième
loi fonda-
mentale ;
forme con-
stante dans
l'établisse-
ment & dans
la révocation
des loix ; dé-
pôt public
qui les ren-
ferme.

Les loix, dans la monarchie, sont la volonté du monarque ; mais pour assurer la liberté & la propriété des sujets, il est nécessaire qu'il existe dans chaque état une forme constante de publication des loix, & un dépôt auquel puissent recourir & la partie qui doit les observer, & le magistrat chargé de veiller à leur exécution.

« C'est une expression digne de la majesté » royale, (disoit un empereur romain (1)) » de se reconnoître lié par les loix de son » empire. Quoique nous ne soyons pas soumis » aux loix, c'est par elles que nous vivons ». Cet empereur & tous les princes qui ont répété cette belle maxime, n'abandonnoient pas le droit essentiel de révoquer les loix, lorsque les

(1) *Digna vox est majestate regnantis legibus alligatum se profiteri ; quanquam enim legibus soluti simus , attamen legibus vivimus. Lege 4, Codice de legibus.* Mot de Henri IV. rapporté dans les mémoires de Sully, tome premier, page 460. Discours du chancelier de l'Hôpital en 1561. Registres du Parlement.

besoins de l'état l'exigent ; mais ils considéroient leur attachement aux formes sagement établies , comme le gage de la tranquillité publique.

L'observation de ces formes doit donc être regardée comme une *troisième loi fondamentale de la monarchie*.

En suivant le modèle que la nature nous a tracé dans le gouvernement d'une famille nombreuse , je crois pouvoir placer , ici comme une *quatrième loi fondamentale* , la nécessité d'un conseil destiné à porter aux pieds du trône les vœux & les besoins des peuples , à prévenir , par de sages représentations , les atteintes que la liberté & la propriété des sujets pourroient essuyer de la séduction , & de l'intrigue que les favoris n'emploient que trop souvent , pour distraire le monarque de son véritable intérêt , le bien public.

Quatrième loi fondamentale ; nécessité d'un conseil du monarque.

Remarquez que je dis un conseil , un droit de représentations , non de résistance ; car ce droit supposeroit une double puissance incompatible avec la monarchie.

Ce droit appartient naturellement aux magistrats dépositaires de la loi & chargés de la faire exécuter.

Il est quelques états dans lesquels une loi publique lie les mains au monarque pour destituer les magistrats qu'il a établis , sans un

Avantages de l'irrévocabilité des magistrats.

crime ou une défobéissance prouvée. Cette loi est sage & le monarque est intéressé à la maintenir. Ainsi il donne un libre cours à la vérité, il rassure le magistrat qui la dit, contre la crainte de perdre son office, il le met à l'abri de la calomnie, & conservant le droit de décider sur les remontrances qui lui sont faites, il se garantit lui-même de la foiblesse & de l'erreur.

Cinquieme loi fondamentale ; exception nécessaire aux précédentes : le droit du monarque de déroger aux formes légales quand l'intérêt public l'exige. l'erreur.

De quelqu'utilité que soient les formes légales pour intimider le coupable par la certitude de la peine que la loi a prononcée, pour tranquilliser l'innocence contre les efforts de la calomnie, pour mettre le monarque à l'abri des surprises, elles lui laissent cependant l'administration la plus libre, forcées de céder elles-mêmes à l'intérêt public dont le monarque est le seul juge.

Je regarde ce principe comme une *cinquieme loi fondamentale*, puisqu'il découle de la nature de la monarchie, le gouvernement d'un seul.

Exemples.
Premier.

Qui oseroit contester au monarque le droit de faire grace ? C'est le plus bel apanage de la souveraineté.

Deuxieme.

Le ministère du magistrat se borne à appliquer la loi au fait soumis à sa décision. Il ne suffisoit pas de proportionner les peines aux

crimes. La vie & l'honneur des citoyens ne devoient pas être abandonnés au caprice des conjectures. Le ministère du juge cesse donc s'il ne peut parvenir à acquérir la preuve légale, quelque conviction qu'il ait d'ailleurs du crime de l'accusé. Nos loix ne lui permettent pas même de le soustraire à la société par une prison perpétuelle. En fera-t-il ainsi du monarque ? Ne lui restera-t-il aucune voie pour prévenir les désordres qu'un criminel trop adroit à dérober la preuve de son crime pourroit occasionner ?

Un préjugé s'est emparé de la nation ; la punition publique du coupable rejaillit sur sa famille. Ce préjugé injuste est cependant respectable. Il tient à l'honneur qui est l'ame du gouvernement monarchique ; c'est une barrière qui contribue à arrêter la violence & à prévenir les crimes. N'est-il pas quelquefois de la justice du monarque , en pourvoyant à la sûreté générale , d'arrêter des procédures dont la publicité deviendroit funeste ?

Enfin, des intérêts particuliers excitent, sous un calme apparent, des orages qu'il est plus sûr de prévenir que de réprimer. Le secret le plus austère est nécessaire pour étouffer une étincelle capable de produire un grand incendie. La police n'aura-t-elle d'autre ressource que l'appareil des jugements ? L'attachement aux

formes légales porté à ce scrupule priveroit le gouvernement monarchique de l'un de ses principaux avantages, la sûreté & la promptitude dans l'exécution.

C'est ainsi que la monarchie, image du gouvernement paternel, plaçant les récompenses & les peines entre les mains du prince qu'elle élève sur nos têtes, attire librement les intérêts particuliers vers le centre unique de l'intérêt commun, & les réunit par le lien de l'honneur, principe de ce gouvernement.

Qu'est ce que l'honneur?

Comment
l'honneur est
le principe
du gouverne-
ment monar-
chique ? Dé-
finitions.

Je crois pouvoir le définir : cette considération que l'homme vertueux obtient librement de ses concitoyens, par l'accomplissement des devoirs de la société.

Le déshonneur qui lui est opposé, est le mépris qu'inspirent la lâcheté, la trahison, le sacrifice de l'intérêt commun aux vues basses de l'intérêt particulier, supplice le plus cruel d'une ame qui n'est pas entièrement corrompue.

Si les hommes étoient justes, l'honneur ne feroit accordé qu'à la vertu. Le déshonneur feroit le partage infaillible de la contravention aux loix de la société. Mais le peuple ne saisit que les masses ; il est, comme je l'ai observé, plus susceptible d'impulsion que de réflexion. L'honneur est donc dépendant de l'opinion. C'est elle

qui l'attache à l'exactitude de chaque citoyen à remplir le devoir principal de l'état dans lequel il est placé. Ainsi l'honneur de l'ecclésiastique consiste dans la réputation de sévérité dans ses mœurs, celui de l'homme de robe dans la réputation de capacité & d'intégrité, celui du militaire dans la réputation de valeur, celui des femmes dans la réputation de vertu.

C'est cet enthousiasme qui forme ce qu'on appelle esprit de corps, aussi dangereux quand il conduit à un faux point d'honneur, qu'il est utile lorsqu'il a pour objet l'intérêt commun, parce qu'il se perpétue & se renouvelle avec les membres du corps sur lequel il exerce son empire.

Il est une hypocrisie en politique comme en morale. Elle consiste à usurper, par des dehors trompeurs, l'honneur qui n'est dû qu'au mérite & à la vertu.

Concluons de ces principes, que l'honneur ne peut être le mobile du gouvernement despotique. Il suppose un effort généreux qui nous fait sacrifier librement notre intérêt particulier, notre vie même, à l'avantage de la société. Des âmes affaiblies par la crainte ne sont pas capables de ce sentiment. L'honneur est excité par les distinctions & les préférences; l'esclavage égalise tous les hommes.

L'honneur
est un mobile
propre au
gouvernement monar-
chique.

L'honneur rencontre d'autres obstacles dans les républiques. Le desir d'acquérir, sur un peuple souverain, une autorité à laquelle on parvient, plus souvent par la brigue & par des voies injustes que par l'accomplissement du devoir, est un intérêt trop puissant pour qu'il soit arrêté, dans la plupart des hommes, par les seules loix de l'honneur.

Je comprends sous le nom de républiques l'aristocratie; parce que les chefs de la nation réunis deviennent peuple, & que la puissance de ceux qui composent le sénat rend la brigue plus facile & plus commune.

Dans la monarchie au contraire, l'ambition est réprimée par la puissance du monarque. Le peuple naturellement disposé à être entraîné par l'exemple se porte facilement à considérer, à respecter ceux que le monarque distingue par les graces qu'il leur accorde. Ce ressort puissant, le plus propre à concentrer librement les intérêts particuliers dans l'intérêt commun, est donc dans la main du monarque. S'il en abuse, en accordant à l'intrigue & à la flatterie les distinctions qui ne sont dues qu'à la vertu, il dénature le principe du gouvernement, & corrompt lui-même la nation qu'il est chargé de gouverner.

Je me propose d'examiner, par la suite, jusqu'à quel point ces exemples trop fréquents

sont capables d'altérer les loix fondamentales de la monarchie ; il me suffit d'avoir expliqué , dans ce paragraphe , comment , sans donner atteinte à la liberté & à la propriété des sujets , l'autorité du monarque répand la vie dans toutes les parties de ce gouvernement.

Vous avez vu l'image du gouvernement monarchique dans celui d'une seule famille. Si généralisant vos idées vous tournez les yeux vers cette grande société dont les nations ne sont que des individus, vous y remarquez des relations, suites des intérêts particuliers, des loix, un monarque universel, DIEU qui décide, par le redoutable droit de la guerre, du sort des empires ; car la violence est permise là où il n'existe aucun juge visible, ni aucune puissance pour faire exécuter les jugements.

La monarchie, image du gouvernement de Dieu sur la terre.

§. V I.

De l'obligation des sujets de contribuer aux dépenses communes de la société, & de la richesse publique & particulière.

Si l'autorité absolue du monarque, telle que je viens de la décrire, n'altère point la liberté des sujets, le droit d'exiger d'eux des impôts, sans leur consentement, n'est-il pas une atteinte portée à la propriété ?

Le droit du monarque d'exiger des impôts n'est-il pas une atteinte à la propriété des sujets ?

Définition de
la richesse
en général.

Pour résoudre cette question je crois devoir établir quelques principes sur la richesse publique & particulière.

Les fruits
de la terre &
l'industrie,
seules richesses
primitives.

La richesse, dans la signification la plus étendue de ce mot, est l'abondance des choses qui contribuent à notre bien-être.

Des métaux.
Quelle est
leur valeur ?

Les fruits de la terre & l'industrie de ses habitants sont donc les seules richesses primitives.

Les métaux ne sont compris parmi nos biens, que par l'industrie des hommes qui les a tirés de la terre, & les travaille pour les appliquer à notre usage. Leur valeur consiste dans leur poids & leur titre, c'est-à-dire, dans le plus ou le moins de pureté qui les met en état d'être échangés, avec plus ou moins d'avantage, en proportion de leur rareté ou de leur abondance.

Comment
l'or & l'argent
sont devenus
signes des valeurs.

La rareté de quelques métaux, tels que l'or & l'argent, les a fait admettre, par toutes les nations, comme le signe commun des valeurs.

De la monnoie.
Quel droit a le
souverain en
cette partie ?

Pour éviter les surprises, il a été nécessaire que le souverain imprimât à ceux qui sont destinés à cet usage, un caractère qui en assurât le poids & le titre.

Tel est le droit de battre monnoie, qui tenant essentiellement à la police générale, appartient au souverain chez tous les peuples (1).

(1) C'est le seul droit du monarque en cette partie.

De la multiplicité des échanges, soit en nature, soit contre la monnoie, comme signe représentatif des valeurs, faits avec plus ou moins d'avantage, résulte une troisième source de richesses, *le commerce*. Du commerce.

Telle est l'origine des propriétés qui doivent être sacrées, dans tout gouvernement autre que le despotique.

Cependant il n'est aucune société qui pût subsister, si les membres qui la composent ne Obligations naturelles des membres

Ceux qui ont prétendu qu'il étoit le maître du taux de l'argent, c'est-à-dire, qu'en dénommant six livres une once d'argent du même titre qui ne s'appelloit auparavant que trois livres, il donnoit à cette once une valeur double de celle qu'elle avoit auparavant, ont dit une absurdité, & proposé une friponnerie qui retomboit en définitive sur le monarque lui-même.

J'en dis autant du taux de l'intérêt, c'est-à-dire, de la quotité à laquelle l'argent aliéné est représentatif des immeubles qui auroient pu être acquis avec la même somme. Les loix qui le fixent ne font qu'un tarif de proportion, entre la masse d'argent existante dans l'état, & les objets d'échange. Si ce tarif n'approche pas le plus possible de l'exactitude, votre loi ne rendra pas la proportion différente de celle qu'elle est; mais elle invitera à la fraude qui ne connoît point de bornes. L'unique moyen de faire baisser le taux de l'argent, est donc de multiplier la richesse particulière, par une bonne administration.

de toute société, de contribuer aux dépenses communes.

contribuoient, de leurs services, ou de leurs biens aux dépenses nécessaires au maintien des loix & à la défense de la nation, contre ceux qui tenteroient de l'attaquer.

Trésor commun. Sa richesse constitue la richesse publique.

Toute nation a donc un trésor commun, destiné aux dépenses communes (1). C'est le plus ou le moins de richesse de ce trésor, qui constitue la richesse publique.

La richesse publique & la richesse particulière, deux corrélatifs.

Ainsi la richesse publique & la richesse particulière sont essentiellement corrélatives. Le trésor public ne peut être épuisé, sans obliger les sujets à de nouvelles contributions aux dépenses communes, & les dépenses que l'abondance du trésor public le met en état de faire tournent au profit des propriétés des sujets.

(1) Il peut exister des peuples qui n'aient point de trésor public, si l'on entend par ce mot un lieu où l'on réunit les contributions pécuniaires des sujets. Tel étoit l'état de la France dans le temps du gouvernement féodal, lorsque chaque seigneur levoit des tailles sur ses censitaires & menoit ses vassaux à la guerre. Les nobles payoient alors leur contribution en services; mais ils tenoient lieu de la contribution pécuniaire devenue nécessaire depuis l'établissement des troupes réglées. La masse de ces services, représentée aujourd'hui par l'argent avec lequel on les paie, étoit le trésor de l'état.

Voyez le §. II. de la seconde partie & les additions.

C'est ainsi que les intérêts particuliers ont une relation intime avec l'intérêt public.

Quel sera le dépositaire de ce trésor ?

Le souverain, dans chaque état, est le dépositaire du trésor public.

La raison dit que ce doit être, dans chaque état, le représentant de la chose publique. Ce sera donc le peuple ou ses représentants dans la démocratie, les nobles ou leurs représentants dans l'aristocratie, le monarque seul dans la monarchie.

Il est quelques nations chez lesquelles la possession, le seul titre de presque tous les états monarchiques, a attribué au monarque des propriétés, pour subvenir à ses dépenses personnelles, & au maintien de la majesté du trône.

Du domaine du monarque. Digression sur l'utilité de cet établissement, ses conséquences.

Ce seroit m'écarter de mon objet, d'examiner si cet établissement qui donne au monarque des domaines immenses qu'il ne peut administrer que par une multitude d'officiers, souvent par cette raison plus onéreux qu'utile, est le plan le plus conforme à l'intérêt commun ; s'il ne seroit pas plus raisonnable que l'homme de l'état, le représentant de la chose publique, n'eût d'autre bien que la contribution qu'il a droit d'exiger de la société, semblable en ce point aux ministres consacrés, par la loi de Moïse, au service du tabernacle, qui n'avoient d'autre part dans le partage des biens d'Israël que la contribution personnelle de chaque propriétaire.

Mais un ordre différent étant établi, il en résulte :

Première
conséquence.

Premièrement , que toute usurpation sur le domaine du monarque doit être réprimée, quelle que soit la possession dont on essaie de la couvrir, car cette usurpation est un attentat au droit de la société ;

Seconde
conséquence.
L'étendue du
domaine du
monarque
ne dispense
pas les sujets
des contribu-
tions néces-
saires. A-t-il
besoin du
consente-
ment de la
nation ?

Secondement , que quelqu'étendu que soit le domaine du monarque il ne dispense pas les sujets des contributions personnelles que les besoins de l'état nécessitent.

Ces contributions doivent-elles être tellement volontaires; que le monarque ne puisse, sans abuser de son autorité & donner atteinte aux propriétés, les obtenir que de la nation assemblée ou de ses représentants? C'est la question que je me suis proposé d'examiner.

Vous concevez d'abord que les assemblées de la nation entière, ou même de ses représentants, renferment tous les inconvénients que vous avez remarqués dans le gouvernement populaire; car c'est une vérité qu'il ne faut pas perdre de vue, que toute assemblée nombreuse est peuple.

Vous concevez encore que si le corps représentatif de la nation, même pour la seule fixation des contributions, étoit toujours subsistant, il auroit le pouvoir d'arrêter, par le refus

des impôts , toutes les opérations du gouvernement , & acquéreroit une autorité , au moyen de laquelle il feroit en état de contrebalancer celle du monarque , ce qui est contraire à la nature du gouvernement monarchique ; qu'il pourroit même asservir la nation qui n'étant pas assemblée ne feroit point en état de juger si ses représentans excédroient ou non leurs pouvoirs.

Direz-vous que le monarque réprimerait ces abus ? En élevant ainsi le monarque au-dessus des représentans de la nation , vous retombez dans les inconvénients que vous vouliez éviter ; c'est un cercle vicieux. Si vous supposez que l'assemblée des représentans de la nation ne fera pas perpétuelle , vous évitez à la vérité le danger de leur communiquer une trop grande autorité ; mais vous donnez naissance à une autre difficulté. Qui aura le droit d'assembler la nation pour lui faire choisir ses représentans ? Le monarque , sans doute. N'aura-t-il pas , par ce droit même , la plus grande influence dans l'assemblée pour faire tomber le choix sur ceux qu'il croira disposés à entrer dans ses vues ? Ainsi vous n'aurez fait qu'affujettir le monarque à une vaine formalité. Si les besoins de l'état sont urgents , & que le monarque ne réussisse pas à obtenir les contributions , par l'effet d'une fermentation

qui n'est que trop ordinaire dans les assemblées nombreuses, l'état souffrira tous les inconvénients résultants du défaut d'un secours nécessaire. Enfin, dans ce système, il faut perpétuellement dévoiler le secret de l'état à la nation ou à ses représentants. Toutes ces précautions sont contraires à la nature du gouvernement monarchique.

Le monarque, l'homme public, le dépositaire du trésor commun, a seul le droit de juger des besoins de l'état, & d'exiger les secours convenables, en vertu de l'obligation naturelle de chacun des membres de la société. Toutefois il agit alors contre les intérêts particuliers des membres qui composent la nation; ainsi la conservation des propriétés particulières exige quelques précautions.

Précautions
nécessaires :
1°. Se sou-
mettre aux
loix, pour la
conservation
de ses domai-
nes, s'il en a.

Si la loi a affecté des domaines à ses dépenses personnelles & au soutien de l'éclat du trône, sa propriété peut se trouver en contradiction avec les propriétés de ses sujets. C'est alors particulièrement qu'il est obligé, s'il ne veut tomber dans le despotisme du fait dont je parlerai dans un moment, de se soumettre aux loix établies par lui-même, ou par ses prédécesseurs, jusqu'à ce qu'en vertu de son pouvoir législatif il les ait changées, dans la même forme qu'elles ont été établies.

Il leve des contributions ; mais il est juste que son peuple ait des défenseurs.

III. accorder à son peuple des défenseurs dans la levée des contributions.

C'est dans le sein de la nation que le monarque choisit ce conseil qui distingue la monarchie du despotisme de constitution , chargé de porter aux pieds du trône les besoins du peuple , & de l'avertir des abus auxquels les surprises occasionnées par les intérêts particuliers de ceux qui l'environnent pourroient l'entraîner.

Si le monarque ne choisissoit pas les membres de son conseil , ou si , après les avoir choisis , il ne se réservoit pas le droit de balancer les intérêts particuliers avec l'intérêt commun , il ne réuniroit pas la plénitude d'autorité qui caractérise le gouvernement monarchique. Ce droit tient donc encore à l'essence du gouvernement.

C'est en vertu du même pouvoir , & par les mêmes moyens , que le monarque contracte , au nom de l'état , avec ses sujets & avec les étrangers , & qu'il engage la nation à acquitter les dettes qu'il a contractées.

Comment le monarque contracte au nom de l'état.

Il n'est pas de mon sujet d'entrer dans les détails nécessaires pour établir une juste proportion entre la richesse publique & la richesse particulière. Je ne peux cependant m'empêcher d'observer qu'une des plus dangereuses maladies

Digression sur les maux occasionnés par l'épuisement du trésor public.

des états , le signe certain du dépérissement total , si on n'y apporte le remede le plus prompt , est l'épuisement du trésor public parvenu à un tel point qu'il ne suffise aux dépenses indispensables que par le secours des mauvaises affaires & de l'usure.

Il résulte de cette situation que la même masse de richesses est répartie , avec une telle inégalité , qu'on ne voit que des hommes excessivement riches , ou des pauvres , & que le luxe augmentant dans la proportion de ces fortunes immenses qui en sont comme le thermometre , procure aux riches , par la compression des pauvres , de nouveaux moyens de s'enrichir. Ainsi les branches oiseuses absorbent le suc nourricier ; le tronc se dessèche , & entraîne enfin dans sa chute ces rameaux orgueilleux qui se croyoient inébranlables.

Le monarque a droit de se restituer lui-même contre les engagements ruineux qu'il a contractés au nom de l'état. Précautions qu'il doit employer.

Comment le monarque fera-t-il ce retranchement ?

S'il manque aux engagements qu'il a contractés au nom de l'état , il anéantit la confiance , il donne atteinte aux propriétés.

On ne peut cependant lui contester le droit de se restituer lui-même contre des engagements ruineux. C'est la société qui réclame alors par sa bouche. Mais avec quelle réserve doit-il user de ce droit odieux ? Combien sont coupables les ministres

ministres qui rendent de pareilles ressources nécessaires !

Si vous recherchez la source de ce malheur , vous la trouverez souvent dans une résistance inconsiderée aux volontés du monarque. De là ces voies indirectes toujours ruineuses pour se procurer des ressources , sur lesquelles on craindroit des refus ou des délais. Elevez dans le sein de la monarchie une puissance rivale de l'autorité souveraine , le mal fera sans remede.

Je conclus de ces principes qu'en matiere d'impôts & d'emprunts au nom de l'état , le monarque ne doit jamais s'écarter des formes légales. Elles le mettent à couvert du danger d'être trompé par des projets dont les auteurs cachent souvent une coupable avidité sous le masque du bien public. C'est par elles qu'il est instruit de la véritable situation de ses peuples , & qu'il s'assure la confiance universelle. Quel motif pourroit empêcher le monarque d'écouter les remontrances des magistrats qu'il a choisis pour son conseil , lorsqu'il conserve le droit inaliénable de décider & d'être obéi ?

Observations sur le §. VI.

Quelques personnes auroient désiré sur cette
matiere *plus de développement & des preuves plus*

Quelques
personnes
eussent désiré

plus de développement dans ce §. On essaie de les satisfaire.

précises. Ce sont les termes d'un journaliste estimable (1).

-- Je recueille avec soin les critiques, & on me trouvera toujours disposé à me réformer quand elles seront fondées. Mais qu'entend-on par des preuves plus précises, sur la matière que je traite dans ce § ? Sont-ce des calculs, des systèmes, des plans qu'on ne trouve que dans trop de livres imprimés depuis vingt-cinq ans ? Pour qu'ils fussent exacts, il faudroit que l'auteur eût dépouillé les registres publics, qu'il eût eu communication des mystères de l'administration. Un simple particulier n'a pas de telles instructions ; & celui qui les auroit, trahiroit le secret de l'état, s'il les rendoit publiques. Je prie qu'on se rappelle le but que je me suis proposé dans cet ouvrage, de ranimer dans le cœur de mes compatriotes l'amour du gouvernement sous lequel ils vivent, de calmer des inquiétudes d'autant plus funestes, qu'en altérant la confiance, elles multiplient les obstacles inséparables des plans de réforme qu'une administration plus juste & plus sage s'efforce d'introduire ; semblables à l'agitation d'un malade, fatigué par des remèdes impuissans ou dangereux, qui craint jusqu'à la main qui vient

(1) Affiches de provinces.

le soulager , tandis qu'il se confie souvent aux vaines promesses d'empyriques mal habiles , qu'il n'a ni la force nécessaire pour soutenir une opération douloureuse , ni assez de constance pour s'assujettir à un régime indispensable. Dans ce dessein que devois-je faire ? poser des principes certains. Je les ai puisés dans la nature. Abandonner le soin de les appliquer à ceux qui , placés dans une sphere supérieure à la mienne , sont à portée de guider avec sûreté le vaisseau de l'état , au sein de cette mer dont les vagues ne sont souvent funestes que par la mal-adresse du pilote qui ne fait pas s'emparer d'un vent favorable , & caller à propos la voile pour amortir l'impétuosité des vents contraires.

Essayons toutefois de développer les conséquences les plus importantes qui résultent de ces principes.

Conséquences du principe que les fruits de la terre & l'industrie de ses habitants sont les seules richesses primitives.

Ceux qui , s'attachant trop étroitement à cette vérité première , refusent de faire attention aux circonstances qui doivent en modifier l'application , concluent que la contribution nécessaire aux dépenses de la société ne devrait porter que sur le propriétaire de la glebe. Par-là nous

Deux systèmes opposés dans la distribution des impôts. Leurs inconvénients dans une monarchie ancienne.

disent-ils , vous rendrez presque nuls les frais de perception ; l'impôt unique, dont le propriétaire sera chargé , n'exigera ni l'application de ce code bizarre dont l'objet a été de tromper la multitude sur l'énormité de la charge qu'on lui impose, ni ces armées de commis destinés à arrêter les fraudes. L'impôt unique ne procurera pas à quelques particuliers ces gains immenses , suites nécessaires d'une administration vicieuse, qui , portant sur la partie de la nation la plus incapable d'en soutenir le poids , mettent des entraves au commerce & à l'industrie , engorgent la circulation & amènent en peu de temps le dépérissement de la source la plus féconde des richesses de l'état. Les biens-fonds sont les moins susceptibles de cette inégalité de répartition , parce que leur produit est soumis à l'inspection universelle. Le propriétaire payant ne manquera pas de faire supporter la plus grande partie, ou même la totalité de sa charge au consommateur. Le prix des fermes augmentera dans la proportion de l'impôt & de la liberté du commerce de la denrée. Le cultivateur qui ne sera gêné par aucunes entraves , tirera du sol le plus grand parti possible. Les bras qu'il emploiera se feront payer en raison du besoin qu'on en aura , & du prix des denrées de première nécessité. L'industrie mul-

tipliera la valeur des fruits de la terre , & elle trouvera sa récompense dans les besoins & dans les passions des hommes. Ainsi s'élevra une échelle affermie sur l'intérêt personnel, sur l'amour de nous-mêmes , qui n'aura exigé d'autres soins que la premiere répartition de l'impôt. L'état sera plus riche, le travail plus animé, & les peuples plus heureux.

-- A merveille, Messieurs , quand vous entreprendrez de policer une nation sauvage , & que, nécessités d'établir des contributions, vous examinerez sur quelle base elles doivent porter, gardez-vous alors de les placer sur les consommations, sur le commerce, sur l'industrie. Etablissez l'impôt sur les seuls biens réels, vous verrez votre thermometre se graduer de lui-même ; pourvu cependant que cet impôt ne fasse pas monter la denrée à un prix si excessif que le consommateur, l'ouvrier, le commerçant trouvant plus d'avantage à tirer de l'étranger les matieres qu'il emploie n'abandonne vos productions nationales. Mais si vous êtes législateurs dans une monarchie ancienne, où les richesses fictives se soient multipliées, où les abus aient produit une très-grande inégalité entre les citoyens, dans laquelle un luxe effréné paie au poids de l'or les objets destinés à le satisfaire : tandis que ceux de premiere

nécessité réstent long-temps à un prix médiocre ; gardez-vous de prétendre parvenir par un saut rapide à ce haut degré de perfection que vous envisagez ; car voici ce qui arriveroit :

Le propriétaire de la glebe, écrasé sous le poids énorme de l'impôt, chercheroit en vain à se soulager par l'augmentation du prix de la ferme, ou par celui de la denrée. Les ouvriers mal payés, dans les arts de première nécessité, déserteroient, par l'impossibilité de subsister. Un reflux prodigieux se porteroit vers les arts de luxe, & leur prix même diminueroit par la concurrence. La disproportion des fortunes augmenteroit par le besoin que le pauvre auroit du riche. Avec le temps le fermier contraindrait le propriétaire de baisser le prix de sa ferme. La culture diminueroit dans la proportion du moindre nombre d'habitants. La terre, cette grande manufacture qui fournit à tous nos besoins & à tous nos plaisirs, lorsqu'il se trouve des bras pour la cultiver, deviendrait stérile par le peu d'intérêt que le cultivateur auroit de la faire produire. La source de votre impôt unique venant à tarir, vous vous trouveriez dans l'impossibilité de fournir aux dépenses de l'état, & de remplir vos engagements.

Que conclure de ces tableaux, dont la vérité est sensible par elle-même? -- Que loin de charger le

propriétaire de la glebe, dans un état tel que celui que je viens de décrire, tout doit tendre à sa décharge, que le poids de l'impôt doit porter sur le consommateur, sur ces richesses fictives, nées du désastre des finances de l'état, qui le surchargent par une dépense renouvelée sans cesse ? -- Mais ces biens de convention que vous présentez comme le fruit & la source des malheurs de l'état, qui le sont en effet, tiennent à l'exécution de vos engagements auxquels vous ne pouvez manquer sans anéantir la confiance. Ils sont devenus la propriété d'une multitude de citoyens aux malheurs desquels vous ne pouvez être insensible. Il ne vous est pas plus permis de donner atteinte à cette propriété qu'à toutes les autres. Elle a déjà ce désavantage sur celle de la glebe, qu'elle n'est pas susceptible d'un accroissement périodique & infaillible ; tandis que la valeur des fruits du sol éprouve une progression qui résulte de l'augmentation des richesses par le commerce, par l'industrie, par l'accroissement de la masse d'argent. Enfin les impôts assis sur les consommations sont ceux qui entraînent plus de frais.

Quelle route le législateur, que je suppose en même temps chargé de l'administration, tiendra-t-il au milieu de ces écueils qui l'environnent de toutes parts ? Il considérera qu'il est possible

Seul moyen
praticable,
pour se rap-
procher, par
degrés, de la
marche de la
nature,

de remédier par l'ordre & l'économie aux maux que le désordre & la dissipation avoient occasionnés, toutes les fois que les restes d'une fortune délabrée suffisent, avec quelque excédent, aux dépenses de première nécessité. Il saura que l'état est en grand, ce qu'est en petit une famille particulière ; mais qu'il a ce double avantage, que les membres qui composent la société sont forcés, par leur propre intérêt, de se soumettre aux remèdes nécessaires pour empêcher le dépérissement de la chose commune, que les dépenses de l'état ne sont pas en pure perte pour lui, que toutes les fois qu'elles ne sortent pas de son sein, elles retournent, au moins en partie, par une multitude de canaux à la masse de la richesse publique. En partant de ce point de vue, le législateur tendra à rendre l'impôt le plus proportionnel qu'il sera possible sur les différents genres de propriétés. En diminuant les dépenses par une sage économie, il atténuera progressivement les richesses fictives, sans manquer aux engagements de l'état, & l'argent qu'il répandra, circulant utilement, augmentera la valeur des propriétés réelles, sans injustice. Cette progression certaine le mettra enfin à portée de simplifier les frais de perception, en retranchant les dénominations ruineuses de l'impôt, & de se rap-

procher par degrés de la marche de la nature, sans donner à l'état une secousse dangereuse.

De l'intérêt de l'argent & de l'usure.

J'ai observé que les métaux, tels que l'or & l'argent, étoient employés à deux usages, l'un naturel, l'autre fruit de la convention, comme signes des valeurs.

Double destination des métaux. Conséquence qui en résulte, & des loix de l'église y relatives.

« (1) Je vous permets, disoit aux Juifs la loi de Moïse, de tirer intérêt de l'argent que vous prêterez aux étrangers, mais prêtez gratuitement à votre frere ».

Tous les hommes sont vos freres, nous dit la loi de l'évangile (2) : *Vous leurs prêterez, sans*

(1) *Non sœneraberis fratri tuo ad usuram pecuniam, nec fruges, nec quamlibet aliam rem; sed alieno.* Deutéronome, chap. xxii, v. 19 & 20.

(2) S. Luc, évangile, chap. vi. v. 35. J'ai traduit comme la vulgate : *mutuum date, nihil inde sperantes.* Le grec porte : *Δανείζετε μηδεν ἀπ'ελπιζοντες.* Je fais que quelques personnes traduisent ainsi : « Prêtez » sans désespérer » : *sœneramini nihil desperantes.* -- J'en demande pardon à ces Messieurs. Non seulement le passage cité n'auroit pas de sens dans leur façon de traduire ; mais tout ce qui précède prouve l'exactitude de la traduction de la vulgate : « Si vous ne prêtez qu'à ceux de qui vous espérez recevoir la revanche, quel mérite avez-vous ? Les pêcheurs prêtent

espérer aucun avantage du service que vous leur rendrez.

A ce précepte se font jointes les subtilités de l'école qui défigurent tout.

L'argent, comme signe des valeurs, est une chose qui se consomme par l'usage. Il devient inutile à celui à qui on le prête, si la propriété n'en est aliénée. Il ne peut donc être la matière que d'une vente, non d'un louage. Or, combien valent 20000 livres ? Pareille somme. Vous commettrez donc une injustice ; vous vendez trop cher, si vous exigez qu'on vous rende 21000 livres, au bout de l'année. -- D'accord, si mon intention étoit de garder mon argent dans mon coffre. Il me suffit que je l'y retrouve

» tent aussi aux pêcheurs, afin de recevoir la pareille ».

« Aimez donc vos ennemis ; faites-leur du bien ;
 » prêtez sans en rien espérer, & votre récompense sera
 » grande, & vous serez les enfants du Très-Haut ». C'est
 qu'on peut dire de plus raisonnable, c'est qu'il ne
 s'agit pas ici directement de l'avantage qu'on retire
 du prêt de l'argent, mais de l'espérance d'obtenir la
 pareille. C'étoit en effet le seul avantage que les juifs
 pussent retirer des prêts qu'ils se faisoient les uns aux
 autres, puisque la loi du Deutéronome leur défendait
 d'exiger des intérêts de leurs frères : *Εαν Δανείζητε παρ'
 ὧν ἐλπίζετε ἀπολαβεῖν ποῖα ὑμῖν χάρις ἐστὶ*. « Si vo-
 » prêtez à ceux de qui vous espérez recevoir la pareille
 » quel mérite avez-vous ? »

quand je voudrai m'en servir. Mais si je devois l'employer dans le cours de l'année à l'acquisition d'un immeuble productif, si mon intention étoit de faire usage de mes fonds dans un commerce lucratif, j'eusse profité des fruits de l'immeuble que j'aurois acquis, du bénéfice que le commerce ou l'industrie procurent à ceux qui s'y livrent. Le délai que j'accorde à mon débiteur, me prive donc d'un bénéfice réel; car mes 20000 liv. sont représentatives de toutes les choses auxquelles je pourrois les employer.

Les loix de l'église admettent ces exceptions. Elles permettent de tirer de l'argent un intérêt proportionnel au profit dont nous sommes privés, au dommage que nous cause la perte volontaire à laquelle nous nous soumettons: *Lucrum cessans, damnum emergens.*

Mais ces regles, puisées dans le précepte de la charité, suffisent à une autorité qui exerce son empire sur les ames, qui abandonne le coupable au jugement d'un Dieu qui fonde les cœurs. Elles seroient impuissantes pour arrêter la fraude, dans l'ordre extérieur. L'intérêt de l'argent livré à cette regle arbitraire n'auroit plus de bornes; tout deviendrait licite, parce qu'il seroit impossible de démontrer qu'il ne l'est pas.

La loi civile a donc été obligée de fixer le taux de l'intérêt; c'est-à-dire, l'indemnité que le

Insuffisance de ces regles dans l'ordre civil.

Nécessité de fixer le taux de l'intérêt.

S'il doit être
uniforme
pour toutes
les destina-
tions ?

créancier est en droit d'exiger du débiteur pour raison du préjudice que lui cause le retard du paiement de la somme prêtée.

Ce taux doit-il être uniforme, quel que soit l'usage que le créancier eût fait de l'argent dont il se prive, ou l'emploi auquel le débiteur le destine (1) ?

Je ne ferai qu'une seule réflexion. Une loi est vicieuse lorsque la difficulté de son exécution invite à la fraude. Vous prétendez que ce commerçant, dont les capitaux, sans cesse en mouvement, procurent au propriétaire un béné-

(1) Les lois romaines avoient admis cette distinction: *Usuræ semessēs, trientes, quadrantes*. Voyez les titres du digeste & du code de *usuris*. L'ordonnance d'Orléans, article 60, admet une pareille distinction pour les dommages-intérêts qu'elle adjuge au créancier à défaut de paiement au terme convenu : « Contre » les condamnés à payer certaine somme de deniers, » due par cédula ou obligation, seront adjugés les » dommages-intérêts requis, pour retardement de » paiement, à compter du jour de l'ajournement fait, » & ce à raison, à savoir, entre marchands du denier » douze, & entre autres personnes du dernier quinze » (c'étoit le taux ordinaire en 1560), excepté toutefois » les laboureurs, vigneron & mercenaires, envers lesquels » les débiteurs seront condamnés au double de la somme en » laquelle ils se trouveront redevables, sans que nos juges » la puissent modérer ».

fice de dix pour cent & au-delà dans son commerce, se contente d'un intérêt de quatre ou de cinq pour cent dans les crédits qu'il est forcé de faire. S'il se soumettoit à votre loi, il exigeroit du besoin du consommateur l'indemnité de la perte à laquelle elle l'assujettit; ce seroit une surcharge pour le peuple. Quelque précaution que vous preniez pour assurer l'exécution des engagements, le porteur d'un effet destiné à circuler dans le commerce n'aura jamais la même sûreté que le créancier privilégié sur un immeuble; pourquoi donc assimiler deux especes si différentes? Qu'arrivera-t-il? Que votre loi sera violée par un usage habituel, & que le juge sera forcé d'en tolérer l'infraction, par l'impossibilité de la faire exécuter. J'ai observé au §. III, les inconvénients de cette tolérance.

Le commerce & l'usure furent long-temps inconnus de nos ancêtres. Les Gaulois étoient une nation peu commerçante, & le caractère des francs les éloignoit des gains que le trafic de l'argent procure (1). A la barbarie de la première race, aux guerres continuelles auxquelles le partage de l'empire donnoit lieu, succéda le

Progrès de
nos loix contre
l'usure.

(1) *Fœnus agitare, & in usuras extendere ignotum; ideoque magis servatur quàm si vetitum esset.* Tacite d. Mor. Ger. Voyez le paragraphe premier de la seconde partie.

gouvernement glorieux de Charlemagne. Quelques capitulaires réprimerent les excès de l'usure. Mais la puissance monarchique plia bientôt sous le poids de l'anarchie féodale. Le peuple ne jouissoit pas d'assez de liberté pour se livrer au commerce. La noblesse, toute militaire, étoit plus disposée à s'enrichir par les armes & les contributions qu'elle exigeoit de ses serfs, que par les routes obscures du commerce & de l'usure. Aussi les plus anciennes loix que nous ayons sur cette matiere, n'ont-elles eu pour objet que de réprimer les usures des Juifs que l'altération de la monnoie facilitoit. Successivement tolérés & pros crits l'état ne sembloit les attirer que pour s'enrichir de leurs dépouilles. Telle fut en particulier la politique de *Philippe-le-Bel*. Les Juifs chassés de France se retirèrent en Lombardie, d'où ils rentrèrent dans le royaume, pour y exercer un monopole que de nouvelles loix s'empres sèrent de réprimer. Ce ne fut que dans le seizième siècle, après la découverte de l'Amérique, que nos loix & notre jurisprudence établirent des regles fixes en cette matiere. L'intérêt de l'argent diminua de moitié, par l'abondance que les richesses du nouveau monde procurèrent, ce qui nécessita l'introduction de revenus fictifs, représentatifs des fruits des immeubles réels.

Nature des
contrats de

On ne connoissoit jusqu'alors d'autres rentes

que celles que le bailleur imposoit comme une condition de l'aliénation de son immeuble, les rentes foncières. L'hypothèque fut substituée à l'aliénation. Le débiteur d'un argent prêté, conservant la possession de ses immeubles, se dessaisit de sa propriété, jusqu'à concurrence de la somme qui lui étoit fournie par le créancier, & s'obligea de payer une rente annuelle proportionnée aux fruits des héritages qu'elle représentoit (1). Diverses loix reglèrent ce taux, toujours en proportion de la quantité de l'espèce numéraire, & du produit ordinaire des fonds, relativement à leur valeur dans le commerce. Nos rois profiterent de ce moyen pour se procurer, sans surcharger le peuple en apparence, les sommes nécessaires, pour subvenir à des dépenses imprévues. Ils assignerent des rentes sur le produit des impôts qu'ils avoient établis. Telle est l'origine des rentes sur les aides & gabelles. Facilité funeste ! On ne vit pas qu'après avoir fait servir l'emprunt à soulager le besoin du moment, il

constitution.
Nos loix plus
rigoureuses
que celles de
l'égilse,

Inconvé-
nients de
cette rigueur.
Contradic-
tions qui en
résultent.

(1) C'est la forme de tous les anciens contrats. Une rente constituée est la vente d'une propriété fictive : une rente viagère est la vente d'un usufruit fictif. C'est par cette raison que cette dernière n'a pas d'autre taux que celui qui est réglé par la convention,

Impossibilité
dans l'exécution.

faudroit augmenter l'impôt dans la proportion de la rente, & des fonds nécessaires pour rembourser le capital, ou exposer le trésor public à être ruiné sans cesse par la charge toujours renaissante d'un emprunt ruineux. On crut avoir coupé la racine à toutes les fraudes, en donnant à ce principe *que l'argent n'est pas productif par sa nature*, une étendue que les loix de l'église elle-même ne lui donnoient pas. Toute stipulation d'intérêt, sans aliénation du principal, c'est-à-dire, avec droit d'exiger la somme prêtée, fut proscrite par les loix, & encore plus par la jurisprudence (1). Ainsi ce que la loi de l'église permettoit fut pros crit par la loi civile, & l'obligation d'obéir aux loix de

(1) Voyez L'article 141 de l'ordonnance d'Orléans. Cet article suppose plutôt la loi existante qu'elle ne l'établit. Il pros crit une fraude très-commune qui se pratique par la vente d'une marchandise à crédit, & la revente à une personne supposée, à un prix qui produit au créancier un intérêt usuraire. L'article 362 de l'ordonnance de Blois est plus exprès : il défend *d'exercer aucunes usures & prêter deniers à perte de finance. . . . encore que ce fût sous prétexte de commerce.* Enfin l'article 1 du titre 4 de l'ordonnance de 1673 défend aux négociants & marchands, & à tous autres, de comprendre l'intérêt avec le principal dans les lettres ou billets de change, ou aucun autre acte.

l'état

l'état fit de cette défense une loi de la conscience.

Toutefois on reconnut l'impossibilité de donner à ce principe toute l'étendue dont il étoit susceptible. Plusieurs créances, telles que les deniers pupillaires, la restitution de dot, &c. furent exceptées de cette règle ; celui qui ne paya pas au terme convenu fut légalement condamné aux intérêts de la somme prêtée, non à la vérité, suivant les distinctions portées par l'article 60 de l'ordonnance d'Orléans qui tomberent en désuétude, mais au même taux fixé pour les rentes constituées. On ne vit pas, que si les intérêts représentatifs des fruits qu'un immeuble de même valeur eût produits sont le dédommagement naturel dû au créancier, par défaut d'accomplissement de la convention, il n'est pas plus contraire à la nature que le créancier exige les mêmes intérêts pendant le cours du délai qu'il accorde à son débiteur. La variété de nos coutumes, sur la nature des rentes qu'on nomme constituées, prouve encore l'imperfection de nos loix en cette partie (1) ;

(1) Les rentes constituées à prix d'argent sont immeubles à Paris, suivant l'article 94 de cette coutume. Elles sont réputées meubles à Troyes, à Chaumont, à Vitry, à Blois, &c. Les rédacteurs de la cou-

mais ce qui la démontre davantage, c'est l'impossibilité de l'exécution. Leurs inconvénients, dans le commerce, ont déjà été développés. Dans les autres états, quelles entraves ne mettent-elles pas à la circulation ! je ne peux, dites-vous, tirer un profit légitime d'un argent représentatif des immeubles dont il pourroit être le prix, si je ne renonce au droit de l'exiger de mon débiteur & de ses héritiers, à perpétuité. Je connois votre solvabilité & votre bonne foi ; mais votre héritier, qui m'en répondra ? -- Les fonds que je lui transmettrai. -- Mais s'il les dissipe, si les frais inséparables de la discussion judiciaire absorbent mon gage. Ainsi non seulement la fraude fut tolérée, mais le gouvernement en devint complice. Des dépenses accrues, des dissipations trop fréquentes multiplierent les besoins ; le crédit diminua ; mille canaux furent ouverts à la circulation dans la forme proscrire par les loix, & même avec des intérêts dont le taux ne pouvoit être justifié que par l'autorité du législateur. Bientôt la cu-

tume de Paris & des coutumes semblables ont considéré la nature du contrat qui constitue l'immeuble fictif, les autres ont eu égard à l'argent qui est la base de ce contrat ; mais cet argent n'est, selon les principes que j'ai développés, que le prix de l'immeuble fictif. C'est par cette raison qu'il n'est pas exigible.

pidité fut enhardie par la certitude du gain & par l'évidence du besoin. Un tel exemple ne pouvoit être que contagieux. Celui qui se permet un bénéfice illégitime , quoique modique , est bien prêt d'en exiger un excessif , s'il espere échapper à la peine. Eh ! comment appliquer cette peine avec la conviction de l'impossibilité de faire exécuter la loi sans injustice , en beaucoup d'occasions , au milieu des ressources que les usures les plus criantes trouvent pour se dérober à l'œil de la justice (1) ? Le zele emporta quelquefois les magistrats jusqu'à les déterminer à se contenter en cette matiere de preuves moins complètes que celles exigées dans les autres crimes. Mais

(1) La jurisprudence a dispensé, dans les crimes d'usure, de la nécessité de la déposition de deux témoins sur le même fait. Il suffit que plusieurs témoins déposent de différents faits d'usure , & qu'ils déclarent ne pas répéter ce qui a été exigé d'eux illégalement. A quels inconvénients une telle jurisprudence n'est-elle pas sujette ! La preuve testimoniale renferme déjà assez d'incertitude , sans permettre de s'écarter des regles prescrites pour mettre la vie & l'honneur des citoyens à couvert d'un complot odieux. Prévenez le crime par des loix sages , diminuez l'intérêt que le coupable trouve à le commettre ; c'est le moyen le plus sûr d'en tarir la source.

pouvez-vous flétrir un citoyen, si la preuve légale n'est acquise ?

Jurisprou-
dence de
quelques
parlements.
Quelle loi
seroit capa-
ble de pré-
venir les in-
convénients
exposés ?

Quel remède à tous ces maux ?

Le premier de tous est sans doute une sage économie des finances de l'état qui dispense de palliatifs funestes ; mais « il est des parle-
» ments , (dit un jurisconsulte célèbre) (1)
» comme Grenoble , Aix & Pau , où il est per-
» mis de stipuler les intérêts des deniers prêtés ,
» & ils courent du jour de la stipulation ». Ces
stipulations sont autorisées par des loix précises
dans quelques provinces , telles que la Bresse &
le Bugey.

Pourquoi ces loix ne sont-elles pas générales ? Elles ne dispenseroient point du précepte de la charité , elles n'autoriseroient pas celui qui conserve une somme d'argent pour des besoins imprévus , à exiger un intérêt défendu par la loi de l'église , pour raison du délai qu'il accorde au débiteur auquel il l'a prêté ; mais ce que la loi de l'église autorise , l'indemnité du bénéfice que la somme prêtée eût procurée naturellement au propriétaire , si elle eut été employée à l'usage auquel il la destinoit , ne seroit pas défendu par la loi de l'état. Eh ! si cette loi , fixant

(1) L'annotateur d'Argou , inst. au droit franc. tome II , liv. 4 , chap. 18.

le taux de l'intérêt , pour éviter les fraudes , distinguoit encore l'état du prêteur & de l'emprunteur , si le magistrat n'étoit pas forcé de fermer les yeux sur des contraventions habituelles , si le taux , dans le commerce , étoit légalement supérieur à celui autorisé dans les autres affaires , le prêteur ne seroit jamais comme forcé de contrevenir à la loi , la confiance seroit le fruit de l'éloignement des obstacles qui arrêteroient la circulation , elle augmenteroit dans la proportion de l'augmentation des prêteurs honnêtes , l'intérêt ne seroit plus si actif , pour engager à la fraude , l'honneur deviendrait un frein plus puissant , les moyens manqueroient même souvent à l'homme injuste pour satisfaire son avidité , parce que l'infortuné trouveroit des ressources qui le dispenseroient d'acheter un secours momentané par un épuisement durable , & s'il existoit encore quelques-unes de ces pestes de la société qui abusent des passions & de la témérité de la jeunesse , la loi s'appesantiroit sur eux , des exemples d'une flétrissure justement méritée suffiroient pour rendre le remède moins fréquent & moins nécessaire.



Du luxe & des loix somptuaires , avec quelques réflexions sur la nouvelle législation de M. l'abbé Mably.

Sachez sur-tout que le luxe enrichit
Un grand état , s'il en perd un petit.

VOLTAIRE , *défense du mondain.*

Avantages
d'un luxe
proportion-
nels à l'é-
tendue des
états , & ses
inconvé-
nients, s'il est
excessif.

Je compare le luxe à une pompe aspirante qui attire les richesses en animant les arts & l'industrie , & les répand ensuite par les canaux qu'une sage administration fait leur ouvrir. L'appât de l'intérêt peut seul vaincre dans l'homme l'amour du repos qui lui est naturel. Que la matière première se multiplie sous les doigts de l'artiste , tous les arts y gagneront , le cultivateur sera animé par le débit certain des fruits de son travail , chaque forme que prendra cette matière première vous procurera de nouvelles richesses , l'argent que l'industrie & le commerce auront amassé contribuera à la richesse publique , & celle-ci augmentera à son tour la richesse particulière ; mais en excitant le luxe , gardez de perdre de vue les proportions qu'exige l'étendue de votre empire. Si le diamètre de votre pompe est trop grand , elle attirera avec trop de force , vos canaux se dessècheront , & un luxe excessif , sacrifiant les arts utiles à des objets frivoles , vous amenera

l'indigence que quelques degrés de moins auroient éloignée. Ainsi la proposition que j'ai placée à la tête de cet article est vraie , en gardant les proportions. Le même nombre de degrés de luxe qui enrichissent la France épuiferoient Geneve ; mais il est un terme auquel le luxe de la France produiroit sur la France les mêmes effets qu'un luxe plus modéré produiroit sur Geneve.

La source de ce mal est l'inégalité extrême des fortunes que j'ai décrites dans ce § , effet nécessaire d'une administration vicieuse.

On objecteroit en vain que le riche ne peut jouir de ses richesses qu'en les distribuant , & par conséquent que cette inégalité même est un principe de circulation. Je réponds que lorsque l'état est réduit à la situation que j'ai décrite , lorsqu'on y voit que des hommes d'une richesse immense , ou des pauvres , la circulation , loin d'augmenter , s'anéantit. Un particulier qui jouit de 200,000 liv. de rentes , en consomme 100,000 l. & paroît faire une dépense excessive , parce qu'elle l'est en effet relativement à la place qu'il occupe dans la société. Joignez encore que la plus grande partie des 100,000 liv. dépensées se portent vers un luxe extrême qui épuisant les campagnes tarit la véritable source des richesses. Cependant ce particulier met en réserve 100,000 liv.

tous les ans, & s'en fert à augmenter sa fortune, par les mêmes voies qu'il l'a acquise, dont l'indigence publique & particuliere ne lui fournissent que trop de moyens. Répartissez les 200,000 liv. entre dix particuliers du même état; ils dépenseront au moins 15,000 liv. chacun, l'un portant l'autre. Ainsi 150,000 liv. seront employées en dépenses utiles, & les 50,000 l. restantes, conservées pour subvenir aux nécessités imprévues, circuleront encore d'une manière avantageuse à la nation.

Des loix
sompтуaires.
Opinion de
M. de Mont-
tesquieu; on
l'examine.

Est-ce par des loix somptuaires qu'on doit arrêter ces excès? M. de Montesquieu prouve très-bien (1) que ces loix ne conviennent pas aux états monarchiques. « Le luxe est nécessaire, dit-il, dans les états monarchiques. Il l'est encore dans les états despotiques. Dans les premiers, c'est un usage que l'on fait de ce qu'on possède de liberté; dans les autres, c'est un abus qu'on fait des avantages de la servitude ». -- Dites plutôt que le luxe est, dans les états monarchiques, la preuve de la liberté réelle qui subsiste sous l'autorité du monarque. Il ne doit pas défendre ce qui n'est pas essentiellement contraire à la loi naturelle, si la défense n'est nécessaire au maintien de la tran-

(1) Esprit des loix, tome I, liv. 8, chap. 4.

quillité publique ; c'est par des exemples , non par des loix , qu'il inspirera la tempérance. Une administration sage arrêtera le cours de ces profits immenses qui , accumulant les richesses dans un petit nombre de mains , énervent & dessèchent les autres parties du corps politique ; le riche sera forcé de modérer ses dissipations ; ses égaux ne feront plus de vains efforts pour l'atteindre , l'aïssance sera substituée à l'ostentation & à la prodigalité. C'est ainsi que , sans avoir recours à des défenses gênantes , l'ordre se rétablira de lui-même , & « le luxe (comme » le desire M. de Montesquieu) (1) ira croissant du laboureur à l'artisan , au négociant , » aux nobles , aux magistrats , aux grands seigneurs , aux traitants principaux , aux » Princes ».

Avant de terminer ces observations , je dois m'occuper d'un système bien contraire à celui que j'expose.

Je viens , nous dit le philosophe suédois de M. l'abbé Mably (2) , vous apporter le bon-

Projet de
M. l'abbé
Mably de dé-
truire l'ava-
rice & l'am-
bition.

(1) *Ibid.*

(2) De la législation ou principes des loix. *A Amsterdam* , 1776. M. l'abbé Mably suppose dans cet ouvrage une conversation entr'un anglois & un suédois. Suivant l'usage des dialogues , l'anglois , après quelques

heur & la liberté, en vous guérissant des sources de vos maux, l'avarice & l'ambition. Que ne puis-je détruire toute propriété, rétablir la communauté de biens, & l'égalité absolue de la nation ! Tâchons au moins de nous en rapprocher, non seulement par les loix somptuaires les plus rigoureuses, mais par un ordre si sage que tous les dépositaires de l'autorité se rappellent sans cesse que leur pouvoir n'est que précaire, & qu'ils ne puissent même essayer de rompre cette précieuse égalité qui fait le bonheur commun.

-- Voilà un magnifique projet, Monsieur ; mais est-il praticable ? Essayons, pour le connoître, de développer votre système.

Révolution
générale
dans le gou-
vernement ;
objet des sou-
haits de M.
l'abbé Ma-
bly.

-- A quoi servent, dites-vous, *ces loix qu'on publie tous les jours en Europe, & qu'il suffit de mépriser pour les faire rentrer dans le néant* (1) ?

-- C'est bien dit ; mais quel remède apportez-vous à ce mal extrême, le principe de tous les autres ? Je n'en connois qu'un, de faire aimer

légères objections, écoute & applaudit le suédois qui l'endoctrine. Ce suédois est un noble, imbu des principes d'un gouvernement qu'une heureuse révolution a réformé dans sa patrie. Il a beau jeu contre l'anglois dont le gouvernement essaie d'allier des principes républicains, avec le luxe des états despotiques.

(1) Principes de législat. liv. I, chap. 1, p. 38.

& respecter aux hommes le gouvernement sous lequel ils vivent , & vous espérez au contraire que les maux qu'ils éprouvent les détermineront enfin à changer leurs loix , la forme de leur gouvernement (1) : « nous sommes avertis » continuellement par nos malheurs à nous faire » d'autres loix que celles dont nous nous plaignons , & pendant long temps je conviens que » ces avertissements sont inutiles. A mesure » qu'une nation prend de nouveaux vices , il » paroît qu'elle devient plus incapable de recevoir une réforme , & qu'enfin il lui est impossible de se corriger. C'est une erreur.... » Vous ne voulez rien espérer , milord , en voyant l'extrême corruption de l'Europe ; & moi , j'ose encore espérer , quelque chose , en voyant les extrêmes bizarreries de la fortune ».

-- Ainsi c'est dans une heureuse révolution , c'est dans l'énergie des nations , comme vous l'appellez , excitée par les maux que les vices entraînent après eux , que vous mettez votre confiance.

Qu'en résulteroit-il selon vous ? Les loix somptuaires les plus rigoureuses , qui amortiroient les deux passions principales qui nous corrompent , l'avarice & l'ambition. Vous pré-

Les inconvénients des loix somptuaires qu'il reconnoît ne l'effraient pas.

(1) *Ibid.* Liv. II, chap. 2, page 176.

voyez les inconvénients de ces loix (1), des
banqueroutes multipliées, les finances ruinées,
 le commerce anéanti, la confiance perdue, tous
 les ressorts de l'administration dérangés, les cam-
 pagnes désertes, languissant sans culture, le gou-
 vernement ébranlé par les secousses portées aux
 fortunes des particuliers; tout cela ne vous effraie
 pas. « Le philosophe, dites-vous (2), qui,
 » entrant dans le palais d'un riche voluptueux,
 » s'écria, que de choses dont je n'ai pas be-
 » soin ! n'étoit-il pas plus près du bonheur que
 » le possesseur de ces insipides & rassasiantes
 » superfluités ? Pourquoi donc, milord, vous
 » donnez-vous la peine de plaindre un peuple
 » qui auroit la sagesse de ce philosophe... (3) ?
 » Quand je serois obligé de convenir que dans
 » la communauté des biens les récoltes seroient
 » moins abondantes que dans l'état de propriété
 » qui dévaste tant de provinces, qu'en con-
 » clueriez-vous ? Il me semble que sans tomber
 » dans une trop lourde absurdité, je pourrois
 » croire qu'il est plus avantageux pour le genre
 » humain d'avoir quelques vertus que beaucoup
 » de fruits. Que deviendra, dit-on, la popu-
 » lation ? Je réponds qu'il vaudroit mieux ne

(1) *Ibid.* Liv. I, chap. 1, pages 5 & 6.

(2) *Ibid.* page. 15.

(3) *Ibid.* chap. 3, page 91.

» compter qu' un million d'hommes heureux sur
 » la terre, que de voir une multitude innom-
 » brable de misérables & d'esclaves qui ne vi-
 » vent qu'à moitié dans l'abrutissement & dans la
 » misere ». --- Mais, Monsieur, ce sont deux
 choses contradictoires que les hommes soient
 heureux, & que la terre soit dépeuplée ; car
 le desir de se reproduire est si naturel à l'homme
 que le malheur seul, l'impossibilité de fournir
 à la subsistance d'une famille nombreuse peuvent
 mettre obstacle à la population.

C'est aussi votre réponse, & , comme vous
 prétendez faire de tous les hommes autant de
 philosophes uniquement occupés du bien pu-
 blic, vous soutenez que *quand les hommes n'au-
 roient jamais établi la propriété, la terre seroit
 aussi cultivée & aussi peuplée qu'elle peut l'être* (1).
 Mais laissons cette égalité parfaite, cette commu-
 nauté de biens qu'il est, selon vous-même, impos-
 sible de rétablir. Pour nous approcher de ce rare
 degré de perfection, vous proposez d'abord de
 diviser les grands empires en une multitude de
 petites républiques pauvres.

Desir de
 l'égalité par-
 faite & de la
 communauté
 de biens. Il
 y substitue de
 petites répu-
 bliques pau-
 vres.

Je ne force point les idées ; c'est la première
 conséquence que vous tirez de vos principes (2) :

La somptuosité
 des édifices publics

(1) Ibid.

(2) Ibid. Liv. II, pages 128 & 129.

des romains
blâmée par
M. l'abbé
Mably. Def-
truction en-
tière des ob-
jets de luxe.

« que les Loix n'opposeront jamais qu'une ré-
» sistance inutile aux efforts de l'avarice & des
» vices qui en découlent, si elles ne commen-
» cent par diminuer les finances de l'état... (1).
» On admire la somptuosité des édifices publics
» que Rome éleva sous le regne même de ses
» rois. Cette grandeur, a-t-on dit, étoit un
» augure de la haute fortune où la république
» étoit appelée ; mais pourquoi n'étoit-ce pas
» également un augure de sa décadence & de sa
» ruine ? En voyant le capitole & le palais du
» prince, le patricien ne s'accoutumoit-il pas
» à trouver sa chaumière trop petite & trop peu
» commode ? Les arts subissent le même
» sort dans vos principes (2). « Quand je songe
» combien les talents agréables ont été funestes
» aux Athéniens ; combien les tableaux, les
» bustes, les vases de la Grece ont fait faire d'in-
» justices, de violences & de tyrannies aux Ro-
» mains, je demande à quoi peut nous être bonne
» une académie de peinture ? Laissons croire
» aux Italiens que leurs babioles honorent les
» nations ; qu'on vienne chercher chez nous
» des modèles de loix, de mœurs & de bon-
» heur, & non pas de peinture. Je ne finirois

(1) *Ibid.* pages 132 & 133.

(2) *Ibid.* page 142.

» pas de vous parler de loix somptuaires , si je
 » voulois vous en faire connoître tous les
 » avantages. Elles doivent s'étendre sur tout ,
 » meubles , logements , table , domestiques ,
 » vêtements. Si vous négligez une partie , vous
 » laissez une porte ouverte à des abus qui
 » s'étendront sur tout (1) Loin de favoriser
 » (le commerce) les états de l'antiquité les
 » mieux ordonnés eurent soin d'arrêter (cette
 » profession). Elle fut abandonnée aux es-
 » claves (2) , ou à des citoyens méprisés , pour
 » que l'intérêt du commerce ne devînt pas l'in-
 » térêt de la république ».

(3) Vous voudriez encore rétablir les loix des
 anciens Romains qui n'appelloient aux succe-
 ssions que les seuls *agnats* , c'est-à-dire , les
 parents paternels , & adjugeoient au fisc les biens
 de celui qui décédoit , sans qu'il se présentât
 aucun *agnat* pour recevoir la succession. -- Mais
 ces mêmes loix accordoient aux testateurs une
 liberté indéfinie (4) , & vous proscrivez les

Abolition des
 testaments :
 ordre des suc-
 cessions légi-
 times ; gêne
 imposée à
 l'aliénation
 des immeu-
 bles dans le
 projet de M.
 l'abbé Mably.

(1) *Ibid.* page 151.

(2) Oui , mais les maîtres l'exerçoient par leurs
 esclaves , ce qui n'excitoit pas moins l'avidité , & fut sujet
 à beaucoup plus d'inconvénients.

(3) *Ibid.* pages 155 & 156.

(4) Loi des douze tables *uti quisque paterfamilias
 super tutelâ , pecuniâve rei suæ legasset , ita jus esto.*

testaments parce qu'ils étendent la propriété que vous voulez restreindre.

« (1) Dans un état bien gouverné, le législateur établiroit sans doute des formalités qui
 » gèneroient la vente & l'aliénation des biens.....
 » régler les degrés de parenté, mais ne les étendez pas trop loin, de peur que des espérances
 » trop étendues n'ouvrent l'ame à la prodigalité & à l'avarice..... que la fille unique d'un
 » citoyen..... ne possède que la troisième partie
 » de la succession, & que son pere ou ses tuteurs
 » lui donnent deux freres adoptifs. Si un homme
 » n'a aucun héritier, que son bien n'appartienne
 » pas à l'état qui doit donner l'exemple du désintéressement, que cette succession soit partagée
 » également entre les familles les plus pauvres
 » du lieu qu'habitoit celui qui l'a laissée.

Loix agraires
 désirées par
 M. l'abbé Ma-
 bly ; ce qu'elles
 ont produit dans Rome.

» Jamais vous n'enchaînez ces passions actives & impérieuses (l'avarice & l'ambition),
 » si vous n'avez recours aux *loix agraires*. Ces
 » loix, dit-on, ont perdu la république romaine.
 » C'est une erreur. C'est parce qu'on les avoit
 » violées, & non parce qu'on les avoit faites,
 » que la liberté a éprouvé des secousses qui
 » l'ont ruinée. Quelle folie de penser que des
 » loix qui défendoient de posséder plus de cent

(1) *Ibid.* pages 158 & 159.

» arpents de terre, c'est-à-dire, qui ne lui per-
 » mettoient pas de se rendre ni assez riche ni
 » assez puissant pour opprimer ses concitoyens,
 » aient été propres à faire des usurpateurs &
 » des tyrans »?

--- Ces loix ont servi de prétexte à toutes les factions qui ont agité cette célèbre république ; elles ont été violées, parce qu'il est impossible qu'elles ne le fussent à la longue. Quelle précaution que vous preniez, les propriétaires de cent arpents de terre seront plus puissants que la multitude. Ils seront donc en état, en se réunissant, de la subjuguier ou de la corrompre, & ils auront intérêt de le faire pour empêcher de nouveaux partages. Réduirez-vous le nombre d'arpents ? Vous pourrez retarder l'effet ; mais vous ne l'empêcherez pas, si vous ne nous ramenez à l'égalité absolue avec laquelle la distribution des emplois nécessaires dans la société ne peut subsister, & vous aurez affoibli le ressort du gouvernement.

Je me lasse, Monsieur, de transcrire vos loix fiscales ; quel effet en attendez-vous ? Que l'avarice & l'ambition seront bannies de votre république ? Mais l'avarice est le desir de surpasser les autres par l'opulence & les avantages qu'elle procure. L'ambition est le desir de la domination, de la puissance. Ces deux

L'avarice & l'ambition indestructibles, parce que ces passions prennent leur source dans l'amour de nous-mêmes.

passions tiennent à l'intérêt personnel que vous ne pouvez déraciner du cœur de l'homme, parce qu'il est le principal ressort de ses actions, de ses volontés.

Considérez une troupe d'enfants. La nature les a rendus égaux. Je les prendrai, si vous voulez, de même état, nés de peres dont la richesse n'établisse entr'eux aucune distinction apparente. Cependant, pour peu que vous les suiviez, vous verrez s'élever, dans cette société naissante, une sorte d'aristocratie, de monarchie, quelquefois de despotisme, que la seule inégalité des talents ou des forces, & l'amour de la domination si naturel à l'homme introduira malgré vos précautions; & vous prétendez bannir cette passion dans les grandes sociétés où les talents sont développés & les moyens multipliés!

L'amour de la liberté tel que M. l'abbé Mably le représente, est une ambition générale.

Quel autre appât présentez-vous à l'intérêt personnel que vous ne pouvez anéantir? la liberté, dites-vous. Qu'entendez-vous par ce mot? Le droit de faire indéfiniment tout ce que l'on veut? Non, sans doute, car vous imposez à vos concitoyens des loix plus rigoureuses que la plupart des autres législateurs. Mais vous prétendez que vos concitoyens se soumettront d'autant plus volontiers à ces loix, que ce seront eux-mêmes qui les auront

faites. --- (1) Avant d'examiner la possibilité de votre supposition , permettez - moi une réflexion.

Quel est ce ressort qui lie si étroitement les peuples aux loix qu'ils se sont données à eux-mêmes? n'est-ce pas l'amour de l'indépendance, la soif de la domination qui regne dans chacun des individus qui composent la nation? Eh bien ! le même amour qui a une énergie inégale dans les divers individus qui composent la nation , conduira nécessairement votre république à l'aristocratie , à la monarchie , au despotisme même , si vous élevez dans le sein de l'état une puissance rivale de l'autorité du monarque.

Notre philosophe développe son projet avec plus d'étendue dans un autre lieu.

« (2) Les mêmes hommes ont par-tout la même raison , les mêmes besoins , les mêmes qualités sociales. Voilà un grand point de réunion. Un législateur habile , en ne donnant à différentes provinces que les mêmes loix , le même gouvernement & le même intérêt , peut n'en former qu'un seul état , dont les ressorts & les mouvements seront réguliers.

République
fédérative de
M. l'abbé Ma-
bly. Exem-
ples qui ne la
font pas de-
sirer.

(1) *Ibid.* tome II , liv. 3 , chap. 4 , page 68.

(2) *Ibid.* page. 94.

« A force d'art, il peut opposer aux abus qui
 » naissent dans une société étendue , des magis-
 » trats aussi vigilants que ceux d'une petite
 » république. Il ne faut, pour réussir dans cette
 » entreprise, que décomposer, pour ainsi dire,
 » un état, & faire de toutes les provinces autant
 » de républiques fédératives. Leur union fera
 » leur force au-dehors, & la médiocrité d'éten-
 » due, leur territoire fera leur sûreté au-dedans.
 » Charlemagne nous offre l'exemple & le mo-
 » dele de cette république..... »

--J'examinerai cette dernière proposition dans
 ma seconde partie. Trop occupé d'étendre sa do-
 mination, Charlemagne ne réforma pas même les
 abus qui amenèrent sous ses successeurs l'anar-
 chie féodale. Mais la ligue des *Achéens* d'abord si
 vantée, & qui fut ensuite, par les divisions intes-
 tines, la ruine de la Grèce, est un exemple d'une
 pareille confédération peu propre à la faire désirer.

M. l'abbé
 Mably rejette
 l'influence du
 climat sur
 la forme du
 gouverne-
 ment.

Vous vous moquez de ces politiques qui pré-
 tendent que la situation, le sol, le climat
 doivent influencer dans la nature du gouverne-
 ment. « S'il faut les en croire, dites-vous (1),
 » la providence a fait des bonheurs différents
 » pour les anciens & pour nous, pour l'Asie,
 » l'Afrique, l'Amérique & l'Europe. Ils vous

(1) Tome I, liv. 1, chap. 1, pages 28, 29 & 30.

» disent gravement, que des loix bonnes au
 » dixieme degre de latitude, ne valent rien
 » sous le trentieme. En vérité, un législateur
 » ne devoit-il pas plutôt consulter les affec-
 » tions de son cœur qu'un thermometre, pour
 » savoir ce qu'il doit permettre ou défendre?
 » Qu'importent des plaines, des montagnes, un
 » sol plus sec, plus humide, plus ou moins
 » fertile, le voisinage de la mer ou d'une
 » grande riviere & cent autres pareils accidents,
 » pour décider des loix les plus propres à faire
 » le bonheur de l'homme? La nature des cli-
 » mats change-t-elle la nature de son cœur?
 » N'a-t-il pas par-tout les mêmes besoins, les
 » mêmes organes, les mêmes sens, les mêmes
 » penchans; les mêmes passions & la même
 » raison? Par-tout l'attrait du plaisir & la crainte
 » de la douleur ne sont-ils pas les mobiles de
 » nos pensées & de nos actions? Par-tout ne
 » sont-ils pas également sujets à tromper le desir
 » que nous avons d'être heureux? Sous l'équa-
 » teur, comme sous le pole, dans les plaines &
 » dans les vallées, comme sur les montagnes,
 » chacun de nos sens n'ouvre-t-il pas notre ame
 » à cent passions différentes? Quelles sont les
 » terres favorisées du ciel, où l'avarice, l'am-
 » bition, la paresse & la volupté ne puissent pas
 » germer? Dans quel climat ces plantes empoi-

» sonnées se produisent-elles impunément ?
 » Dans un lieu, si l'on veut, nos passions seront
 » plus impérieuses, dans l'autre plus disciplinables ;
 » là elles seront exposées à des tentations plus fré-
 » quentes ; ici des accidents particuliers en retar-
 » deront le développement & les progrès. Je con-
 » sens tout ce que vous voudrez dire du pou-
 » voir des climats ; mais par-tout les passions ne
 » sont-elles pas la source de notre bonheur
 » ou de notre malheur , suivant qu'elles sont
 » bien ou mal réglées ? Par -tout elles ont
 » donc besoin d'un frein & d'un conducteur ?
 » La loi doit donc commencer par les rendre
 » droites ».

L'expérience
 contredit le
 système de
 M. l'abbé
 Mably.

-- C'est en effet le but auquel tendent tous les
 législateurs. Mais cette raison suffit-elle pour
 nier l'influence des climats sur la forme du gou-
 vernement ? Consultez l'expérience. Pourquoi le
 despotisme de constitution a-t-il pris racine
 dans l'Asie, jusqu'à s'y maintenir sans altéra-
 tion, presque depuis la création ? Est-ce sans
 une cause puisée dans la nature, que les répu-
 bliques les plus approchantes de la démocratie
 (car ce gouvernement n'est pas ordinairement
 de longue durée) se sont toujours trouvées dans
 des isles, ou dans de petits terrains séparés
 des grands continents par des montagnes, des
 marais, des précipices ? Telles furent les isles

de l'*Archipel*; telle est aujourd'hui la *Hollande*, *Geneve*, les *cantons suisses*. Ne m'objectez pas *Rome* despotique au-dehors & sans cesse déchirée au-dedans par des factions intestines. Une république nouvelle s'élève de nos jours dans un autre continent. Il ne m'appartient pas de prédire sa destinée; mais quelque vaste que soit le terrain qu'elle occupe, le petit nombre d'habitants qui peuplent cette étendue immense, l'éloignement des provinces dont elle est composée, sa séparation, par des mers, des autres puissances, la placent dans une position à peu-près semblable à celle que je viens de décrire. Croyez-vous enfin que ce soit, sans une cause naturelle, que le gouvernement monarchique se soit presque toujours conservé dans les vastes continents, & dans les climats tempérés? Tous les hommes ont les mêmes sens, les mêmes passions, j'en conviens; mais la plus grande ou moindre énergie du tempérament établit ces distinctions dans les gouvernements destinés à modérer, à diriger les passions.

Je me suis écarté un moment de ce qui fait la base de votre système, pour en considérer une branche particulière. Vous me parlez sans cesse d'un législateur; ce n'est donc pas le peuple qui peut se donner des loix à lui-même, ni établir la forme du gouvernement. Vous en

Nécessité
d'un législa-
teur pour
fixer le gou-
vernement;
suivant M.
l'abbé Maury
lui-même.

convenez en cent endroits. Ce droit sera-t-il confié à des représentants de la nation ?

« Pour qu'un peuple naissant, dit un philosophe très-républicain (1), pût goûter les saines maximes de la politique & suivre les loix fondamentales de la raison d'état, (ce qui est nécessaire pour qu'il choisisse ses représentants), il faudroit que l'effet pût devenir la cause, que l'esprit social qui doit être l'ouvrage de l'institution, présidât à l'institution même, & que les hommes fussent avant les loix ce qu'ils doivent être par elles ».

Vous me citez la Suede : voyons, d'après vous-même, comment elle s'est policée (2). « Pour rendre la nation libre, sans que la liberté pût dégénérer en anarchie, pour établir un ordre fixe dans les dietes, & faire agir le sénat avec dignité, (*Gustave Vasa*) crut devoir se rendre plus puissant que ne l'avoient été les anciens rois. Car si la premiere magistrature de l'état n'est pas solidement affermie, n'attendez rien de celles qui lui sont subordonnées ». — Il n'y a donc, Monsieur, qu'une puissance absolue, indépendante, qui puisse régler la forme du gou-

(1) Contrat social, liv. 1, chap. 4. Voyez ci-dessus paragraphe 4.

(2) Tome II, liv. 3, chap. 1, page 28.

vernement. Celui qui est dépositaire de cette puissance abandonnera-t-il à la nation ou à ses représentants le droit de conserver les loix qu'il lui a données, & d'y faire les changements que les circonstances exigeront? Voilà à quoi se réunit la question.

Je vous copie encore : « (1) Quand tous les
 » citoyens d'une république sont assemblés, l'état
 » n'a plus de frein. Qui peut modérer ses capri-
 » ces ? qui peut lui prescrire des loix qui puissent
 » l'obliger d'obéir à celles qu'il a faites ? N'est-il
 » pas le maître de les changer, de tout dissoudre,
 » & de donner en un mot une nouvelle forme
 » au gouvernement à qui il doit compte de sa
 » conduite ? Ce qui est arrivé dans plusieurs
 » républiques est une preuve que, dans un mo-
 » ment de fermentation, d'enthousiasme, de
 » colere ou de reconnoissance, les loix les plus
 » sages, les plus respectées n'y étoient pas tou-
 » jours en sûreté. Il n'en est pas de même dans
 » les pays où la nation trop nombreuse n'est
 » assemblée que par ses représentants. Les dietes
 » sont moins hardies, moins capricieuses, moins
 » légères, moins inconstantes, parce qu'elles
 » ont un censeur dans le corps de la nation qui
 » les observe ». — Mais, Monsieur, pour que

(1) *Ibid.* page 57.

ces représentants soient ceux de la nation entière, ne faut-il pas que cette nation s'assemble quelquefois au moins, pour le choix de ses représentants, & alors qui garantira la stabilité de vos loix ? *L'état*, selon vous-même, *n'aura plus de frein.*

Profession
militaire ;
annonciage
de la magis-
trature. Cour-
te durée des
magistratu-
res, dans le
système de
M. l'abbé
Maury.

Je n'entrerai pas dans tous les détails de votre législation, pour empêcher vos magistrats, vos représentants de la nation entière, d'être tentés d'abuser de l'autorité.

Vous ne voulez pas, Monsieur, que la profession militaire soit exclue des fonctions civiles (1) ; vous exigez, au contraire, que tous vos citoyens soient soldats, & qu'ils parviennent à la magistrature par une éducation si propre à leur inspirer le desir de la domination. Pour leur en ôter l'idée (2), vous partagez la magistrature ou la puissance exécutive en différentes parties qui seront confiées à différents citoyens. « L'un servira de surveillant à » l'autre ; tous seront continuellement avertis » par leurs collègues que leur pouvoir est limité. » Tant que le magistrat ne passe pas les bornes » qui lui sont prescrites, que rien ne puisse lui » résister ». — Mais qui jugera de la transgres-

(1) *Ibid.* Tome I, liv. 2 chap. 4, page 259.

(2) *Ibid.* pages 226 & suiv.

sion de ces limites, s'il n'existe une puissance supérieure & indépendante qui n'ait elle-même d'autre juge que l'être infini? S'il en est autrement, votre partage ne servira qu'à embarrasser les différentes parties de l'administration, & vous conduira infailliblement à l'anarchie.

--« (1) La loi doit abrégér le temps des magif-
 » tratures à raison du pouvoir qui leur est confié.
 » Les romains étoient admirables dans cette
 » partie. Le *dictateur* qui avoit, pour ainsi dire,
 » entre ses mains le sort de la république, ne
 » régnoit que six mois, & sa magistrature étoit
 » réservée pour des circonstances extraordi-
 » naires. Chargé d'un poids au-dessus des forces
 » de l'humanité, on n'exigeoit qu'un effort court
 » & passager. Il n'avoit pas le temps de former
 » de grandes espérances, & moins encore de se
 » servir de son pouvoir pour le rendre dange-
 » reux aux loix & à la liberté. Le *censeur*, dont
 » la magistrature demandoit plus d'austérité que
 » de talents, exerçoit pendant cinq ans une
 » autorité que l'état ne craignoit point, parce
 » qu'elle étoit redoutée des citoyens; mais la
 » magistrature des *consuls*, des *préteurs* & des
 » *tribuns* étoit annuelle, parce que leurs fonc-
 » tions étoient plus pénibles, & que leur admi-

» nistration étoit telle qu'ils pouvoient aisément
 » se faire un grand nombre de créatures & de
 » partisans. En un mot, vous ne redouterez
 » point l'ambition des magistrats, si vos loix
 » sont telles qu'ils aient toujours devant les
 » yeux que bientôt ils rentreront dans la classe
 » ordinaire des citoyens, & seront obligés de
 » rendre compte de leur conduite..... (1).
 » Des magistrats perpétuels ne sentent pas la
 » nécessité de faire de grandes choses ».

Inconvé-
 nients de ces
 magistratu-
 res limitées
 à un temps
 fort court.

-- Je vous passe, Monsieur, tous les autres avan-
 tages que vous trouvez à abrégier les temps des
 magistratures; quoiqu'à dire vrai, pensez-vous
 que des magistrats, même annuels, n'aient
 pas eu le temps de se faire des créatures dans
 l'espace d'une année, & dans les différents de-
 grés qui les auront conduits à cette magistrature
 suprême? Les romains en font un exemple frap-
 pant. N'est-ce pas ainsi que *Marius*, *Sylla*,
Pompée, *César* se rendirent maîtres de la répu-
 blique? Mais permettez-moi de m'arrêter sur
 le dernier avantage que vous observez dans la
 courte durée des magistratures. De grandes
 choses peuvent-elles s'opérer dans une année?
 A peine cet espace suffit-il pour en former le
 projet. Le successeur de votre magistrat annuel

ne manquera pas d'abandonner le plan tracé par son prédécesseur, parce qu'il n'en auroit pas la gloire. Ainsi vous flotterez dans des variations perpétuelles ; voilà ce que l'expérience de tous les temps a appris.

N'admettez-vous aucune exception à cette règle ? -- Non, dit encore M. l'abbé Mably (1).
 « Quand on obéit à un *Thémistocle* ou à un *Phocion*, il est bien sûr que son successeur ne le » vaudra pas. N'importe, il faut avoir le courage de préférer une bonne constitution à ces » grands hommes. Si *Thémistocle* & *Phocion* sont » prolongés dans leurs magistratures, un sot, » un frippon, dans dix ans, obtiendront le même » honneur. *Je voudrais cependant que le magistrat » pût se flatter de parvenir encore aux mêmes hon- » neurs, après avoir été confondu dans la foule des » simples citoyens. Cette espérance lui donnera un » zèle qui ne laissera jamais languir les loix & le » gouvernement* ». --- Cette espérance seule suffira à un ambitieux pour tramer ou renouer des intrigues qui accableront, en définitive, votre prétendue liberté ; & si vous n'admettez jamais de retour aux premières magistratures, vous languirez sans cesse, sous des magistrats incapables ou corrompus.

(1) *Ibid.* 231.

Si l'état a
un chef, M.
l'abbé Mably
veut que son
pouvoir soit
très-limité.

S'il existe une magistrature perpétuelle dans
votre république, si elle a un chef, ce que vous
jugez vous-même souvent nécessaire, vous vou-
lez que son autorité soit limitée. « Pouvez-
» vous ne pas trembler (dit le philosophe sué-
» dois au milord (1)) en voyant que vous avez
» établi pour le premier ordre, non pas une
» corporation de citoyens ; mais un seul homme
» à qui vous avez confié toute la puissance exé-
» cutrice, de qui découlent tous les pouvoirs
» particuliers, qui a des revenus immenses, qui
» crée tous les magistrats, qui fait des grands à
» son gré, & qui a le droit ridicule de suspendre
» toute l'activité des deux autres ordres qui sont
» destinés à le balancer ? Aussi avez-vous souvent
» courbé la tête sous le joug du despotisme.
» Votre parlement fait pour veiller à la liberté
» de la nation & défendre ses droits, l'a trahie
» cent fois, & a forgé lui-même les chaînes
» qu'on lui préparoit ».

Opinion con-
traire des Da-
nois. Ils n'ont
pas admis le
gouverne-
ment arbi-
traire, mais
absolu. Ce qui
est arrivé.

-- Les Danois ont pensé bien différemment
dans la diète de 1660. En rendant la couronne
héréditaire, ils ont confié au monarque, non la
puissance *arbitraire*, comme vous le dites,
Monsieur (2) ; car aucune nation n'a donné

(1) *Ibid.* page 260.

(2) *Ibid.* page 249.

à son chef le droit de la gouverner par caprices ; mais la puissance *absolue* : qu'en est-il arrivé ?

« Les états-généraux de Danemarck (dit
» M. de Voltaire (1)) se dépouillèrent (en
» 1660) de tous leurs droits en faveur du roi.
» ils lui donnerent un pouvoir absolu & illi-
» mité ; mais, ce qui est plus étrange, c'est qu'ils
» ne s'en sont pas repentis jusqu'à présent ».

-- Non, cela n'est pas étrange. Je trouve, dans M. l'abbé Mably même, une peinture assez exacte de la vraie monarchie, quoiqu'il tire, de cette définition, une conséquence toute contraire à celle qu'il auroit dû tirer.

Peinture
du gouverne-
ment monar-
chique, sui-
vant M. l'ab-
bé Mably lui-
même.

« Si rien ne s'oppose, dit-il (2), à la pente
» naturelle de ce gouvernement, j'avoue qu'il
» deviendra en peu de temps le despotisme de
» Turquie, de Perse. C'est ici que j'implore les
» caprices heureux de la fortune. *Puisque le nom*
» *de despotisme est odieux dans ces monarchies*
» *tempérées, puisque le prince se soumet encore à de*
» *certaines formalités, puisqu'il daigne écouter les*
» *remontrances, puisque l'esprit de la nation est*
» *encore un frein capable de l'arrêter & de suspendre*

(1) Questions sur l'encyclopédie, tome VI, états-généraux.

(2) *Ibid.* Liv. 3, chap. 2, pages 43 & 44.

« les abus , pourquoi ces mœurs nationales ne
 » pourront - elles pas causer une révolution » ?
 — Parce que cette révolution seroit funeste ;
 parce que l'exemple de nos voisins doit nous en
 détourner. — « C'est ainsi (dit encore le philo-
 » sophe suédois (1)) que sous Jacques I^{er}. vous
 » commençâtes à vous plaindre du joug rigou-
 » reux que vous portiez depuis le regne de
 » Henri VIII, & que vous êtes parvenus à le
 » secouer ». — Qu'en a-t-il résulté ? Un gou-
 vernement agité sans cesse par des guerres
 intestines , un gouvernement dans lequel la
 séduction est plus puissante , & la liberté réelle
 beaucoup moindre que dans la monarchie pure.

La liberté
 est plus gran-
 de quand les
 loix défèn-
 dent moins.
 Conséquence
 de cette pro-
 position. Ce
 qui forme la
 sûreté du ci-
 toyen dans la
 monarchie.

Qu'est-ce en effet que la liberté ? Je ne la défini-
 rai pas le droit de se faire des loix à soi-
 même, prétention chimérique, je l'ai prouvé ;
 mais *le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu
 par les loix*. Dans quel cas la liberté sera-t-elle
 plus grande ? Lorsque les loix défendront moins,
 & que le citoyen sera plus assuré de jouir de la
 liberté qu'elles lui donnent. Or c'est précisé-
 ment ce qui arrive dans la monarchie pure,
 par deux raisons : la première, qu'il existe une
 forme légale pour l'établissement & pour la
 révocation des loix dont le monarque n'a aucun

intérêt de s'écarter, parce que sa volonté l'emporte toujours en définitive : la seconde, que ces formes mettent le monarque à portée d'être éclairé par les remontrances des magistrats, par le vœu de la nation, & que son intérêt réel n'est autre que l'intérêt public.

--- Voilà, me direz-vous, le plus admirable gouvernement, lorsque *Marc-Aurèle* fera sur le trône; mais qui vous assure que de la tige auguste à qui vous confiez l'empire, il ne sortira que de tels princes ?

Objection
spécieuse ;
mais qui n'est
pas très soli-
de. Renvoi au
paragraphe
suivant.

--- A Dieu ne plaise que je porte la flatterie au point de vous promettre un tel bonheur ! Toutefois l'ordre invariable de la succession à la couronne est nécessaire pour arrêter les efforts des intérêts particuliers. Je m'en rapporte à vous-même, M. l'abbé Mably. Vous louez *Gustave Vasa* d'avoir cru que (1) « le gouvernement » ne prendroit aucune consistance, que les loix » feroient sans vigueur, & les suédois par » conséquent malheureux, tant que la couronne » élective seroit achetée à prix d'argent, ou » donnée à l'intrigue ». C'est cet ordre invariable qui met un frein à l'ambition de ceux qui approchent du trône. Ils savent que leur autorité n'est que précaire, que le cri de la nation, la

(1) *Ibid.* Tome II, liv. 3, chap. 1, page 28.

connoissance que le monarque aura tôt ou tard de son véritable intérêt, peuvent les renverser du poste éminent qu'ils occupent, & les livrer au mépris & à la haine de leurs concitoyens. Cette crainte les arrêtera-t-elle toujours? Non, sans doute. Des loix vicieuses, dictées par l'intérêt personnel de ceux qui environnent un prince foible, paroîtront quelquefois émaner du trône; les représentations les plus respectueuses seront transformées aux yeux du souverain en une résistance criminelle; la dérogation aux loix les plus saintes, à ces loix qui assurent la liberté du citoyen, seront présentées comme un moyen nécessaire pour intimider ceux qu'on désespérera de séduire; des voies illégales, des ordres arbitraires qui ne devroient être employées, comme je l'ai observé au §. V, que dans ces occasions rares, qui n'admettent d'autre règle que le principe fondamental de toute administration politique, *le salut de la patrie est la suprême loi*, seront détournés de leur destination pour satisfaire la haine ou l'avidité d'hommes puissants; mais, avouons-le de bonne foi, ces inconvénients sont les suites de l'imperfection de tous les établissemens humains. Je soutiens qu'ils sont moins dangereux & moins durables dans la monarchie pure que dans toute autre forme de gouvernement. C'est ce que je vais essayer de démontrer.

S. V I I.

*Des abus d'autorité, ou despotisme de fait. Quo-
les loix fondamentales de la monarchie ne peuvent
recevoir d'altération durable des erreurs du mo-
narque, & de la séduction de ses favoris.*

J'appelle despotisme de fait tous les abus d'autorité, parce qu'il n'en est aucun qui ne donne atteinte à la liberté & à la propriété des sujets.

Tous les abus d'autorité sont un despotisme de fait.

Ce sont ces abus qu'on voudroit prévenir, dans la monarchie, par un corps représentatif de la nation, chargé non seulement de mettre sous les yeux du monarque les intérêts du peuple; mais de s'opposer, au nom de la nation, à tout ce qu'il regarderoit comme des entreprises sur les droits des sujets.

Le remède qu'on chercheroit, dans un corps représentatif de la nation, avec droit d'opposition aux volontés du monarque, seroit plus dangereux que le mal.
Preuve.

Pour qu'un pareil corps pût être utile, il faudroit lui supposer l'infailibilité, & l'exemption absolue de tous intérêts particuliers qui ont nécessairement la plus grande influence dans les délibérations des compagnies. En effet, toutes les fois que la volonté du monarque se trouvera en contradiction avec celle de votre prétendu corps représentatif, ou vous admettez une prépondérance dans l'un des deux, ou, de la parfaite égalité des forces matrices, résultera

le repos, & par conséquent l'anarchie. Celui à qui vous donnerez la prépondérance, sera le souverain & pourra abuser de son pouvoir; vous retombez donc dans le danger que vous vouliez éviter.

Les abus
d'autorité
plus dange-
reux dans un
corps que
dans le mo-
narque.
Pourquoi?

Ce danger est plus grand dans un corps que dans le monarque lui-même, par deux raisons :

La première, que l'esprit de corps ne meurt pas, comme je l'ai observé;

La seconde, que l'autorité du monarque peut être arrêtée par les représentations de son conseil & par son intérêt personnel qui n'est autre que celui de l'état; mais qui sera chargé de rappeler le corps représentatif de la nation à son devoir, si les intérêts des membres qui le composent sont contraires à l'intérêt public? Sera-ce le monarque? Il aura donc le droit de décider? La nation, vous changez la forme du gouvernement, & vous vous exposez à tous les inconvénients du gouvernement républicain.

Combien le
système mo-
narchique est
plus avanta-
geux dans sa
simplicité.

Comparez maintenant ces entraves par lesquelles vous prétendez empêcher le monarque d'abuser de son autorité, à celles qui résultent du propre intérêt de celui qui gouverne, lorsqu'un corps toujours subsistant, obligé par état de veiller à l'exécution des lois, tenant son pouvoir de

monarque, porte aux pieds du trône les besoins & les vœux du peuple.

Il est sensible, 1°. que l'autorité reconnue du monarque, ne laissant au corps chargé des intérêts du peuple aucun moyen de l'opprimer, étouffe tous les intérêts particuliers, pour les diriger vers l'intérêt commun, qui seul peut assurer à ce corps la confiance du souverain & celle de la nation;

2°. Que l'autorité du monarque est la sauvegarde des loix fondamentales, de la liberté & de la propriété des sujets.

Comment le monarque parviendrait-il, par exemple, à déranger l'ordre de la succession à la couronne? Cè seroit sans doute par une loi émanée de sa seule autorité, après avoir fermé l'oreille aux représentations qui lui auroient été faites; mais cette loi ne pourroit avoir d'effet que pendant sa vie. A sa mort celui que la loi de l'état saisit de sa succession, aboliroit, en vertu du même pouvoir, la loi de son prédécesseur.

L'autorité
du monarque
assure l'ordre
de la succe-
sion à la cou-
ronne, &
toutes les
loix fonda-
mentales.

Que gagneroit le monarque à substituer à la monarchie le despotisme de constitution?

Supposez qu'il le tentât, son successeur ne concevrait-il pas qu'il est plus glorieux & plus sûr de commander à des hommes libres qu'à des esclaves, que le despotisme éteignant toute

activité & toute industrie, cache, sous l'apparence de la richesse, une pauvreté réelle, & par conséquent qu'il est contraire à l'intérêt de celui que la loi de l'état établit le représentant de la chose publique? Est-il quelque ministre, quelque favori qui pût inspirer au monarque une telle pensée? il agiroit contre son propre intérêt; car toutes les conditions se confondent dans le despotisme; le visir est exposé aux mêmes revers que le moindre des sujets. Le danger est même d'autant plus grand pour lui, qu'il approche de plus près du despote, & qu'il est plus exposé aux orages qui environnent ce trône redoutable.

Comment
l'autorité du
monarque né-
cessite les mi-
nistres de se
porter au bien
général, par la
considération
de leurs inté-
rêts particu-
liers?

Un des plus grands malheurs qui puissent arriver à un état, est sans doute que les ministres, au lieu d'être animés d'une noble émulation de mériter de plus en plus la confiance du monarque, *jouent*, (suivant l'énergique expression de Pasquier) *au boute-déhors*; car il n'existe plus alors de concert entre les différentes parties de l'administration; l'intrigue est substituée à la politique; plus de confiance: par conséquent plus de ressort dans le gouvernement. Mais ce n'est pas dans un corps représentatif de la nation, que vous trouverez le remède à ce mal; car ce corps, essentiellement susceptible d'impulsion, suivra successivement

Les mouvements que le ministre en faveur lui aura imprimés, comme un vaisseau agité par la tempête suit l'impression des vagues ; il donnera même à ces mouvements une force & une activité dangereuses. Le monarque seul peut arrêter, par la plénitude de sa puissance, ce combat d'intérêts particuliers, & les diriger vers le bien public.

Avant de terminer ce paragraphe, je dois répondre à trois objections.

Vous me présentez l'intérêt du monarque qui n'est autre que le bien public, comme le frein le plus puissant pour arrêter le progrès des abus & du despotisme de fait, dans la monarchie.

Première objection tirée d'une expérience trop fréquente.

Avez-vous fait réflexion que ce motif est commun à toute l'humanité ? L'homme ne peut être vraiment heureux que par la vertu, & cependant combien peu sont vertueux, combien peu reviennent des égarements dans lesquels leurs passions les entraînent trop souvent !

--- D'accord, Messieurs ; mais daignez faire attention que ces passions qui séduisent l'homme sont dans lui-même, & que les causes qui égarent le monarque lui sont presque toujours extérieures ; ce sont les intérêts particuliers de ceux qui l'environnent. Je l'ai observé dans ce paragraphe même. La monarchie élève tellement le souverain, que tous ses desirs sont satis-

faits & même prévenus, hors celui dont il peut seul se procurer l'accomplissement, l'amour de son peuple, le seul bien qui le rende heureux; car l'abondance de tous les autres entraîne avec elle la satiété. C'est donc vers cet objet unique que tendront nécessairement, & par la force de la constitution même, tous ses desirs, si aucun obstacle ne les arrête. Ces obstacles ne proviennent jamais que d'une séduction étrangère & extérieure, & c'est à cette séduction que les remontrances, les représentations porteront remède, si vous ne leur fermez pas vous-même l'accès du trône, par une résistance inconsiderée. Craignez-vous que la vérité ne perde sa cause devant un juge dont l'intérêt unique est de la connoître & de la suivre?

Seconde objection plus importante.

--- Mais si le monarque se livre à cette passion, d'autant plus dangereuse qu'elle est plus dans la nature, qui remplit le cœur de l'homme, qui subjugué sa raison & ne lui permet pas de se faire entendre; passion dont les souverains ont d'autant plus de peine à se défendre, que les intérêts particuliers de tout ce qui les environne se réunissent pour les y engager, que mille objets séduisants conspirent sans cesse contre eux, & semblent solliciter leur défaite; alors l'intérêt d'un objet chéri sera substitué à l'intérêt de l'état; l'intrigue dominera; les places les

plus importantes seront données à la faveur ; les sources de la richesse publique , détournées par une multitude de canaux , ne laisseront d'autre moyen pour fournir aux dépenses nécessaires & à l'avidité privée , que la surcharge du peuple & l'épuisement des ressources les plus pernicieuses de l'état.

--- Ce danger est grand , j'en conviens ; mais , dites-moi , est-ce par une résistance inconsidérée , que vous prétendez arrêter les efforts d'une passion si impérieuse par sa nature ? Est-ce en multipliant les périls que vous les rendrez moins funestes ? Ne perdons pas de vue que le peuple est incapable de gouverner , que toute assemblée nombreuse est peuple & suit aveuglément les impressions de ses chefs. Ne seront-ils pas eux-mêmes susceptibles des atteintes de cette passion dont l'activité sera d'autant plus grande , qu'elle aura plus d'intérêt de profiter de l'autorité momentanée de ceux qu'elle parviendra à dominer ? Le monarque sera contraint d'obtenir par la séduction , ce qu'on refuseroit d'accorder à l'autorité , & le prix en sera payé par la nation. Les projets les plus utiles seront rejetés , souvent sur le seul nom de leur auteur. Des systèmes ruineux , présentés sous le voile toujours imposant du bien public , seront substitués à l'ordre ancien , l'administration toujours flottante ne

trouvera plus de base sur laquelle elle puisse s'appuyer , & le trésor public sera pillé par ces despotes que vous aurez élevés sur vos têtes. Je passe à la troisieme objection.

Troisième
objection.
L'auteur des
conquêtes.

Je suppose , me dira-t-on encore , que les remedes aux abus de l'adminiftration intérieure , soient plus prompts & plus efficaces dans la monarchie que dans tout autre gouvernement ; ne redouterez - vous pas l'ambition du monarque ? Quelle digue lui opposerez - vous , si , transporté de l'ardeur des conquêtes , il épuise ses finances , s'il prodigue le sang de ses sujets , pour reculer les limites de son empire ?

— Ce piege est sans doute le plus dangereux de ceux que les intérêts particuliers tendent trop souvent au monarque ; car l'orgueil du trône le favorise , en y attachant une fausse idée de grandeur & de puissance , & l'opinion publique y applaudit ordinairement. Mais , parce que cette opinion est fausse , ne craignez pas qu'elle soit durable. L'expérience prouve que de tels regnes sont presque toujours suivis d'un gouvernement pacifique. L'amour du repos naturel aux hommes , l'épuisement des finances , les conseils sages , les cris de la nation rappellent presque toujours les rois aux vraies maximes. Ils leur disent que la force n'a été donnée aux hommes que pour se défendre , non pour

attaquer, que le cruel droit de la guerre n'a d'autre principe que l'obligation dans laquelle sont les souverains de protéger les peuples qui leur sont confiés, de les mettre à l'abri de l'insulte & de l'invasion. Mais le danger que vous prévoyez de l'ambition du monarque, n'est-il pas à craindre dans les républiques? Ce faux éclat qui accompagne les victoires n'en imposera-t-il jamais au peuple, ou au corps que vous opposeriez à la puissance du monarque? Souvenez-vous que toute assemblée nombreuse est disposée par sa nature à être séduite par des fantômes brillants. Je ne vous rappellerai que des exemples récents. En Angleterre, le roi est seul arbitre de la guerre & de la paix; cependant combien de fois, graces aux prétendus contrepoids du gouvernement anglois, les cris de la nation ont-ils entraîné ces monarques dans des guerres injustes? De quel danger seroit cette frénésie, si elle se transformoit en esprit de corps, si l'opinion y attachoit un faux point d'honneur? Enfin ne voyez-vous pas qu'un monarque, tel que vous le représentez, est altier & entreprenant par caractère? Vous l'irriteriez donc par une résistance inconsidérée, & vos précautions impuissantes se tournant contre la nation, l'entraîneroient infailliblement dans le despotisme.

Conclusion
de ce para-
graphe.

Je conclus de ces réflexions, que les abus d'autorité sont essentiellement momentanés dans le gouvernement monarchique, puisqu'ils sont inutiles pour affermir la puissance du monarque, & qu'ils portent atteinte à sa gloire & à son intérêt réel qui s'identifie avec l'intérêt public. Je prouverai dans les paragraphes suivans que l'expérience confirme mes principes.

§. VIII.

Que le plus ancien & le plus puissant empire du monde a conservé ses loix dans toute leur pureté, par le seul droit de remontrances, nonobstant l'autorité sans bornes du monarque.

Le gouver-
nement de la
Chine, fondé
sur la puissan-
ce paternelle.
Ce peuple est
libre ; com-
ment ?

(1) Le fameux législateur Confoutsé n'a connu d'autre principe du gouvernement que la puissance paternelle. Il a tellement imprimé ce principe dans le cœur des chinois, qu'ils se regardent comme les membres d'une famille immense dont l'empereur est le pere : *Pourquoi est-il au-dessus de nous, disent-ils, n'est-ce pas pour nous servir de pere & de mere* (2) ?

(1) Histoire des chinois pour servir à la continuation de l'histoire de M. Rolin, tome I, page 193 & suivantes.

(2) Les peuples de la Palestine étoient dans l'usage d'appeller leurs rois *abimelech*, c'est-à-dire, *mon pere le*

Que le peuple soit libre à la Chine, il n'en faut d'autre preuve que sa population prodigieuse, le soin qu'il prend de la culture des terres, son commerce, son industrie, sources de ses richesses. Quelle que soit l'influence du climat, vous ne rencontrerez point ces avantages chez un peuple esclave. Vous avez vu l'indien enfouir ses trésors pour les soustraire à l'avidité de son maître ; tel est le sort de tous les états despotiques. L'esclave satisfait le besoin, mais la population lui est odieuse. Quel charme pour-

roi ; Bossuet, politique sacrée, page 64. Cette réunion d'idées dans les deux plus anciens peuples du monde connu, prouve ma proposition, que la puissance paternelle a été la source & le modèle du gouvernement monarchique ; rappelons encore les vers d'Homère, que j'ai cités dans mon introduction.

Je fais qu'on peut m'objecter qu'Agamemnon étoit le général, non le roi des grecs, & que la discipline militaire n'admet aucune exception dans l'exécution des ordres de celui qui commande.

Mais la réponse est dans la généralité même du principe d'Homère : *Jupiter vous a confié le sceptre & la législation*, Σκεπτήρεν τινος θεμιστας ; il ne s'agit donc pas ici du seul commandement de l'armée. Agamemnon commandoit à des rois, & il étoit roi lui-même ; aussi Homère se sert-il indifféremment, dans les deux morceaux que j'ai réunis, de ces mots *Ἀναξ*, & *Βασιλεὺς*. Or cette dernière expression est particulièrement consacrée pour caractériser l'autorité royale.

roit-il trouver à donner l'être à des enfants destinés à la servitude dès l'instant de leur naissance ? Il n'en est pas ainsi des chinois (1).

Cependant le pouvoir de l'empereur n'a aucunes bornes ; il n'est pas même lié par la loi de l'état dans le choix de son successeur.

Telles sont les maximes du plus ancien peuple policé du monde connu. Ce sont ces loix qui ont triomphé deux fois de la férocité du tartare vainqueur, que vingt-deux dynasties, ou suites d'empereurs, n'ont point altérées.

Causes des
révolutions
arrivées à la
Chine.

Je fais qu'on m'opposera ces révolutions mêmes, & je conviens qu'elles ont pour principe le défaut absolu de tout ordre de succession à la couronne, & la réunion de tous les pouvoirs entre les mains des représentants du mo-

(1) M. l'abbé Mably prétend, dans ses *Doutes sur l'ordre naturel & essentiel des sociétés politiques*, que la culture des terres & la population immense de la Chine ne sont pas l'effet de la bonté de son gouvernement, mais d'autres causes accidentelles.

--- Cet auteur a beau jeu en réfutant, dans cet endroit, un ouvrage qui suppose le despotisme légal établi à la Chine ; mais ce qui caractérise le despotisme est l'esclavage légal des sujets, & l'abolition de toute propriété ; je l'ai prouvé, paragraphes V & VI de cette partie ; or ces deux choses sont incompatibles avec la culture des terres & la population.

narque, autant que le luxe excessif qui énerve les forces de cet empire (1).

Toutefois, à la Chine, la liberté, & la propriété des sujets s'est maintenue, pendant cette longue suite de siècles, par le seul droit de représentations, qui s'étend depuis les conseils supérieurs de Pékin, jusqu'au moindre des sujets.

Les représentations sont donc le soutien de ce puissant empire. Le monarque est d'autant plus disposé à les écouter que ses sujets n'ont aucun droit de le forcer d'y déférer. Comment fermeroît-il l'oreille, pendant long temps, à tant de voix qui lui présentent son véritable intérêt ?

Les représentations sont le soutien de cet empire.

Comparez cette simplicité puisée dans la nature, au gouvernement de ce peuple qui prétend mettre un frein à la puissance du monarque, par le contrepois des pouvoirs respectifs.

§. I X.

Du gouvernement de l'Angleterre.

Quoique M. de Montesquieu ait reconnu que l'essence de la monarchie pure consiste dans la réunion des pouvoirs (V. les observations sur ce §. n. 1). L'admiration de ce magistrat pour les

(1) M. de Montesquieu , tome I , liv. 7 , chap. 7.

Contrepoids du gouvernement anglois , me détermine à fixer les yeux de mes lecteurs sur le tableau qu'il nous en a tracé.

Idee que
M. de Mon-
tesquieu nous
donne du gou-
vernement
anglois.

« Il y a , dit-il , dans chaque état trois sortes
» de pouvoirs , la puissance législative , la puis-
» sance exécutrice des choses du droit des
» gens , & la puissance exécutrice des choses
» qui dépendent du droit civil ». C'est-à-dire ,
que la puissance , dans tout gouvernement , se
réduit à trois objets , le droit de faire des loix ,
le droit de faire la guerre , & le droit de
juger.

Droit de ju-
ger ; le plus
redoutable
des trois pou-
voirs.

« De ces trois pouvoirs , le plus redoutable
» seroit le droit de juger , s'il n'existoit aucune
» autorité pour réformer les jugemens , lors-
» que le magistrat s'est écarté des loix ; car
» le magistrat pourroit devenir juge & législa-
» teur , & ériger ses caprices en loix ».

Précautions
prises par les
anglois pour
le modérer.

Cette puissance paroît à notre auteur , d'après
les constitutions angloises , si effrayante , qu'il
ne croit pas « *qu'elle doive être donnée à un sé-
nat pernanent , mais exercée par des personnes
du peuple , dans certains temps de l'année , de la
maniere prescrite par la loi , pour former un
tribunal qui ne dure qu'autant que la nécessité
le requiert.*

» De cette façon (ajoute-t-il) la puissance
» de juger , si terrible parmi les hommes , n'étant
» attachée

» attachée ni à un certain état, ni à une certaine
 » profession, devient pour ainsi dire indivi-
 » sible & nulle. On n'a pas perpétuellement des
 » juges devant les yeux, & on craint la ma-
 » gistrature, & non les magistrats ».

Cependant, à la page suivante, M. de Montesquieu observe que « si les tribunaux ne
 » doivent pas être fixes, les jugements le
 » doivent être à un tel point qu'ils ne soient
 » jamais qu'un texte précis de la loi.

» S'ils étoient une opinion particulière du
 » juge, on vivroit dans la société, sans savoir
 » précisément les engagements qu'on y con-
 » tracte.

» Il faut même que les juges soient de la
 » condition de l'accusé, ou ses pairs, pour qu'il
 » ne puisse pas se mettre dans l'esprit qu'il soit
 » tombé entre les mains de gens portés à lui
 » faire violence ».

-- Examinons en détail les propositions avan-
 cées ici par M. de Montesquieu.

Les loix ne peuvent sans doute être trop
 simples & trop claires; mais c'est leur supposer
 une perfection au-dessus des forces de l'humani-
 té, d'imaginer un tel degré de simplicité &
 de clarté, que des tribunaux perpétuellement
 versatiles, pris successivement dans tous les
 ordres des citoyens, leur donnent constam-

Réflexions
 sur ce mor-
 ceau de l'es-
 prit des loix.

Uniformi-
 té des juge-
 ments im-
 possible, tant
 en matière
 civile, qu'en
 matière cri-
 minelle, dans
 des tribunaux
 versatiles.

ment & uniformément le même sens ; c'est oublier jusqu'à quel point les sentimens des hommes diffèrent sur les notions les plus communes , & les ressources de l'intérêt personnel pour induire en erreur les juges les plus integres & les plus expérimentés.

Je fais que M. de Montesquieu applique particulièrement ces principes aux matieres criminelles ; mais l'uniformité des jugemens n'est-elle pas aussi nécessaire dans les matieres civiles qui tiennent à la propriété ? Comment concevoir une jurisprudence constante dans des tribunaux perpétuellement changeants , malgré les artifices & les détours que les hommes emploient pour voiler leurs injustices ; ce seroit supposer tous les hommes d'une nation également instruits des loix , également à l'abri de la partialité & de la prévention ; un tel peuple n'auroit besoin ni de loix , ni de gouvernement.

Dans la matiere criminelle même , admettez les loix les plus claires , les plus simples , les plus connues de tous les pairs dont vous composez votre tribunal sur chaque accusation , restera l'examen de la preuve ; & quels ressorts le coupable ne fait-il pas employer pour sauver sa vie ou son honneur ! Des coupables échapperont à la peine devant tels juges ; devant

d'autres l'innocent sera condamné sur des indices trop légers; les uns rendront à la société des accusés qui continueront d'en troubler le repos, les autres sacrifieront des citoyens utiles.

Vous voulez des jugemens uniformes, & cependant vous prenez les juges dans tous les ordres, dans tous les états; vous supposez donc que ces corps auront le même esprit, que le noble & le roturier, le militaire & celui qui s'est dévoué aux fonctions pacifiques n'auront contracté aucun de ces préjugés que la naissance, l'éducation, l'habitude, une vie active ou sédentaire, la férocité naturelle du soldat, l'exercice des vertus pacifiques du citadin communiquent presque nécessairement.

Pour peu qu'on fasse attention à ces difficultés, je me persuade qu'on demeurera convaincu que ces tribunaux versatiles des pairs, pour le jugement de tous les citoyens, n'ont pu être admis que dans ces temps de barbarie, dans lesquels les crimes les plus graves se rachetoient à prix d'argent; dans ces temps dans lesquels non seulement chaque ville, mais presque chaque citoyen avoit sa loi particulière, le romain, le visigot, le ripuaire, le bourguignon, effet naturel de la conquête des peuples du nord sur les provinces de l'empire romain, avant que ces nations se fussent mêlées,

Le danger est plus grand si les juges sont pris dans tous les états qui composent la société.

Tableau de nos anciens usages en cette partie.

que les lettres & les principes d'une sage politique eussent adouci leurs mœurs (1).

L'ordre judiciaire, tel qu'il existe aujourd'hui

C'est la raison qui nous apprend que la justice ne peut être uniforme dans aucun état policé, s'il n'existe des tribunaux permanents

(1) Ce seroit abuser de cette proposition, d'en conclure que j'attaque ici la prérogative des pairs de France qui tient à la qualité de juges de la nation, prérogative essentiellement attachée à leur dignité ; j'en ferai connoître l'origine dans ma seconde partie ; mais ce droit ne doit pas être commun à tous les ordres de l'état.

Les loix étoient tellement multipliées & différentes, sous la première race de nos rois, qu'Agobert observe que de cinq personnes qui se trouvoient ensemble, il n'étoit pas rare de n'en pouvoir rencontrer deux qui véussent sous la même loi. *Lettres historiques sur les fonctions essentielles du parlement, sur le droit des pairs & sur les loix fondamentales du royaume, tome I, page 46.*

Dans ce temps le vol d'un cerf domestique étoit puni de la même peine que le meurtre d'un romain roturier, (d'une amende de 1200 deniers qui valoient alors 45 sols), & le larcin d'un épervier comme l'assassinat d'un esclave. Ces loix (si on peut leur donner ce nom) ont subsisté pendant la première race de nos rois ; elles étoient communes alors à toutes les nations de l'Europe ; car ces nations ont toutes été conquises par les germains, qui avoient les mêmes mœurs. *Lettres historiques. Ibid. pages 6 & 7.*

pour la rendre, que le seul moyen d'empêcher que ces tribunaux n'abusent du redoutable pouvoir de juger est de les subordonner les uns aux autres, & de les soumettre tous à un monarque dont ils tiennent leur pouvoir (1), qui détaché par la plénitude même de sa puissance de tout autre intérêt que celui du bien public, ait toute l'autorité nécessaire pour réprimer les contraventions aux loix de l'état qui sont les siennes.

parmi nous,
est conforme
à la raison.

Les abus d'autorité ne sont donc à craindre dans les tribunaux permanents, qu'autant que ces tribunaux seroient parvenus, par une tolérance dangereuse, à se rendre participants de la puissance législative.

« (2) Il n'y a point de liberté (dit M. de Montèsquieu) si la puissance de juger, n'est pas séparée de la puissance législative, & de l'exécutrice. Si elle étoit jointe à la puis-

Point de
liberté, sui-
vant M. de
Montèsquieu,
si la puissance
de juger n'est
séparée de la

(1) Rien n'est plus utile que l'ordre hiérarchique des tribunaux, pourvu que les magistrats qui les composent n'oublient jamais qu'ils ne tiennent leur pouvoir que du roi, que c'est au roi qu'ils prêtent serment, entre les mains du corps choisi par le monarque pour recevoir ce serment, & que par conséquent ils sont obligés d'obéir à tout ce qui émane de la volonté du roi, lorsqu'il leur est notifié dans les formes légales.

(2) Esprit des loix. *Ibid.*

puissance légis-
lative, &
de la puis-
sance exécu-
trice.

» sance législative, le pouvoir sur la vie & la
» liberté des citoyens seroit arbitraire, car le
» juge seroit législateur. Si elle étoit jointe à
» la puissance exécutrice, le juge pourroit avoir
» la force d'un oppresseur ».

Il avoit dit plus haut : « que lorsque dans la
» même personne, ou dans le même corps de
» magistrature, la puissance législative est réunie
» à la puissance exécutrice, il n'y a point de
» liberté ; parce qu'on peut craindre que le
» même monarque ou le même sénat ne fassent
» des loix tyranniques pour les exécuter tyran-
» niquement ».

Système du
gouverne-
ment anglois,

Tel est le système du gouvernement anglois.

Le monarque y partage le droit de faire des loix, non avec les tribunaux, mais avec les représentants de la nation ; car cette qualité ne peut être contestée aux pairs qui forment la chambre des nobles, & aux députés des villes qui composent la chambre des communes ; c'est ce corps qu'on nomme en Angleterre *le parlement assemblé*.

Suivez, je vous prie, dans M. de Montesquieu, la formation & les effets de ce contre-poids, qu'on essaie de donner à la puissance du monarque :

« Comme dans un état libre tout homme qui
» est censé avoir une ame libre doit être gou-

» verné par lui-même, il faudroit que le peuple
 » en corps eût la puissance législative ; mais
 » *comme cela est impossible dans les grands états,*
 » & *sujet à beaucoup d'inconvénients dans les*
 » *petits*, il faut que le peuple fasse, par ses repré-
 » sentants, tout ce qu'il ne peut faire par lui-
 » même.

» L'on connoît beaucoup mieux les besoins
 » de sa ville que ceux des autres villes, & l'on
 » juge mieux de la capacité de ses voisins que
 » de celle de ses autres compatriotes. Il ne faut
 » donc pas que les membres du corps législatif
 » soient tirés en général du corps de la nation :
 » mais il convient que dans chaque lieu prin-
 » cipal les habitants se choisissent un repré-
 » tant.

» Le grand avantage des représentants est
 » qu'ils sont capables de discuter les affaires ; le
 » peuple n'y est point du tout propre, ce qui
 » forme un des grands inconvénients de la dé-
 » mocratie ».

• -- Je m'arrête à la première proposition : *dans*
un état libre, tout homme qui est censé avoir une ame
libre doit être gouverné par lui-même. Si vous en-
 tendez ainsi la liberté, elle n'existe dans aucun
 gouvernement.

Cette liberté ne se trouve pas dans la dé-
 mocratie ; car chaque individu, qui est censé

Réfutation
 analytique de
 ce morceau
 de l'esprit
 des loix.

avoir une ame libre , est entraîné par le corps entier.

Elle n'est pas dans l'aristocratie , car le peuple y est serf , & les chefs de la nation sont soumis à l'autorité du sénat.

Elle n'est pas dans le gouvernement anglois ; car chaque citoyen est soumis au corps des représentans de la nation.

Pour qu'une pareille liberté pût exister , il faudroit que chaque homme n'eût d'autre regle de conduite que sa propre volonté , ce qui retomberoit dans la liberté indéfinie & dissoudroit la société ?

Votre liberté ne sera donc que fictive. Chaque citoyen *sera censé vouloir* ce que les représentans de la nation ordonneront. Ce n'étoit pas la peine d'employer tant de ressorts pour me procurer un tel avantage.

-- *Les représentans de la nation , sont capables de discuter les affaires.*

-- La proposition seroit vraie , si ces représentans étoient en petit nombre , ce qui est impossible dans un grand état. Il y aura donc un peuple de représentans ; vous retombez dans l'inconvénient du gouvernement populaire.

Quel sera le pouvoir de ces représentans ? sera-t-il limité par l'acte de leur nomination , en sorte qu'à chaque nouvelle circonstance , ils

soient obligés de recourir à leurs commettants pour avoir un nouveau pouvoir ?

M. de Montesquieu reconnoît qu'il n'y a que de cette manière que (1) « *la parole des députés* » *peut être la voix de la nation ; mais qu'elle* » *traîneroit dans des longueurs infinies, rendroit* » *chaque député maître de tous les autres, & , dans* » *les occasions les plus pressantes, toute la force* » *de la nation pourroit être arrêtée par un ca-* » *price* ».

Il conclut (suivant le régime anglois) « *qu'il* » *n'est pas nécessaire que les représentants qui ont* » *reçu de ceux qui les ont choisis une instruction* » *générale, en reçoivent une pour chaque affaire* ».

Ne craindra-t-on pas que les représentants n'abusent d'un pouvoir si étendu ?

Pour éviter cet inconvénient, M. de Montesquieu observe que le corps législatif ne doit pas être toujours assemblé.

Le corps législatif ne doit pas être toujours assemblé. Inconvénients qui en résulteraient.

« (2) S'il l'étoit, il pourroit arriver que l'on » ne fît que suppléer de nouveaux députés à » la place de ceux qui manqueroient » ; (dites, il arriveroit infailliblement, par la confiance que le peuple accorde toujours à ceux qui ont pris un ascendant sur lui) ; « *& dans ce cas, si le corps* »

(1) Page 318.

(2) Page 323.

» législatif étoit une fois corrompu, le mal seroit
» sans remède.

» Si c'étoit toujours le même corps, le peuple
» le voyant corrompu, n'espéreroit plus rien de ses
» loix ; il deviendrait furieux, ou tomberoit dans
» l'indolence ».

Au contraire, « lorsque divers corps législatifs
» se succèdent les uns aux autres, le peuple qui a
» mauvaise opinion du corps législatif actuel, porte
» avec raison ses espérances sur celui qui viendra
» après ».

Agitation
résultante
de la nature
du gouverne-
ment an-
glois, de l'a-
veu de M. de
Montesquieu.

N'est-ce pas convenir que ces contrepoids
n'empêchent pas les abus d'autorité ?

Mais l'inconvénient est grand que le corps
législatif soit perpétuellement versatile ; car les
loix n'auront plus de consistance. Aussi, suivant
l'expression d'un orateur du dernier siècle (1),
*l'Angleterre est-elle aussi agitée dans son intérieur
que la mer qui l'environne ?*

M. de Montesquieu reconnoît que cette agi-
tation dérive de la nature même du gouverne-
ment anglois.

Moyens em-
ployés par
les anglois

Malgré la mobilité du corps législatif, tel que
je viens de le décrire, une portion de ce corps

(1) Bossuet, oraison funebre de la reine d'An-
gleterre.

n'est sujette à aucun changement; ce sont les nobles (1). pour fixer cette agitation.

Intermédiaires entre le monarque & le peuple, ils temperent l'autorité de l'un & la résistance de l'autre; mais ils feroient accablés, si chacun d'eux n'avoit qu'une voix confondue avec celle des députés de toutes les villes. C'est l'objet de la distinction des deux chambres qui délibèrent séparément. Ainsi les députés des communes pris ensemble, quoique plus nombreux, n'ont qu'un pouvoir égal à celui du corps des nobles.

Au-dessus de ces deux corps, s'élève le monarque, dont le pouvoir consiste en quatre points principaux : Pouvoir du monarque en Angleterre.

Le droit d'assembler le corps des représentants de la nation nommé le *parlement* ;

Le droit d'approuver les loix nouvelles, ou de s'y opposer ;

Le droit de faire exécuter les loix établies ;

Le droit de faire la guerre ou la paix, modifié par l'obligation d'assembler les représentants de la nation, pour subvenir aux dépenses de la guerre.

» La puissance exécutrice (dit M. de Montesquieu (1)) doit être entre les mains d'un Avantages de la puissance d'un mo-

(1) Pages 319 & 320.

(2) Page 322.

marque en
Angleterre,
selon M. de
Montesquieu.

» monarque, parce que cette partie du gou-
» vernement, qui a presque toujours besoin
» d'une action momentanée, est mieux admi-
» nistrée par un, que par plusieurs ».

Son droit d'as-
sembler le
parlement, de
le dissoudre,
& de donner
la sanction
aux lois,

C'est de ce principe que résulte, dans le gou-
vernement anglois, le droit d'assembler le par-
lement ou de le dissoudre, & le droit de donner
la sanction aux lois, sans laquelle elles ne peu-
vent avoir d'exécution.

Puisque le parlement d'Angleterre n'est pas
perpétuel, il faut qu'il existe une autorité en
vertu de laquelle ses assemblées soient con-
voquées. *Le corps législatif* (dit M. de Montes-
quieu) *ne peut pas s'assembler de lui-même, car*
un corps n'a de volonté que lorsqu'il est assemblé,
& s'il ne s'assembloit pas unanimement, on ne
sauroit dire quelle partie seroit le corps législatif, ou
celle qui seroit assemblée, ou celle qui ne le seroit pas.

Ce droit ne peut appartenir qu'au monarque.
Mais pour l'obliger d'assembler le corps légis-
latif qui met un frein à sa puissance, on a donné
à ce corps le droit de forcer les peuples de
fournir aux dépenses de la puissance exécutive
auxquelles les domaines du monarque ne peu-
vent suffire; & afin que le corps législatif assem-
blé ne se prorogât pas de lui-même, ce qui
pourroit le rendre perpétuel, on a donné au
monarque le droit de le dissoudre.

Le monarque décide seul de la nécessité de la guerre ; mais la nation lui fournit les moyens de la faire & le force à la paix, en refusant de contribuer aux dépenses de la guerre.

Les loix ont multiplié les précautions pour resserrer en cette partie les entraves du monarque.

J'ai observé, avec M. de Montesquieu, que pour empêcher que la prérogative des nobles ne fût anéantie par la pluralité des suffrages des députés des viles, on divise le parlement en deux chambres dont l'autorité est égale. Il faut excepter la matiere des impôts.

La loi craignant l'effet de l'ascendant du monarque sur les nobles, a voulu que la chambre des pairs n'eût pas le droit de statuer en cette matiere, mais seulement d'empêcher les résolutions qui pourroient être prises.

Le monarque n'est pas comptable personnellement de l'inexécution des loix ; mais la puissance législative, les représentants de la nation, qui n'ont d'ailleurs aucun droit de juger, s'érigent un tribunal pour condamner ou absoudre les ministres qui ont agi par les ordres du monarque, & les généraux qu'il a employés.

Tel est, en abrégé, le plan de ce gouvernement que les anglois appellent une monarchie, le gouvernement d'un seul.

Prérogative royale de faire la guerre & la paix ; limitation qu'elle éprouve en Angleterre.

La chambre haute n'a pas le droit de statuer, en matiere d'impôts ; mais seulement d'empêcher.

Le monarque n'est pas comptable de l'inexécution des loix ; mais on poursuit ses ministres & ses généraux, pour avoir obéi à ses ordres. C'est le seul cas dans lequel la puissance législative ait droit de juger.

Un tel gouvernement est-il une monarchie ?

-- Je pourrois me borner à une réflexion. L'objet des anglois a été de mettre le monarque à l'abri de la séduction, & l'expérience prouve qu'ils y ont ouvert la porte de toutes parts.

Première preuve du vice intérieur qu'il renferme.

Il est difficile de se persuader qu'une machine aussi compliquée puisse subsister long-temps. Pour peu qu'une partie prenne quelque ascendant sur les autres, l'équilibre est rompu & la forme du gouvernement altérée ; ce qui ne peut manquer d'opérer une révolution : le despotisme du monarque ou celui du corps représentatif.

Aveu de M. de Montesquieu.

Prenons encore pour juge M. de Montesquieu lui-même : « (1) Les anglois, dit-il, » ont bien raison de conserver leur liberté. » S'ils venoient à la perdre, ils seroient un des » peuples les plus esclaves de la terre ».

Seconde preuve.

J'appelle encore l'expérience à mon secours. On sait que la forme du gouvernement actuel de l'Angleterre, doit son origine à la chartre consentie en 1215, par Jean-Sans-Terre qui renouvela, à ce qu'on prétend, la loi d'Edouard-le-Confesseur.

Loin d'appaiser les troubles qui agitoient alors l'Angleterre, cette foiblesse du monarque anima la révolte. Jean-Sans-Terre fut obligé de

(1) Livre II, chap, 4.

révoquer le traité qu'il avoit fait avec la nation, & d'en demander l'absolution au pape, pour avoir dégradé une couronne tributaire du saint siege. La monarchie rentra dans ses droits, non sans des secousses continuelles, jusqu'en 1300, qu'Edouard I^{er}. se crut assez puissant & assez chéri de ses sujets pour les flatter, par le rétablissement de ce privilege.

« Le parlement d'Angleterre (dit M. de Vol-
 » taire (1)) prit une nouvelle forme telle qu'elle
 » est à-peu-près de nos jours, le titre de baron
 » & de pair ne fut affecté qu'à ceux qui en-
 » trerent dans la chambre haute; la chambre
 » des communes commença à régler les sub-
 » sides. Edouard donna du poids à la chambre
 » des communes, pour pouvoir balancer le pou-
 » voir des barons. Ce prince assez ferme & assez
 » habile pour les ménager & ne les point craindre,
 » forma cette espece de gouvernement qui ras-
 » semble tous les avantages de la royauté, de
 » l'aristocratie, & de la démocratie; *mais qui a*
 » *aussi les inconvenients de tous les trois, & qui*
 » *ne peut subsister que sous un roi sage. Son fils*
 » *ne le fut pas; & l'Angleterre fut déchirée ».*
 (Voyez les observations n°. 11).

Opinion de
M. de Vol-
taire.

-- Ici une réflexion se présente.

Réflexions
sur l'opinion

(1) Histoire universelle.

de M. Vol-
taire.

Quelle utilité prétendez-vous retirer des contrepoids qu'on oppose à la puissance du monarque? N'est-ce pas d'empêcher qu'un roi séduit par ses ministres ou par ses favoris, n'abuse de l'autorité? Ces contrepoids sont donc inutiles, si le peuple n'en peut profiter que sous un prince sage; ils sont dangereux, si la barrière qu'ils opposent à la puissance du monarque ne sert qu'à animer le despotisme.

Réflexion de
M. Hume.

» Lorsqu'un prince (dit un auteur anglois (1))
» remarque dans ses sujets une disposition à la
» révolte, sa cruauté redouble. &
» voilà pourquoi la résistance est d'un usage plus
» fréquent, dans le gouvernement britannique,
» qu'en d'autres qui sont moins composés de
» parties & de ressorts, ou qui, en un mot, sont
» plus simples. Un roi absolu n'est guere tenté
» de commettre des actes tyranniques assez
» criants pour faire naître de justes sujets de
» rebellion; au lieu qu'un prince limité, sans
» avoir de grands vices, pour peu qu'il joigne
» l'imprudence à l'ambition, peut aisément se
» mettre dans une situation aussi critique & aussi
» périlleuse ».

Suites des
faits.

Je ne suivrai pas l'histoire de l'Angleterre dans toutes les tempêtes qui l'ont agitée.

(1) Essais de M. Hume, tome I, de l'obéissance passive.

Etoit-elle

Etoit-elle libre, lorsque Henri VIII faisoit périr, par un mouvement de jalousie, la reine Anne de Bouleyn sur un échafaud ? l'étoit-elle, lorsque Elifabeth faisoit subir le même sort à Marie Stuard & au comte d'Effex ? « Depuis » le regne de Henri VIII (dit M. le président » Hainault) jusqu'à Elifabeth, les anglois chan- » gerent quatre fois de religion. Comprend-on » que ce soit une nation libre qui change d'avis » tant de fois ? Que feroit de plus un gouverne- » ment despotique » ? *Abrégé chronologique, époque de 1633.* Cromwel, après avoir fait condamner Charles I^{er}. par le parlement d'Angleterre, paricide de son roi, gouverne en despote, sous le titre de protecteur de la liberté. Ce n'est que depuis la mort de cet usurpateur, & presque de notre siècle, que le gouvernement anglois a paru prendre une forme plus constante. Cependant c'est une question qui agite dès aujourd'hui les politiques, si ce gouvernement décline vers la monarchie ou vers la république. Voyez le chapitre de M. Hume, où il traite cette question.

Selon cet anglois, malgré les efforts des loix pour mettre des entraves à la puissance du monarque, sa seule influence, par la distribution des emplois, des graces, des honneurs, par les richesses immenses attribuées à la couronne, suffit pour faire pencher la balance.

Quelle idée les anglois ont eux-mêmes de leur gouvernement. d'après M. Hume.

Est-ce un mal de la constitution anglicane que cette prépondérance? Écoutons encore ce philosophe.

« Il est connu, dit-il, que chaque gouver-
 » nement a son période fatal; le corps politique
 » meurt, comme le corps animal (1); mais tous
 » les genres de mort ne sont pas également
 » desirables.

» On peut demander quel est celui qui con-
 » viendrait mieux à notre constitution. Faudra
 » t-il souhaiter de la voir se résoudre en démo-
 » cratie ou en monarchie absolue? Quelle sorte
 » de république pourrions-nous espérer? Il ne

(1) Cette comparaison du corps animal & du corps politique a été rejetée avec mépris dans quelques ouvrages nouveaux. Ces auteurs n'ont pas fait attention sans doute au principe de la dégradation du corps politique, par les intérêts particuliers qui font des efforts continuels pour vaincre les résistances que leur oppose l'intérêt commun. Il est impossible que ces efforts n'ébranlent enfin l'autorité, si elle ne se renouvelle, pour ainsi dire, par la réforme des abus, comme les éléments qui entrent dans la composition du corps animal tendent à le détruire, si le régime & des médicaments nécessaires ne rétablissent l'équilibre de ses parties; précautions toutefois qui n'ont, dans le corps animal, d'autre effet que de retarder une dissolution inévitable : puisse-t-il en être autrement dans le corps politique!

» s'agit pas ici d'un de ces plans que les spécu-
 » lateurs enfantent dans leurs cabinets. Il n'y a
 » point de doute qu'on ne puisse imaginer une
 » république plus parfaite que ne l'est la monar-
 » chie absolue , plus parfaite même que ne l'est
 » notre constitution (c'est un anglois qui parle) ;
 » mais avons-nous lieu de croire que cet état
 » puisse jamais s'établir sur les ruines de notre
 » gouvernement ?

» Il faudroit donc abandonner notre sort
 » au cours naturel des événements ; & en ce
 » cas , la chambre des communes , telle que
 » nous la voyons aujourd'hui , seroit chargée
 » de la législation & du soin de l'état ; mais
 » ici les inconvénients se présentent par mil-
 » liers.

» Supposons , ce qui est peu probable , que
 » cette chambre vînt à se congédier elle-même ,
 » chaque nouvelle élection allumera le flambeau
 » de la guerre civile ; si la chambre se proroge ,
 » sans jamais se dissoudre , nous éprouverons
 » les horreurs d'une faction subdivisée à l'in-
 » fini : un état aussi violent ne peut durer.

» *Après des troubles & des guerres intestines*
 » *sans nombre , nous serons trop heureux de nous*
 » *sauver dans les bras de la monarchie. Eh ! n'au-*
 » *roit-il pas mieux valu y acquiescer dès le com-*
 » *mencement* » ?

La séduction inévitable en Angleterre. Les partis y naissent de la constitution même, suivant M. Hume.

Quel gouvernement que celui dans lequel le monarque ne peut exercer son autorité que par la voie de la séduction qui n'admet aucunes limites ! quel gouvernement que celui dans lequel les partis naissent de la constitution ! Voyez le chapitre de M. Hume , intitulé , des partis. (Voyez aussi les observations n°. 3).

Les impôts sont plus forts en Angleterre qu'en France ; c'est un effet de la liberté , suivant M. de Montesquieu.

Les anglois tirent-ils quelque avantage de leur prétendue liberté , au moins dans la partie des impôts ?

Il est de fait qu'ils sont plus forts en Angleterre que parmi nous.

M. de Montesquieu en a fait une maxime de droit politique : « Règle générale , dit-il , » (livre 13 , chapitre 12) on peut lever des » tributs plus forts à proportion de la liberté » des sujets , & on est forcé de les modérer » à mesure que la servitude augmente ». Quelle étrange liberté que celle qui donne plus d'atteintes à la propriété que le despotisme même !

Conclusion de ce paragraphe.

Tant il est vrai que ces précautions accumulées pour établir l'équilibre entre toutes les forces du gouvernement , pour éviter tous les abus de l'autorité , ne sont que de vaines chimères enfantées par l'ambition , ou par une fausse sagesse qui croit pouvoir calculer les effets des passions des hommes , sans faire attention aux inégalités que doivent produire les frottements

d'une machine immense, toute composée d'êtres libres agités par le puissant mobile de l'intérêt personnel.

Je ne peux mieux comparer les défenseurs de ce système, qu'aux empiriques, qui sous prétexte de nous préserver des infirmités attachées à l'humanité, altèrent, dans toutes les parties de notre corps, ce ressort que la nature lui a donné pour se débarrasser de ce qui l'incommode. Laissez agir la nature, vous verrez s'élever des fermentations passagères; mais elles serviront à rétablir l'équilibre qui constitue la santé & la force. Je dis de même en politique. Laissez un libre cours à la puissance du monarque. Entraîné par ses passions, par la surprise de ses favoris, il commettra des fautes, sans doute; mais son intérêt personnel, indivisible de l'intérêt public, le ramènera infailliblement à la vérité. Mettez des bornes à une puissance qui n'en. admet d'autres que celles qu'elle se donne à elle-même, votre digue trop foible ne servira qu'à augmenter l'impétuosité du torrent. Si la résistance qu'elle oppose est invincible, vous priverez les campagnes des trésors qu'un fleuve bienfaisant leur eût apportés.



*Observations sur le §. IX.***N. I.**

La réunion
des pouvoirs
dans la main
du monar-
que est de
l'essence du
gouverne-
ment monar-
chique, sui-
vant M. de
Montesquieu.

Voyez le chapitre 10 du troisième livre de l'esprit des loix :

« Quoique la manière d'obéir, dit M. de
» Montesquieu, soit différente dans ces deux
» espèces de gouvernement (la monarchie &
» le despotisme), le pouvoir est pourtant le
» même; de quelque côté que le monarque se
» tourne, il emporte & précipite la balance, &
» est obéi. Toutefois la différence est que,
» dans la monarchie, le prince a des lumières,
» & que les ministres y sont infiniment plus
» habiles & plus rompus aux affaires, que dans
» l'état despotique ».

Inexacti-
tude de la
proposition,
telle qu'elle
est présentée
dans l'esprit
des loix.

— Cette proposition de M. de Montesquieu n'est pas exacte; car il existe une différence réelle entre le despotisme de constitution & la monarchie; l'un anéantit la liberté & la propriété; l'autre laisse à ces ressorts toute leur activité, pour les diriger vers le bien public.

Pouvoirs in-
termédiaires;
ce que
c'est suivant
M. de Mon-
tesquieu.

M. de Montesquieu remarque, au même livre, chapitre 4, que *les pouvoirs intermédiaires subordonnés & dépendants constituent la nature du gouvernement monarchique*. Ces mots, *subordonnés & dépendants*, levent l'équivoque. Si ces pouvoirs étoient émanés de la nation, s'ils don-

noient à ceux qui en sont revêtus le droit d'empêcher l'exécution des volontés du monarque, *ils ne seroient pas subordonnés & dépendants*, il seroit faux de dire que *de quelque côté que le monarque se tourne, il emporte & précipite la balance.*

La monarchie suppose des ordres, des rangs qui se communiquent & se perpétuent, *point de noblesse, point de monarque, mais un despote*, dit encore M. de Montesquieu au même chapitre.

Cette noblesse est la récompense des services rendus à la patrie ; c'est par cette raison que le monarque en est le dispensateur ; c'est un des moyens dont il se sert pour fixer l'opinion sur les règles de l'honneur, toutes puisées dans ce principe, que l'honneur est la récompense de l'usage que l'homme vertueux fait de sa liberté, par son exactitude à remplir le devoir principal de l'état dans lequel il se trouve.

Ainsi la noblesse étant originairement militaire parmi nous, *l'honneur lui permet de faire plus de cas de sa personne que de sa vie* ; il nous prescrit *de ne rien faire ni souffrir qui fasse croire que nous soyons inférieurs au rang dans lequel nous sommes placés* ; enfin il résulte du sentiment de notre liberté *que les choses que l'honneur défend sont plus rigoureusement défendues, lorsque les loix ne*

De la noblesse, des rangs, des ordres, & de cette maxime qu'il faut dans la monarchie que le pouvoir arrête le pouvoir.

concourent point à les proscrire, & que celles qu'il exige sont plus fortement exigées, lorsque les loix ne le demandent pas, (esprit des loix, livre 4, chapitre 2). Mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est qu'il n'y a rien dans la monarchie que les loix, la religion, & l'honneur prescrivent tant que l'obéissance aux volontés du prince, (esprit des loix. Ibid.)

Comment concilier les principes posés par M. de Montesquieu lui-même, avec cette proposition qu'on rencontre au livre II, chapitre 4 : *la liberté politique ne se trouve que dans les gouvernements modérés ; mais elle n'est pas toujours dans les états modérés ; elle n'y est que lorsqu'on n'abuse pas du pouvoir ? Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir.*

-- Si M. de Montesquieu parle ici, suivant le système du gouvernement anglois qu'il développe peu après, il est évident qu'il entend un pouvoir indépendant, destiné à contrebalancer la puissance du monarque ; c'est l'utilité de ce pouvoir que je conteste. Lorsque le pouvoir, dans ce sens, limite le pouvoir, il produit l'anarchie, ou le despotisme, si l'un des deux prédomine, par l'intérêt du vainqueur d'écraser son rival. Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, ou au moins, pour que les abus soient

peu dangereux, il faut que celui qui a la puissance n'ait aucun intérêt d'en abuser; c'est la perfection du gouvernement monarchique; en ce sens, le pouvoir du monarque, ou plutôt son intérêt réel, arrête le pouvoir.

M. de Montesquieu prétend que le monarque ne peut juger lui-même ses sujets (1). « Dans » les états despotiques, dit-il, le prince peut » juger lui-même; *il ne le peut dans les monarchies*. La constitution de l'état seroit détruite, les pouvoirs intermédiaires dépendants » anéantis. On verroit cesser toutes les formalités » des jugements, la crainte s'empareroit de » tous les esprits, on verroit la pâleur sur les » visages; plus de confiance, plus d'honneur, » plus d'amour, plus de sûreté, plus de monarchie ».

Si le monarque peut juger par lui-même ?

-- Sur ce pied Louis-le-Débonnaire étoit un despote, lorsqu'il fixoit un jour d'audience par semaine pour juger ses sujets dans son palais. (Capitulaire de l'an 889, tome 2, chap. 14. Voyez le paragraphe V de la seconde partie).

Exemples célèbres qui contredisent le système de M. de Montesquieu en cette partie.
Louis-le-Débonnaire.

S. Louis étoit un despote *lorsqu'en été* (2), après avoir entendu la messe, il alloit s'ébattre au

S. Louis.

(1) Esprit des loix, liv. IV, chap. 5.

(2) Joinville, histoire de S. Louis, page 12, édit. de 1768.

bois de Vincennes , se seyoit aupied d'un chêne pour entendre les parties , & donner sa sentence selon l'équité.

Charles VIII.

Charles VIII étoit un despote , lorsqu'il s'adressoit à la chambre des comptes pour connoître la forme dans laquelle ses prédécesseurs donnoient audience au pauvre peuple &..... comme Monsieur Saint Louis y procédoit.

« Ayant reçu (dit le continuateur de l'abbé
 » Velly , d'après les mémoires de Commines)
 » les éclaircissements qu'il demandoit , il se mit
 » à donner *régulièrement des audiences* à tous
 » ceux qui se présentoient..... il découvrit
 » par ce moyen un grand nombre de vexations
 » & d'injustices qui se commettoient dans les
 » provinces par des officiers revêtus d'une por-
 » tion de son autorité..... jamais la mort
 » d'aucun prince ne fit verser tant de larmes à
 » ses sujets ».

Réponse du
 parlement de
 Paris , à
 Charles VII.

Sur ce pied , le parlement de Paris favorisoit le despotisme ; lorsque , consulté par Charles VII, en 1458, sur la forme du jugement des pairs, il répondoit (1), sur le sixieme article : *par ce que l'on trouve avoir été observe au procès des*

(1) Du Tillet, recueil des rangs, édit. de 1580, in-fol. page 405.

susdits , les pairs de France & autres qui furent appelés ne procéderaient point sans la permission du roi. semble qu'il est très-expédient , convenable & raisonnable que pareillement le roi soit présent au procès de mondit sieur d'Alençon.

Enfin tous les anciens rois jugeoient eux-mêmes leurs sujets. M. de Montesquieu en convient, livre II, chap. 8 & suiv.

Ce magistrat philosophe n'auroit-il pas confondu ici le conseil avec le droit ?

Tous les anciens rois jugeoient par eux-mêmes leurs sujets.

Distinction du conseil & du droit.

Si vous demandez ce qu'un prince sage doit faire dans les contestations qui s'élèvent entre ses sujets ; je répondrai , que l'administration générale , à laquelle tous les moments du monarque sont consacrés , lui permet rarement de se livrer au détail qu'exige le jugement des affaires ; je répondrai , avec le président de Bellièvre , lors du procès du duc de la Vallette (1) , *que les rois se réservant les grâces , renvoient ordinairement les condamnations vers leurs officiers. que la face du prince qui porte les grâces ne peut soutenir. de voir , sur la sellette , un homme devant elle , qui , par son jugement , iroit dans une heure à la mort , que les formalités prescrites aux magistrats rassurent*

(1) Mémoires de Montrésor, pages 271 & 272.

les peuples contre la crainte de la violence ou de la surprise.

Mais s'agit-il du droit ? Je dirai que le monarque ne se dépouille point du pouvoir de juger, lorsqu'il le confie à ses officiers, que tous les motifs présentés par M. de Montesquieu pour enlever au monarque le droit essentiel de juger par lui-même, se réduisent à de vaines subtilités.

Réponse
aux raisons
alléguées par
M. de Mon-
tesquieu ,
pour soutenir
que le monar-
que ne peut
juger par lui-
même.

Comment
le monarque
est la partie
des accusés.

-- « Dans les états monarchiques (dit-il) le prince est la partie qui poursuit les accusés & les fait punir ou absoudre; s'il jugeoit lui-même, il seroit juge & partie ».

-- Ce n'est pas le prince lui-même qui poursuit les accusés ; c'est un officier qu'il charge de remplir cette fonction, comme ce sont ses officiers qui jugent en son nom. Le monarque est la partie nécessaire des accusés, parce qu'il est le représentant de la chose publique, le vengeur des injures faites à la société ; mais quoique partie, il n'a aucun intérêt de trouver des coupables ; il conserve donc toute l'impartialité nécessaire pour juger.

De son droit
aux confisca-
tions.

-- « Dans ces mêmes états le prince a souvent les confiscations ».

-- Sans doute, car les biens dont le coupable a mérité d'être dépouillé deviennent la chose pu-

blique dont le monarque est dépositaire ; mais pour lui supposer un intérêt , il faudroit lui admettre des besoins , & quels besoins peut avoir celui à qui la société est obligée de fournir tout ce qui est nécessaire à sa dépense , & à la splendeur du trône , dont elle prévient jusqu'aux desirs.

-- « Il perdrait le plus bel attribut de la souveraineté , qui est celui de faire grace ».

Du droit de faire grace.

-- Où avez-vous vu que le monarque, jugeant par lui-même , perdît le droit de faire grace , qu'il soit contradictoire de prononcer la peine & de la remettre ?

Prenez garde que , sous prétexte d'ajouter à la majesté du trône , vous ne réduisiez le monarque au vain simulacre de la souveraineté , & que vous n'énerviez le ressort qui maintient l'équilibre dans toutes les parties du gouvernement. Le monarque est législateur ; cependant il ne pourra faire des loix , sans le consentement de la nation , ou de ses représentants ; il est juge , & dans aucun cas il ne pourra juger par lui-même ; il a la puissance publique pour veiller à l'exécution des loix de l'état qui sont les siennes ; & quand ces loix seront violées , il ne pourra ni juger ni punir.

Qu'il faut prendre garde d'anéantir l'autorité du monarque , sous prétexte d'ajouter à la majesté du trône.

Licurgue avoit eu le même projet que les anglois , de tempérer la puissance royale par

celle du peuple & Théopompe tempéra l'une & l'autre par la puissance des Ephores.

N. II. Du gouvernement de Lacédémone. Malgré les éloges que les anciens ont prodigués à ce législateur, si l'on examine le gouvernement de Lacédémone au flambeau de la raison (1), on voit des conquérants qui réduisent le peuple vaincu à la servitude la plus dure (ces vaincus sont les Iſlotes), un gouvernement entièrement militaire ; non pour conquérir, car Licurgue avoit interdit la navigation aux Lacédémoniens enfermés dans une île ; mais pour se défendre contre ces Iſlotes que le joug sous lequel ils gémiſſoient diſpoſoit perpétuellement à la révolte ; des mœurs conformes à ces maximes, la filouterie récompensée, pourvu qu'elles s'exerçât avec adresse (2),

(1) Polibe, liv. VI, M. Rolin, histoire ancienne, tome II, & dans l'avant-propos de l'histoire romaine.

(2) On prétend que c'est une erreur de dire que *Licurgue* autorisa la filouterie. Elle ne pouvoit exister, dit-on, à Lacédémone, puisque la communauté de biens y étoit établie. --- D'accord. Dans l'état de pure nature, le premier type de la communauté de biens, il étoit nécessaire que chacun s'appropriât ce dont il avoit besoin ; mais lorsqu'il étoit en possession, celui qui la lui enlevait n'étoit-il pas coupable ? La communauté de biens existe parmi les moines, celui qui déroberoit le manteau de son confrere, ne seroit-il pas justement

la prostitution autorisée , l'agriculture abandonnée aux serfs , le commerce & l'industrie proscrits par les loix , les intérêts particuliers réprimés par une voie peu différente du sacrifice de toute propriété , le partage égal des terres , & l'interdiction de toute monnoie d'or & d'argent , des repas communs , une institution de la jeunesse analogue à ces principes. Ces loix pouvoient soutenir le gouvernement de Lacédémone , tant qu'elle n'auroit point de commerce avec les autres nations. Aussi ses conquêtes sur les Perses furent-elles l'époque de sa décadence.

Les loix de Licurgue vous présentent une aristocratie dont les Spartiates étoient les souverains , & les Ilotes le peuple esclave , comme dans tous les gouvernements de cette nature. De pareilles loix ne conviennent ni aux mœurs actuelles de l'Europe , ni à un grand état.

Je ne peux prononcer le nom de *parti* , sans me rappeler une peinture assez naïve des excès ridicules auxquels se porte l'esprit de parti & des maux qu'il produit.

(1) « Lorsque mon ami le chevalier & moi ,

N. III.

Portrait tiré
du Specta-
teur anglois ,
des excès
auxquels se
porte l'esprit
de parti.

mis en pénitence ? -- *Licurgue* rendoit ainsi les spartiates adroits & attentifs. -- Oui , mais non pas justes.

(1) Spectateur anglois , tome II , discours 26 & 27.

» nous nous entretenons de la malice des partis ,
 » il se rappelle souvent une aventure qui lui
 » arriva lorsqu'il étoit encore fort jeune , &
 » qu'il y avoit une haine implacable entre les
 » royalistes & les parlementaires..... il
 » devoit aller dans la rue sainte Anne , & sur
 » ce qu'il en demanda le chemin à un homme ,
 » celui-ci, au lieu de répondre à la question , le
 » traita de *petit chien de papiste* , & lui demanda
 » *qui avoit canonisé Anne ?* pour éviter le même
 » reproche , il voulut demander où étoit la rue
 » Anne ? mais celui-ci l'appella *petit chien de*
 » *galeux* , & sans lui montrer le chemin , ajouta ,
 » *qu'elle étoit sainte avant qu'il fût né , & qu'elle*
 » *continuerait de l'être après qu'il seroit pendu ;*
 » alors le chevalier crut qu'il ne devoit plus
 » répéter la même question , & , à l'entrée de
 » chaque rue du voisinage , il demandoit com-
 » ment on l'appelloit.

» Il n'y a pas de jugement si terrible au
 » monde que cet esprit de division qui sépare une
 » nation en deux corps , & les rend plus oppo-
 » sés l'un à l'autre que s'ils formoient au pied
 » de la lettre deux nations différentes.....
 » un violent esprit de parti , lorsqu'il éclate
 » dans toute sa force , produit les guerres ci-
 » viles & le carnage ; & lorsqu'il est retenu dans
 » ses plus grandes bornes , il ne se fait aucun
 » scrupule

» scrupules des mensonges, des calomnies , ni
 » des injustices ; en un mot , il remplit une na-
 » tion de fiel & de rancune , & il étouffe jus-
 » qu'aux semences de bonté , de compassion ,
 » & d'humanité on peut déjà voir , par
 » quelques-uns de mes discours , que j'ai tra-
 » vaillé de toutes mes forces à éteindre ce
 » malheureux esprit de faction qui éclate avec
 » la même violence dans tous les partis.
 » Il contracte ici une espece d'air brutal & de
 » férocité rustique dont les gens accoutumés à
 » des manieres plus polies, sont tout-à-fait in-
 » capables. Il s'étend jusqu'aux révérences &
 » aux coups de chapeaux..... Cette humeur
 » farouche est la source de plusieurs rendez-
 » vous périodiques où l'on ne voit que des ma-
 » quignons *Wichs* (1), & des chasseurs *Toris*. Je

(1) C'est aujourd'hui le parti de l'opposition qui est
 substitué à celui des *Wichs*. Qu'en résulte-t-il ? Des
 disputes éternelles , & des variations continuelles dans
 l'administration. Le roi d'Angleterre veut-il la paix ?
 C'est une raison au parti de l'opposition d'opiner pour
 la guerre. La cour se décide-t-elle à faire la guerre ?
 C'est la paix qu'ils veulent ; jusqu'à ce que les chefs
 du parti soient parvenus au ministère. Alors il se
 forme un nouveau parti de l'opposition pour les dé-
 placer. Que devient dans ces débats le secret de l'état ?
 Quel égard a-t-on au véritable intérêt de la nation ?

» me trouvai l'autre jour sur le boulaingrain d'une
 » ville du voisinage, où les gentilshommes d'un
 » certain parti se rendent une fois la semaine,
 » & j'y remarquai un étranger qui avoit l'air
 » & les manieres au-dessus du commun ; mais
 » je fus bien surpris de voir que personne ne
 » voulût gager avec lui ; quoiqu'il fût très-
 » beau parieur. On me dit ensuite que dans
 » une séance du parlement, il n'avoit pas
 » donné sa voix comme on l'auroit souhaité,
 » & que c'étoit pour cela qu'il n'y avoit pas
 » un seul homme du boulaingrain qui voulût
 » avoir la moindre correspondance avec lui,
 » non pas même pour lui gagner son argent ».

§. X.

*Suite du même sujet. Autres exemples du danger
 des limites qu'on essaieroit de mettre à la puis-
 sance du monarque.*

De la li-
 berté poli-
 tique suivant
 M. de Mont-
 tesquieu.

Je vous ai donné, dans le paragraphe pré-
 cédent, une idée de ce que M. de Montef-
 quieu appelle la liberté politique ou de consti-
 tution (1). Pour qu'il y eût une véritable liberté

Est-ce là le gouvernement auquel nos sages voudroient
 nous amener, en altérant les principes de notre consti-
 tution ?

(1) « La liberté est le droit de faire tout ce que

dans les gouvernemens mixtes, il faudroit admettre un tel équilibre des forces respectives

» les loix permettent ; & si un citoyen pouvoit faire
 » ce qu'elles défendent, il n'y auroit plus de liberté,
 » parce que les autres auroient tout de même ce pou-
 » voir ».

Telle est la belle définition que M. de Montesquieu nous donne de la liberté du citoyen, liv. XI, chap. 3.

Ce qu'il appelle au contraire *liberté politique ou de constitution* a lieu lorsque *par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir* (*), c'est-à-dire, que l'état a d'autant plus de liberté de constitution, que la liberté des individus est plus froissée entre deux pouvoirs qui se livrent un combat perpétuel. M. de Montesquieu convient de cette conséquence (**). « Il » pourra arriver (dit-il) que la constitution sera libre » & que le citoyen ne le sera point ; le citoyen pourra » être libre & la constitution ne l'être pas. Dans ce » cas la constitution sera libre de droit & non de fait, » le citoyen sera libre de fait & non de droit ». -- Mais, de grace, pourquoi les gouvernemens sont-ils établis ? N'est-ce pas pour le bonheur des peuples, pour rendre heureux le plus grand nombre des individus qui composent la société ? De quel usage sera donc votre *liberté politique*, si son effet est que les individus soient moins libres dans les états où cette prétendue liberté sera plus grande ?

(*) Chap. 4. *Ibid.*

(**) Livre XII, chap. 1.

que toutes les volontés fussent contraintes, par la résistance qu'elles éprouveroient, de se porter comme de concert vers l'intérêt commun. Je crois avoir prouvé, par l'expérience, que ce prétendu équilibre n'est qu'une agitation perpétuelle, semblable à la fermentation que produit dans la chymie le combat des alkalis & des acides, qui ne cesse que lorsque ces sels contraires se composant ne forment plus qu'une masse immobile.

Cette prétendue liberté est le despotisme le plus dur ; exemples tirés de l'Angleterre.

La prétendue liberté politique de M. de Montesquieu est le despotisme le plus dur, exercé par le corps entier sur chaque individu. J'appelle encore les faits à l'appui de ma proposition. Quelle liberté que celle d'un peuple, chez lequel un particulier ne peut se vêtir comme il veut, sans s'exposer non seulement au ridicule, mais aux insultes de la populace?

Un peuple est-il libre, lorsque les grands sont obligés de le gouverner à coups de bâtons, pour jouir d'un spectacle qui déplaît à la multitude (1)? On a reproché à la France les violences exercées quelquefois, sur la fin de la malheureuse guerre de 1700, pour faire des

(1) Voyez dans la vie de Jean Monet, comme il parvient, à l'aide de quelques milords, à donner à Londres deux représentations d'un spectacle français.

recrues ; que penser de celles exercées en tout temps en Angleterre pour se procurer des matelots ?

L'équilibre que vous supposez est impossible. Je prends encore pour juge M. de Montesquieu lui-même (1). *C'est une expérience éternelle, dit-il, que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites.*

--- Sans doute, lorsque celui qui a le pouvoir, a en même-temps intérêt d'en abuser ; car personne ne nuit aux autres sans profit, ou réel ou apparent pour lui-même. C'est parce que le monarque agit contre son intérêt lorsqu'il abuse de son pouvoir, qu'il en abuse rarement, ou que ces abus ne sont que passagers ; car ils sont l'effet d'une séduction passagère.

Ne voyez-vous pas que votre prétendu équilibre gêne perpétuellement le pouvoir par le pouvoir, & par conséquent que vous donnez un intérêt réel & perpétuel à ceux entre les mains desquels est le pouvoir, de se soustraire à la gêne qu'ils éprouvent.

De là cette agitation dont je viens de vous tracer l'image, qui suppose un combat toujours existant. Pour peu qu'un des ressorts de votre machine se relâche, qu'une puissance prenne

Dans quel cas celui entre les mains duquel est le pouvoir, en abuse-t-il presque infailliblement ?

Le prétendu équilibre de M. de Montesquieu conduit à l'abus du pouvoir ; pour quoi ?

(1) Esprit des loix, liv. II, chap. 4.

l'ascendant sur l'autre, il en résulte la victoire de l'un des deux. Si c'est le peuple ou les nobles, la constitution est changée ; vous devenez une république aristocratique ou démocratique. Si c'est le monarque, qu'il est dangereux qu'il n'abuse de son avantage ! vous avez dénaturé son intérêt. Comme représentant de la chose publique, il n'en avoit d'autre que l'intérêt public, vous y avez ajouté la nécessité de maintenir son autorité, vous le forcez d'appesantir le joug, pour empêcher que ceux qui l'avoient soulevé ne parviennent à le secouer entièrement.

Preuves par
les faits.

Effets fun-
nestes des
combats en-
tre la puis-
sance ecclé-
siastique &
la puissance
séculière.

Consultons l'expérience.

Quels combats n'ont pas excités parmi nous les limites de la puissance ecclésiastique & de la puissance séculière ! cependant ces deux puissances, quoique dans le sein du même empire, ont des principes & une origine qui semblent devoir les mettre à couvert de toute concurrence. L'une n'exerce son pouvoir que sur les esprits ; elle est destinée à maintenir les hommes, par la crainte des peines spirituelles, dans la dépendance où ils doivent être envers Dieu, & les puissances qu'il a établies. L'autre n'usurpant aucun empire sur les pensées, se borne à régler les actes extérieurs, à empêcher qu'ils ne troublent la société. Mais la seule liaison

des actes extérieurs , avec les sentiments & les pensées , a suffi pour produire les agitations les plus funestes. Que seroit-ce si vous admettiez un combat d'autorité dans le même territoire , sur les mêmes matières , dans les mêmes limites ?

Si vous recherchez la cause du despotisme des empereurs romains , vous trouverez que la constitution de l'état ayant été dirigée pour la forme républicaine , les Césars ne purent affermir leur autorité qu'en étouffant la puissance légale du sénat & du peuple.

Pourquoi les temps de minorité sont-ils ordinairement plus orageux parmi nous ; si ce n'est parce que la puissance du monarque étant soumise à un conseil nécessaire , a moins de force pour réprimer l'effort des intérêts particuliers contre l'intérêt général ?

On nous peint Louis XI comme le prototype de la tyrannie , & les cruautés qu'il exerça sont constantes ; cependant c'est ce même prince qui mit des bornes au pouvoir arbitraire , en s'engageant , par l'édit de 1467 , à ne point destituer ses officiers , s'ils n'avoient abdiqué leurs offices par une démission volontaire , ou qu'ils n'eussent mérité d'en être privés par leur forfaiture.

Tel est le regne le plus cruel que présente

M iv

Quelle fut la cause du despotisme des empereurs romains ?

Les temps de minorité ordinairement plus orageux parmi nous , par la même raison.

De Louis XI.

notre histoire. Si vous en cherchez la cause , ce n'est pas à la puissance du monarque qu'il faut l'attribuer , mais à la résistance qu'opposoit à son pouvoir légitime la forme du gouvernement féodal introduite vers la fin de la seconde race de nos rois ; mais à cette ligue prétendue du bien public qui se forma dans les premières années de ce regne ; en un mot , au combat d'autorité , seul prétexte qui puisse distraire un souverain , dans une monarchie pure , du bonheur de ses peuples auquel son intérêt personnel est inséparablement attaché.

Du ministère du cardinal de Richelieu.

C'est à cette même cause que vous devez rapporter la sévérité du ministère du cardinal de Richelieu , sous un prince naturellement ami de la paix.

De Louis XIV.

Comparez le regne de Louis XIV à celui de Louis XIII. L'ordre renaît , les arts fleurissent , les loix & la police assurent la tranquillité publique , sous le gouvernement le plus absolu.

De Louis XV.

Pour me borner à un seul exemple du regne de Louis XV. C'est ainsi que les secousses éprouvées pendant la minorité de ce prince furent calmées par le ministère pacifique du cardinal de Fleury.

O mes concitoyens ! par quelle cruauté s'efforceroit-on de vous empêcher de con-

devoir les mêmes espérances , & de ruiner les ressources de l'état, lorsque la forme du gouvernement est entière, que l'autorité du monarque , votre sauve-garde , n'a reçu aucune atteinte ?

Aujourd'hui le descendant de Henri IV , Eloge du
Roi. & la fille des Césars se plaisent à tempérer la majesté du trône , en se rapprochant de leurs sujets.

Continuez, O MON ROI, de prendre pour guide ce desir ardent qui vous anime de faire le bonheur de votre peuple & de vous concilier son amour : c'est la plus noble passion des rois. Elle vous apprendra à voir tout par vos yeux, autant que les soins attachés à l'empire peuvent le permettre. Le génie tutélaire de la France éloignera de vous les surprises, & affermira vos pas dans le chemin de la vraie gloire. Il vous a soumis l'esprit & le cœur de la nation la plus digne de l'amour de ses maîtres.

§. X I.

Résumé des propositions établies dans les paragraphes précédents.

J'ai démontré que la seule liberté que l'homme puisse prétendre dans la société est

le droit de faire ce qui n'est pas défendu par les loix.

Les loix pesent donc sur la liberté naturelle, & sur la première passion de tous les êtres libres, l'amour d'eux-mêmes.

Ce seroit tirer une fausse conséquence de cette proposition, d'en conclure que l'état de société est contraire à la nature.

Elle emploie un ressort plus puissant pour réunir les hommes. Ce même amour d'eux-mêmes qui tend à les diviser, les assujettit aux loix de la société, pour obtenir de leur semblables ^{ic} les secours qu'ils ne pourroient se procurer ^{sb} s'ils vivoient seuls.

La résistance des loix de la société au désir naturel de la liberté, est donc d'autant moins sensible, que l'intérêt commun contredit moins les intérêts particuliers.

Cette résistance deviendroit nulle, si la constitution de la société étoit telle qu'aucun de ses membres ne pût trouver son intérêt particulier que dans l'intérêt commun ; car alors toutes les volontés concourroient essentiellement au bien général.

C'est à ce but que tendent toutes les formes de gouvernement établies parmi les hommes, sans excepter même le despotisme de constitution,

Ce gouvernement qui dépouille les sujets de toute liberté & de toute propriété , ré-foudroit la société par les efforts perpétuels de la liberté des individus , si la loi constitutive n'émouffoit, par son principe même, l'activité de ces efforts, en forçant le despote, pour son propre intérêt, de modérer la rigueur de son empire.

Tel est le régime des ordres monastiques. Les effets du despotisme y sont d'autant plus sûrs que tous les membres qui composent ces corps , se regardant comme propriétaires des biens de l'ordre , précisément parce qu'ils n'ont aucune propriété particuliere, veillent avec une ardeur égale à l'entretien & à l'accroissement de la chose commune.

Toutefois cette forme de gouvernement est contraire à la nature par le sacrifice qu'elle exige. Aussi ne se soutient-elle, dans les ordres monastiques, que par la ferveur du sentiment religieux , & dans les états politiques , par l'enthousiasme & le fanatisme qui mettent un si grand prix à ce sacrifice qu'il devient volontaire.

Cet enthousiasme ne peut être égal dans tous les membres d'une société nombreuse. C'est par cette raison que le despotisme de constitution

exige la continuation de la contrainte qui lui a donné naissance.

La terreur qu'inspire cette contrainte fortifiée par l'habitude soutient la constitution; mais elle en émoufle le ressort, en même temps qu'elle est la source des révolutions auxquelles ce gouvernement expose le despote.

Le gouvernement démocratique est l'antipode du gouvernement despotique. Pour que la liberté ne fût pas gênée dans ce gouvernement, il faudroit supposer le plus grand nombre des individus d'une nation assez sages & assez éclairés pour sacrifier leurs intérêts particuliers au bien général.

C'est en ce sens qu'on dit que la vertu est le principe de ce gouvernement. Les loix seroient inutiles à un tel peuple.

L'expérience nous convainc que le peuple est incapable par lui-même des détails de l'administration politique, qu'il est plus susceptible d'impulsion que de réflexion, que toute assemblée nombreuse suit toujours aveuglément les caprices ou les intérêts particuliers de ses chefs, c'est-à-dire, de ceux qui sont parvenus, plus souvent par la séduction & par les prestiges de l'éloquence que par un mérite réel, à prendre un ascendant sur la multitude.

Le peuple n'agit que par ses représentants. Le pouvoir momentané des représentants constitue l'essence du gouvernement démocratique. Mais des représentants momentanés , exposés à la fin de leur administration , à tous les caprices d'un peuple souverain , peuvent difficilement exécuter des projets vastes , déraciner des abus , former des établissemens vraiment utiles. Ajoutez les brigues qui accompagnent presque infailliblement les élections du peuple , la jalousie de ceux qui sont dominés , le choc des intérêts particuliers , vous serez convaincu que la liberté particulière est d'autant moindre dans ce gouvernement , que chaque citoyen rencontre son maître dans son égal.

Si les représentants de la nation sont perpétuels , la forme du gouvernement change , elle devient aristocratique.

Le sujet est d'autant moins libre dans ce gouvernement , que les individus du corps qui gouverne sont moins élevés en richesse & en puissance ; car ils ont alors plus d'intérêts à satisfaire , & ces intérêts , qui portent tous sur le peuple , ne se contredisent point entr'eux.

Au milieu de ces différentes formes de gouvernemens , la nature nous a tracé , dans la

puissance paternelle, le modele du gouvernement monarchique.

Un seul homme, centre commun auquel tous les rayons se rapportent, qui pese d'autant moins sur la liberté & la propriété des sujets, que placé dans une région supérieure à tous, son intérêt personnel se confond essentiellement avec l'intérêt public.

Le peuple plus ou moins heureux, suivant le plus ou le moins de sagesse du monarque, ne risque ni sa liberté ni sa propriété, parce que le monarque qui peut tout, n'a aucun intérêt d'attenter à ces droits sur lesquels est appuyée la force de son empire; c'est ce qui distingue la monarchie du despotisme de constitution.

Non seulement la puissance du monarque est bornée par les regles immuables de la loi naturelle; mais elle l'est par les loix fondamentales de chaque état, loix qui ne sont écrites dans aucun code; mais qui résultent de la nature, de la constitution & de la possession ancienne.

La plus sacrée de ces loix est l'indépendance absolue du monarque, & la plénitude de son autorité à laquelle il ne pourroit lui-même donner atteinte. N'étant qu'usufruitier du trône,

son successeur rentreroit dans des droits inaliénables par leur nature.

Il en est de même de l'ordre de la succession à la couronne, dans les pays où il est établi.

La monarchie fondée sur le modèle que la nature nous a tracé, suppose l'existence d'un conseil du monarque intermédiaire entre le souverain & ses sujets, destiné à porter aux pieds du trône les vœux & les besoins des peuples; conseil toutefois choisi par le monarque, dont l'autorité est essentiellement dépendante de la sienne, dont les représentations sont subordonnées à ses décisions.

Quoique ce gouvernement réunisse tous les pouvoirs entre les mains du monarque, il suppose un ordre constant dans l'établissement, dans la publication, dans la révocation des loix. Ces solemnités n'ont pas seulement pour objet d'assurer le dépôt des loix; mais de prouver à la nation que la loi n'est pas l'effet d'une surprise faite à la sagesse de celui qui gouverne, que les intérêts du peuple lui ont été présentés par ceux qu'il a choisis par son conseil; que s'ils n'ont pas fait instance auprès du souverain pour empêcher la publication de la loi, c'est qu'ils l'ont jugée conforme à l'intérêt public; si leurs représentations n'ont pas eu le succès qu'ils

se promettoient, c'est, sans doute, que des vues supérieures ont empêché le monarque d'y déferer.

Il est naturel que le conseil du monarque, le dépositaire des loix soit chargé de veiller à leur exécution.

Ce conseil est donc, dans toute monarchie bien réglée, le premier tribunal de la nation, sous lequel la puissance publique se subdivise en une multitude de canaux pour assurer l'observation des loix dans toutes les branches de cette famille immense.

Le monarque seul tient les rênes du gouvernement, lui seul conserve le droit inaliénable d'annuller tout ce qui est contraire aux loix, lui seul a le droit de faire grace, lui seul peut, lorsque l'intérêt public l'exige, s'écarter de l'ordre qu'il a établi, lui seul enfin n'est comptable de son administration qu'à Dieu.

Comme représentant de la chose publique, le monarque est le dépositaire du trésor commun destiné à fournir aux dépenses de l'état.

La contribution à ces dépenses nécessaires pour assurer les propriétés particulières, est une charge essentielle de tous les membres de la société. Le monarque est seul juge de la
nécessité

nécessité de ces contributions ; mais pourquoi refuseroit-il d'employer les moyens propres à rendre l'obligation des contribuables moins onéreuse , en rapprochant ses peuples de lui , par l'organe des magistrats , pour connoître leurs besoins ? Les solemnités prescrites pour l'établissement des loix , sont donc dans cette partie la sauve-garde des propriétés particulières. Plus l'autorité du monarque est assurée , moins on peut lui supposer d'intérêt à s'écarter de ces formes qui lui concilient l'amour de ses sujets.

Aucun établissement humain n'est parfait , aucun gouvernement n'est à l'abri des surprises , des abus d'autorité ; mais les abus sont moins à craindre dans la monarchie pure que dans tout autre gouvernement , parce que l'intérêt du monarque , identifié avec l'intérêt public , suffit pour arrêter les progrès du despotisme , toutes les fois que la constitution n'est point altérée par l'élévation d'une puissance rivale de l'autorité légitime.

Je conclus de ces principes , que la monarchie pure est de toutes les formes de gouvernement celle dans laquelle le joug des loix est moins sensible , que toutes les entraves qu'on essaieroit de mettre à la puissance du monarque ,

pour établir un équilibre imaginaire , ne produiroient d'autre effet, que de diminuer la force du contrepoids que la nature a mis elle-même à cette autorité dans l'intérêt personnel de celui qui gouverne. C'est ce que j'ai entrepris de prouver dans cette premiere partie.

Fin de la premiere partie.



LES VRAIS PRINCIPES

DU
GOUVERNEMENT

FRANÇOIS.



SECONDE PARTIE.

*Que le gouvernement françois présente le
modele de la monarchie la plus parfaite.*



§. I^{er}.

*Du gouvernement de la France sous les deux
premieres races de nos rois.*

ON ne peut lire le portrait que Tacite nous a laissé des mœurs des germains, sans y reconnoître le caractère d'une nation dont nous tirons notre origine, conservé non seulement sous les deux premieres races de nos rois, mais pendant une grande partie de la troisieme, dont les

Portrait des
mœurs des
germains
par Tacite,
dont les tra-
ces se retrou-
vent dans nos
mœurs &
dans nos usa-
ges.

traces ne font pas encore entièrement effacées, malgré le mélange des différents peuples confondus aujourd'hui avec les Francs nos ancêtres, malgré la différence de religion, malgré les changements que les loix romaines & canoniques ont portés dans nos principes, malgré cette philosophie scholastique, écueil de la raison & des connoissances utiles qui a régné si long temps parmi nous, malgré cette philosophie plus pure à laquelle l'expérience de nos erreurs nous a ramené; enfin, malgré la révolution que les sciences, les arts & le luxe ont apportée dans une nation peut-être énervée aujourd'hui par sa culture & par ses talents.

Les germains
avoient peu
de loix.

Les germains avoient peu de loix, ce qui les engagea à conserver celles des peuples vaincus.

Excès con-
traire,

Dè ce mélange a résulté l'excès contraire, une multiplicité plus dangereuse, parce qu'elle conduit au mépris & à l'inobservation des loix, qui nous entraîneroit dans l'anarchie, si les mœurs & les principes d'honneur naturels à la nation françoise ne la soutenoient : *Plus ibi* (dit Tacite (1)) *bonæ mores quàm alibi bonæ leges.*

Ce principe convenoit à une nation guer-

(1) Tacite, de moribus germanorum.

rière. Aussi le gouvernement des germains & le nôtre, sous les deux premières races, étoit-il purement militaire. Ils régloient sous les armes les affaires d'état (1), ils terminoient sous les armes leurs différens domestiques ; armer un homme, c'étoit lui donner la robe virile & le mettre au nombre des citoyens. On reconnoît, à ces traits, l'ancien usage d'armer le chevalier, dont il reste encore des traces dans les ordres que nos rois ont établis.

(2) Les germains n'avoient point de villes ; leurs maisons ou tentes étoient éparfes dans la campagne ; de là l'étymologie du nom de *villains*, c'est-à-dire, *habitants des villes* donné dans nos coutumes aux roturiers.

Origine de la dénomination de *villains* donnée aux roturiers dans nos coutumes.

(1) *Nihil autem neque publicæ privatæ rei nisi armati agunt ; sed arma sumere non antè cuiquam moris , quam civitas suffecturum probaverit. Tunc in ipso consilio , vel principum aliquis , vel pater , vel propinqui scuto fremeâque juvenem ornant ; hæc apud illos toga , hic primus juventæ honos ; ante hoc domus pars videntur , mox reipublicæ.*

(2) *Nullas germanorum populis urbes habitari satis notum est , nec pati quidem inter se junctas sedes. Conlunt discreti ac diversi , ut fors , ut campus , ut nemus placuit , vicos locant , non in nostrum morem , connexis & coherentibus ædificiis ; suam quisque domum spatio circumdat , sive adversus casus ignis remedium , sive insitiâ ædificandi.*

Noblesse héréditaire ; le prince en étoit néanmoins dispensateur.

(1) L'honneur étoit excité par des distinctions , la naissance transmettoit la noblesse , en mémoire des services rendus à la patrie ; le prince la conféroit comme une récompense.

La puissance civile & militaire réunies entre les mains des ducs ou gouverneurs , & des comtes leurs lieutenants.

(2) Dans un gouvernement purement militaire , la puissance publique ne pouvoit être distinguée du commandement de l'armée. Aussi chaque canton avoit-il un gouverneur qui rendoit la justice au peuple & le menoit au combat.

Il se choisissoit des compagnons pour l'aider dans ses fonctions , & faire exécuter les juge-

(1) *Insignis apud eos nobilitas aut magna patrum merita , principis dignationem , etiam adolescentulis assignant.*

(2) *Eliguntur in iisdem consiliis & principes qui jura per pagos , vicisque reddant. Centeni singulis ex plebe comites , consilium simul & autoritas adfunt.*

Je traduis ici le mot de *principes* par gouverneurs. Ils rendoient la justice & commandoient l'armée sous les rois de chaque nation ; les comtes étoient leurs lieutenants & leur conseil. Ce sont ces gouverneurs qui ont été nommés *ducs* sous la première & la seconde race de nos rois , & pendant tout le temps du gouvernement féodal. Il ne faut pas les confondre avec les généraux de l'armée combinée des nations germaniques que Tacite appelle *ducs*. Ceux-ci étoient choisis entre les rois , comme je dirai dans la suite.

ments ; c'est l'origine des comtes, *comites*, qui exerçoient, sous la première & la seconde race de nos rois, & pendant tout le temps du gouvernement féodal, la juridiction avec les ducs (1) ; ils accompagnoient le duc à la guerre, ils lui servoient de cortège pendant la paix, & lui concilioient le respect & l'amour des peuples. Le duc mettoit sa gloire à avoir un grand nombre de comtes auprès de lui.

(2) Dans une nation qui avoit plus de mœurs que de loix, la vengeance particulière pouvoit être tolérée. Aussi la peine de l'homicide étoit-elle abandonnée à la famille du défunt. C'est

La vengeance
tolérée ; com-
ment ?

(1) *Nec rubor inter comites adspici, gradus quin etiam & ipse comitatus habet, judicio ejus quem sectantur : magnæque & comitum æmulatio, qui primus apud principem suum locus, & principum, cui plurimi & acerrimi comites ; hæc dignitas, hæc vires magno semper electorum comitum globo circumdari, in pace decus, in bello præsidium, non solum in suâ gente cuique, sed apud finitimas quoque civitates, id nomen, ea gloria est, si numero ac virtute comitatus emineat ; expetuntur etiam legationibus & muneribus ornantur, & ipsâ plerumque famâ bella profligant.*

(2) *Suscipere tam inimicitias seu patris, seu propinqui quam amicitias necesse est ; neque implacabiles durant. Luitur enim homicidium certo armentorum seu pecorum numero, recipitque satisfactionem universa domus, utiliter in publicum, quia periculosiores sunt inimicitia juxta libertatem.*

l'origine de ce que nous appellons encore les loix de l'honneur. Mais cette vengeance se rachetoit avec de l'argent ou des bestiaux, tempérément nécessaire à la tranquillité publique. Les inimitiés particulières eussent été d'autant plus dangereuses, que la liberté étoit moins contenue par les loix.

Des peines
chez les ger-
maines.

Ainsi les crimes n'étoient punis que comme délits privés, la lâcheté seule étoit jugée digne de mort (1), les traîtres & les déserteurs étoient pendus, ceux qui avoient manqué au service de la patrie, ou commis une action infame étoient noyés dans la boue. Ces peuples croyoient (dit Tacite) qu'il étoit nécessaire de punir avec éclat les crimes publics, & d'étouffer les fautes honteuses.

L'honneur,
principe du
gouverne-
ment des
germaines &
de leur fu-
reur pour le
jeu.

Le régime des germanes les portoit à respecter les loix de l'honneur. Ainsi toutes les vertus étoient honorées chez ce peuple, si vous exceptez son penchant pour les jeux de hasard, dont l'excès étoit si prodigieux, qu'ils jouoient jusqu'à leur liberté, se réduisant volontairement

(1) *Distinctio pœnarum ex delicto, proditores & transfugas arboribus suspendunt, ignavos & imbelles & corpore infames cœno ac palude injectâ super eos crate mergunt; diversitas supplicii illud respicit tanquam scelera ostendi oporteat dum puniuntur, flagitia abscondi.*

en la puissance d'un vainqueur honteux de sa propre victoire (1).

Le portrait que Tacite nous a laissé des mœurs des germains sur tout le reste, est si beau, que je crois devoir m'y arrêter un instant. Peut-être en tirerons-nous des leçons utiles. Si nos mœurs ne ressemblent plus à ce tableau, au moins y trouverons-nous l'origine d'une portion de nos usages, & les principes sur lesquels ils sont fondés.

Digression sur
les mœurs
privées de ce
peuple.

« (2) Les femmes (dit-il) ont le même vête-

(1) *Aleam, quod mirere, sobrii inter servia exercent, tantâ lucrandi perdendique temeritate, ut cum omnia defecerint, extremo & novissimo jactu de libertate & de corpore contendunt. Victus voluntariam servitutem adit, quamvis junior, quamvis robustior, obligari se ac vinciri patitur, eâ in re pravâ perviciaciâ, ipsi fidem vocant; servos conditionis ejus per commercia tradunt, ut se quoque pudore victoriæ exsolvant.*

(2) *Nec alius fœminis quam viris habitus, nisi quod fœminæ sæpius lineis amictibus velantur, eosque purpurâ variant, partemque vestitus superioris in manicas non extendunt, nudæ brachia & lacertos, sed & proxima pars pectoris patet.*

Quamquam severa illic matrimonia, nec ullam morum partem magis laudaveris; nam prope soli barbarorum singulis uxoribus contenti sunt, exceptis admodum paucis, qui, non libidine, sed ob nobilitatem plurimis nuptiis ambiuntur. Dotem non uxor marito, sed uxori maritus

» ment que les hommes, si ce n'est qu'elles se
 » servent de voiles de lin qu'elles varient avec
 » de la pourpre, & qu'au lieu que les hommes
 » cachent leurs bras sous des manches attachées
 » au vêtement supérieur, elles découvrent leurs

offert. *Interfunt parentes & propinqui, ac munera probant, munera non ad delicias muliebres quæsitæ, nec quibus nova nupta comatur, sed boves & frænatum equum & scutum cum fræmâ gladioque. In hæc munera uxor accipitur, atque invicem ipsa armorum aliquid viro offert. Hoc maximum vinculum, hæc arcana sacra, hos conjugales deos arbitrantur; ne se mulier extra virtutum cogitationes, extrâque bellorum casus putet, ipsis incipientis matrimonii auspiciis admonetur; venire se virtutum laborumque sociam, idem in pace, idem in prælio passuram ausuramque; hoc juncti boves, hoc paratus equus, hoc data arma denuntiant, sic vivendum, sic pereundum, accipere se quæ liberis inviolata ac digna reddat, quæ nurus accipiant, rursus quæ ad nepotes referat. paucissima in tam numerosâ gente adulteria quorum pœna præsens & maritis permissa. Accisis crinibus nudatam coram propinquis expellit domo maritus, ac per omnem vicum verberè agit; publicatæ enim pudicitie nulla venia; non formâ, non ætate, non opibus maritum invenerit; nemo enim illic vitia ridet, nec corrumpere & corrumpi sæculum vocatur. Melius quidem adhuc eæ civitates, in quibus tantum virgines nubunt, & cum spe votoque uxoris semel transigitur; sic unum accipiunt maritum, quomodo unum corpus, unam vitam; nec cogitatio ultrâ, ne longior cupiditas, ne tanquam maritum, sed tanquam matrimonium ament.*

» bras, leurs coudes, & même une partie de
» la poitrine.

» Cette liberté ne fait point de tort à la fidé-
» lité conjugale. C'est le point sur lequel les
» mœurs des germains méritent le plus de
» louanges. Presque les seuls entre les peuples
» barbares, ils se contentent d'une seule femme,
» à l'exception d'un petit nombre qui en ont
» plusieurs, non par licence, mais pour sou-
» tenir la dignité de leur maison. La femme
» n'apporte rien à son mari; c'est le mari qui
» la dote, les parents & toute la famille affis-
» tent à la cérémonie & approuvent les pré-
» sents.

» Ce ne sont pas des objets de luxe, des pa-
» rures, des bagatelles si agréables aux femmes;
» mais des bœufs, un cheval magnifiquement
» orné, un bouclier, une lance, une épée. Ces
» présents sont le symbole des conventions ma-
» trimoniales, & la femme donne en échange
» à son mari quelques pièces d'armes. Tel est
» le principal lien de leur union, tels sont les
» mystères sacrés, les dieux par lesquels ils
» jurent. Ainsi la future est avertie, par les solem-
» nités même du mariage, qu'elle doit participer
» aux vertus de son mari, qu'elle ne doit point
» regarder le hasard des combats comme étran-
» ger à son sexe. Ces bœufs unis par le même

» joug, ce cheval préparé pour la guerre, ces
 » armes qu'on lui fournit, lui apprennent qu'elle
 » doit partager avec son mari les travaux & les
 » dangers, & montrer le même courage dans
 » la guerre que dans la paix, que c'est ainsi
 » qu'elle doit vivre, qu'elle doit obéir & rendre
 » intacts à ses fils & à ses brus ces mêmes pré-
 » sents qu'elle reçoit, afin qu'ils les transf-
 » mettent à leurs neveux..... aussi
 » voit-on peu d'adultères dans un pays si peu-
 » plé. La peine de ce crime est l'infamie, &
 » le mari seul a le droit de l'infliger. On rase
 » la femme coupable (1), on la chasse de la
 » maison en présence de ses parents, on la
 » poursuit à coups de verges dans le canton.
 » Le déshonneur est la peine irrémédiable de la
 » femme qui a violé la foi conjugale; la beauté,
 » la jeunesse, les richesses ne feroient pas trou-
 » ver un mari à une telle femme; car personne
 » ne se permet d'excuser le vice, & la cou-
 » tume ne sert pas de prétexte pour pardonner
 » au corrupteur, ni à celle qui s'est laissé cor-
 » rompre.

» Quelques-uns de ces peuples portent la
 » sévérité jusqu'à s'interdire les secondes noces.
 » Ils pensent, que de même que l'homme n'a

(1) Ceci est entièrement conforme à nos loix.

» qu'un seul corps & une seule vie, ainsi la femme
 » ne doit avoir qu'un mari. C'est le terme de
 » leurs pensées & de leurs desirs; elles aiment
 » leurs maris comme identifiés pour ainsi
 » dire avec elles, par le lien indissoluble du
 » mariage.

» (1) Aucune nation ne connoît mieux les
 » devoirs de l'hospitalité. Ils regardent comme
 » un crime de fermer la porte à aucun mortel,
 » & chacun fait des efforts proportionnés à sa
 » fortune pour bien recevoir son hôte. Lorsqu'il
 » se retire, celui qui l'a reçu lui montre l'habi-
 » tation la plus voisine & l'y accompagne. Ils y
 » entrent sans être invités & sont reçus avec la
 » même humanité. Personne ne distingue, quant
 » au droit d'hospitalité, celui qu'il connoît de
 » l'inconnu. Si cet étranger s'en va, il demande
 » ce qui lui plaît, & il est d'usage de le lui don-

(1) *Convivibus & hospitibus non alia gens effusius indulget. Quemcumque mortalium arcere tecto nefas habetur; pro fortunâ quisque apparatis epulis excipit. Cum defecerit qui modo hospes fuerat, monstrator hospitii & comes proximam domum non invitati adeunt. Nec interest; pari humanitate accipiuntur, notum ignotumque, quantum ad jus hospitii, nemo discernit. Absente, si quid poposcerit concedere moris, poscendi invicem eadem facilitas. Gaudent muneribus, sed nec data imputant, nec acceptis obligantur.*

» ner. Celui qui l'a reçu a le même droit. Les
 » germains aiment les présents; mais ils ne les
 » reprochent jamais & n'exigent aucune recon-
 » noissance ».

Fin de la
digression.

De la ressem-
blance que
M. de Montesquieu a cru
voir entre le
gouvernement des ger-
maines & ce-
lui des an-
glois.

M. de Montesquieu a cru voir dans le gou-
vernement des germains, le modele du gou-
vernement anglois. « Si l'on veut lire (dit-
 » il (1)) l'admirable ouvrage de Tacite sur les
 » mœurs des germains, on verra que c'est d'eux
 » que les anglois ont tiré l'idée de leur gou-
 » vernement politique. Ce beau système a été
 » trouvé dans les bois ».

Ce point de fait est-il vrai ?

Observations
préliminai-
res.

Pour éviter toute équivoque, il est nécessaire
de fixer nos idées par quelques observations
préliminaires.

Division des
germaines en
différents
peuples peu
nombreux
chacun en
particulier ;
subdivision de
chaque peu-
ple en deux
classes, les
nobles & les
serfs.

Les germains étoient divisés en plusieurs
nations, dont chacune étoit peu nombreuse (2) ;
il étoit donc facile d'assembler chaque nation en
particulier.

Ces nations étoient partagées en deux classes ;
les hommes libres ou nobles (car ces expres-
sions étoient synonymes) & les serfs (3). Du

(1) Esprit des loix, liv. XI, chap. 6.

(2) Voyez la preuve de ce fait dans l'énumération des
peuples germains qui est à la fin du traité de Tacite.

(3) Tacite, après avoir parlé de l'esclavage auquel

nombre de ces derniers, étoient tous les cultivateurs. Les germains, purement militaires, regardoient la culture des terres comme une occupation servile. « Ils jugent indigne d'eux » (dit Tacite) d'acquérir par les sueurs ce qu'ils » peuvent obtenir sans peine en exposant leurs » vies ». Par une suite de ces principes, ils distribuoient les terres à des esclaves qui rendoient

la fureur du jeu conduisoit les germains, ajoute :

Ceteris servis, non in nostrum morem, descriptis per familiam ministeriis utuntur, suam quisque sedem, suos penates regit, frumenti modum dominus ut colono injungit, & servus hactenus paret. Verberare servum ac vinculis coercere rarum. Occidere solent; non disciplinâ & severitate, sed impetu & irâ ut inimicum, nisi quod impunè. Nec arare terram, aut expectare annum tam facile persuaseris, quàm vocare hostes & vulnera mereri. Pigrum quinimmo & iners videtur sudore acquirere quod possis sanguine mereri. Fœnus agitare & in usuras extendere ignotum, ideoque magis servatur quàm si vetitum esset. Agri pro numero cultorum ab universis per vicos occupantur. quos mox intra se secundum dignationem partiuntur; facilitatem partiendi camporum spatia præstant; arva per annos mutant & superest ager, nec enim cum ubertate contendunt ut pomaria conserant, & prata separent, & hortos rigent; sola terræ seges imperatur; unde annum quoque ipsum non in totidem digerunt species, hiems, ver, & æstis intellectum ac vocabula habent; autumnus perinde nomen ac bona ignorantur.

une partie des fruits à leur maître, & dont la condition ne différoit de celle des hommes libres, qu'en ce que le maître avoit sur eux droit de vie & de mort.

Ainsi lorsque Tacite parle du peuple qui participoit au gouvernement, il entend les hommes libres dont on tiroit les comtes qui formoient le conseil des ducs ou gouverneurs : *Centeni singulis ex plebe comites consilium simul & auctoritas adsunt.*

Les germains ne connoissoient ni le commerce ni l'usure. Ils n'avoient pas même de propriétés constantes. Chaque année, nouveau partage des terres, suivant la dignité de chacun; la seule culture connue étoit celle des bleds. Aussi ne divisoient-ils l'année qu'en trois saisons, l'hiver, le printemps & l'été.

Comment
le gouverne-
ment aristo-
cratique con-
couroit avec
la monarchie
chez les ger-
mains.

Jusqu'ici vous n'appercevez dans le gouvernement des germains, qu'une aristocratie dont les nobles étoient souverains & le peuple serf.

Cependant ces peuples avoient des rois (1).

(1) *Reges ex nobilitate, duces ex virtute sumunt. Nec regibus infinita aut libera potestas, & ducis exemplo potius quàm imperio, si prumpti, si conspicii, si antea ciem agent, admirationem præstant.*

Tous les peuples conquérants ont la même origine.

Et

Et si Tacite remarque que leur autorité n'étoit pas absolue, c'est plutôt par la modération avec laquelle ils l'exerçoient que par la nature du pouvoir. « Ils suivent, dit-il, plutôt l'exemple » de leurs généraux, qu'ils ne leur obéissent ». Ceci ne s'applique pas seulement aux rois, mais aux généraux choisis entre les rois pour commander l'armée combinée.

En quel sens Tacite dit que les rois n'étoient pas absolus ?

Tacite se sert du mot *duces*, terme consacré pour désigner les généraux. Comment prétendre qu'ils n'eussent aucune autorité sur l'armée ? Comment des peuples qui n'auroient été conduits que par leur ardeur dans le combat, sans discipline, sans subordination, eussent-ils vaincu des peuples disciplinés, tels que les gaulois & les Romains ?

Les chefs de la nation étoient le conseil du roi ; c'étoit sur ce conseil que rouloient les détails de l'administration politique. Les affaires majeures y étoient seulement préparées, pour être portées à l'assemblée de la nation, c'est-à-

Des assemblées de la nation chez les germains.

Ces nations germaniques gouvernées par des rois, choisissant un général entre les rois des différents peuples, ressemblent à l'armée combinée des grecs au siège de Troye. Quelle étoit l'autorité des rois grecs & d'Agamemnon leur général ? Rappeliez-vous les vers d'Homère que j'ai insérés dans mon introduction, & mes notes sur le paragraphe VIII de la première partie.

dire des nobles, qui se tenoit au jour indiqué par les prêtres. Chacun disoit son avis librement, & il étoit écouté dans l'ordre & suivant le rang que lui donnoient son âge, sa noblesse, la gloire qu'il avoit acquise dans les combats, ses talents reconnus. Le roi lui-même faisoit plus d'usage de la persuasion que de l'autorité. Lorsque l'avis proposé n'étoit pas approuvé, l'assemblée témoignoit son mécontentement par un frémissement, l'approbation étoit marquée par le cliquetis des armes; c'étoit la manière la plus honorable de l'exprimer.

Tel est le sens que présentent littéralement les expressions de Tacite, dans lesquelles M. de Montesquieu a cru voir l'image du gouvernement anglois (1). Dire que l'assemblée délibéroit, donnoit conseil au monarque, *consultant*, que les rois employoient plus la persuasion que

(1) *De minoribus rebus principes consultant de majoribus omnes ; ita tamen ut ea quorum penès plebem arbitrium est apud principes pertractentur. ut turbæ placuit confidunt armati. Silentium per sacerdotes, quibus tunc & coeundi jus est, imperatur. Mox rex vel principes, prout ætus cuique, prout nobilitas, prout decus bellorum, prout sacundia est, audiuntur, autoritate suadendi, magis quàm jubendi potestate. Si displicuit sententia fremitu aspernantur, sin placuit frameâ concutitur ; honoratissimum assensus genus est armis laudare.*

l'autorité, est-ce dire qu'ils n'avoient pas le droit de décider ?

Ce peuple simple étoit crédule ; ainsi il étoit facile de le conduire par la superstition (1). Il ajoutoit foi aux auspices & aux sorts. Si les augures étoient contraires, on ne se permettoit pas même de délibérer ce jour-là. Après avoir pris une délibération, on consultoit les auspices, & on abandonnoit le parti qui avoit été adopté, s'ils n'étoient pas favorables.

Les germains superstitieux & crédules.

Un seul point tenoit à l'honneur de la nation (2) ; les peines capitales ne s'infligeoient pas par ordre du général ; les prêtres seuls avoient le droit d'attenter à la vie ou à la liberté des germains, ce qui rendoit, dit Tacite, leurs jugemens plus respectables, comme étant l'ordre de la divinité qui préside aux combats.

Les peines capitales n'étoient infligées que par l'ordre des prêtres.

Les rois qui gouvernoient les peuples germains, séparés pendant la paix, n'étoient pas

La naissance donnoit le sceptre. On

(1) *Auspicia sortefque, ut qui maximè, observant.... si prohibuerint, nulla de eâ re in eundem diem consultatio, sin permissum, auspiciorum adhuc fides exigitur.*

(2) *Ceterùm neque adnivertere quemquam, neque vincere, neque verberare, nisi sacerdotibus promissum ; non quasi in pœnam, nec ducis jussu, sed velut deo imperante quem adesse bellantibus credunt.*

cheffissoit les
généraux en-
tre les rois.

électifs : *Reges ex nobilitate*; mais les généraux
l'étoient pour commander l'armée combinée :
Duces ex virtute sumunt. On ne doit pas con-
clure de cette distinction, que les francs eussent
anciennement le droit d'élire d'autres chefs que
leurs rois.

Ligue des
peuples ger-
main; quel
changement
elle produisit
dans la for-
me du gou-
vernement?

« La face de la Germanie changea (dit un
» célèbre académicien (1)) plusieurs des na-
» tions qui l'habitoient s'unissant ensemble sous
» le nom de *francs*, formerent cette ligue
» fameuse qui les rendit si redoutables à l'em-
» pire romain. Alors les francs, dont le nom
» comprit & renferma toutes les nations confé-
» dérées, devinrent un peuple nouveau, sous
» une nouvelle forme de gouvernement, qui
» n'eut plus rien de commun (en cette partie)
» avec celui des anciens germains. Un peuple
» toujours rassemblé dans un même camp
» n'avoit besoin que d'un roi, ou plutôt un
» peuple toujours armé n'avoit besoin que
» d'un chef. Ces deux qualités de chef & de
» roi ainsi réunies, se confondirent nécessaire-
» ment dans la même personne. Eh ! qui pou-
» voient être en effet les souverains d'une
» nation toute composée de soldats, sinon des

(1) Mémoire de M. de Foucemagne, au dixieme
tome des mémoires de l'académie des belles-lettres.

» généraux d'armée ! De là les premiers rois des
 » francs dont l'histoire ait fait mention , sont
 » indifféremment appelés par les historiens *reges*
 » ou *duces*, en sorte que Grégoire de Tours (1)
 » expliquant le terme *duces* suivant l'idée qu'on
 » y attachoit de son temps, penchoit à croire
 » que les francs étoient gouvernés au com-
 » mencement, non par des rois, mais par des
 » ducs. Voyez sur cette distinction des ducs
 » & des rois de France, les recherches de
 » Pasquier, livre premier, chapitre 15 ».

Les dépenses publiques étoient peu considérables (2). Un cheval de bataille, une pique dont les princes faisoient présent aux chevaliers, quelques repas simples, mais abondants, étoient les seuls frais de la guerre, le partage du butin enlevé aux ennemis la seule paie du soldat.

Contribution
aux dépenses
communes.
Que les
étoient ces
dépenses ?

(3) Les différents cantons contribuoient à

(1) Grégoire de Tours, liv. II, chap. 9.

(2) *Exigunt principis sui liberalitate illum bellatorem equum, illam cruentam victtricemque frameam : nam epulæ, & quanquam incompti, largi tamen apparatus, pro stipendio cedunt : materia munificentiae per bella & raptus.*
 Tacite.

(3) *Mos est civitatibus ultrò ac viritim conferre principibus vel armentorum, vel frugum, quod pro honore*

ces dépenses par une forte de capitation volontaire, soit en bestiaux, soit en grains. Les germains recevoient aussi des peuples voisins des présents d'armes, de chevaux, & d'argent.

Dissertation
sur le gouver-
nement de
Clovis & des
rois de la pre-
miere race.

Ce furent ces mœurs & ce gouvernement que Clovis apporta dans les Gaules. Son respect pour les loix des peuples vaincus produisit le mélange que j'ai observé (premiere partie, paragraphe IX); mais Clovis & les rois de la premiere race réunissoient-ils en eux seuls toute l'autorité?

Fait du vase
de Soissons ;
fausses consé-
quences qu'on
en tire.

Ceux qui soutiennent que la puissance du monarque étoit alors subordonnée au vœu de la nation assemblée, donnent pour preuve la modération de ce conquérant à l'occasion d'un vase de Soissons.

(1) Il demande à son armée de lui aban-

acceptum etiam necessitatibus subvenit. Gaudent præcipuè finitimarum gentium donis, quæ non modo à singulis, sed publicè mittuntur, electi equi, magna arma, falera, torquesque, jam & pecuniam accipere docuimus. Ibid.

(1) *Eo tempore multæ ecclesiæ à Clodovichi exercitu prædatæ sunt, quia erat ille adhuc fanaticis erroribus involutus. Igitur de quâdam ecclesiâ urceum miræ magnitudinis ac pulchritudinis hostes abstulerant cum reliquis ecclesiastici ministerii ornamentis. Episcopus autem ecclesiæ illius missos ad regem dirigit, poscens ut si aliud de sacris vasis recipere non mereretur, saltem urceum ecclesiæ*

donner par préciput, dans le partage du butin, un vase qu'un évêque réclamoit comme pris sur son église. Un soldat s'y oppose & rejette le

sua reciperet. Hæc audiens rex ait nuncio : sequere me usque sueffionas, quia ibi cuncta quæ acquisita sunt dividenda erunt, cùmque mihi vas istud fors dederit, quæ papa poscit adimpleam. Dehinc adveniens sueffionas cuncto onere prædæ in medium posito, ait rex : rogo vos, fortissimi præliatores, ut saltim mihi vas istud, (hoc enim de urceo memorato dicebat) extra partem concedere non abnuatis. Hoc rege dicente, illi quorum mens erat sanior aiunt : omnia gloriose rex, quæ cernimus tua sunt, sed & nos ipsi tuo sumus dominio subjugati ; nunc quod tibi videtur facito, nullus enim potestati tuæ resistere valet. Cum illi hæc ita dixissent, unus levis, invidus, ac facilis, cum magnâ voce elevatam bipennem urceo impulit dicens : nihil hinc accipies nisi quæ tibi fors vera largitur. Ad hæc obstupefactis omnibus, rex injuriam suam patientiæ lenitate coercuit, acceptumque urceum nuncio ecclesiæ reddidit, servans sub pectore vulnus. Transacto anno jussit omnem cum armorum apparatus advenire phalengem, ostensuram campo Martis suorum armorum nitorem. Verùm ubi cunctos circuire deliberat, venit ad urcei percussorem, cui ait : nullus tam inculta ut tu arma detulit, nam neque tibi hasta, neque gladius, neque securis est utilis, & apprehensam securim in terram dejecit. At ille, cùm paulatim inclinatus fuisset ad colligendam eam, rex elevatis manibus securim suam capiti ejus defixit : sic inquit, tu apud sueffionas in urceo illo fecisti.

Grégoire de Tours, liv. II, chap. 27.

vase dans la masse du butin. Clovis ne punit pas alors cette insolence ; mais l'année suivante, dans l'assemblée du champ de Mars, passant l'armée en revue, il reproche à ce soldat que ses armes ne sont pas en état, & à l'instant saisit la hache du soldat, la jette à terre, & pendant qu'il se baïsse pour la ramasser, il lui fend la tête avec la sienne : « C'est ainsi, lui dit-il, que » tu fis au vase de Soissons ».

Il est difficile de tirer un point de droit de l'un ni de l'autre de ces faits.

L'usage des germains étoit de partager le butin entre le général & les troupes qui avoient servi sous ses ordres. La politique obligea Clovis de différer la punition du soldat, pour soutenir l'ardeur de ses troupes par l'appât du butin ; c'est la seule conséquence qu'on puisse tirer de la prétendue modération de ce prince dans la première assemblée.

Mais les défenseurs du système républicain négligent ordinairement d'observer que les ordres du roi furent exécutés, & le vase rendu à l'évêque, en présence de toute l'armée.

Voici le discours que l'historien contemporain met dans la bouche de l'armée :

« Tout ce que nous voyons, grand roi, est
 » à vous, nous faisons nous-mêmes partie de
 » votre domaine (expression trop forte qui

» caractériseroit le despotisme de constitution),
 » faites ce que vous voudrez , car personne ne
 » peut résister à votre puissance.

» Un seul homme *léger , envieux , cabaleur* ,
 » s'y oppose :

» Vous n'aurez rien , dit-il , que ce que le
 » fort vous donnera ; & il rejette le vase dans
 » la masse du butin.

» L'armée marqua son étonnement & son
 » indignation ; mais le roi dissimula alors l'in-
 » jure , & *ayant pris le vase , il le rendit au député*
 » *de l'évêque* ».

L'année suivante Clovis fit respecter son autorité , par une action qui tient de la barbarie de ce siècle ; c'est tout ce qu'on peut conclure du second fait (1).

(1) J'aurois pu réunir ici plusieurs autres preuves de cette barbarie du siècle de Clovis & de ses enfants , mais ces faits sont très-connus ; ils ont d'ailleurs été recueillis dans le second & dans le troisième volume des *discours sur l'histoire de France* , que M. Moreau donne maintenant au public. Je n'ai pas cru devoir me livrer à ce détail ; mon objet étant seulement de rapprocher les principaux faits qui caractérisent notre gouvernement depuis sa fondation jusqu'à nos jours , & de répondre à ceux que les défenseurs du système républicain opposent le plus souvent. Je me contente de renvoyer pour les autres à l'excellent ouvrage de M. Moreau.

Témoignage
de Grégoire
de Tours sur
l'autorité des
rois de la pre-
mière race.

Écoutez maintenant Grégoire de Tours, sur le droit des chefs de la nation, de ces chefs que Tacite nomme (*principes*) qui étoient le conseil du monarque dans toutes les affaires, chargés sous lui du détail de l'administration politique, avec qui les affaires les plus importantes se préparoient avant de publier les loix dans l'assemblée de la nation. Les évêques faisoient partie de ce conseil, depuis la conversion de Clovis :

« (1) Nous ne pouvons (disoit ce prélat parlant à Chilperic comme membre de cette auguste assemblée) que vous faire des représentations ; vous ne les écoutez même qu'autant que vous voulez ; & si vous refusez de nous entendre, qui vous jugera que celui qui a dit qu'il étoit la justice même » ?

Revue du
champ de
Mars, ou de
Mai. Discours
de Clovis II,
dans une de
ces assem-
blées.

Les revues du champ de Mars, ou de Mai, ont subsisté pendant les deux premières races de nos rois ; on y traitoit les affaires les plus importantes, tous les grands du royaume y étoient appelés, les évêques y venoient en si grand nombre que cette circonstance, & les matières ecclésiastiques qui étoient le prin-

(1) *Loquimur tibi & si volueris audis ; si autem nolueris, quis te judicabit, nisi is qui dixit se esse justitiam.*

Grégoire de Tours, liv. V, page 18.

cipal sujet des délibérations , ont souvent fait donner à ces assemblées le nom de synodes.

« Quoique le soin que nous devons apporter
 » au gouvernement de ce royaume temporel
 » (dit Clovis II) nous avertisse de vous de-
 » mander *conseil* ; cependant il nous convient
 » de régler d'abord les choses qui intéressent
 » Dieu & ses Saints , afin que celles qui nous
 » intéressent nous réussissent suivant nos de-
 » sirs (I) ».

(1) *Anno xvj. ex quo sceptrā suscepērat regalia pontifices & totius gentis principes Clipeaco (Clichy) convenire jubens , medius inter eos solio residens hoc habuit sermonis exordium : Quanquam , inquiens , francigenæ cives , terreni nos cura principatus admonuit publicis vos CONSULTORES rebus admoveare ; tamen prius nobis convenit ea quæ Dei & Sanctorum ejus sunt disponere , ut postmodum ea quæ nostra sunt , dante Deo , ex sententiâ cedant. Aimoin , liv. IV , chap. 41.*

Il s'agissoit de l'exemption de l'abbaye de S. Denis de la juridiction de l'évêque de Paris. Le roi ne prit pas les voix ; mais le moine Aimoin , qui rapporte ce discours , dit que toute l'assemblée applaudit : *Hæc rege pro concione locuto , circumfistentes postquam intentè auscultaverunt , in laudibus ejus proclamantes mansura ei optavere gaudia.*

On cite un autre fait qui paroît plus précis. Clotaire II promet d'assembler les nobles , dit Aimoin , & de

Le droit des délibérants, dans ces assemblées, n'étoit donc qu'un droit de conseil. Passons à la seconde race de nos rois.

Seconde race.
Fausse appli-
cation de
quelques en-
droits des ca-
pitulaires où
il est fait
mention de
l'approbation
de l'assem-
blée.

Il est fait mention, dans les capitulaires, de l'approbation que l'assemblée donnoit aux loix émanées de l'autorité du monarque, parce que cette circonstance concilioit à la loi le respect & la confiance des peuples.

(1) « Nous avertissons tous nos sujets que
» les chapitres que nous avons jugé l'année der-
» niere, avec le consentement de tous, devoir
» être ajoutés à la loi salique, ne doivent plus
» seulement être nommés des chapitres, mais

déferer à leurs avis : *Clotarius respondit conventum nobilium debere eum aggregare Francorum, & communi tractatu de communibus consulere rebus; se vero judicio illorum in omnibus pariturum, nec præceptis obstiturum* Aimoin, liv. IV, chap. 1.

Il s'agissoit du partage que Clotaire vouloit faire de sa succession entre ses enfants, & par conséquent de l'ordre de la succession à la couronne qui ne pouvoit être assuré que par le consentement de la nation. On sait que ces partages étoient fréquents sous la premiere race. Voyez le paragraphe VII de la premiere partie.

(1) *Generaliter omnes admonemus ut capitula quæ præterito anno legi salicæ, cum omnium consensu, addenda esse censuimus, jam non ulterius capitula, sed tantum leges dicantur, immò pro lege salicâ teneantur.* Cap. de l'an 801, Baluze, tome I. pag. 356.

» des loix , & qu'ils ont la même autorité que la
 » loi salique ».

(1) » Capitulaires de mon pere & de mon
 » aïeul (dit Charles-le-Chauve) que les fran-
 » çois ont reconnus pour loi , & que nos fideles ,
 » dans une assemblée générale , ont résolu d'ob-
 » server ».

(2) Le même prince exhorte ses féaux à lui
 représenter ce qui pourroit lui être échappé de
 contraire à la justice & au bien de ses sujets ,
 pour le corriger.

(3) « Nous voulons (dit-il) que nos féaux ,
 » par le conseil & le secours desquels nous de-
 » vons gouverner ce royaume qui nous est

(1) *Capitula avi & patris nostri quæ Franci pro lege
 tenenda judicaverunt, & fideles nostri in generali placito
 nostro conservanda decreverunt.* Chap. de l'an 870 ,
 Baluze , tome II , n. 8.

(2) *Et si forte subreptum nobis quidpiam , ut homini
 fuerit , competenter & fideliter , prout sublimitati regis
 convenit , & necessitatibus subditorum expedit , ut hoc
 rationabiliter corrigatur , vestra fidelis devotio admonere
 curabit.* Cap. de l'an 844 , Baluze , tome II , page
 6 , n. 5.

(3) *Consideravimus & statuimus ut fideles nostri ,
 quorum consilio & auxilio regnum nobis commissum gu-
 bernare debemus honorem & salvamentum habeant.* Cap. de
 l'an 865 , Baluze , tome II , page 202.

» confié , jouissent de l'honneur & de la sûreté
 » qui leur est due ».

Conséquence
 qui résulte de
 ces textes.

Toutes ces expressions prouvent un gouvernement modéré , dans lequel le monarque s'efforce de convaincre les peuples de la sagesse des loix qu'il leur donne , & anime le zèle de ses conseils pour faire parvenir la vérité jusqu'à lui ; mais elles prouvent aussi que , dans le temps même de ces assemblées , nos ancêtres ne reconnoissoient d'autre autorité que celle du roi ; vous trouvez par-tout un droit de *secours* , de *conseil* , de *représentations* assuré aux grands du royaume chargés de porter aux pieds du trône les vœux de la nation ; nulle part un droit d'opposition aux loix émanées de la seule autorité du monarque.

Enfin les formules de Malculfe qui remontent à la première race , nous ont conservé jusqu'à la forme du lit-de-justice tenu par le roi , assisté d'évêques , des grands du royaume , de ses officiers , de ses sénéchaux , du comte de Palais , & d'un grand nombre de féaux , pour juger les causes majeures de ses sujets (1).

(1) *Prologus de regis judicio, cum de magnâ re duo causantur simul. Cui dominus regendi curam committit, cunctorum jurgia diligenti examinatione rimari oportet, ut*

Observations sur le §. I^{er}.

M. l'abbé Mably a entendu comme M. de Montesquieu ces expressions de Tacite : *De minoribus rebus principes consultant , de majoribus omnes ; ita tamen ut ea quorum penes plebem arbitrium est , apud principes pertractentur* ; il en conclut que le gouvernement des germains étoit une véritable démocratie.

Il faudroit dire aristocratie, je l'ai prouvé.

Clovis , suivant l'auteur des observations , a apporté ce gouvernement dans les Gaules , & ce ne fut que sous la seconde génération que les rois réunirent toute l'autorité par la cessation des assemblées du champ de Mars.

Ce sentiment contredit formellement Grégoire de Tours , dans les deux morceaux que

Exposition
du système de
M. l'abbé Ma-
bly , dans ses
observations
sur l'histoire
de France.

M. l'abbé Ma-
bly convient
que son systê-

*juxta propositionis , vel dispositionis alloquia inter alter-
utrum salubris detur sententiâ ; quo fiat ut nodos cau-
sarum vivacis mentis acumen coerceat , & uti precum jus-
titia , illuc gressum deliberationis imponat ; ego cum nos
Dei nomine ibi in palatio nostro ad universorum causas
recto judicio terminandas , unâ cum dominis & patribus
nostris episcopis vel cum pluribus optimatibus nostris illis ,
referendariis domesticis illis , vel senechallis illis , partibus
illis , cubiculariis illis & illo comite palatii , vel reliquis quam
pluribus nostris fidelibus residerimus , ibique veniens iste , illum
interpellaverit cum diceret Malculfe , lib. I , 2. 25.*

me contredit
Grégoire de
Tours, his-
torien con-
temporain.
Ce qu'il ré-
pond.

j'ai cités. M. l'abbé Mably en convient; mais il rejette le témoignage (1) de cet historien contemporain.

« Les évêques (dit-il) accoutumés au pou-
voir arbitraire, sous des empereurs qui ne
respectoient aucune loi, n'avoient joui qu'en
tremblant des immunités qu'ils tenoient de
la piété de Constantin & de quelques-uns de
ses successeurs, ils ne les avoient conservées
qu'en avouant toujours qu'on pouvoit les
leur ôter. Le clergé plus instruit des ma-
nières de la religion, que de celles de la poli-
tique, & dont le propre est de conserver, par
une sorte de tradition, le même langage, crut
être sujet dans une monarchie, quand il étoit
devenu le premier corps d'une république.
Il ne s'aperçut pas que la nature de ses pri-
vileges avoit changé avec le gouvernement
des gaules, que les prérogatives qu'il ne
possédoit que d'une manière précaire sous les
empereurs romains, il les tenoit actuellement
de la constitution françoise, & qu'elles étoient
devenues des droits aussi sacrés que ceux de
tous les ordres de la nation ».

Réponse. Il seroit bien extraordinaire qu'un corps, &
le clergé sur-tout naturellement disposé à sanc-

(1) Tome I, première partie.

tifier ses privilèges par la liaison qu'ils ont avec la puissance spirituelle, se fût porté à dégrader volontairement ses droits pour en faire hommage à un prince temporel. Est-ce par de pareilles conjectures qu'on parviendra à affaiblir l'autorité d'un historien contemporain ?

M. l'abbé Mably (1) prouve très-bien, contre le pere Daniel, que dès l'instant de l'établissement des François dans les Gaules, les évêques eurent la première place dans les assemblées de la nation, qu'en l'absence du roi ils faisoient les fonctions de cette cour supérieure de justice que le prince présidoit, à laquelle on portoit par appel les sentences des comtes, pour les confirmer ou les casser ; j'ai donc eu raison de dire que Grégoire de Tours, reconnoissant, dans son discours à Chilperic, la puissance du monarque qui n'a d'autre juge que Dieu, parloit comme membre de la cour du roi.

Importance
de ce témoi-
gnage d'après
M. l'abbé Ma-
bly lui même.

A ces autorités on oppose des textes de la loi salique, de la loi des ripuaires (2), & autres dressées dans l'assemblée du champ de Mars.

M. l'abbé
Mably appuie
son système
de différents
textes de la
loi salique,

Mais en rapportant ces loix il ne falloit pas

(1) Remarques sur le chap. 2, n. 6.

(2) La loi des ripuaires étoit celle des habitants du rivage de la Meuse : leur nom vient de *ripá*, rivage. Voyez M. l'abbé Velly, tome I, histoire de Clovis I.

de celle des
ripuaires, &
autres. Ré-
ponse par ces
loix même.

omettre la préface que Baluze nous a conservée d'après les anciens manuscrits.

Cette préface, qui remonte à Thierry, fils de Clovis, prouve que ces loix furent rédigées à-peu-près dans la même forme que la compilation du corps de droit par Justinien, & nos coutumes dans le quinzième & seizième siècle, c'est-à-dire, de la seule autorité du roi.

« (1) Thierry, roi de France, étant à Châ-

(1) *Theodoricus rex francorum, cum esset Catalaunis elegit viros sapientes qui in regno suo legibus antiquis eruditi erant. Ipso autem dictante jussit conscribere legem francorum, almanorum & bajuvariorum, unicuique genti quæ in ejus potestate erat, secundum consuetudinem suam; addidit quæ addenda erant & improvisa & incompofita rescavit & quæ erant secundum consuetudinem paganorum, mutavit secundum legem christianorum; & quidquid Theodoricus rex propter vetustissimam paganorum consuetudinem emendare non potuit, post hæc Childbertus rex incoavit, sed & Clotarius rex perfecit, hæc Dagobertus omnia rex gloriosissimus, per viros illustres Claudium Chaudum, Indemagnum, & Agilulfum renovavit, & omnia vetera legum in melius transtulit, & unicuique genti scripta tradidit, quæ usque hodiè perseverant.*

Hoc decretum est apud regem & principes ejus & apud cunctum populum christianum qui intra regnum Marwigarum consistunt.

Cap. de Baluze, *Dagoberti regis capitulaire triplex*, anni 630, tome I, page 26.

» lons , choisit des gens sages & instruits dans
 » la science des loix , & il fit écrire *de son au-*
 » *torité la loi des francs , celle des allemands , &*
 » *celle des bavarois , pour que chacune des nations*
 » *qui étoit sous sa puissance fût régie par sa cou-*
 » *tume , il y ajouta ce qui étoit à ajouter , il re-*
 » *trancha ce qui avoit été peu réfléchi , & chan-*
 » *gea ce qui étoit relatif à l'usage des païens , pour*
 » *le rendre conforme à la loi des chrétiens , & ce*
 » que Thierry ne put corriger à cause de l'an-
 » cienne coutume des païens , Childebert &
 » Clotaire le réformèrent ; enfin le très-glorieux
 » roi Dagobert le renouvela par le conseil des
 » illustres Claude , Chaudon , Indemagne ,
 » & Agiluf , réforma toutes les anciennes loix ,
 » & les donna par écrit à chaque nation ,
 » telles qu'elles les observent encore aujour-
 » d'hui » .

Suit le-titre de ces loix :

Ceci a été ordonné par le roi , ses principaux
officiers , & tout le peuple chrétien , titre con-
 venable à une rédaction de coutumes anciennes ;
 mais qui ne laisse , après ce qui vient d'être dit ,
 aucune équivoque sur l'autorité dont ces loix
 étoient émanées.

L'auteur des observations prétend (1) que Charlemagne

(1) Livre II , chap. 1.

a-t-il rendu
à la nation la
puissance légis-
lative ?

Charlemagne rétablissant les assemblées du champ de Mars ou de Mai, rendit à la nation la puissance législative qu'elle avoit perdue sous les derniers rois de la première race.

Examen
d'une cita-
tion tirée de
l'Edit de Pistes.

Dans le nombre de capitulaires, tant de ce prince que de ses successeurs, cités par M. l'abbé Mably, j'en trouve un qui semble bien précis, c'est l'Edit de Pistes, de Charles-le-Chauve, en 864 (1) *la loi résulte (dit cet Edit) du consentement du peuple & de l'autorité du roi.*

En lisant cette phrase dans les observations de M. l'abbé Mably, & dans les livres des défenseurs du système républicain, on prendroit ce principe pour une loi fondamentale; mais que penser de la fidélité de la citation, quand il sera prouvé que ce peu de mots a été détaché d'un chapitre fort long, où il n'est nullement question de fixer l'étendue de la puissance législative du monarque, & que ce capitulaire présente même un sens tout contraire à celui qu'on lui prête.

(2) Il avoit été arrêté dans l'assemblée géné-

(1) Remarques, livre III, chap. 6. *Lex consensu populi fit & constitutione regis.*

(2) *Contra quorum malas insidias consensu & consilio fidelium statuimus, ut comes missum suum ad illam terram in qua domos quis habuit mittat & cum banire & manire*

rale que les seigneurs dont les normands avoient usurpé les terres, seroient contraints, sur une simple sommation, de se rendre à la cour de leurs comtes pour y juger & y être jugés, à peine de confiscation de leurs biens, & même de bannissement. Le roi fait une loi de cet arrêté ; d'où il résulte que le sens de la maxime citée est celui-ci :

« Nous avons réglé, par le conseil & consentement de nos vassaux, que..... mais *parce*
 » *que le consentement du peuple est insuffisant pour*
 » *la confection de la loi, si notre autorité ne s'y*
 » *joint*, nous voulons que les francs jurent
 » en vertu de notre présente ordonnance, que,
 » &c. &c. ».

Ainsi, non seulement ce capitulaire ne dit pas que le consentement du peuple soit nécessaire pour donner à la loi son complément ; mais il porte expressément que la délibération du peuple n'a force de loi qu'autant qu'elle est revêtue de la sanction du monarque.

*jubeat, & QUONIAM LEX CONSENSU POPULI
 FIT ET CONSTITUTIONE REGIS Franci jurare
 debeant quia SECUNDUM REGIUM MANDATUM
 NOSTRUM, ad justitiam reddendam, vel faciendam
 legibus banitus, vel manitus fuit. Capitulaires, tome II,
 page 177, n. 6.*

Le système
de M. l'abbé
Maurin réfuté
par le texte
même des
loix de Char-
lemagne.

Eriger Charlemagne en restaurateur du système républicain, c'est contredire tous les historiens; mais écoutons ce prince s'exprimer lui-même :

« (1) Charles, couronné par la grace de Dieu,

(1) « *Carolus divino nutu coronatus romanorum regens*
» *imperium, serenissimus augustus, omnibus ducibus, comi-*
» *tibus, &c.* ».

Anno incarnationis Domini nostri J. C. DCCCI. regni nostri in, Franciâ 23, in Italiâ 28. Cum in Italiam propter utilitatem sanctæ Dei ecclesiæ ac provinciarum disponendarum venissem, & multæ atque diversæ per urbes singulas ante conspectum nostrum quæstiones, tam de ecclesiasticis, quàm de publicis & privatis rebus discuterentur pleraque statuta recitata & romanâ seu Longobardâ lege competenti sententiâ terminata sunt, quædam vero in nostri examinis arbitrium ad tempus delata, quarum judicialis sententia à legistratoribus aut pœnitibus omissa est, aut à posteris oblivioni tradita; QUOCIRCA NOS CONSIDERANTES UTILITATEM NOSTRAM, ET POPULI A DEO NOBIS COMMISSI, EA QUÆ AB ANTECESSORIBUS NOSTRIS REGIBUS ITALIS, IN EDICTIS LEGIS LONGOBARDÆ AB IPSIS EDITÆ PRÆTERMISSA SUNT, JUXTA RERUM ET TEMPORIS CONSIDERATIONEM ADDEPERE CURAVIMUS, SOLLICITI UT NECESSARIA QUÆ LEGE DEFLECTANT SUPPLEANTUR, ET IN REBUS DUBIIS, NON QUORUMLIBET JUDICUM ARBITRIUM, SED NOSTRÆ AUTORITATIS SANCTIO PRÆVALERET. Baluze, tome I, page 345.

» empereur des romains , sérénissime auguste ,
 » à tous les ducs & comtes , &c.

» L'an de grace 801.....étant
 » arrivé en Italie pour l'utilité de la sainte église
 » & pour le gouvernement de ces provinces ,
 » plusieurs questions nous ont été présentées
 » par les différentes villes sur les matieres
 » ecclésiastiques publiques & privées. Le plus
 » grand nombre a été terminé par jugement
 » compétent , suivant la loi romaine & lom-
 » barde , plusieurs que les législateurs n'avoient
 » pas prévues , ou sur lesquelles les loix
 » étoient tombées en oubli , ont été remises
 » à notre décision. C'est pourquoi considé-
 » rant notre utilité & celle du peuple que
 » Dieu nous a confié , *nous avons eu soin*
 » *d'ajouter , suivant le temps & les circonstances ,*
 » *ce qui avoit été omis par nos prédécesseurs rois*
 » *d'Italie , dans les édits de la loi lombarde*
 » *par eux publiée , soigneux de suppléer les*
 » *articles nécessaires qui manquoient à la loi , &*
 » *de ne pas laisser les questions douteuses à l'ar-*
 » *bitrage des juges ; mais de les décider de notre*
 » *autorité royale* ».

C'est donc Charlemagne qui rend aux loix
 leur activité , qui explique celles qui sont obs-
 cures , qui en établit des nouvelles de sa seule
 autorité.

« (1) Nous avons appris (dit-il à Pépin son
 » fils, roi d'Italie) que quelques-uns de vos
 » sujets & des nôtres refusent de consentir &
 » d'obéir à certains chapitres que nous avons
 » ajoutés à la loi, & qu'ils ne veulent recon-
 » noître notre autorité sur ce point : vous savez
 » comment nous nous sommes expliqués avec
 » vous sur ces chapitres; ainsi nous vous aver-
 » tissons que vous ayiez à les faire publier &
 » que vous contraigniez vos sujets d'y obéir
 » dans toute l'étendue du royaume que Dieu
 » vous a confié ». Ce texte est encore cité par
 M. l'abbé Mably (2).

Il est donc démontré que le système de cet
 auteur est détruit par les autorités même qu'il
 invoque.

(1) *Aulivimus etiam quod quædam capitula quæ in
 lege scribi jussimus, per aliqua loca aliqui ex nostris &
 vestris dicant quod nos nequaquam illis hanc causam
 ad notitiam per nosmetipsos conditam habeamus, & ideo
 nolunt illis obedire, nec consentire, neque pro lege tenere;
 tu autem nosti quomodo & qualiter tecum locuti fuerimus
 de ipsis capitulis, & ideo admonemus tuam amabilem
 dilectionem, ut per universum regnum tibi à Deo com-
 missum ea nota facias, & obedire atque implere præcipias.*
 Lettre de Charlemagne à Pépin, roi d'Italie. Baluze,
 tome I, page 461; Dom Bouquet, tome V, page
 629.

(2) Tome I, page 402, dans ses remarques.

s. II.

De la nature des offices sous la première & sous la seconde race de nos rois. Des causes de ces deux révolutions & de l'origine du gouvernement féodal.

La foiblesse des derniers rois de la race de Clovis procura aux maires du palais le moyen de s'approprier la puissance qu'ils exerçoient au nom du monarque. Pépin, aidé du pape Zacharie, parvint à se placer sur le trône au préjudice de Childeric III.

Causes de la révolution arrivée à la fin de la première race.

Charlemagne son fils s'affura la vénération des peuples par la sagesse de son gouvernement, en même temps qu'il étonnoit l'Europe par la rapidité de ses conquêtes. Il conserva par la force le titre d'empereur d'Occident que le pontife romain lui avoit conféré sans aucun droit.

Ces usurpations des ministres de l'église que l'ambition avoient favorisées, devinrent funestes à Louis-le-Débonnaire. Ses propres évêques entreprirent de le dégrader, en le réduisant à la pénitence publique.

Causes de la révolution arrivée sous la seconde race.

Un trait si hardi de la part des sujets, & la soumission aveugle du monarque, prouvoient tant de puissance dans le clergé, tant d'ignorance &

tant de foiblesse dans le souverain & dans la nation, qu'elle devoit entraîner la ruine de la race de Charlemagne, si la providence ne suscitoit un prince égal à son fondateur pour la relever (1). Il ne s'en trouva pas. Les officiers

(1) La foiblesse de Louis-le-Débonnaire me rappelle un exemple bien contraire de S. Louis, le plus pieux de nos rois ; mais en même temps le plus soigneux de conserver son autorité qu'il regardoit, avec raison, comme le rempart de la tranquillité publique & du bonheur de ses peuples.

Joinville raconte que « tous les prélats de France, » se trouverent à Paris pour parler au bon roi S. Louis, » & lui faire une requête ; & quand il le fut, il se » rend au palais, pour là les ouïr de ce qu'ils vou- » loient dire. Ce fut l'évêque » Guy d'Auxerre. qui commença à dire » au roi, par le congié & assentement de l'assemblée : » Sire, sachez que tous ces prélats qui sont en votre » présence, me font dire que vous laissez perdre toute » la chrétienté, ah ! donc le bon » roi se signe de la croix, & dit : évêque, or me dites » comment se fait & par quelle raison ? Sire, fit » l'évêque, c'est pour en ce qu'on ne tient plus compte » des excommuniés. Pourtant, sire, » ils vous requierent tous à une voix & pour Dieu, » & pour ce que ainsi le devez faire, qu'il vous plaise » commander à vos baillifs & prévôts, & autres ad- » ministrateurs de justice, que où il sera trouvé, aucun » en votre royaume qui aura été an & jour conti-

du roi usurperent, dans leurs gouvernements, un pouvoir dont ils n'étoient que dépositaires, la monarchie fut divisée, ces gouverneurs ne reportant plus au roi que la foi & hommage, parvinrent enfin à disposer du trône. Ils y appelèrent Hugues Capet, comte de Paris, à l'exclusion de Charles V, duc de la basse Lorraine, oncle de Louis V, dit le Fainéant, le dernier des princes de la race de Charlemagne.

Tel est le tableau des deux principales révolutions que notre histoire nous présente.

Si vous en recherchez la cause, vous la trouverez dans le partage que nos rois avoient fait de leur autorité.

J'ai observé que les germains ne connoissoient

» nuellement excommunié, qu'ils le contraignent de
 » se faire absoudre par le prinse de ses biens; & le
 » saint homme répondit, que très-volontiers il com-
 » manderait faire de ceux qu'il trouveroit être tortion-
 » naires à l'église & à son prône, & l'évêque lui dit:
 » qu'il ne lui appartenait de connoître de leurs causes;
 » & à ce répondit le roi, qu'il ne le feroit autrement;
 » & disoit que ce feroit contre Dieu & raison, qu'il fit
 » contraindre à se faire absoudre ceux à qui les clercs
 » feroient tort, qu'ils ne fussent ouïs en leur en-
 » droit. & depuis ne ouit parlé
 » qu'il fût fait demandes de telles choses ».

Joinville, histoire de S. Louis, pages 14 & 15.

Comparaison
du gouverne-
ment des gau-
lois suivant
César, & de
celui des
francs sui-
vant Tacite.

que deux classes d'hommes, les nobles & les serfs.

(1) César nous représente le gouvernement des peuples qui habitoient les Gaules, comme une pure aristocratie gouvernée par les nobles & par les druides ou prêtres.

(1) César, *de bello gallico*, liv. VI. page 13.

In omni galliâ eorum hominum qui in aliquo sunt honore genera sunt duo; nam plebs penè servorum habetur loco quæ per se nihil audet & nulli adhibetur consilio; plerique quum ære alieno, aut magnitudine tributorum, aut injuriâ potentiorum premuntur, sese in servitutem dicant nobilibus. In eos eadem sunt jura quæ dominis in servos; sed de his duobus generibus alterum est druidum, alterum equitum; illis rebus civicis intersunt, sacrificia publica & privata procurant, religiones interpretantur, ad hos magnus adolescentium numerus disciplinæ causâ concurrit, magnoque ii sunt apud eos honore; nam ferè de omnibus controversiis publicis & privatis constituunt, & si quod est admissum facimus, sit cædes facta, si de hæreditate, de finibus controversia est, iidem decernunt præmia, pœnasque constituunt; si quis aut privatus aut publicus eorum decreto non stetit sacrificiis interdicit. Hæc pœna apud eos gravissima. Quibus est ita interdictum ii numero impiorum & sceleratorum habentur, iis omnes decedunt, aditum eorum sermonemque diffugiunt, ne quid ex contagione incommodi accipiant, neque iis petentibus, jus redditur, neque honos ullus communicatur. His autem omnibus druidibus præest unus qui summam inter eos habet auctoritatem. Hoc mortuo si quis ex reliquis excellit dignitate succedit; & si sunt plures, suffragio druidum eligitur.

Le peuple n'avoit aucun pouvoir, n'étoit admis à aucune délibération; il vendoit même souvent sa liberté & se réduisoit sous l'esclavage des nobles, pour acquitter ses dettes, pour se soustraire à l'énormité des impôts dont il étoit accablé, enfin pour se rédimer de la vexation.

Gouvernement aristocratique des gaulois; autorité des nobles, servitude du peuple.

Les prêtres, nommés druides, avoient l'inspection de tout ce qui intéressoit la religion; ils l'étendoient sur les autres parties du gouvernement qui y sont relatives. Instituteurs de la jeunesse & juges de la nation, tant au civil, qu'au criminel, la peine qu'ils prononçoient contre ceux qui refusoient de se soumettre à leurs décisions étoit une sorte d'excommunication, qui produisoit les mêmes effets extérieurs que celle lancée par nos pontifes, dans les temps postérieurs.

Pouvoir des druides. L'excommunication qu'ils prononçoient semblaient, quant aux effets extérieurs, à celle lancée par nos évêques dans le dixième siècle.

Je ne peux mieux vous représenter ces effets, qu'en vous rappelant l'excommunication prononcée en 998, par le pape Grégoire V, contre le roi Robert, pour le refus qu'il fit de se séparer de la reine Berthe sa cousine, qu'il avoit épousée sans dispense : « Tous les évêques qui avoient » eu part à ce mariage (dit M. le président » Haynault) vont à Rome faire satisfaction au » pape, les peuples & les courtisans même, » se séparent du roi, & ceux qui sont obligés

» de le servir, font passer par le feu toutes
 » les choses qu'il avoit touchées, pour les pu-
 » rifier ».

Effet du
 mélange des
 deux peuples
 depuis la con-
 quête. Dis-
 tinction des
 personnes.

Après avoir ainsi jeté un coup-d'œil sur les mœurs des francs & sur celles des gaulois, si vous cherchez dans notre histoire quelles furent les suites de la conquête & les effets du mélange de ces peuples, elle vous apprendra que les françois qui s'emparèrent des Gaules, partagerent les terres comme une partie du butin ; mais qu'ils n'en chassèrent pas les habitants, que le peuple, déjà serf sous les nobles gaulois, le devint sous les francs & que les prêtres prirent la place des druides, depuis la conversion de Clovis.

« (1) Pour le regard des françois (dit Loi-
 » seau) quand ils conquêterent les Gaules,
 » c'est chose certaine qu'ils se firent seigneurs
 » des personnes & des biens d'icelles. J'en-
 » tends seigneurs parfaits, tant en la seigneurie
 » publique qu'en la propriété ou seigneurie
 » privée.

» Quant aux personnes, ils firent les natu-
 » rels du pays serfs, non pas toutefois d'entiere
 » servitude; mais tels à-peu-près que ceux que
 » les romains appelloient *cenfuitos seu adscrip-*

(1) Traité des seigneuries, chap. 1, n. 54.

» *titios glebæ* ou *colonos*, seu *glebæ addictos*, qui
 » étoient deux diverses especes de demi-serfs,
 » s'il faut ainsi parler, dont les premiers sont
 » appelés, en nos coutumes, *gens de main-morte*,
 » *ID EST MORTUÆ POTESTATIS*, ou *gens*
 » *de pôte*, *ID EST ALIENÆ POTESTATIS*,
 » comme il est interprété dans un vieil arrêt de
 » l'an 1247, rapporté par Ragueau; & les der-
 » niers sont appelés *gens de suite* ou *serfs de*
 » *suite*, qui étoient sujets de demeurer dans le
 » territoire du seigneur, autrement pouvoient
 » être poursuivis & ramenés comme serfs fu-
 » gitifs.

» Mais quant au peuple vainqueur, il de-
 » meurera franc de ces deux especes de servi-
 » tudes, & exempt de toute servitude privée;
 » d'où est venu que les françois libres étant
 » mêlés avec les gaulois qui étoient demi-serfs,
 » le mot *Francs* qui étoit le nom propre de la
 » nation, a signifié cette liberté, ainsi que Pas-
 » quier a bien remarqué au cinquieme cha-
 » pitre du premier livre de ses recherches ».

Les terres conquises furent divisées en deux
 classes, les unes échurent aux francs en toute
 propriété, comme faisant partie du butin; elles
 furent nommées *terres saliques* ou *allodiales* (1);

Division des
 terres & de la
 tenure en fief.

(1) Abrégé de l'histoire de France, par M. le pré-

il n'est pas de mon sujet d'en parler; les autres appartenoient au roi. Il en réserva une partie pour le soutien de la majesté du trône, & abandonna la jouissance du reste aux gouverneurs des provinces, par forme de récompense des fonctions publiques qu'ils exerçoient. On nomma celles-ci *bénéfices* ou *fiefs*, car ces noms étoient synonymes; les ecclésiastiques ont retenu le premier, les laïcs le second.

« Quant aux terres de la Gaule (dit encore
 » Loiseau au même lieu), les françois victo-
 » rieux les confisquerent toutes, c'est-à-dire,
 » attribuerent à leur état, l'une & l'autre sei-
 » gneurie d'icelles, & hors celles qu'ils retin-
 » rent au domaine du prince, ils distribuerent
 » toutes les autres, par climats & terroirs, aux
 » principaux chefs de leur nation, donnant à
 » tel toute une province à titre *de duché*, à tel
 » autre un pays de frontiere, à titre de *mar-*
 » *quisat*, à un autre une ville avec son terri-
 » toire adjacent, à titre *de comté*, bref à d'autres
 » des châteaux & villages avec quelques terres
 » à l'entour, à titre de *baronnie* & *châtellenie*, ou
 » simple *seigneurie*, selon les mérites particuliers
 » de chacun, & selon le nombre de soldats qu'il

sident Haynault; remarques particulieres à la fin de l'histoire de la seconde race.

avoit

» avoit sous lui, car c'étoit tant pour eux que
 » pour leurs soldats.

» Mais ces terres ne leur étoient baillées
 » au meilleur titre, pour en jouir en parfaite
 » seigneurie; mais voulant établir une monar-
 » chie assurée, ils retinrent par-devers l'état,
 » non seulement la seigneurie publique; mais
 » aussi se réservèrent un droit de seigneurie pri-
 » vée qui n'a point été connu par les romains;
 » droit que nous avons appelé *seigneurie directe*,
 » qui est une espece ou un degré de seigneurie
 » privée; car ils ne donnerent pas ces terres
 » à leurs capitaines pour en jouir en toute fran-
 » chise & sans prestation ou redevance aucune;
 » mais les baillèrent à titre de fief, c'est-à-dire,
 » à la charge d'assister toujours le prince sou-
 » verain en guerre; invention qui avoit été
 » connue par les empereurs romains, lesquels,
 » pour assurer leurs frontieres, s'aviserent de
 » donner les terres d'icelles à leurs capitaines
 » & soldats plus signalés, par forme de récom-
 » penses ou bienfaits, qu'aussi appellerent-ils
 » *benefices*, & à la charge de les tenir seulement
 » pendant qu'ils seroient soldats.

» Mais non seulement (ces gouverneurs)
 » avoient le commandement au fait de la guerre;
 » mais ils avoient aussi l'administration de la jus-
 » tice, pour ce qu'en ces nations belliqueuses,

De la réu-
 nion de tous
 le pouvoirs
 dans la main
 des officiers
 du roi posses-
 seurs des
 fiefs.

» il n'y avoit point d'autres officiers princi-
 » paux que ceux de la guerre, qui quant &
 » quant exerçoient la justice au temps de
 » paix. d'où s'ensuit que la charge de
 » ces capitaines étoit office & fief tout en-
 » semble, office en tant qu'ils avoient l'admi-
 » nistration & des armes & de la justice, fief
 » en tant qu'ils étoient seigneurs de leur ter-
 » ritoire, lequel ils tenoient en fief de leur
 » prince souverain, à la charge de l'assister en
 » guerre ».

Ces officiers
 étoient à vie ;
 même révo-
 cables à vo-
 lonté.

On ne trouve point encore ici le gouverne-
 ment féodal proprement dit ; car ces officiers
 n'avoient pas usurpé la propriété de leurs gou-
 vernements. On ne peut pas même douter que
 dans l'origine, ils ne fussent révocables à la
 volonté du monarque ; c'est ce que nous ap-
 prend (1) le livre des fiefs dont les constitu-
 tions remontent aux premiers empereurs des-
 cendants de Charlemagne, & par conséquent

(1) Dumoulin, préface du titre des fiefs, n. 26
 & 27.

*Antiquissimo tempore sic erat in dominorum potestate
 connexum, ut quando vellent, possent auferre rem in feudum
 à se datam ; postea verò eventum est ut per annum tantum
 firmatum haberent, deinde statutum est ut usque ad vitam
 fidelis produceretur. liber feudorum,
 T. I, §. I.*

au commencement de la seconde race de nos rois (1). Grégoire de Tours rapporte qu'Ennode, duc de Tours & de Poitiers, fut destitué de son office par le roi Childebert, à l'instigation des comtes de ces villes. La grande chronique, sous le regne de Louis-le-Débonnaire, fait mention d'un duc d'Aquitaine, nommé Aldérique, qui s'étant ligué avec le comte de Toulouse, fut amené devant le roi en parlement, exilé, & privé de son duché ; « car (dit la chronique) si » n'étoient ces duchés par héritages, ains étoient » baillés, comme baillifs, que l'on mettoit & » ostoit à temps ».

Ce prince envoyoit des officiers dans les provinces pour examiner la conduite des comtes ; usage qui s'est conservé long-temps. On les appelloit *messagers du roi*, ou commissaires départis *missi dominici* (2).

Commissaires
envoyés par
le roi pour
examiner la
conduite des
comtes.

(1) *Ennodius cum ducatum urbium Turonicæ atque Pictaviæ administraret adhuc, & vici Julienfis de Benarnæ urbium principatum accipit ; sed euntibus comitibus Turonicæ atque Pictavæ urbis ad regem Childebertum, obtinuerunt à se removeri. Ille vero ubi se remotum de his sensit, ad civitates superius memoratas propinat, sed dum in his commoraretur mandatum accepit ut se ab eisdem removeret, & sic accepto otio ad domum suam reversus privati operis curam gerit.* Grégoire de Tours, liv. IX, ch. 5.

(2) « En cette année li empereres tint général parle-

Charles-le-Chauve est le premier de nos rois qui se soit engagé à ne pas révoquer ses officiers sans cause.

Résumé de ce qui vient d'être dit.

Cependant dès le regne de Charles-le-Chauve, (1) nos rois s'étoient engagés à ne priver, sans cause, aucun de leurs officiers des honneurs & de l'autorité qu'ils leur avoient confiée.

Réunissons ces faits.

J'ai prouvé que depuis la conquête des Gaules par les francs, le commandement des trou-pes avoit été uni à l'administration de la justice & de la police ; ainsi chaque officier du roi avoit toute la puissance publique dans son gouvernement.

Sur la fin de la première race s'éleverent les maires du palais, qui de la dignité de grands-maîtres de la maison du roi (2) parvinrent,

» ment à Es-la-Chapelle. Par toutes les provinces
 » de son royaume envoya preux homes & loiaus de
 » son palais & esprovés en droit pour amender les
 » torts faits, & pour faire à chacun droit de justice ».
 Grande chronique, gestes de Louis-le-Débonnaire ;
 recueil des historiens de France, tome VI, page 138.

(1) *Volumus ut omnes fideles nostri certissimum teneant, neminem cujuslibet ordinis ac dignitatis, nostro inconvenienti l'bitu, aut alterius calliditate, vel injusta cupiditate promerito honore debere privari, nisi justitiæ judicio & aequitate distante.* Capitulaires, tome II, page 6. L'ordonnance de 1467 paroît avoir été dressée sur ce capitulaire.

(2) M. de Foucemagne a parfaitement prouvé, dans le mémoire que j'ai déjà cité, que la dignité de maire

sous les derniers descendants de Clovis, à s'emparer de toute l'autorité. Il n'est pas surprenant qu'après une suite de monarques ou enfants ou imbécilles, des officiers si puissants aient enfin réussi à placer la couronne sur leur tête.

Vous avez vu quelle autorité le clergé avoit acquise, sous les premiers rois de la seconde race. Les ecclésiastiques étoient dès-lors en possession de grands fiefs, qui leur communiquent la puissance civile & militaire. Ils l'exerçoient par eux-mêmes (1), ou ils la faisoient exercer par leurs officiers, & ces fiefs donnés à l'église n'étoient pas révoqués par mort, comme ceux concédés aux laïcs; ils étoient transmis de droit au successeur au bénéfice.

du palais répondoit, sous nos premiers rois, à celle de grand-maître de la maison, que ce n'est qu'après la mort de Dagobert I^{er}. qu'ils obtinrent le commandement de l'armée & l'administration du royaume.

Mémoires de l'académie des belles-lettres, tome X.

(1) Les évêques, les moines alloient souvent à la guerre, même sous les rois de la troisième race. (*Voyez la vie de l'abbé Suger*). On trouve dans les registres du parlement un arrêt de 1280 qui ordonne à l'évêque de Limoges de se rendre en personne à l'armée du roi, à la tête de ses vassaux. Registres *olim* année 1280.; Lettres historiques, seconde partie, page 226. Notre histoire fournit une multitude d'exemples de ces abus.

A l'exemple des ecclésiastiques, les ducs, les comtes & les autres seigneurs se perpétuerent, pendant les troubles qui agiterent le royaume sous les derniers rois de la seconde race, dans les domaines qui étoient la récompense des fonctions civiles & militaires qu'ils exerçoient. Ainsi les fiefs devinrent patrimoniaux; les seigneurs ne reconnurent plus dans le monarque que la suzeraineté, c'est-à-dire, le droit d'exiger d'eux la foi & hommage & le service militaire, quand il convoquoit le ban & l'arrière-ban. L'anarchie résulta de ce démembrement; car il est impossible de donner un autre nom à l'état du royaume sur la fin de la seconde race.

« Enfin la nation se réunit (dit M. le président Haynault (1)) en faveur de Hugues Capet, comte de Paris, qu'elle choisit pour roi, c'est-à-dire, pour seigneur suzerain des fiefs qui partageoient ce vaste empire ».

Conclusion.
Quelle fut la
cause des
deux révolu-
tions.

Le défaut d'une règle uniforme dans l'ordre de la succession à la couronne, presque toujours partagée dans les premiers temps, & l'immensité des conquêtes de Charlemagne, altérèrent sans doute la puissance de nos rois; mais je crois avoir prouvé que la principale cause de ces révolutions fut la réunion de trois abus, la

(1) Règne de Hugues Capet, année 987.

propriété des offices, le concours de la puissance civile & militaire, entre les mains des principaux officiers du roi, & le partage des terres attribuées aux officiers.

C'est encore la réflexion du judicieux Loiseau (1). « Beau trait d'état (le partage de
 » la puissance civile & militaire) que je puis
 » dire être le principe & la cause de la manutention & du repos de ce royaume ; trait que
 » ni les romains, ni nos anciens françois ne
 » s'étoient avisés de pratiquer ; car leurs principaux officiers avoient en leur détroit la
 » charge & des armes & de la justice, & des finances, & tout ensemble. dont aux
 » uns & aux autres il est survenu plusieurs
 » mutations ; ayant les *præfecti pretorio*, même
 » les simples gouverneurs des provinces de
 » l'empire romain, plusieurs fois troublé, &
 » même envahi l'empire, & *en France les maires
 » du palais, par le moyen de la surintendance qu'ils
 » avoient de ces trois fonctions, ayant par deux
 » fois usurpé le royaume* (2) ; & les ducs &

Sentiment
de Loiseau.

(1) Traité des offices, chap. 1.

(2) Il semble qu'on ne doit compter qu'une seule usurpation par les maires du palais, à moins que Loiseau ne veuille parler de celle de Pepin - Heristel, aïeul de Pepin-le-Bref, après la défaite de Thierry III,

» comtes, qui étoient gouverneurs des provinces,
 » ayant par ce moyen usuré la propriété de leurs
 » détroits avec puissance souveraine ».

Observations sur le §. II.

On répond
 à quelques
 critiques.

(1) Je recueille avec soin toutes les critiques; en voici une qui me paroît exiger une explication.

« On suppose que les françois s'emparèrent
 » des gaules & partagerent les terres comme
 » une partie du butin; mais qu'ils n'en chas-
 » serent pas les habitants que le peuple, déjà
 » serf sous les nobles gaulois, le devint sous les
 » francs, & que les prêtres chrétiens prirent
 » la place des druides depuis la conversion de
 » Clovis. Mais l'établissement de la religion
 » dans les gaules ne date-t-il que du regne de
 » Clovis, & peut-on dire qu'ils ont existé jus-
 » qu'à ce moment? Les historiens font men-
 » tion de saint Remy & de la métropole de
 » Rheims avant la naissance de Clovis. Ils rap-
 » portent que la seconde belgique, après avoir

en 690; mais elle fut de courte durée, puisque deux ans après, en 692, Pepin régna sous le nom de Clovis III. Abrégé chronologique de M. le président Haynault.

(1) Mercure de France, Janvier 1778, second volume.

» recouvré sa liberté, en chassant les romains
 » avec le secours de Clovis, & avoir joui de
 » son indépendance, pendant plus de deux ans,
 » s'assembla afin de choisir Clovis pour roi, &
 » que les évêques étoient de cette assemblée.
 » Ce qui formoit la nation étoit donc réputé
 » catholique. Les évêques & les nobles ne de-
 » vinrent point serfs; mais ils laissèrent seule-
 » ment dans la servitude ceux qui y étoient.
 » On ne peut pas dire que la plus grande partie
 » du peuple fut dans la servitude, & qu'il n'y
 » eut que quelques gaulois qui eussent con-
 » servé leur liberté, puisque tous les gens
 » d'église étoient libres, & que les évêques
 » étoient presque tous nobles. C'étoit assez
 » souvent parmi les grands que l'on éliroit les
 » évêques, & la nécessité y obligeoit, parce
 » que les francs étoient néophytes & par con-
 » séquent incapables en cette qualité d'être
 » élus, & que l'ignorance d'ailleurs devoit les
 » exclure de cette dignité ».

--- Il est certain qu'une grande partie des
 gaules étoit chrétienne avant la conquête de
 Clovis; ainsi les ministres de l'église étoient déjà
 substitués aux druides; mais ce changement
 fut universel depuis la conversion de Clovis.

Quant au partage des terres & au gouver-
 nement des gaulois depuis la conquête, j'ai

suivi, dans ce paragraphe, l'opinion de Loiseau qui explique fort clairement la nature des *fiefs*, des *benefices*, & des terres allodiales, sous la première race. En rapprochant ce que Tacite rapporte des mœurs des germains, & César de celles des gaulois, on remarque que presque tout le peuple étoit serf, au moins tous ceux qui n'étoient ni ecclésiastiques, ni nobles. Il est certain que Clovis conserva aux nations gauloises qui se soumirent à sa domination, & leurs loix & leur forme d'administration. Il est vraisemblable même que plusieurs peuples vaincus jouirent de cet avantage, malgré leur résistance. De là la distinction qu'on trouve dans la loi salique du romain convive du roi, du romain possesseur de terres, du romain tributaire. Les villes avoient des sénats composés de nobles; ils subsistèrent après la conquête. On peut voir tous ces détails dans les discours de M. Moreau; mais il n'est pas moins constant que l'autorité souveraine & absolue demeura à Clovis & à ses successeurs, & qu'il établit des gouverneurs dans chaque province. Ces gouverneurs furent tirés du corps des francs, & même des gaulois sous les titres de *leudes*, d'*anstrutions* (1), de *ducs*,

(1) *Trustis* signifie *fides*, foi, dans le langage du temps. Ainsi les *antrustions* étoient ceux qui avoient

comtes, marquis, barons. Clovis & ses successeurs leur distribuerent des *fiefs*, ou *bénéfices*, qui leur donnoient un territoire dans lequel ils exerçoient les fonctions civiles & militaires. Voyez la formule de ces lettres, tirée des *formules de Malcuſe*. deuxieme discours de M. Moreau, page 58.

« Les terres saliques, dit M. le président
 » Haynault (1), étoient celles qui échurent
 » (aux francs) par la conquête, & elles
 » étoient héréditaires. Les bénéfices militaires
 » institués par les romains, avant la conquête
 » des francs, étoient un don du prince, & ce
 » don n'étoit qu'à vie. Il a donné son nom aux
 » bénéfices possédés par les ecclésiastiques. Les
 » gaulois de leur côté, réunis sous la même
 » domination, continuerent à jouir, comme du
 » temps des romains, de leurs possessions en
 » toute liberté, à l'exception des terres sali-
 » ques dont les françois s'étoient emparés. . .

prêté serment de fidélité au roi, & assistoient à ses conseils, en attendant que le monarque leur conférât un duché, un comté &c. *ses fœux*. Il en étoit de même à-peu-près des *leudes*, mot que l'on traduit en latin par celui de *vassus*, vassal. Voyez le troisieme discours de M. Moreau.

(1) Remarques à la fin de la seconde race.

» les uns & les autres , quelle que fût leur naif-
 » fance , avoient droit aux charges & aux gou-
 » vernements , & étoient employés à la guerre ,
 » fous l'autorité du prince qui les gouver-
 » noit. *La constitution du royaume de France ,*
 » *est si excellente , qu'elle n'a jamais exclu &*
 » *n'exclura jamais les citoyens nés dans le plus*
 » *bas étage , des dignités les plus relevées ».*
 Mathaël , réponfe au livre d'Horman intitulé
Franco-gallia.

Déclamation
 de M. l'abbé
 Mably contre
 Dumoulin &
 Loifeau, fon-
 dée fur la
 profeffion fo-
 lemnelle
 qu'ils font ,
 de foumiffion
 à l'autorité
 du roi.

« En lifant Dumoulin & Loifeau, qu'on ap-
 » pelle par habitude les lumieres du barreau
 » (dit M. l'abbé Mably (1)), on a quelque
 » peine à concevoir comme ils confervent
 » leur ancienne réputation. Elle devroit être
 » un peu déchue depuis qu'on met de la dia-
 » lectique dans les ouvrages , qu'on raifonne
 » fur les idées & non pas fur des mots , qu'on
 » commence à connoître le droit naturel , qu'on
 » le regarde comme la bafe & le fondement du
 » droit politique & civil, que des favants ont
 » publié une foule de monuments précieux qui
 » nous mettent à portée de connoître notre
 » hiftoire & notre droit public. J'avois d'abord
 » eu deffein de recueillir les principales erreurs
 » de ces deux jurifconfultes fur les matieres

(1) Livre III , chap. 2 , dans les remarques.

» relatives à nos antiquités , & les réfuter dans
 » une remarque ; mais j'ai vu avec effroi qu'il
 » me faudroit composer un gros ouvrage. D'ail-
 » leurs la conversation de quelques gens de
 » robe m'a fait soupçonner qu'on ne révere
 » encore la doctrine de ces deux écrivains, que
 » parce qu'on les lit peu, quoiqu'on les cite
 » souvent. Dumoulin, très-supérieur à Loiseau ,
 » étoit un très-grand génie ; c'étoit le plus grand
 » homme de son siècle. S'il renaîssoit dans le
 » nôtre, il rougiroit de ses erreurs & nous
 » éclaireroit ».

Cette déclamation de M. l'abbé Mably se trouve à la suite de plusieurs citations, dans lesquelles Dumoulin établit (1) : « que nous
 » devons fidélité au roi , non seulement comme
 » à notre suzerain ; mais principalement comme
 » à notre roi : car il est un grand nombre de

(1) *Fidelitas supremo regi nostro, non solum debita est ut supremo domino feudali, sed multò magis ut regi; multa enim sunt feuda non dependentiâ à rege, sed ab allaudiis quæ à nullo moventur, nec à rege quidem; sed nullus est locus in hoc regno qui non subsit supremæ jurisdictioni & majestati regiæ, ne facer quidem, ut dixi. Aliud jurisdictio & majestas regiæ, aliud dominum directum feudale vel censuale, & eorum recognitio.* Dumoulin, sur la coutume de Paris, paragraphe 1, glose 6, in verbo **MOUVANT DE LUI**, n. 12.

» fiefs qui ne relevent pas du roi , mais d'al-
 » leux qui ne sont dans la directe d'aucun sei-
 » gneur ; au contraire , il n'est aucun lieu dans
 » le royaume , ni sacré ni profane , qui ne soit
 » soumis à la souveraine juridiction & à la
 » puissance du monarque ».

Perpétuité
 de cette doc-
 trine.

L'auteur des observations avoit cité un peu plus haut, ces paroles de Bouteillier en sa somme rurale. Livre II, titre 1.

« Sachez que le roi de France est empereur
 » en son royaume, peut faire ordonnances qui
 » tiennent & valent loi, ordonner & consti-
 » tuer toutes constitutions ».

Tel est en effet la doctrine de tous les juriscultes françois.

Je m'interdis toutes réflexions, sur l'amertume de la critique de M. l'abbé Mably, pour me renfermer dans l'examen des monuments qu'il cite.

M. l'abbé Mably prétend que les francs ne réduisirent point les gaulois en servitude, qu'ils ne partagerent point leurs terres ; comment il le prouve ?

Les francs ne réduisirent pas les gaulois en servitude, ils ne partagerent point leurs terres.

« Nous avons (dit M. l'abbé Mably) (1) la
 » preuve de cette vérité dans le chapitre 43
 » de la loi salique, qui regle les compositions
 » par lesquelles on rachetoit la vie du meurtrier
 » pour le soustraire à la vengeance de la famille

(1) Livre I, chap. 2, dans ses remarques.

» du mort , suivant l'usage des germains , attesté
 » par Tacite (1) ».

(2) La composition pour le meurtre d'un *gaulois ou romain* , (car ces termes sont ici synonymes) convive du roi , est de 300 sols. Les gaulois n'étoient donc pas serfs , puisque quelques-uns d'entr'eux avoient l'honneur de manger à la table du roi.

— Il est certain , par le témoignage de Tacite (3) , que la culture des terres étoit abandonnée aux serfs chez les francs. Il est certain , d'après César , que presque tout le peuple gaulois étoit serf. Il est prouvé , par la multitude des affranchissements que nous connoissons , que la servitude a été très - commune en France (4). Que les nobles qui formoient le sénat des villes chez les gaulois aient conservé leur liberté , que plusieurs d'entr'eux fussent appelés à la cour du monarque , quoique dans un rang inférieur aux francs , (comme il paroît par les compositions mêmes) (5) , ou que ces gaulois ,

(1) Voyez le paragraphe premier de cette partie.

(2) *Si quis romanum hominem convivam regis occiderit. sol. 300. Culpabilis judicetur.*

(3) Voyez le paragraphe précédent.

(4) Voyez dans le §. III , les preuves de ce fait.

(5) *Si quis eum hominem occiderit qui in truce dominicâ est. sol. 600. Culpabilis judicetur.*

convives du roi , fussent des serfs , devenus , par l'affranchissement , capables des premières dignités de l'état , comme il arriva dès la seconde race (1), c'est une recherche plus curieuse qu'utile.

Il est constant que les francs s'emparèrent d'une grande partie des terres des peuples vaincus. La preuve résulte de l'immensité du domaine de nos premiers rois , & des bénéfices qu'ils distribuerent à leurs officiers. Ces faits sont avoués par M. l'abbé Mably.

De l'administration de la justice & des commissaires envoyés par le roi dans les provinces , sous la première & la seconde race.

L'administration de la justice étoit entre les mains des ducs, des comtes, & de leurs vicaires, qui appelloient avec eux un certain nombre de ces *scabins*, ou échevins qui formoient chez les gaulois le sénat des villes, tellement soumis à la puissance du monarque, qu'il donnoit aux commissaires qu'il envoyoit dans les provinces le droit de les destituer, se réservant le même droit sur les ducs & les comtes.

(1) C'est ainsi qu'Ebbon , archevêque de Rheims , avoit été tiré par Louis-le-Débonnaire de la servitude ; *fecit te liberum* (lui dit Tegan , en lui reprochant son ingratitude) , *non nobilem , quod est impossibile post libertatem ; vestivit te purputâ & pallio , & tu induisti eam cilicio*. Voyez la vie de Louis-le-Débonnaire , dans le recueil des historiens de France ; & M. l'abbé Mably lui-même , tome I , page 2 , ch. 5 , dans les remarques.

Je vous ai cité la destitution d'Ennode , duc de Tours & de Poitiers , par Childebert , sous la première race.

« (1) Que nos commissaires (dit un capitulaire de l'an 829) , renvoient les évêques qui auront prévariqué , & qu'ils en choisissent d'autres du consentement du peuple ».

Le roi avoit ses leudes , ses féaux , ses antrustions qui formoient son conseil , & qui lui prêtoient serment de fidélité (2).

On trouve dans le recueil des capitulaires la formule du serment respectif des féaux & du roi , sous Charles-le-Chauve.

Conseil du roi. De qui composé ?

Serment respectif du roi , de ses féaux , sous Charles-le-Chauve.

Serment des féaux.

« (3) Autant que je pourrai & saurai , avec

(1) *Ut missi nostri, ubicumque malos scabinos invenerint ejiciant; & totius populi consensu in loco eorum alios eligant.* Cap. anni 829.

Voyez le paragraphe V, *infra*.

(2) Malculfe , liv. I , page 18.

(3) Cap. anni 858 ; Baluze , tome II , page 99.

Quantum sciero & potero, Domino adjuvante, absque ulla dolositate & CONCILIO ET AUXILIO, secundum meum ministerium, & secundum meam personam, fidelis vobis adjutor ero, ut illam potestatem quam in regio nomine & regno vobis Deus concessit ad ipsius voluntatem & ad vestram, ac fidelium vestrorum salvationem, cum debito honore & vigore tenere & gubernare possitis, & pro

» l'aide de Dieu & sans aucune fraude, je vous
 » aiderai *de mon conseil & de mon secours*, selon
 » mon ministère & selon mes forces, afin que
 » vous exerciez, suivant la volonté de Dieu,
 » & pour le salut de vous & de vos féaux,
 » avec l'honneur & la force qui vous appar-
 » tiennent, cette puissance que Dieu vous a
 » donnée comme roi, pour le gouvernement du
 » royaume, & aucune considération humaine
 » ne me détournera de ce devoir, autant que
 » Dieu m'en donnera l'intelligence & le pou-
 » voir.

*nullo homine, non me inde retraham, quantum Deus mihi
 intellectum & possibilitatem donaverit.*

*Et ego (Carolus) quantum sciero & rationabiliter po-
 tero, Domino adjuvante, unumcumque vestrum, secundum
 suum ordinem & personam, honorabo & honoratum ac sal-
 vatum, absque dolo ac damnatione, vel deceptione con-
 servabo, & unicuique competentem legem & justitiam con-
 servabo, sicut fidelis rex suos fideles per rectum honorare
 & salvare, & unicuique competentem legem & justitiam,
 in unoquoque ordine conservare : & indigentibus & rationa-
 biliter petentibus rationabilem misericordiam debet impen-
 dere, & pro nullo homine ab hoc, quantum dimittit hu-
 mana fragilitas, per studium & malevolentiam, vel ali-
 cujus indebitum hortamentum deviabo, quantum mihi Deus
 intellectum & possibilitatem donaverit, & si per fragili-
 tatem contra hoc mihi subreptum fuerit, cum hoc recogno-
 vero, voluntariè illud emendare curabo.*

» Et moi Charles, autant que je saurai &
 » pourrai raisonnablement, avec l'aide de Dieu,
 » j'honorerai chacun de vous, selon son rang &
 » sa dignité, & je vous conserverai l'honneur
 » & la sûreté, sans aucun dol, ni fraude, &
 » je conserverai à chacun la loi qui lui appar-
 » tient, ayant soin que la justice lui soit ren-
 » due, comme un bon roi doit procurer à ses
 » féaux l'honneur & la sûreté, conserver à cha-
 » cun, dans son ordre, la loi qui lui appar-
 » tient, lui rendre justice & faire miséricorde
 » à ceux qui en ont besoin & la lui deman-
 » dent avec raison, & autant que la fragilité
 » humaine peut le permettre, & que Dieu m'en
 » donnera la connoissance & le pouvoir, je ne
 » m'écarterai de ces regles par passion, mau-
 » vaise volonté, ou instigation injuste, & si
 » quelque chose de contraire m'avoit été surpris
 » par fragilité, lorsque je l'aurai reconnu, j'aurai
 » soin de le faire corriger ».

Serment du
roi.

Ce serment prouve que le droit des féaux se réduisoit au *conseil & à l'aide*.

Dira-t-on que le roi s'engageoit à conserver à chacun la loi qui lui appartenoit, ces loix particulieres & personnelles que le romain, le got, le ripuaire, le franc, &c. conservoient nonobstant le mélange de ces peuples? Concluerait-on de ces termes du serment que l'au-

Réponse à
une objec-
tion plus
spécieuse
que solide.

torité de nos rois étoit impuissante pour effacer cette bigarrure dont il n'existe encore que trop de vestiges dans nos loix ?

Cette objection suffiroit pour faire connoître combien le système de ceux qui entreprennent de mettre des entraves à la puissance royale est contraire au bien public ; mais la réponse de fait se trouve dans la serment de Philippe I^{er}. en 1059 ; tel qu'il est rapporté dans les preuves des libertés de l'église gallicane (1).

Serment de
Philippe I^{er}.
en 1059.

« Moi Philippe, par la grace de Dieu , *futur*
» *roi des françois*, je promets devant Dieu &
» ses saints, en ce jour de mon sacre, que je

(1) Première partie , chap. 7.

Ego Philippus , Deo propitiante , mox futurus rex francorum , die ordinationis meæ , promitto coram Deo & sanctis ejus , quod unicuique de vobis commissis , canonicum privilegium , & debitam legem , atque justitiam conservabo , & defensionem , quantum potero , adjuvante Domino , exhibebo , sicut rex in suo regno unicuique episcopo & ecclesiæ sibi commissæ per rectum exhibere debet ; populo quoque nobis credito me dispensationem legum in suo jure consistentem nostrâ auctoritate concessurum .

Philippe est nommé *futur roi des François* , parce que Henri I^{er}. son pere étoit encore vivant. Ce fut de l'autorité de ce prince que Philippe , alors âgé de sept ans , fut sacré & couronné à Rheims en 1059. Abrégé chronologique de M. le président Haynault.

» conserverai à chacun de vous les privilèges
 » portés par les canons de l'église, & les droits
 » qui lui appartiennent, accordant protection
 » & défense à chacun, autant que je pourrai,
 » avec l'aide de Dieu, comme un roi doit dans
 » son royaume protection aux évêques & à
 » l'église qui lui est commise. Je promets aussi
 » au peuple qui m'est confié de lui donner de
 » mon autorité des loix suivant le droit de cha-
 » cun ».

Vous appercevez dans ce serment la distinction des loix divines, des loix conservatrices de la liberté & de la propriété des sujets que le monarque est dans l'heureuse impuissance de changer, & des loix positives dont il est seul dispensateur.

Les termes des formules ont changé ; mais leur esprit est le même.

(1) *Version du serment de Henri IV & de ses successeurs tirée du cérémonial françois.*

Serment
 de Henri IV,
 & de ses suc-
 cesseurs.

(1) *Hæc populo christiano & mihi subdito in Christi promitto nomine, ut ecclesia Dei, & omnis populus christianus veram pacem nostro arbitrio in omni tempore servet.*

Item ut omnes rapacitates & omnes iniquitates omnibus gradibus interdiciam.

Item ut in omnibus judiciis æquitatem & misericordiam

« Je promets au nom de Jesus-Christ ces
» choses aux chrétiens à moi sujets.

» Premièrement, je mettrai peine que le
» peuple vive paisiblement avec l'église de
» Dieu. Outre, je tâcherai faire qu'en toutes
» occasions cessent toutes rapines & toutes ini-
» quités. Outre, je commanderai qu'en tous
» jugements l'équité & miséricorde aient lieu.
» A cette fin que Dieu clément & miséricor-
» dieux fasse miséricorde à moi & à vous.

» Outre, je tâcherai, en mon pouvoir & bonne
» foi, de chasser de ma juridiction & terre de
» ma sujétion tous hérétiques dénoncés par
» l'église, promettant par serment de garder
» tout ce qui a été dit. Ainsi Dieu m'aide & ces
» saints évangiles de Dieu ».

Conclusion. Je ne m'occuperai pas de rechercher avec
M. l'abbé Mably, si la juridiction fut attachée
dès l'origine aux bénéfices que nos rois distri-

*præcipiam, ut mihi & vobis indulgeat suam misericordiam
clemens & misericors Deus.*

*Item de terrâ meâ ac jurisdictione mihi subditâ uni-
versos hæreticos ab ecclesiâ damnatos pro viribus bonæ fidei
exterminare studebo.*

*Hæc omnia sic prædicta firmo juramento, sic me Deus
adjuvet & sancta Dei evangelia.*

Cérémonial françois, page 361. Le serment de
Louis XIII est le même, page 410.

buerent à leurs officiers, si ces bénéfices étoient devenus héréditaires, même sous la première race, par le traité d'Andely entre Childebert & Gontran, traité qui fut violé presque au moment auquel il fut fait, si les maires du palais ayant absorbé toute la puissance publique, Charles Martel créa de nouveaux bénéfices, d'abord à vie, ensuite héréditaires. Il me suffit d'avoir démontré, par les monuments les plus anciens, par ceux même cités par M. l'abbé Mably (1), que dès les temps les plus reculés, la constitution françoise étoit purement monarchique, & d'avoir fait pressentir les causes des deux principales révolutions arrivées dans notre gouvernement; c'est l'objet que je m'étois proposé dans ce paragraphe.

§. III.

Du gouvernement féodal & de la puissance des premiers rois de la troisième race, tant dans leurs domaines, que dans ceux de leurs vassaux.

« Non seulement le prince souverain des fran-
» çois (dit Loiseau (2)) donna à ses capi-

Origine des
arrière-fiefs
& des cen-
sives.

(1) Voyez les chap. 4 & 6 de la première partie des observations de M. l'abbé Mably, & les chap. 3 & 6 de la seconde, avec les remarques qui y sont relatives.

(2) Traité des seigneuries, chap. 10. n. 66 & suiv.

» taines, tant pour eux que pour leurs soldats,
 » les terres de leur partage à titre de fief vers
 » lui; mais aussi ces capitaines baillèrent à
 » chacun de leurs soldats la part qu'ils leur en
 » voulurent bailler à titre de fief vers eux,
 » c'est-à-dire à la charge qu'ils seroient tenus
 » de les assister en guerre toutefois & quantes
 » il en seroit besoin. Ces capitaines auxquels
 » les territoires entiers avoient été concédés,
 » outre la part qu'ils en donnerent à leurs
 » soldats, rendirent aux naturels du pays quel-
 » que petite portion de leurs terres, afin de ne
 » les exterminer, mais pour s'en servir au
 » labourage; mais ils ne la leur concéderent
 » pas au même titre de fief, comme ils avoient
 » fait à leurs soldats; car ils leur ôtèrent l'en-
 » tier usage des armes, & par conséquent des
 » fiefs; mais à titre de cens, c'est-à-dire, à la
 » charge de leur en payer la même rente an-
 » nuelle ou tribut qu'ils avoient accoutumé de
 » payer aux romains, duquel tribut les fiefs
 » accordés aux françois étoient exempts; &
 » pour cette cause furent appelés *francs fiefs*,
 » ou bien parce qu'il n'y avoit que les francs
 » qui fussent capables de les tenir (1).

(1) Cette dernière explication du mot *francs fiefs* est
 plus exacte. C'est de là que le droit que les roturiers

» Voilà l'origine de nos fiefs, arriere-fiefs
 » & censives.

» Or, ces capitaines auxquels les provinces,
 » ou les villes, ou les amples territoires avoient
 » été accordés, tant pour eux que pour leurs
 » soldats, n'avoient pas seulement la seigneurie
 » privée, soit directe, soit utile des héritages
 » de leur territoire; mais aussi ils étoient sei-
 » gneurs des personnes des anciens habitants du
 » pays résidents en leurs détroits, selon la
 » condition de servitude, qui leur avoit été
 » imposée lors de la conquête, laquelle sei-
 » gneurie ne se pouvoit étendre sur les françois
 » qui étoient francs & libres.

» Toutefois il faut noter que toute la sei-
 » gneurie qu'avoient alors les capitaines, soit sur
 » les terres ou sur les personnes, n'étoit qu'une
 » seigneurie privée, *demeurant toujours jus-*
 » *qu' alors la seigneurie publique pardevers le prince*
 » *souverain selon sa vraie nature* ».

Tel étoit l'état des fiefs, sous la première
 race; vous en avez vu les conséquences.

De ce domaine immense que nos rois avoient
 acquis par la conquête, il ne leur restoit plus
 que la partie destinée à subvenir à leur dépense

De l'admini-
 stration du
 royaume
 dans ces
 premiers
 temps.

paient au roi pour obtenir la permission de posséder des
 fiefs s'appelle *droit de francs fiefs*.

personnelle. Ayant distribué les grands fiefs à leurs officiers, sous la condition du service militaire, ils réunissoient, sans aucuns frais, sous leurs étendards les troupes de tout le royaume.

Changement
arrivé par
l'usurpation
des seigneurs
de fiefs.

Cet état changea par l'usurpation des seigneurs qui parvinrent, sur la fin de la seconde race, à rendre patrimoniaux les fiefs qu'ils n'avoient possédés qu'à vie jusqu'alors.

Hugues Capet obligé de tolérer cette usurpation ; les effets qui en ont résulté.

Hugues Capet apporta à la couronne les grands domaines qu'il possédoit ; mais il perdit la plénitude de puissance dont les rois ses prédécesseurs jouissoient, dans le territoire des grands vassaux. Comment leur auroit-il contesté la propriété de leurs fiefs, qui l'avoit porté sur le trône ?

Idée du
gouvernement féodal.

Pour se former une idée du démembrement occasionné par ce nouveau droit, il suffit de fixer les yeux sur l'article 50 du chapitre 53 des établissements de saint Louis. On y voit les barons autorisés à *semondre leurs vassaux de venir guerroyer le roi, s'il leur vèhe (refuse) justice en sa cour.*

Cette justice que le roi devoit à ses vassaux en sa cour, n'étoit autre que le droit des pairs d'être jugés par leurs pairs ; d'où résultoit le droit des grands vassaux d'être jugés par la cour du roi composée de leurs pairs, le roi à leur tête. Je remets à parler de ce droit dans un paragraphe exprès.

(1) C'est sur ce principe que le sire de Joinville, tout attaché qu'il étoit à saint Louis, refusa de lui prêter serment de fidélité, parce que n'étant qu'arrière-vassal de la couronne, il devoit ce serment au duc de Champagne, son seigneur immédiat.

La puissance législative étant le premier apavage de la souveraineté, avoit souffert le même démembrement que les autres parties de l'administration politique.

Division de la puissance législative, conséquence de ce démembrement.

Le roi ne jouissoit de la plénitude de cette puissance que dans l'étendue de son domaine. Ses loix pleinement exécutées dans son domaine, ne pouvoient avoir d'effet, dans ceux des grands vassaux, qu'autant qu'ils y adhéroient (2).

Preuves.

M. de Lauriere transcrit une ordonnance de

(1) Joinville, chap. 17 ; abrégé chronologique de l'histoire de France par M. le président Haynault.

(2) Beaumanoir, coutume de Beauvoisis, chap. 48, page 265.

« Quand le roi fait aucun établissement spécialement
 » en son domaine, li barons ne laissent pas à user en
 » leurs terres selon les anciennes coutumes ; mais
 » quand li établissements sont généraux, il doit courre par
 » tout le royaume, & nous devons croire que tels éta-
 » blissements sont faits à très-grand conseil & pour com-
 » mun profit ».

Philippe Auguste sur les fiefs, & il ajoute dans une note :

(1) « L'ordonnance que l'on rapporte ici ne fut
 » faite que pour avoir lieu dans les domaines
 » de l'obéissance du roi & dans les domaines des
 » seigneurs particuliers qui y fignerent ; car
 » alors les seigneurs barons faisoient des ordon-
 » nances dans leurs domaines, *ce qui étoit un*
 » *attentat à l'autorité royale, lequel a depuis été*
 » *réprimé* ».

Le même auteur rapporte un mandement du même roi, qui défend aux champions de se servir dans les combats particuliers de bâtons qui soient plus longs de trois pieds.

« Quand le roi (dit-il) faisoit l'ordonnance
 » ou l'établissement pour ses domaines, il l'adres-
 » soit à ses officiers pour la faire publier & exé-
 » cuter ; mais lorsque l'établissement étoit pour
 » tout le royaume & pour le bien public, il
 » l'envoyoit aux grands barons, avec ordre &
 » injonction de le faire publier & observer
 » dans leurs domaines, ainsi qu'il paroît par
 » ce mandement-ci ».

Ainsi les établissements que saint Louis avoit faits pour ses domaines, furent ensuite adoptés par les grands vassaux. C'est par

(1) Ordonnances du Louvre, Tome I, p. 35.

cette raison que le recueil de ces établissemens les annonce comme une loi générale du royaume (1).

La France étoit donc divisée en pays de *l'obéissance du roi*, & en pays hors de *l'obéissance*. (2).

Les domaines des barons ou grands vassaux se subdivisoient de même dans les arriere-fiefs qui en dépendoient, dont les seigneurs avoient usurpé la puissance législative sur les barons.

Division de la France en pays de *l'obéissance du roi*, & hors de *l'obéissance*; de même dans les terres des grands vassaux

C'est par cette raison que la loi des établissemens de saint Louis, qui défendoit le combat à celui qui avoit faussé le jugement de son seigneur, (voyez l'explication de ce mot au paragraphe V ci-après (3)) reçue dans le domaine de Robert, comte de Clermont, fils de saint Louis, n'étoit pas reçue dans les domaines des vassaux dépendants de ce comté (4).

Exemple mémorable de cette distinction.

« D'où il suit (dit Loiseau (5)) qu'en

De la souveraineté & la suzeraineté.

(1) Esprit des loix, tome III, liv. 28, chap. 37.

(2) V. Beaumanoir, Desfontaines, les établissemens, liv. II, chap. 10, 11, 19. M. de Montesquieu se sert lui-même de cette expression, liv. XXVIII, chap. 29.

(3) C'étoit l'ancienne forme de l'appel. V. le paragraphe V, ci-après.

(4) Beaumanoir, chap. 61, page 309.

(5) Des seigneuries, chap. 1, n. 82.

» France, & en si peu d'autres pays où la justice
 » publique est laissée en propriété aux particu-
 » liers, il y a deux degrés de seigneurie publi-
 » que, à savoir celle qui demeure insépara-
 » blement pardevers l'état, nonobstant cette
 » usurpation que nous appellons *suzeraineté*,
 » & celle qui a été ainsi usurpée, pour laquelle
 » exprimer nous a fallu forger un mot exprès
 » & l'appeller *suzeraineté*, mot qui est aussi étrange,
 » comme cette seigneurie est absurde ».

S. I V.

Conséquence qui résulte du gouvernement féodal.

Le roi seul législateur dans ses domaines ;
 mais obligé d'obtenir le consentement de ses
 vassaux pour faire exécuter, dans tout le
 royaume, les réglemens qu'il a conçus pour le
 bonheur de ses sujets ; telles sont les idées
 que je viens de vous présenter. Nos rois affer-
 mis sur le trône des Hugues Capet réunissent
 aujourd'hui, par les alliances, par les successions,
 par les traités, par le droit de conquête, tous
 les grands fiefs. Ils ont donc dans toute la
 France le même droit que Hugues Capet &
 les grands vassaux avoient dans leurs domaines,
 au temps du gouvernement féodal ; c'est une

consequence qui ne me paroît pas susceptible de contradiction.

Mais les seigneurs avoient perdu la souveraineté que l'usurpation seule leur avoit acquise, avant même que cette réunion fût entièrement effectuée, je le prouverai dans les paragraphes suivans.

Observations sur les §. III & IV.

« Avant le regne de S. Louis, dit M. l'abbé Mably (1), ce qu'on appelloit établissemens ou loix, n'étoient que des traités entre le roi & les seigneurs. J'en donnerai pour exemple une piece qu'on nomme communément une ordonnance, & qui n'est en effet qu'un traité. C'est l'acte passé en 1206, entre Philippe Auguste, la comtesse de Champagne, & le sire de Dampierre ».

Sous le gouvernement féodal, les loix que nos rois faisoient pour toute la France, étoient de véritables traités avec les grands vassaux.

On ne peut rien ajouter au tableau que l'auteur des observations nous a tracé de cette anarchie.

« (2) Chaque terre fut une véritable prison pour ses habitans. Ici ces prétendus hommes libres ne pouvoient disposer de leurs biens, ni par testament, ni par actes entrevifs ».

Tableau des maux que cette anarchie a causés à la France, d'après M. l'abbé Mably lui-même.

(1) Tome II, liv. 3, chap. 2, dans les remarques.

(2) Tome II, liv. 3, chap. 1. dans les remarques.

» & leur seigneur étoit leur héritier au dé-
 » faut d'enfants domiciliés dans le fief : là il
 » ne leur étoit permis de disposer que d'une
 » partie médiocre de leurs immeubles, ou de
 » leur mobilier ; ailleurs ils ne pouvoient se
 » marier qu'après en avoir acheté la permission ;
 » chargés par-tout de corvées fatigantes, de
 » devoirs humiliants, & de contributions rui-
 » neuses, ils avoient continuellement à craindre
 » quelque amende, quelque taxe arbitraire, ou
 » la confiscation entière de leurs biens. La
 » qualité d'homme libre étoit devenue à charge
 » à une foule de citoyens : les uns vendirent par
 » désespoir leur liberté à des maîtres qui furent
 » du moins intéressés à les faire subsister ; &
 » d'autres, qui s'étoient soumis pour eux & pour
 » leur postérité à des devoirs serviles envers une
 » église ou monastere, consentirent sans peine
 » que leur dévotion devînt un titre de leur
 » esclavage.

» Cette tyrannie des seigneurs avoit com-
 » mencé, comme on l'a vu, dans les campagnes,
 » & elle en chassa les plus riches habitants qui
 » se réfugièrent dans les villes où ils se flat-
 » toient de vivre sous la protection des loix ;
 » mais les maux qu'ils fuyoient les y poursui-
 » virent, quand les comtes eurent changé leurs
 » gouvernements héréditaires en principautés
 » souveraines

» souveraines ; ces nouveaux seigneurs exer-
 » cerent à leur tour sur les *bourgeois* la même
 » autorité que les autres seigneurs avoient ac-
 » quise sur les villains de leurs terres, les
 » péages, les droits d'entrée, d'escorte & de
 » marché se multiplièrent à l'infini, les villes
 » furent sujettes, comme les campagnes, à une
 » taille arbitraire, & obligées de défrayer leur
 » seigneur & ses gens quand il y venoit ; vivres ,
 » meubles, chevaux, voitures, tout étoit en-
 » levé, & on auroit dit que les maisons des
 » bourgeois étoient au pillage ».

Telle étoit la situation de la France, lorsque le monarque ne pouvoit réprimer les abus qu'avec le consentement de ses vassaux. N'est-il pas étrange qu'après un aveu si formel, M. l'abbé Mably traite d'usurpation les moyens que nos rois employèrent pour rentrer dans la plénitude de la puissance législative ? Je rapporterai ses expressions dans mon addition au §. V ; car on ne croiroit pas une si étonnante contradiction, si elle n'étoit prouvée.

Contradic-
 tion dans
 laquelle tom-
 be l'auteur
 des observa-
 tions ; ren-
 voi.

Ce n'étoit pas ainsi que pensoit M. le président Haynault (1) :

(1) Abrégé chronologique de l'histoire de France, troisième race.

Sentiment de
M. le préli-
dent Hav-
nault sur le
rétablisse-
ment de la
puissance mo-
narchique
dans sa plé-
nitude,

« *Sous la fin de la deuxième race, dit Mézerai,*
» *le royaume étoit tenu selon les loix des fiefs, se*
» *gouvernant comme un grand fief, plutôt que*
» *comme une monarchie ; aussi le même auteur*
» *appelle-t-il la troisième race le temps des grandes*
» *polices.*

» C'est en effet sous la troisième race que nos
» rois ont recouvré l'autorité qui étoit presque
» anéantie sur la fin de la deuxième.... Dès
» qu'une fois (Hugues Capet) fut devenu
» maître, lui & ses successeurs animés du
» même esprit, & par une suite de prudence
» dont ils ne s'écarterent jamais, regagnerent
» insensiblement tout ce qui avoit été usurpé
» par les seigneurs, ne firent pas une démarche
» qui ne tendît à ce but, & se ressaisirent enfin
» des plus précieux droits de la couronne ».

S. V.

De la forme ancienne des jugemens. Des appels.
De l'affranchissement des serfs & de l'établisse-
ment des parlements, comme cours de justice.

Résumé de ce
qui a été dit
dans les para-
graphes pré-
cédents, de
la forme ju-
diciaire sous
les deux pre-

Je réunis toutes ces matières, parce qu'elles
ont une liaison intime.

Je vous ai donné une idée des offices connus
sous les deux premières races, qui devenus pa-
trimoniaux par la suite, ont formé les différents

ordres de fiefs. Un *duc*, un *marquis*, à la tête de chaque province, où marche (on appelloit ainsi les provinces frontieres) un *comte* même ; quoique ce nom semble présenter l'idée d'associé ou lieutenant de duc, plusieurs relevoient immédiatement du roi ; c'est l'origine des *comtes-pairies*.

Ces premiers vassaux peuvent être assimilés aux princes ou principaux des germains, qui formoient le conseil du monarque : *de minoribus rebus principes consultant, de majoribus omnes*, vous avez vu qu'ils n'avoient d'autre autorité que celle qui leur étoit confiée par le roi.

Leur dépendance, avant que les fiefs fussent devenus patrimoniaux, étoit si entière, que (suivant la remarque d'un auteur moderne qui n'est pas suspect) (1) nos rois les appelloient leurs *gens* ou *agents*, *agentes nostri*, nom que les parlements & les autres cours souveraines conservent encore.

On leur donnoit aussi, dès le temps de la reine Brunehaut, c'est-à-dire, sous Sigebert ou Chilperic, petit-fils de Clovis, & même auparavant le nom de *barons*, terme barbare dont l'étymologie est peu connue.

Sous eux étoient les *vicaires*, *vicomtes*, ou

mieres races, avant l'usurpation des seigneurs. Des ducs, des marquis, des comtes ; ce qu'ils étoient alors :

Origine de l'expression de nos gens dont nos rois se servent encore dans les lettres adressées aux cours souveraines.

Barons, terme germanique dont l'étymologie est peu connue.

Des vicaires, vicomtes

(1) Lettres historiques, tome I, page 116.

*centenaires ,
doyens , sca-
bins ou éche-
vins.*

centenaires qui avoient le gouvernement d'un bourg ou d'une petite ville , & dans les lieux d'une moindre étendue les *doyens* , titre consacré actuellement à la juridiction ecclésiastique , & les *échevins* , *scabini* , dont nous avons même rerenu le nom qui sert à rappeler leur origine , quoique leur pouvoir ne soit plus le même. Ces *scabins* ou *échevins* composoient , comme nous l'avons observé , le sénat des villes.

Le duc alors
président
d'un tribunal
composé de
comtes , *vi-
comtes* , &c.

Tous les hommes libres ou nobles , étoient jugés par leurs pairs (1) ; le duc étoit donc le président d'un tribunal composé de *comtes* ou *vicomtes* , & ainsi successivement dans les différents ordres.

Titre de l'un
des premiers
sénateurs des
Gaules don-
né par Gré-

Le titre de *l'un des premiers sénateurs des Gaules* donné à quelques personnes par Grégoire de Tours (2) , désignoit les premiers officiers du

(1) Il falloit quatre pairs pour juger en matière civile ou criminelle. (Desfontaines , chapitre 21 , article 36). M. de Montesquieu conjecture que c'est le défaut de ce nombre de vassaux dans plusieurs fiefs qui a donné naissance à la maxime *justice & fief n'ont rien de commun* ; car originairement tout fief avoit justice. Esprit des loix , liv. 28 , chap. 27.

(2) Grégoire de Tours , liv. 6 , n. 39 , dit que Saint Sulpice élu archevêque de Bourges , étoit d'une ancienne maison & des premiers sénateurs des Gaules : *vir valdè nobilis & de primis senatoribus Galliarum* ; lettres historiques , tome I , page 130.

roi qui formoient son conseil , la cour de ses pairs.

Il ne falloit en effet ni de grandes lumieres, ni de grandes connoissances pour juger des contestations qui se terminoient toujours par des épreuves ou par le combat (1).

goire de
Tours , à
S. Sulpice ;
ce qu'il dési-
gne.

Toutes les
questions se
décidoient
par la preuve
testimoniale,
les épreuves,
ou le combat.

« (1) Pour peu qu'on niât un fait (dit l'auteur mo-
» derne que j'ai déjà cité), & on le nioit presque tou-
» jours , il falloit pour prouver qu'on avoit raison de le
» nier , ou jurer sur des reliques , ou prendre dans sa
» main un fer chaud , des charbons allumés ou la mettre
» dans l'eau bouillante , &c. souvent même il falloit
» qu'un certain nombre d'hommes de probité jurassent
» aussi , qu'ils croyoient que celui qui juroit disoit vrai.
» La loi salique en parle beaucoup ; on les nommoit
» *consacramentales*. Pour prouver par exemple que Clo-
» taire étoit fils de Chilperic , Frédegonde & trois cents
» personnes de probité firent serment.

» Comme ce serment parut trop peu sûr , & qu'il don-
» noit lieu à bien des parjures , la loi des bourguignons
» y avoit substitué le duel. Des bourguignons il s'étendit
» aux francs , & des évêques même , tels que Burchar
» évêque de Vienne , supprimerent dans leur territoire
» le serment pour y introduire le combat. On le nom-
» moit comme les épreuves , *le jugement de Dieu* , &
» dans la suite *gages de batailles*. Toutes les questions de
» fait & de droit se terminoient presque toujours par-
» là. Pour savoir , par exemple , si on admettroit le
» droit de représentation en ligne directe , on nomma
» des champions qui se battirent , & celui qui soutenoit

Le plus ancien titre de noblesse connu , est la

» la cause de la représentation ayant été vainqueur , la
 » question fut décidée pour jamais. Ces champions se
 » nommoient *vilames* dont l'étymologie est *vire domini* ,
 » lieutenant du seigneur , *advocati* avoués.

» Le moine Adelbert nous parle aussi d'un démêlé en-
 » tre deux corps ecclésiastiques pour lequel , après bien
 » des audiences judiciaires , où les docteurs ès - loix
 » d'Orléans , qui dès-lors étoient célèbres , furent con-
 » sultés , on fut sur le point d'en venir au duel , si les
 » parties ne se fussent accommodées. La reine Gonde-
 » berge ne fut tirée d'exil qu'au moyen du duel qui
 » fut conseillé par un ambassadeur de Clotaire II ,
 » comme un moyen sûr de s'assurer si elle étoit in-
 » nocente ou coupable. (Grég. Appen. n. 51) ».

Le même auteur cite un vestige remarquable de cet
 usage dans la cérémonie du sacre des rois d'Angleterre.
 « Après le premier service du festin royal le cham-
 » pion du roi armé de pied-en-cap , monté sur un che-
 » val de bataille , ayant à ses côtés le maréchal & le
 » connétable aussi à cheval , entre dans la salle du fes-
 » tin. Il y fait crier par un héraut : *que si quelqu'un a*
 » *l'audace de nier que tel soit légitime successeur de la cou-*
 » *ronne impériale dudit royaume , il lui donne le démenti ,*
 » *lui soutient qu'il est un faux traître & qu'il est prêt*
 » *à se battre avec lui en camp clos.* Il jette son gantelet
 » dans la salle , & personne ne le ramassant , le roi
 » boit à la santé du champion , dans un grand gobelet
 » d'or qu'il lui donne ensuite. Le champion se retirant ,
 » on proclame le roi en latin , en françois & en anglois ,
 » & on continue le festin. Cette cérémonie s'observa

possession des fiefs (1) ; car le peuple des Gaules étant attaché à la servitude de la glebe , comme il a été dit , les possesseurs de fiefs exerçoient sur eux le despotisme le plus complet.

La possession des fiefs, premier titre de noblesse. Usurpation des ecclésiastiques sur la juridiction féodale.

» encore au sacre du roi d'Angleterre en 1717, Journal
» de Verdun, Décembre 1717 ».

Tel étoit l'excès de l'ignorance & de la superstition de ces temps malheureux. Cette barbarie s'est perpétuée dans nos duels & notre prétendu point d'honneur. C'est l'idée que présente la forme ordinaire du cartel : faites-moi raison de l'insulte que vous m'avez faite , expression vaine de sens, si elle ne signifie : prends l'arbitre des combats pour juge de notre querelle ; il ne souffrira pas que l'offense succombe contre un agresseur injuste. Quant aux épreuves elles sont de la plus haute antiquité dans les Gaules. (Voyez l'histoire des Celtes de M. Pelloutier).

(1) C'est par cette raison que du temps de Desfontaines (c'est-à-dire sous le règne de S. Louis , la seule possession des fiefs ennoblissoit , & que la possession des rotures rendoit le noble sujet aux mêmes charges que le roturier , Desfontaines en son conseil , chap. 3 , art. 3 , 4 , 5 , 6 , page 79 , préface des ordonnances du Louvre , tome 1^{er} . La possession des fiefs n'ennoblit plus ; mais les possesseurs des rotures sont encore sujets à la taille , soit qu'ils soient nobles ou roturiers , & les possesseurs des fiefs , nobles ou roturiers , en sont exempts , dans la Provence , le Dauphiné , & dans toutes les provinces du royaume où la taille est réelle. « Jusqu'au règne » de Louis XIV , tous ceux qui composoient les com-
» pagnies d'ordonnance , étoient gentilshommes ; mais

Si les fers avoient des contestations entr'eux, elles étoient décidées irrévocablement par le franc, sous la domination duquel ils vivoient, ou par l'évêque, & les tribunaux ecclésiastiques, sous prétexte du serment qu'on inféroit alors dans tous les actes.

» il ne faut pas entendre par les gentilshommes d'alors,
 » les gentilshommes issus de race noble; il suffisoit
 » pour être réputé tel, qu'un homme né dans le tiers-
 » état, fit uniquement profession des armes, sans exercer
 » aucun emploi. Il suffisoit à plus forte raison qu'un
 » homme né dans le tiers-état, eût acquis un fief
 » noble qu'il *desservoit par service compétent*; c'est-à-dire,
 » qu'il suivit son seigneur en guerre, pour être réputé
 » gentilhomme. Ainsi donc on s'ennobliroit soi-
 » même, & on n'avoit besoin ni de lettres du prince,
 » ni de posséder des offices pour obtenir la noblesse. Un
 » homme extrait de race noble, & le premier noble
 » de sa race, s'appelloient également gentilshommes
 » de nom & d'armes. Cette noblesse ainsi étendue,
 » subsista jusqu'au regne de Henri III. L'article
 » 58 de l'ordonnance de blois (de l'an 1579), sup-
 » prima la noblesse acquise par les fiefs; & l'édit de
 » Henri IV (de 1600) supprima celle acquise par les
 » armes. Louis XV,
 » par son édit de la noblesse, de 1750, a prouvé le
 » cas qu'il faisoit (des services militaires), & éternise
 » son regne par cette nouvelle loi, ainsi que par l'éta-
 » blissement de l'école militaire », Abrégé chronolo-
 gique, époque de 1600.

Les nobles , de qui les roturiers ou serfs dépendoient , ordonnoient souvent le combat entre eux ; mais le serf ne pouvoit forcer le noble au combat , ni aux épreuves (1) ; il succomboit donc infailliblement lorsqu'il étoit demandeur.

Les roturiers ou serfs ne pouvoient obtenir justice contre les nobles : pour quoi ?

Ces jugemens , ainsi que ceux des pairs , qui avoient lieu entre nobles , étoient souverains , même avant que les seigneurs eussent usurpé la propriété de leurs fiefs ; mais la différence des matieres & l'étendue du pouvoir établissoient une distinction réelle entre les juges.

Tous les jugemens étoient alors souverains. L'étendue de la compétence seule distinction entre les juges.

Il étoit des affaires réservées au comte ou au duc ; lui seul , par exemple , pouvoit condamner à mort ; lui seul jugeoit de la liberté & des

(1) L'église seule prétendoit donner à ses fiefs le privilège de combattre les nobles & faire admettre leur témoignage ; chartre de Louis-le-Gros , de l'an 1118.

Ces deux droits combattre & être entendu en témoignage avoient une liaison intime ; car la partie étoit en droit de forcer le témoin de soutenir sa déposition par le combat. Beaumanoir , assises de Jérusalem , ch. 324 , pages 217 & 218 , & sur la coutume de Beauvoisis , chap. 39 , page 218 ; lettre de Dagobert à Louis-le-Débonnaire ; recueil des historiens de France , tome VI , page 356 ; esprit des loix , liv. XXVIII , chap. 25 & 26.

demandes en revendication, ou restitution des biens (1) ; il étoit des causes réservées au roi qu'il jugeoit dans sa cour avec ses premiers vassaux, *c'étoit celles* (dit M. de Montesquieu) *qui intéressoient directement l'ordre politique, telles étoient les discussions entre les évêques, les abbés, les comtes & autres grands* (2).

Fausser le jugement, première forme de l'appel : ce que c'étoit ?

Pour introduire l'appel, il falloit *fausser le jugement*, c'est-à-dire, accuser les juges d'avoir jugé contre leur conscience, ce qui engageoit un nouveau combat entre l'appellant & les juges (3).

La victoire de l'appellant prouvoit qu'il avoit eu raison de fausser le jugement; mais elle ne suffisoit pas pour faire prononcer le contraire; il falloit plaider, ou pour mieux dire combattre de nouveau devant le souverain & ses pairs (4).

Autre genre d'appel, la *défaute de droit*, ou déni de justice ; en quels cas il avoit lieu ?

La défaute de droit ou le déni de justice, étoit un autre genre d'appel.

(1) Capitulaire de 812, art 2 ; esprit des loix, *ibid.*

(2) Capitulaire de 812, art. 3. Cap. de Charles-le-Chauve, ajouté à la loi des Lombards, liv. II, art. 3 ; esprit des loix, liv. 28, chap. 28.

(3) Voyez plus bas, comment S. Louis donna la première atteinte à cet usage ; Beaumanoir, coutume de Beauvoisis, chap. 64, pag. 314 ; esprit des loix, *ibid.* chap. 27.

(4) Desfontaines, en son conseil, chap. 21, n. 14.

M. de Montesquieu remarque (1) que le seigneur ne plaidoit jamais en sa cour, que pour raison des affaires de son fief (ce qui s'observe encore aujourd'hui). Ainsi l'appel de *défaute de droit* avoit lieu dans deux cas :

Le premier, lorsqu'un vassal ayant une contestation avec son seigneur, pour raison de la fidélité, prétendoit qu'il différeroit d'assembler sa cour, c'est-à-dire, ses premiers vassaux. Telle étoit la prétention du sire de Nesle, contre Jeanne, comtesse de Flandre, sous Louis VIII, comme le remarque M. de Montesquieu au même lieu. Le sire de Nesle fit sommer la comtesse de Flandre, dont il étoit vassal, de le faire juger dans quarante jours; & il l'appella ensuite en *défaute de droit* en la cour du roi. La comtesse offrit de le faire juger par ses pairs en Flandre; mais elle n'y fut pas reçue (2).

Le second cas étoit lorsque les vassaux ayant une contestation entr'eux, l'un d'eux se plaignoit de ce que le seigneur n'assembloit pas ses pairs pour juger. La cause étoit alors portée dans la cour du suzerain, & décidée par le combat, non entre le seigneur & son vassal, le respect

(1) *Esprit des loix*, *ibid.*

(2) *Esprit des loix*, liv. 28, chap. 28.

dû au seigneur ne le permettoit pas (1), ni contre les pairs du seigneur, ils ne pouvoient être appelés au combat que pour un jugement; mais entre les témoins que l'appellant produisoit pour établir la *défaute de droit* & la partie qui avoit été ajournée pour y défendre; car ce n'étoit pas le seigneur lui-même qu'on ajournoit dans le tribunal du suzerain (2).

Les appels
défaute de
droit sans
exemple
quand les
fiefs n'é-
taient pas pa-
trimoniaux.

M. de Montesquieu (3) observe que ces appels étoient sans exemple avant la patrimonialité des fiefs : parce que les comtes & autres officiers, loin de différer de tenir leurs assises, les multiplioient avec excès; mais les plaintes devinrent fréquentes, lorsque le royaume fut divisé en une multitude de petites seigneuries.

Peine de la
défaute de
droit.

La peine imposée au seigneur pour avoir manqué de rendre justice à son vassal, étoit la privation du jugement de la cause qui passoit par droit de dévolution à la cour du suzerain (4). Si la défaute venoit de la négligence des pairs à s'assembler, ils étoient con-

(1) Beaumanoir, chap. 61, pag. 315 ; esprit des loix, *ibid.*

(2) Desfontaines, *conseil*, chap. 21, n. 32 ; Beaumanoir, usage de Beauvoisis, chap. 62.

(3) Esprit des loix, liv. 28, chap. 28.

(4) Desfontaines, chap. 21, art. 29.

damnés en une amende envers leur seigneur (1).

Je vous ai présenté le tableau des désordres que le gouvernement féodal avoit entraînés, pour vous faire mieux sentir par quels degrés ce chaos a été débrouillé.

Rétablissement de l'autorité royale; combien il étoit nécessaire, & par quels degrés on y est parvenu.

Sous le gouvernement féodal, la raison du plus fort étoit la meilleure, puisque tous les procès se décidoient par le combat entre les nobles, & que les serfs étoient forcés de plier sous le joug qui leur étoit imposé.

L'affranchissement des serfs donna une première atteinte à ce droit barbare, en formant un état mitoyen entre les nobles & les serfs, les hommes libres, que nous nommons *roturiers*. N'ayant par eux-mêmes aucune autorité, ils n'auroient pu défendre leur liberté, si le monarque ne les eut pris sous sa protection, & il ne pouvoit le faire qu'en les soustrayant au despotisme des seigneurs; il étoit donc de l'intérêt de nos rois d'encourager les affranchissements.

Affranchissement des serfs, première atteinte portée au gouvernement féodal.

Ils donnerent l'exemple dans leurs domaines; de là l'usage des serfs de se retirer dans une ville à laquelle le roi avoit accordé la liberté & de se dire *bourgeois du roi*, ce qui engagea les seigneurs à affranchir leurs serfs, pour éviter

Bourgeois du roi: quels ils étoient?

(1) Desfontaines, chap. 21, art. 24.

que leurs terres ne devinssent désertes (1).

Comment
les affran-
chissements
se sont mul-
tipliés ? Ori-
gine des
droits pécu-
niaires des
seigneurs.

L'église suivit cet exemple dans ses domaines, l'avarice fit le reste. Les seigneurs augmentèrent le produit de leurs terres en substituant des redevances pécuniaires à la servitude; c'est l'origine de presque tous les droits seigneuriaux.

Multipli-
cité des af-
franchisse-
ments, preu-
ve de la ser-
vitude anté-
rieure.

Pour vous donner une idée de la multiplicité des affranchissements, je me contenterai de transcrire ce qu'en dit M. le président Bouhier, dans ses observations sur la coutume de Bourgogne, tome 2, chapitre 64.

« On peut assurer qu'anciennement presque
» tous les habitants des villes & de la campagne,
» à l'exception des seigneurs, étoient serfs,
» taillables à volonté & mainmortables, comme

« (1) Les noms nobles (dit la coutume de Troyes
» titre 1, art. 2.) sont en deux manieres, car les aucuns
» sont franchises personnes, tant comme ils demeurent sous
» le roi ou es ressort du bailliage, ou de la prévôté de
» Troyes, sous aucun haut-justicier non ayant en sa terre
» les droits royaux, sont appellés BOURGEOIS DU
» ROI----- & si lesdites personnes sont demeurans sous
» aucun seigneur qui ait les droits royaux en sa terre &
» seigneurie, ils sont SES BOURGEOIS redevables de
» jurée & ses justiciables »

Les coutumes de Vitry, Sens, Auxerre, Chaumont-en-Bassigny ont des dispositions semblables.

» il est justifié par divers titres. Ce fait a de
 » bons garants (1) ; ce qui ne permet pas d'en
 » douter, ce sont les actes d'affranchissements
 » qui nous restent dans une infinité de lieux.
 » On connoît celui de la ville de Bourges (2) ;
 » celui d'Orléans, & des villages à cinq lieues à
 » la ronde de l'an 1180 (3) ; celui d'Auxerre
 » à-peu-près du même temps (4) ; il y en a
 » pour toute la Flandre (5) ; pour le Dau-
 » phiné (6) ; pour le Languedoc (7) ; pour le
 » comté de Blois (8) ; pour le Bourbon-
 » nois (9) ; pour tout le fauxbourg saint Ger-
 » main-des-prés à Paris & pour plusieurs vil-
 » lages voisins (10) ; il y en a de généraux pour
 » tous les mainmortables des domaines du roi

(1) La Thomaziere, décisions sur Berry, liv. 1. ch. 13
 la Marre, de la police, liv. 5, t. II; Morice, préface
 de ses mémoires pour l'histoire de Bretagne.

(2) La Thomaziere, *ibid.* Peleus. Plaid. 71.

(3) Bibliothèque des coutumes, page 157.

(4) Lebœuf, histoire d'Auxerre, t. II, p. 131, 167.

(5) Chopin de Dom. liv. 1, tit. 13, n. 21.

(6) Guipape, quest. 361; Salvain, des fiefs, chap. 32.

(7) La Faille, annales de Toulouse, t. I, pag. 144
 & 45.

(8) Bodin, Rep. liv. 1, chap. 5.

(9) Auroux, sur Bourbonnois, paragraphe 195.

(10) Bouchel, bibliothèque, *verbo* mammission.

» dans tout le royaume (1). Nous en avons
 » un particulier pour notre Bourgogne , par un
 » édit du mois de Septembre 1554 , vérifié en
 » ce parlement le 27 Octobre suivant , à quoi
 » il faut ajouter les affranchissements faits par
 » les seigneurs particuliers dont le nombre est
 » infini (2).

» Ce que je viens de dire , ajoute le même
 » auteur , de la multitude des esclaves qui
 » étoient autrefois en France , peut surprendre
 » ceux qui ont oui dire que tout esclave est
 » libre dès qu'il met le pied dans le royaume.
 » On nous donne en effet pour un axiôme de
 » notre droit françois , que *toutes personnes sont*
 » *franches en ce royaume , & que si-tôt qu'un es-*
 » *clave a atteint les marches d'icelui & se faisant*
 » *baptiser , il est affranchi* (3) ; mais il est cer-
 » tain que cela doit seulement être entendu du
 » droit dont nous usons depuis quelques siècles ;
 » car tout le monde convient que non seu-
 » lement sous les deux premières races de
 » nos rois , mais même sous les premiers de la
 » troisième , on ne connoissoit point cette espece

(1) Ordonnances du Louvre , tome I , pages 581
 & 651.

(2) Le Grand , Troyes , paragraphe 3 , gl. 1.

(1) Loisel , Inst. liv. I , tit. 1 , paragraphe 6.

» d'affranchissement

» d'affranchissement dont je viens de parler ,
 » en sorte qu'il étoit permis d'avoir des esclaves,
 » autant qu'on en vouloit & qu'on en pouvoit
 » avoir ».

Les officiers chargés de protéger ces affranchis contre la vexation des seigneurs, furent ces mêmes commissaires que nos rois envoyoient dans les provinces, dès le commencement de la seconde race; ils furent quelquefois nommés *baillifs*.

Commissaires du roi chargés de protéger les affranchis, nommés souvent *baillifs*, origine de ce mot.

« Or furent ainsi appelés, à mon jugement,
 » (dit Pasquier (1)) ces *baillifs*, pour autant
 » que de leur première origine étoient baillés
 » & envoyés en diverses provinces par nos
 » rois, ou bien, sans aucune obtention de lettres,
 » *bailifs*, comme conservateurs & gardiens
 » du bien du peuple, contre les offenses qu'il
 » eût pu encourir des juges ordinaires.

» Ces commissaires (dit M. le président
 » Haynault (2)) qui s'appellerent alors *juges*
 » *des exempts*, devoient tenir en bride les seigneurs, éclairer de près leurs actions, & recevoir les plaintes des sujets qui se trouvoient

(1) Recherches, liv. 2, chap. 13.

(2) Abrégé chronologique de M. le président Haynault, remarques à la fin de l'histoire de la troisième race.

» avoir été maltraités par, eux ou par les lieutenants & officiers; ils devoient vuidier sommairement ces plaintes, si faire se pouvoit, ou bien les renvoyer aux grandes assises du roi ».

Cette atteinte portée à l'indépendance usurpée par les seigneurs, occasionna une réclamation universelle & des guerres particulières.

Création des quatre premiers bailliages royaux.

Ce fut l'origine de quatre grands bailliages que nos rois établirent dans leurs domaines, pour juger les cas royaux, c'est-à-dire, les affaires dans lesquelles le roi étoit intéressé, jurisprudence conforme au gouvernement féodal; car le roi, comme suzerain, ne pouvoit être traduit devant ses vassaux (1). Ces établisse-

« (1) Les quatre premiers bailliages furent *Sens, Vermandois, S. Pierre-le-Moustier, & Mâcon*, pour connoître des cas royaux & causes d'appel, es pays & provinces des seigneurs voisins: à savoir *Sens*, pour partie de la Champagne qui lors avoit son comte grand seigneur, & pour partie de la Bourgogne qui avoit un duc grand seigneur; *Vermandois*, pour l'autre partie de la Champagne & la Brie, & terres d'autres seigneurs voisins, *S. Pierre-le-Moustier* (qui n'aguerre) étoit ville royale par association que l'abbé de *S. Martin d'Autun* avoit faite avec le roi Louis VII, dit le jeune, en l'an 1179; car le prieur de *S. Pierre-le-Moutier* qui audit lieu avoit droit de justice & pré-vôté, est sujet & dépendant de l'abbaye de *S. Martin*

ments se multiplient à mesure que le domaine du roi augmenta.

L'appel judiciaire commença à s'introduire : c'est aux établissemens de saint Louis, que nous sommes redevables de cette réforme.

L'appel judiciaire substitué au combat ; second degré de rétablissement de l'autorité royale.

Le droit canonique avoit servi de règle dans tous les temps aux tribunaux ecclésiastiques ; mais ce droit défiguré par les fausses décrétales du moine Isidore, surchargé de toutes les prétentions des papes, avoit plus contribué à augmenter la puissance des pontifes, qu'à policer la nation.

Le code théodosien observé avant l'époque de

» d'Autun, eut un bailliage pour les cas royaux d'Au-
 » vergne, Bourbonnois, Nivernois, lesquelles provin-
 » ces avoient leurs ducs, comtes & seigneurs ; & sera
 » noté que, lors dudit établissement, Bourbonnois n'étoit
 » encore pairie & duché ; ces titres furent octroyés en
 » la personne de Louis, fils de Robert, comte de Cler-
 » mont, fils du roi S. Louis, & auparavant Bourbon-
 » l'Archambaut, Moulins, Montluçon, Montluçon, Mu-
 » rac & Verneuil étoient simples baronnies & seigneu-
 » ries, & auparavant, comme il se voit par les anciens
 » titres de ce temps, on disoit Moulins-en-Auvergne,
 » diocèse d'Autun, Mâcon fut établi bailliage pour
 » l'autre partie de la Bourgogne & pour le Lyonnais,
 » Forez, Beaujolois qui avoient leurs seigneurs ».
*Cocquille, discours des états de France & du droit que le
 duché de Nivernois a en iceux, t. I, pag. 233 & 284.*

la conquête des francs, renfermoit les maximes les plus saines; mais les dispositions de ces loix qui n'ont d'autorité dans le royaume que celle que leur donne leur sagesse, étoient oubliées par des seigneurs intéressés à maintenir par la force une autorité qu'ils avoient usurpée.

La découverte du digeste de Justinien faite en 1137, cent quarante-trois ans avant les établissements de S. Louis (1), ramena l'étude du droit romain. Ces loix sont citées fréquemment dans *les établissements*.

Deux dispositions des établissements de S. Louis, source de toute la forme judiciaire observée aujourd'hui,

Je ne m'arrêterai qu'à deux dispositions de ce nouveau code, la preuve par titres & par témoins substituée au combat, tant en première instance, que sur l'appel, & l'obligation imposée aux seigneurs de s'associer des gens de loi, pour rendre leurs jugements (2).

(1) J'ai suivi ici les ordonnances du Louvre, qui placent les établissements en 1270, avant le départ de S. Louis pour Tunis. Le registre *pater* de la chambre des comptes les remonte de dix ans; mais on peut croire qu'il les confond avec une ordonnance de 1260, par laquelle S. Louis avoit dès-lors défendu les combats judiciaires dans ses domaines. Voyez le tome 1^{er}. des ordonnances du Louvre

(2) Etablissements de S. Louis, liv. 1, chap. 2.

« Nous défendons les batailles par tout notre domaine en toutes querelles. . . . & au lieu des

Ces *jugeurs*, suivant l'expression du temps, composoient le conseil du roi & de ses vassaux.

» batailles nous mettons preuves par des témoins, ou
 » des chartres selon le droit écrit au code au titre de
 » *passis* ».

Le chap. 6 regarde les deux sortes d'appel en *faussant* le jugement & par *déjoute de droit* ou déni de justice. (Voyez ci-dessus).

Le chap. 105 du même livre établit la nécessité des *assesseurs* ou *jugeurs* en matière criminelle.

« Si aucun se plaint en justice d'aucun méfait, & li
 » jugement contende au premier jour de leurs paroles,
 » la justice leur doit mettre terme avenant, & si à tel
 » jour content le jugement par les mêmes paroles, la
 » justice leur doit mettre l'autre terme (vous voyez
 » ici l'usage des deux défauts) & à celui terme se
 » doit lever & appeller gens suffisans qui ne soient de
 » l'une partie ni de l'autre, li doit faire paroles, reteste
 » (rapports) & des paroles qui ont été dites, si leur
 » doit faire droit ».

Le chap. 15, liv. 2, explique en détail la forme des jugemens.

« Quand les parties seront coulées en jugement, li
 » prévôt ou la justice si feront les parties . . . (mander)
 » & appeller suffisamment gens qui ne seront mie des
 » parties & d'où la justice retrerre, de quoi eux, formés,
 » mis en jugement pour l'une partie & pour l'autre &
 » livrer les paroles aux jugeurs » . . . Et liv. 1, chap. 6:
 » Si aucune veut fausser le jugement en pays-là ou fauf-
 » sement de jugement assiere (à lieu) il n'y aura point
 » de bataille, mais li clien, li repons & li autre arrement

Des parle-
ments tels
qu'ils subsis-
tent ; troi-
sième degré de
rétablisse-
ment de l'au-
torité royale.

Vous voyez, par le texte des établissemens, que nos rois les appelloient en tel nombre qu'ils jugeoient à propos, *gens qui ne seront mie des parties* ; comme encore aujourd'hui le roi appelle à chaque conseil d'état les membres qui doivent le composer.

Que le parlement du roi, (car c'est le nom qu'on donna plus communément à ces assemblées) composé des premiers vassaux, au nombre desquels se trouvoient plusieurs évêques & autres ecclésiastiques & des légistes qui y furent associés, ait eu des séances réglées avant sa fixation à Paris par Philippe-le-Bel, en 1302, c'est un fait qu'on ne peut contester, puisque les anciens registres du parlement nommés *olim* sont antérieurs à cette fixation.

Ces registres remontent à l'an 1254, c'est-à-dire à l'époque même du regne de S. Louis, peu d'années avant l'ordonnance de 1260, par laquelle ce monarque substitua la forme judiciaire aux duels, ce qui prouve que l'étude du

» (*plaintes*, en matiere criminelle, *demandes* en matiere
» civile, & *défenses*), seront rapportés en notre cour,
» selon les erremens du plais, l'on fera tenir ou d'épier
» le jugement & cil qui sera trouvé en son tort, l'amen-
» dera par la coutume du pays & de la terre ; & si
» le défaut est prouvé, li sire qui est appelé, il perdra
» ce qu'il devra par la coutume du pays & de la terre ».

droit romain avoit déjà adouci les mœurs de la nation, & que S. Louis, comme tous les bons princes, avoit préparé les esprits des peuples au changement qu'il vouloit introduire.

Les séances du parlement se tenoient deux fois l'année, à la S. Martin, & à Pâque, presque toujours à Paris, parce que le roi y résidoit, quelquefois à Vincennes. On trouve un parlement daté *du camp de Tunis*, pendant la seconde croisade de S. Louis.

Deux séances ordinaires du parlement non encore sédentaire.

C'est à cette époque du regne de S. Louis que le rétablissement de l'autorité royale devint sensible.

(I) Joinville nous représente ce monarque ,

Comment S. Louis jugeoit ses sujets.

(1) Histoire de S. Louis, par Joinville.

« Maintes fois ai vu que le bon saint, après avoir
 » oui la Messe en été, il se alloit ébattre au bois de
 » Vincennes, & se étoit au pied d'un chêne & nous
 » faisoit seoir tous auprès de lui, & tous ceux qui
 » avoient à faire venoient lui parler, sans que aucun
 » huissier leur donnât empêchement, & demandoit
 » hautement de sa bouche, s'il n'y avoit nul qui eût
 » partie; quand il y en avoit aucuns, il leur disoit:
 » amis, taisez-vous, & on vous délivrera l'un après
 » l'autre; puis souventes fois appelloit monseigneur
 » Pierre Fontaine, monseigneur Geoffroy de Villette,
 » & leur disoit, délivrez-moi ces parties; & quand
 » il veoit quelque chose à amender à la parole de ceux
 » qui parloient pour autrui, lui-même tout gracieu-

tantôt tenant sa cour pléniere avec ses premiers vassaux & les hommes de loi qu'il leur affocioit ,

» sement de sa bouche les reprenoit ; aussi plusieurs
 » fois ai vu que ou du temps d'été, li bon roi venoit
 » au jardin de Paris, une cote de camelot vestue, un
 » surcot de tirtaine sans manches, & un mantel par-
 » dessus de sandal noir, & faisoit là étendre des tapis
 » pour nous seoir près lui & là faisoit dépêcher son
 » peuple si ligaument, comme je vous ai devant dit
 » au'bois de Vincennes ».

Depuis même la fixation du parlement de Paris, nos rois se réservoient des causes qu'ils jugeoient dans leur parlement en lit-de-justice.

L'ordonnance de Philippe-le-Long, du 17 Novembre 1318, en contient une disposition précise, *ordonnances du Louvre*, tome I, page 613 & suivantes.

« Item li jour que le roi viendra à Paris pour voir les
 » causes qu'il aura réservées pour voir devant li, le par-
 » lement toutes autres querelles cessera, & seront pu-
 » bliées lesquelles causes il aura réservées en pleine
 » cour, pour ce que nul en demeure, s'il n'y a à faire.
 » Cependant sitôt comme les causes réservées au roi,
 » seront délivrées, le parlement cessera, quant aux causes
 » qui étoient réservées devant le roi, & retournera li en
 » délivrer en autres causes qui étoient par l'avenue du
 » roi mises en suspens non contestant requête que aucun
 » grand homme eût à faire au roi, & puis en près toutes
 » causes délivrées le parlement finira, & publiera t'on
 » le nouvel parlement ».

Voyez au paragraphe I, la forme des lits-de-justice

tantôt jugeant lui-même ses sujets au pied d'un chêne dans le bois de Vincennes , ou dans son

tenus sous la première race, telle qu'elle est rapportée par Malculfe, liv. 1, n. 25. On trouve, dans les notes de Jérôme Eignon sur cette formule, la preuve de l'usage dans lequel nos rois des deux premières races étoient de rendre eux-mêmes la justice assistés des évêques, des grands du royaume, & de leurs officiers, principalement dans les causes majeures, en cas de déni de justice de la part des comtes, ou de refus d'une des parties de se présenter devant son juge naturel, enfin pour casser les arrêts rendus contre les ordonnances : *tum demum de neglectu regaliū constitutionum*. Quelquefois le roi rendoit lui-même le jugement, quelquefois le comte du palais assisté des évêques & des grands; mais ces arrêts portoient toujours le nom du roi : *verum ex his quædam à rege ipso judicabantur dum jus dicebat, quædam verò comes palatii vice regis, episcopis etiam & proceribus assistentibus finiebat, & nihilominus regis nomine judicata inscriptæ erant, atque si ipse judicasset*.

Les capitulaires font mention de ces audiences auxquelles le roi assistoit en personne pour juger les causes de ses sujets.

Louis-le Débonnaire ordonnoit à ses envoyés d'avertir qu'il tiendrait une de ces séances par semaine.

Hoc missi nostri notum faciant quòd in omni hebdomadâ unum diem ad causas audiendas & judicandas sedere volumus. Cap. anni 829, titre 2, chap. 14; Baluze, tom. I, page 666.

Charles VIII avoit rétabli le même usage. Voyez l'addition au paragraphe IX de la première partie, n. 1.

palais, tantôt envoyant le sire de Joinville, le seigneur de Nesle & le comte de Soissons à la porte du palais, pour vuidier les différends de ses fujets & lui faire le rapport de ceux qu'ils ne croiroient pas devoir prendre sur eux de décider; première origine des maîtres des requêtes dont les fonctions étoient les mêmes au parlement lorsqu'il fut rendu sédentaire. C'est par cette raison qu'ils jugent en première instance les causes personnelles des commençaux de la maison du roi. On leur associa depuis la chambre des requêtes, pour suppléer aux absences que l'obligation du service de la cour leur occasionnoit. Ils n'étoient encore que huit sous le regne de François I^{er}. (1).

Fixation du
parlement à
Paris en
1302.

C'est ce même parlement que Philippe-le-Bel rendit sédentaire à Paris en 1302, (ou peu d'années après; car cette ordonnance ne présente qu'un projet) pour faciliter l'expédition des causes (2); avec cette différence que les gens de loi furent obligés de résider habituellement, au lieu que les premiers vassaux ne fu-

(1) Pasquier, Recherches, liv. 2, chap. 3.

(2) *Propter expeditionem causarum*. Ordonnance du 23 Mars 1302, pour la réformation du royaume, art. 62.

V. Ordonnances du Louvre, tome I.

rent appelés, depuis ce temps, que pour les affaires majeures qui exigeoient leur présence, suivant l'usage des fiefs.

Dès-lors ce tribunal devint la souveraine cour de France; ses jugemens ne purent être réformés que de l'autorité du roi, ou de ceux à qui il en donnoit expressement le pouvoir; car nos rois ayant détaché une partie de leur conseil pour terminer les contestations en dernière instance, s'en réservèrent un autre auprès de leur personne; on l'appella *le grand-conseil*. Il avoit les mêmes fonctions qui appartiennent aujourd'hui au conseil d'état (1). Il jugeoit aussi

(1) L'article 12 de l'ordonnance de 1302 prouve que nos rois en transmettant au parlement leur autorité ne s'en dépouillèrent pas, qu'ils se réservèrent à eux seuls, ou à ceux qu'ils commettoient, *en vertu d'un mandat spécial*, le droit de réformer les arrêts, pour maintenir l'exécution de leurs loix.

Volumus, sancimus, & etiam ordinamus, quòd judicata arresta, & etiam sententiæ quæ de curiâ nostrâ, seu de communi consilio processerint, teneantur, & sine appellatione aliquâ executioni mandentur; & si quid ambiguitatis vel erroris continere videantur, ex quibus merito suspicio indiceretur, correctio, interpretatio, revocatio & declaratio eorundem ad nos, vel ad commune consilium spectare noscantur, vel ad majorem partem consilii nostri, vel providam deliberationem specialis mandati nostri, vel de licentiâ nostrâ speciali, super omnia ante requisitâ servetur.

les causes que le roi s'étoit réservées. Charles VIII & Louis XII en formerent un tribunal ordinaire pour le jugement de ces causes; j'en parlerai au paragraphe IX.

Le ressort
du parlement
de Paris
compre-
noit
toute l'étend-
ue du do-
maine du roi.

Je dis que le parlement de Paris devint, par cette ordonnance, la souveraine cour de France; ce qu'il faut entendre du domaine du roi qui comprenoit ce qu'on appelloit alors la langue *d'oïl*, c'est-à-dire les provinces où le mot *oui* se prononçoit *oïl*, & la langue *d'oé* où ce mot se prononçoit *oé*; car le Languedoc avoit été réuni à la couronne en 1283, par la mort d'Alphonse, comte de Poitiers, frere de S. Louis, héritier par Jeanne sa femme, de Raimond VII, dernier comte de Toulouse. Aussi y avoit-il alors au parlement deux chambres, l'une nommée de Languedoïl, l'autre de Languedoé.

Distraction
de la cham-
bre de Lan-
guedoc, pour
former le par-
lement de Tou-
louse.

C'est de cette chambre que Philippe-le-Bel se propoisoit en 1302 de former un parlement à Toulouse (1), si cette province consentoit que les jugements de cette cour ne fussent pas sujets à l'appel. (2) Il n'exécuta ce projet que trois ans après en 1305.

(1) M. le président Haynault, année 1305.

(2) Ordonnance du 23 Mars 1302, art. 63.

Et quod parlamentum apud Tholosum tenebitur, si gentes terræ prædictæ consentiant quod non appelletur à præsidentibus.

Pour entendre ces derniers mots de l'article 62 de l'ordonnance de 1302, il faut se rappeler que les premiers vassaux avoient, comme le roi, un conseil ou parlement; mais dont les jugemens étoient sujets à l'appel à la cour du roi, comme première cour féodale, suivant la forme expliquée ci-dessus. Ainsi l'intention de Philippe-le-Bel étoit que l'établissement d'un parlement à Toulouse ne formât aucun démembrement de ce comté, ayant dans son ressort la même autorité que le parlement de Paris dans le sien.

C'est le même privilege que Louis-le-Hutin accorda, par l'article 18 de l'ordonnance de 1315, à la Normandie (1) qui avoit eu jusqu'alors son échiquier, dont les appels se portoient au parlement de Paris. Cette ordonnance n'eut son exécution que sous Louis XII par un édit de 1499.

Les cours des grands vassaux, autrefois sujettes à l'appel, érigées en parlements; complément du rétablissement de l'autorité royale.

Nos rois en usèrent ainsi dans les autres provinces, à mesure qu'ils le réunirent à leur couronne. Voyez dans M. le président Haynault, l'époque de la création des différens parlements.

(1) Ordonnances du Louvre, tome I.



Observations sur le §. V.

Les magistrats tenoient-ils leur pouvoir du roi ou de la nation sous la première & la seconde race ? Réfutation du système de M. l'abbé Mably.

J'ai rapporté au §. II le capitulaire de 829, par lequel Louis-le-Débonnaire ordonnoit à ses envoyés de destituer les scabins ou échevins qui se conduisoient mal, & d'en choisir d'autres du consentement du peuple.

(1) M. l'abbé Mably frappé de sa chimère de la république des francs, conclut de ce capitulaire que ces magistrats ne tenoient leur pouvoir que du peuple.

La réponse est dans le texte de la loi. C'est le roi qui ordonne à ses envoyés de destituer les mauvais échevins & d'en instituer d'autres. Quand le peuple auroit eu le droit de choisir les nouveaux échevins, pour les présenter aux commissaires du roi, ce que le capitulaire ne dit pas, ces échevins eussent tenu leur pouvoir de la seule autorité du monarque, puisque c'étoit lui qui ordonnoit de les instituer & destituer. Voyez ci-dessus §. II, dans l'addition.

M. l'abbé Mably étend son système jus-

(2) L'auteur des observations conséquent dans son système, prétend que les évêques se défen-

(1) Tome I, liv. 1, chap. 2, n. 5, & les remarques qui y sont relatives.

(2) Tome II, liv. 4, chap. 4.

dirent mal lors de la célèbre conférence tenue en présence de Philippe de Valois , en 1329 , entre Pierre de Cugnieres , avocat du roi au parlement , Bertrand évêque d'Autun , & Pierre Roger élu à l'archevêché de Sens.

qu'à favoriser les anciennes usurpations des ecclésiastiques , sur la puissance séculière. Réponse.

Voici le discours que M. l'abbé Mably met dans la bouche des évêques , bien différent du langage qu'ils ont tenu :

« Nous réclamons la prescription , cette loi
 » du repos des nations ; mais d'autant plus
 » sacrée pour la nôtre , que marchant depuis
 » plusieurs siècles sans règles & sans principes ,
 » nous n'avons eu que des coutumes incertaines , & pas une loi fixe. Nous défendrons
 » avec courage nos droits , qui sont les droits
 » des citoyens. S'il importe à la nation de confier à d'autres mains l'autorité temporelle
 » dont nous jouissons & dont elle nous a revêtus , en la reconnoissant comme légitime
 » par sa soumission , qu'elle s'explique dans les
 » assemblées de nos états-généraux , & nous
 » sommes disposés à nous démettre de tout le
 » pouvoir qu'elle voudra reprendre ».

-- Les évêques crurent plus utile de consacrer leurs prétentions en confondant les limites des deux puissances , de recourir au pouvoir des clefs dont leurs prédécesseurs avoient tant de fois abusé , en un mot d'employer dans ces

temps d'ignorance , des moyens que l'habitude fit respecter.

S'ils eussent tenu le langage que M. l'abbé Mably leur prête , on leur auroit répondu :
 « que la prescription qu'ils oppoient étoit ,
 » ainsi que celle des seigneurs laïcs , leur usur-
 » pation sur l'autorité du roi , que cette usur-
 » pation avoit produit l'anarchie , qu'il étoit
 » temps que le monarque rentrât dans une
 » autorité inaliénable par sa nature , qu'ils
 » s'étoient rendus indignes de juger les peu-
 » ples , en s'appropriant un pouvoir dont ils
 » n'étoient que dépositaires , que le roi le
 » transféroit à son parlement , que la plénitude
 » de la puissance du monarque assuroit la li-
 » berté des sujets , que la prétendue soumis-
 » sion du peuple qu'ils oppoient , n'étoit que
 » la suite de la servitude à laquelle ils l'avoient
 » réduit ».

Laquelle des deux causes vous paroît la meilleure sous ce point de vue ?

Aussi les évêques eurent-ils grand soin de séparer leurs prétentions de celles des seigneurs laïcs. Tant il est vrai que les principes du gouvernement monarchique s'étoient conservés parmi nous , malgré les atteintes que le gouvernement féodal avoit portées à notre constitution.

Ce que M. l'abbé Mably nous dit de l'origine des fénéchauffées (1) est une nouvelle preuve de la dépendance des magistrats de l'autorité du monarque.

Origine des fénéchaltes telle qu'elle est rapportée par M. l'abbé Mably. Elle démontre la préférence de l'autorité du monarque.

« Depuis Hugues Capet , jusqu'à Philippe-Auguste , les prévôts rendirent compte de leur administration au fénéchal de la cour , dont l'office conféré en fief , donnoit à celui qui en étoit pourvu l'autorité la plus étendue sur tous les domaines du roi. Le fénéchal étoit une efpece de maire du palais. Il s'étoit rendu fufpect au prince Philippe-Auguste. On fupprima l'office en 1191 , ou pour parler l'ancien langage , le roi ne conféra plus ce fief.

» Philippe-Auguste partagea fes domaines en différens diftricts dont chacun comprenoit plufieurs prévôtés , & à la tête de chaque diftrict qu'on nomma bailliage , il plaça un premier magistrat qui eut fur les prévôtés de fon reffort la même autorité de furveillance que le fénéchal avoit eue auparavant sur tous ».

-- Ce fut fans doute un des moyens employés pour rétablir la monarchie démembrée par le

(1) Tome II , liv. 3 , chap. 7 , dans les remarques , n. 8.

gouvernement féodal. Le plan de conduite que nos rois ont tenu pour parvenir à ce but , est constant. M. l'abbé Mably l'expose avec plus d'étendue que je ne l'ai fait. Mais comment après avoir peint de couleurs si vives les abus du gouvernement féodal , se permet-il de traiter le rétablissement de la puissance monarchique , d'abus d'autorité , d'usurpation ?

Contradiction de M. l'abbé Mably avec ce qu'il a dit lui-même de l'abus du gouvernement féodal , & du droit du roi sur les villes libres.

« Louis VIII, dit-il (1), trompé par son ambition , & le dévouement de la bourgeoisie à ses ordres , crut en effet être le maître de toutes les villes où la commune étoit établie & laissa à ses successeurs le droit de réaliser cette prétention ».

Ducange dit la même chose ; mais il ajoute (2)

(1) V. les additions au paragraphe 4 , observations , tome II , liv. 3 , ch. 7 , & les remarques y relatives , n. 5.

(2) Glossaire de Ducange , *verbo communantia*. M. l'abbé Mably dans ses remarques sur ce chapitre , n. 5.

Ludovicus VIII, reputabat civitates omnes suas esse, in quibus communiæ essent, nec injuriâ cum oppidorum incolæ, dominorum dominio absoluti, regi ipsi parerent, quod prodit autor historiæ Ludovici VII, p. 418, ubi tradit vezilliacenses communiam inter se facientes, communiter conjurasse, quod ecclesiæ dominio ulterius non subjacerent. Eadem habet Aimonius, lib. 5, cap. 65. Guilbertus verò in vitâ suâ, cap. 10, inter missas sermonem habuit de execrabilibus communiis illis in quibus, contra jus & fas, violenter servi à dominorum jure se subtrahunt.

que Louis VIII le crut avec raison , puisque les habitants des villes tirés par l'affranchissement du domaine de leur seigneur , rentroient sous l'obéissance du roi.

M. l'abbé Mably confondant le domaine & la seigneurie , oubliant que la souveraineté des seigneurs & la servitude des peuples étoient deux corrélatifs nécessaires , s'élève contre cette raison de Ducange : « Quand le comte de Foix , » dit-il , vouloit que ses sujets missent leurs privilèges sous l'advocatie du roi , prétendoit-il perdre sa seigneurie » ?

Objections
de M. l'abbé
Mably.

-- La réponse est facile. Non sans doute ; mais il restreignoit son droit dans ses véritables limites , juridiction sur des hommes libres , sous la dépendance du roi engagé , par le titre même de sa couronne , à protéger la liberté de ses sujets.

Réponse.

-- « En partant du gouvernement féodal (ajoute » l'auteur des observations), la garantie du roi de » France ne lui donnoit pas plus de droit sur les » terres des seigneurs, qu'elle n'en donne aujourd'hui à un prince sur deux puissances indépendantes dont il garantit les engagements ».

Autre objection.

-- Vous avez raison, en partant du gouvernement féodal ; mais ce gouvernement qui supposoit la servitude du peuple , étoit le despotisme de constitution le plus redoutable. Les seigneurs ,

Réponse.

en affranchissant leurs serfs moyennant des redevances pécuniaires, les rendoient à la puissance légitime du monarque. Aussi le moine Guilbert, cité par Ducange, ne déclamoit-il que contre les *serfs* qui sans le consentement de leur seigneur, parvenoient à se soustraire de sa dépendance, en s'avouant *bourgeois du roi*.

Le roi usoit de son droit, en protégeant ses sujets contre la vexation des seigneurs.

Mais le roi favorisoit avec raison, cette prétendue révolte. C'est ainsi que Louis VII prit sous sa protection les habitants de Vezelay, qui secouerent le joug de la servitude sous laquelle leur abbé les retenoit.

Antiquité des lettres de fauve-garde accordées par nos rois.

Le roi assuroit par des lettres de fauve-garde, la liberté des communes qui s'étoient mises sous sa protection. M. l'abbé Mably convient (1) que ces lettres étoient en usage, sous les rois des deux premières races, que cet usage ne s'étoit perdu que par la foiblesse des derniers successeurs de Charlemagne. Les formules de Malculfe (2), & la compilation de D. Bouquet, attestent cette vérité.

Opinion étrange de M. l'abbé Mably sur ces lettres.

(3) « Je ne fais, dit-il, si les rois mérovingiens » apportèrent de Germanie *cette pernicieuse cou-*

(1) Remarques, liv. 4, chap. 1, n. 4.

(2) Formules de Malculfe, liv. 1, chap. 24; D. Bouquet, tome VI, pag. 410 & 651.

(3) Observations, liv. 2, chap. 3, dans les remarques, n. 3.

» tume , ou si ce n'est qu'une suite de l'abus qu'ils
 » firent de leur autorité après la conquête ; quoi
 » qu'il en soit , les rois de la seconde race con-
 » serverent cette prérogative qui n'étoit propre
 » qu'à ruiner le principe du gouvernement ».

-- Quoi ! la prérogative auguste de nos rois
 d'accorder leur protection à leurs sujets accablés
 par la tyrannie d'hommes puissants , est traitée
 de *pernicieuse coutume* , propre à ruiner les *princi-
 pes du gouvernement* ! Ceci ne mérite pas de
 réponse (1).

Réponse.

M. l'abbé Mably a intérêt , pour autoriser
 son système , de s'élever contre l'usage de ces
 lettres ; car leur antiquité prouve invinciblement
 que les francs apportèrent dans les Gaules les
 principes du gouvernement monarchique ?

Conséquence
de l'antiquité
de l'usage de
ces lettres.

« Il n'y eut aucune affaire (dit M. l'abbé
 » Mably) , (2) dont les baillifs ne voulussent
 » prendre connoissance. Ils établirent qu'il y
 » avoit des cas privilégiés qui appartoient
 » de droit aux seules justices royales ; ou plutôt
 » ils imaginèrent qu'il devoit y en avoir & n'en
 » désignèrent aucun ».

Réserve des
cas royaux.
Elle résulte
du gouverne-
ment monar-
chique. Quels
sont ces cas ?

(1) *Rectum est ut regalis potestas illis tuitionem impar-
 tiat quorum necessitas , comprobatur . . . propter malo-
 rum hominum illicitas infestationes.* Formules de Malculfe ,
 liv. 1 , chap. 24.

(2) Observation , liv. 4 , chap. 1.

--Vous demandez quels sont *les cas royaux*? les lettres-patentes du 1^{er}. Septembre 1315 (1), que vous citez vous-même, vous les désignent: *ce sont les cas qui touchent la royale majesté, qui de droit ou d'ancienne coutume peuvent & doivent appartenir au souverain prince & à nul autre.* Tels sont les objets qui tendent à donner atteinte à l'autorité inaliénable du monarque, ou qui tiennent essentiellement à la protection qu'il doit à ses sujets; voilà ce que la nature du gouvernement monarchique & les monuments de tous les temps auroient dû vous apprendre.

Maxime que le roi est souverain par-dessus tous; sentiment de Beaumanoir sur cette maxime.

Ce ne fut pas sous S. Louis, comme l'auteur des observations ose le dire, *qu'on commença à croire* (2) *que le roi étoit souverain par-dessus tout*, cette vérité est la base de la constitution monarchique.

Ce n'est pas ainsi que s'exprimoit Beaumanoir (3). Après avoir dit que *chacun des barons est souverain en sa baronnie.*

« Voir est (ajoute-t-il) *que le roi est souverain par-dessus tous, & a de son droit le général garde du royaume; par quoi il peut faire tel établissement, comme il li plect, pour le com-*

(1) Remarques sur le même chap. n. 6.

(2) Observations, *ibid.*

(3) Remarques, *ibid.* n. 8. Beaumanoir, cout. ch. 34.

» *mun prouffit , & chi il eſtablit i loro etre tenu ».*

M. l'abbé Mably (1) rapporte le texte de Beaumanoir en entier, & cependant il ſe permet d'avancer, « que Beaumanoir n'oſe pas dire » que le prince ait entre les mains la puiſſance légiſlative. . . . qu'il ſe contente d'inſinuer que le roi peut faire des loix qu'il croit les plus favorables au bien général du royaume, & ſe borne à conſeiller d'y obéir; » en préſumant qu'elles ſont l'ouvrage d'une ſageſſe ſupérieure ».

§. VI.

De la pairie en général & du droit des pairs tel qu'il ſubſiſte aujourd'hui.

(2) Vous avez vu la pairie naître avec le gouvernement féodal, par l'uſurpation des premiers vaffaux qui bornerent la puiſſance royale à la *ſuzeraineté*, terme barbare inventé pour exprimer l'obligation de la foi & hommage, du ſervice militaire, & de l'aſſiſtance à la cour du roi.

Origine des
anciennes
pairies.

M. le préſident Haynault (3) fixe à l'année

Epoque de

(1) Obſervation, tome II, liv. 4, ch. 2, pag. 140.

(2) Paſquier, liv. 2, chap. 9, & Coquille, *traité des pairs de France, de leur origine fonction, rang & dignité.*

(3) Abrégé chronologique de M. le préſident Haynault, époque de 1451.

leur réunion
totale à la
couronne.

1451 sous le regne de Charles VII, l'extinction totale des anciennes pairies & leur réunion à la couronne.

Les droits
des pairs sont
la conséquence
de leur
qualité de re-
présentants
des anciens
pairs. Pre-
mière préro-
gative en ma-
tière civile.

Les pairs de France sont donc aujourd'hui les représentants des anciens pairs. C'est, par cette raison, qu'ils n'ont d'autre juge que le roi dans toutes les matieres qui intéressent leurs personnes ou la dignité de leurs fiefs.

Tel est le principe & l'origine de la premiere prérogative des pairs, que les causes qui intéressent la pairie soient portées directement au parlement, comme représentants sans moyen la personne du roi.

S'élève-t-il des contestations entre les pairs *pour raison de leurs duchés-pairies, des droits, honneurs, préséance que le roi leur a accordés*, le roi en est tellement le seul juge, que le parlement de Paris même, quoique le siege ordinaire de la cour des pairs, n'en connoît qu'en vertu d'une commission qui lui est adressée, si le roi n'a pas jugé à propos de décider ces contestations par lui-même. C'est la disposition de l'art. VIII de l'édit de 1711.

Seconde pré-
rogative en
matière cri-
minelle.

La prérogative des pairs en matiere criminelle vous offre un vestige plus remarquable de notre ancien droit.

Les francs n'étoient jugés que par leurs pairs. La monarchie ayant été démembrée sous le

gouvernement féodal, le droit des premiers vassaux de la couronne, de n'être jugés que par leurs pairs, acquit une nouvelle force. Souverains dans leur territoire, ils ne pouvoient reconnoître d'autres juges que leurs égaux & le roi leur fuzerain (1).

Lorsqu'une forme plus régulière eut été admise dans les jugements, que nos rois & les seigneurs particuliers commencèrent à appeler des gens de loi à leur cour, que Philippe-le-Bel eut détaché une partie de son conseil pour former un tribunal permanent, il étoit naturel que ces magistrats participassent au jugement des pairs.

Conséquence
de la fixation
du parlement
à Paris.

Le parlement avoit été appelé en 1202, au jugement de Jean-Sans-Terre, roi d'Angleterre

(1) Jugement de Jean-Sans-Terre roi, d'Angleterre, & pair de France, comme duc de Normandie & de Guienne, en 1202, par le roi avec ses pairs & ses premiers vassaux.

En 1220, érection du comté de Champagne en pairie. Le nouveau comte promet à Philippe-Auguste de le servir, *tant qu'il lui fera justice en sa cour, par le jugement de ses pairs.*

En 1225, traité entre S. Louis & Ferrand comte de Flandre, avec la même clause.

Semblables traités en 1246, 1305, 1316, *monuments à la suite du mémoire concernant les pairs de France, de Lancelor.*

& duc de Normandie. Rendu fédentaire, il jugea avec les pairs de France en 1331, Robert d'Artois, en 1255, le roi de Navarre, en 1379, Jean de Montfort duc de Bretagne.

Réponse du
parlement de
Paris con-
sulté par
Charles VII.
Possession an-
cienne de ce
parlement,
faits qui la
constatent.

Si, consulté par Charles VII en 1456 à l'occasion du procès du duc d'Alençon (1) sur la forme du jugement des pairs, il se contentoit de répondre : « *que le roi en sa personne présente, & quoi-*
» *que ce soit appellés les pairs de France & au-*
» *tres seigneurs tenant pairie, ledit seigneur ac-*
» *compagné d'autres notables hommes, tant nota-*
» *bles prélats, qu'autres gens de son conseil, en*
» *doivent connoître* » ; si, on ne peut même se dissimuler que des raisons d'état n'aient engagé quelquefois nos rois à communiquer le droit de juger les pairs à d'autres parlements, ou à des membres de son conseil (2), ces exceptions ne dérogent pas à la possession du parlement de Paris.

C'est à ce titre que Louis XI fixant par des let-

(1) Registres du parlement. Du Tillet, procès du duc d'Alençon. Ce procès fut jugé par le parlement & le grand-conseil réunis, sous la dénomination de *grand-conseil*. Voyez paragraphe 9.

(2) Procès du duc d'Elbœuf en 1631, par le parlement de Dijon ;

Du duc de Montmorency, par le parlement de Toulouse, en 1632 ;

tres-patentes du 16 Septembre 1461 (1), le nombre des officiers de ce parlement, ordonne que *dehors en avant & à toujours, il sera composé de douze pairs de France, huit maîtres des requêtes, (2) quarante conseillers-clerks & quarante laïcs, y compris les quatre présidents.*

C'est à ce titre que le parlement enrégistra en 1463 les lettres d'abolition accordées par ce même prince au duc d'Alençon.

C'est à ce titre enfin que l'édit de 1711 ne donne aux pairs de France *le droit d'entrée, séance & voix délibérative, tant aux audiences qu'aux conseils des autres parlements (& autres cours souveraines du royaume (3), que du jour de leur réception au parlement de Paris, & que la déclaration du 9 Mars 1721 renvoya à ce parlement suffisamment garni de pairs, la connoissance du procès du duc de la Force.*

Les faits qui constatent la possession posté-

Du duc de Rohan, par le même parlement en 1637.

Le cardinal de Richelieu fit juger en 1638, le duc de la Vallette, par des commissaires.

(1) Registres du parlement. Du Tillet, procès du duc d'Alençon.

(2) Leur séance a été depuis réduite à quatre.

(3) Déclaration du 31 Mai 1775, enregistrée en la cour des aides, les pairs y séants.

rieure sont trop récents , pour qu'il soit nécessaire de les rappeler.

s. VII.

De l'ordonnance de Philippe-de-Valois du 10 Mars 1344. De l'état du parlement jusqu'en 1467, & de la célèbre ordonnance de cette année.

Le parlement rendu sédentaire à Paris par l'ordonnance de 1302, n'étoit pas continuél.

Le parlement avoit été rendu sédentaire à Paris par l'ordonnance de Philippe-le-Bel en 1302; mais il ne devoit tenir ses séances que deux fois l'an, aux octaves de Pâque & de la Toussaint, à chacune deux mois. Il conservoit tellement son caractère primordial de démembrement du conseil, que le roi envoyoit à la fin de chaque séance une liste des magistrats qui devoient tenir le parlement suivant.

Listes envoyées à chaque séance du parlement, des magistrats qui devoient composer le parlement suivant,

Pasquier (1) nous a conservé une de ces listes tirée des registres de la chambre des comptes.

« C'est l'ordonnance de parlement.

» Il y ara deux parlements, li un des queix
» commencera à l'octave de Pâque, & li autre
» à l'octave de la Toussaint, & ne durera cha-
» cun que deux mois.

» Il y ara au parlement deux prélats, c'est
» à sçavoir l'archevêque de Narbonne & l'évêque

(1) Recherches, liv. 2, chap. 3, ordonnance du Louvre, tome I.

» de Rennes & deux laiz, c'est à sçavoir le
 » comte de Dreux & le comte de Boulogne.
 » Il y ara treize clerks & treize laiz fans eux,
 » & seront li treize clerks messire Guillaume de
 » Nogaret, qui porte le grand scel, le doyen
 » de Tours, &c.

» Li treize laiz du parlement, seront le con-
 » table M^{re}. Guillaume de Plaisance, &c. . . .
 » aux enquêtes seront l'évêque de Constance,
 » l'évêque de Soissons, le chantre de Paris,
 » & autres jusqu'à cinq ».

Les ordonnances du Louvre fournissent plu-
 sieurs listes semblables jusqu'à l'ordonnance de
 Philippe-de-Valois de 1344, dont voici le sujet
 tel qu'il est rapporté par Pasquier (1) :

« Comme nous sommes, dit ce célèbre écri-
 » vain, en un royaume auquel, par la facilité
 » de nos rois, les choses viennent facilement
 » à l'essor, aussi advint-il à la longue qu'il n'y
 » avoit si petit seigneur qui fût en crédit, le-
 » quel ne voulût être immatriculé au nombre
 » des conseillers, & peut-être la relâche & dis-
 » continuation de cette charge leur en donnoit
 » plus grande envie. De-là vint que se trouvant
 » un nombre effrainé de conseillers, le roi
 » Philippe-de-Valois envoya lettres à la cham-

De l'ordon-
 nance de
 1344, portant
 réduction du
 nombre des
 officiers du
 parlement &
 un règlement
 de discipline
 qui s'observe
 encore.

(1) *Ibid.*

» bre des comptes, le 10 Mars 1344, accom-
 » pagnées de l'ordonnance qu'il avoit faite par
 » délibération de son grand-conseil, sur l'état
 » de ses gens de parlement, enquêtes & requé-
 » tes, enjoignant à ses gens des comptes de
 » la signifier & en bailler copie à son parle-
 » ment.... c'est-à-dire qu'ils ne souffrirent au-
 » cun être payé de gages, hors ceux compris
 » dans le rôle, ... & d'autant qu'il y avoit
 » grand nombre de personnes nommées en ces
 » états par son grand-conseil, leur accorda l'en-
 » trée sans gages ».

Cette loi transcrite en entier dans le recueil des ordonnances du Louvre renferme un règlement de discipline dont presque toutes les dispositions s'observent encore aujourd'hui.

Quand le
parlement
devint con-
tinuel.

Toutefois le parlement ne devint point continuél à cette époque. Pasquier (1) le prouve par des lettres-patentes de Charles V, régent du royaume pendant la prison du roi Jean son pere, du 8 Février 1356, qui annoncent « l'intention dans laquelle le roi étoit que les » chambres du parlement se tinssent sans dis- » continuation.... Ce fut (dit cet auteur) con- » seil par lui projeté ; mais non encore sup-

(1) Tome II.

(2) *Ibid.*

» pression générale de l'ancienne observance.
 » Mais après qu'il fut décédé en 1379, la mino-
 » rité du roi Charles, la foiblesse de son cer-
 » veau, les partialités des princes furent cause,
 » qu'ayant les esprits bandés ailleurs, on ne se
 » souvint plus d'envoyer de nouveaux rôles
 » de conseillers, & par ce moyen le parlement
 » fut continué ».

Ainsi les commissions du parlement prirent le caractère d'offices, révocables toutefois à la volonté du monarque.

Celui de nos rois qui avoit le plus abusé de ce pouvoir, Louis XI, y mit lui-même des bornes, en renouvelant, par l'ordonnance de 1467, la disposition du capitulaire de Charles-le-Chauve, dans lequel ce prince s'étoit engagé à ne conférer aucun office, s'il n'étoit vacant par mort, démission volontaire, ou forfaiture jugée & déclarée judiciairement & selon les termes de justice par juge compétent ; loi si sage aux yeux de Louis XI lui-même, qu'il se transporta, peu de temps avant sa mort, au château d'Amboise, accompagné des princes de son sang & des principaux seigneurs de sa cour, pour en faire jurer l'observation à Charles VIII son fils, dont il fut dressé un acte revêtu de lettres-patentes adressées à toutes les cours souveraines du royaume. Voyez les preuves à la

De l'ordon-
 nance de
 1467, qui as-
 sure l'irrévo-
 cabilité à
 tous les Offi-
 ciers du roi.

*suite des memoires de Philippe de Comines, &
le continuateur de l'abbé Velly, vie de Louis XI.*

§. VIII.

Des enrégistremens & des remontrances ou protestations.

Les arrêts du
parlement
n'étoient con-
fiés jusques
dans le 13^e.
siècle qu'à la
mémoire des
juges.

Quand on rapproche nos mœurs, nos institutions, des temps que je viens de décrire, nos ancêtres nous paroissent plus semblables à une horde de sauvages qu'à un peuple policé.

Tel fut l'effet des guerres continuelles & des désastres qu'entraîna le démembrement de la monarchie par le gouvernement féodal.

Qui pourroit se persuader que, dans le treizieme siècle, les jugemens de ce tribunal auguste composé des premiers vassaux de la couronne & des hommes de loi que le monarque leur avoit associés ne fussent encore confiés qu'à la mémoire des juges qui les avoient rendus, & que toutes les fois qu'il s'élevoit une contestation sur l'exécution d'un arrêt, on fût obligé de constater par une enquête ce qui avoit été prononcé ?

Registres
olim, ce que
c'est ?

C'est cependant ce que prouvent les registres *olim*, qui ne sont qu'un mémorial du greffier (1)

(1) On a prétendu, dans quelques écrits modernes,
Montluc,

Montluc, dressé pour son usage particulier (1).

Les loix avoient été recueillies avec soin tant que l'autorité de nos rois n'avoit reçu aucune atteinte. Vous en trouvez la preuve dans la loi salique, dans la loi des ripuaires, dans celle des bourguignons, dans les capitulaires des rois de la seconde race, qui se sont conservés jusqu'à nous. Mais depuis que les seigneurs avoient usurpé l'autorité souveraine, le caprice de ces despotes étoit devenu la seule loi d'un peuple serf.

Le démen-
brement de la
monarchie par
l'introduc-
tion du gou-
vernement
féodal, seule
cause de cet-
te dégrada-
tion. Preuve.

Ce que la volonté des seigneurs avoit établi le plus communément, ce que les jugements, c'est-à-dire le hasard des combats, (car vous avez vu que c'étoit ainsi que les procès se terminoient) avoit décidé, formoit un usage. Ces usages n'étoient pas rédigés par écrit; on les constatoit anciennement par de nouveaux combats & depuis par témoins (2). Telle est l'ori-

Origine de
nos coutu-
mes. Com-
ment on les
constatoit ?

que Montluc étoit conseiller, non greffier, ce qui est assez vraisemblable, puisqu'on n'avoit pas besoin de greffier, lorsqu'on n'écrivoit pas.

(1) Les registres *olim*, années 1262, jusqu'en 1296, l'expriment ainsi : *auditis hinc indè . . . recordata est curia fuisse pronunciatum in parlamento S. Martini Hyemalis, anno Domini.*

(2) Nous n'avons pas de rédaction de coutumes plus ancienne que le recueil des coutumes de Beau-

gine des coutumes que nos rois ont approuvées , lorsqu'ils ont réuni à leur couronne les domaines des premiers vassaux.

Point d'archives publiques , même des titres de la couronne.

Il n'existoit pas même de dépôt public des traités faits avec les puissances étrangères , ni des autres titres de la couronne ; le chartrier suivoit la personne du roi dans les camps & au milieu des armées.

L'inconvénient s'en fit sentir sous Philippe-Auguste en 1194 ; les titres de la couronne furent enlevés par les Anglois , dans une marche où ce prince fut surpris , près du village de Belle-Forge dans le Blaisois.

Fixation de la chambre des comptes à Paris par S. Louis.

Saint Louis est le premier de nos rois qui ait destiné un lieu dans son palais pour former les archives de l'état. Il créa des officiers pour veiller à la garde de ce dépôt ; c'est l'origine de la chambre des comptes sédentaire à Paris (1).

voisis , par Beaumanoir , grand bailli de Beauvoisis , & celui des coutumes de Vermandois , par Desfontaines , maître des requêtes , l'un & l'autre sous le regne de S. Louis. Toutes ces rédactions ne sont que des recueils particuliers , dressés pour l'usage de ces magistrats. Charles VII est le premier de nos rois qui ait ordonné de rédiger par écrit les coutumes de France. Esprit des loix , livre 28. chap. 43.

(1) Pasquier , liv. 2 , chap. 5 , ne fait remonter la chambre des comptes qu'à Philippe-le-Bel ; mais une

Depuis cette époque , les ordonnances ayant été délibérées dans le conseil du roi , étoient , comme il a été observé , envoyées à la chambre

Ancienne
forme de l'en-
voi des édits
au parlement
& de la publi-
cation des
loix.

lettre de M. de Saint-Just maître des comptes , qui se trouve au mémorial de la chambre , en attribue l'origine à S. Louis. Cette lettre datée du 27 Septembre 1339 , est adressée à M. le chancelier.

« Monsieur le chancelier , comme vous avez com-
mandé à moi Jehan de Saint-Just , que ce que je
vous ai dit de bouche je vous le baillasse par écrit ,
sur la franchise que dient avoir en la chancellerie ,
pour leurs propres personnes , & poser leurs seignu-
lières besognes , les clerks qui tiennent & corrigent
les écrits de la chambre des comptes , de notre sire
le roi , savoir vous fais ; que j'ai déjà sçu par les
anciens , *que ceux de la chambre des comptes n'étoient pas*
résidents à Paris , si comme l'ont été depuis M. S. Louis ;
ençois tous les maîtres & clerks , grands & petits , suivoient
la cour du roi , & recevoient & oyoient à ladite cour , & cor-
rigeoient tous comptes , tant ordinaires qu'extraordinaires , &
quand metier étoit , lesdits clerks faisoient & signoient , comme
notaires , lettres que metier avoient à être sceuées du
grand sceau du roi , & partageoient la grosse & menue
chancellerie , jusqu'à tant que Me. Guillaume de Ciespy
fut chancelier , qui suspendit auxdits clerks , leur présence
à la chancellerie , pour qu'ils ne suivent plus la cour.

Dissertation historique & critique sur la chambre des comptes , & sur l'état & fonctions de ses différents officiers ; à Paris , de l'imprimerie de Michel Lambert , 1767 , chap. 4 , page 201.

des comptes pour y être déposées, & les officiers de cette chambre chargés d'en donner copie au parlement. Telle est la forme de l'ordonnance de 1344 concernant la discipline du parlement (1) & de plusieurs autres rapportées dans le recueil des ordonnances du Louvre.

Première
époque de
l'enregistrement
en parlement.

La première loi qui fasse mention de l'enregistrement, ou pour parler plus exactement, de

(1) De par le Roi,

« Nos amés & féaux, nous avons fait cette ordonnance, sur le fait de nos chambres de parlement, des enquêtes, & de nos requêtes, par délibération de notre *grand-conseil*, laquelle nous avons envoyée, sous le scel de notre secret enclosé, à nos gens des comptes, qui vous en bailleront copie ». *Ordonnance de Philippe-le-Valois, du 12 Mars 1344, recueil des ordonnances du Louvre, t. II.*

Quelquefois nos rois faisoient publier les ordonnances à l'audience du sceau, pour les déposer ensuite à la chambre des comptes. On en trouve des exemples dans les deux volumes des ordonnances du Louvre.

« Si aucun cas leur venoit (aux notaires) qu'ils ne pussent éclaircir par les articles dessus dits, voulons pour eux acertiorer sur ce, qu'ils aient recours en notre chambre des comptes, où nous avons fait registrer nosdites ordonnances, & baillées à garder. *Ordon. de Philippe-le-Long, du mois de Décembre 1320. V. au paragraphe XIII* que'ques autres dispositions importantes de cette ordonnance ». *Recueil des ordonnances du Louvre, tome I, page 733 & 734.*

la publication en parlement (1) est du 14 Août 1374. Elle a pour objet d'assurer l'exécution des lettres du sceau & des arrêts du parlement, dans le ressort des sénéchaussées de droit écrit. Elle paroît avoir été délibérée dans le parlement même (2); ce qui prouve que cette compagnie avoit, comme aujourd'hui, le titre & les fonctions de conseil du monarque.

Dans le même mois fut donnée la célèbre ordonnance qui fixe la majorité des rois à quatorze ans.

Elle fut dressée au château de Vincennes (3), & publiée au parlement, dans un lit-de-justice, en présence du dauphin, d'un grand nombre de prélats, du chancelier de France, des

Ordonnan^{ce}
ce du mois
d'Août 1374,
qui fixe la
majorité des
rois à qua-
torze ans, pu-
bliée dans
un lit-de-ju-
stice ; avec
quelles so-
lemnités ?

(1) Je dis de la publication; car ces mots, *lecta & publicata in camerâ parlamenti*, ne disent rien de plus. Cependant cette ordonnance fut enrégistrée, puisqu'elle se trouve dans le registre 22, fol. 303. *Ordonnances du Louvre, tome VI.*

(2) *Datum Parisiis in camerâ parlamenti nostri, die decimâ-quartâ Augusti, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo-quarto.*

Sic signata per regem ad relationem consilii in camerâ existentis. Ordonnances du Louvre. *Ibid.*

(3) *Datum in castro nostro nemoris Vincenarum, mense Augusti, anno ab incarnatione Domini, millesimo trecentesimo septuagesimo-quarto.* Ordonnances du Louvre. *Ibid.*

pairs de France laïcs , des échevins de la ville de Paris & de plusieurs autres gens sages & notables tant clerics que laïcs (1). L'original en fut déposé dans les registres du parlement, & deux copies scellées du grand sceau, remises l'une au trésor des chartres, l'autre en celui du monastere de S. Denis.

Premier
exemple des
protesta-
tions du par-
lement, à
quelle occa-
sion ?

(2) Le premier exemple des protestations à l'enregistrement des loix est de l'an 1418, pendant les troubles occasionnés par la maladie de Charles VI. Elles eurent pour objet des lettres-patentes enrégistrées de l'autorité du duc de Bourgogne se disant lieutenant-général du royaume, qui révoquoient les sages ordonnances rendues précédemment contre les abus de la cour de Rome.

Tirons le rideau sur ces temps de vertiges, époque du traité de Troyes de 1420, qui ap-

(1) Voyez les ordonnances du Louvre, tome VI, vous y trouverez la forme de cette publication tolemnelle : *hæc lex seu constitutio regia publicata fuit in parlamento Domini nostri regis, ipso præsentè & tunc in regiæ majestatis folio præsentè & justitiam suam tenente, XXI Maii, anno Domini M. CCC. LXXIV, regnique sui duodecimo.*

(2) Pasquier, *ibid.* liv. 2, chap. 4.

Voyez les protestations du procureur-général, dans Fontanon, pag. 1227, tome IV.

pelloit à la couronne Henri V, roi d'Angleterre, au préjudice du dauphin.

Le 24 Juillet 1441, le parlement parut apporter quelque résistance aux volontés du roi, en enrégistrant, *du très-exprès commandement du roi*, porté par (Louis XI alors dauphin) les lettres de don que Charles VII avoit accordées à Charles d'Anjou, son beau-frere, des terres de S. Maixant, Mesles, & Civray. Sur quoi Pasquier ajoute (1): « mais le dauphin manda » querir soudain les présidents & leur dit qu'il » vouloit que l'on ôtât (*de expresso mandato*) » (de l'exprès commandement) & qu'il ne bou- » geroit de Paris jusqu'à ce que cela fût rayé, » protestant que s'il advenoit quelque inconvé- » nient, par faute d'avoir été fait, d'en faire » tomber toute la tarre & coulpe sur la cour ; » à cause de quoi la cour temporisant en partie, » ordonna le vingt-quatrième jour de Juillet en- » suivant, que l'on ôteroit le *de expresso*; mais que » le registre en demeurerait chargé pour l'avenir; » tellement que ces mots furent seulement » rayés de dessus les lettres; & depuis en 1465, » le même Louis étant roi, fit publier, bongré » malgré, en pleine cour par son chancelier, » le don qu'il avoit fait au comte de Charolois,

Autres exem-
ples de pro-
testations.

(1) Pasquier, *ibid.*

& nonobstant toutes protestations que fissent
 » la plupart des conseillers, il voulut que sur
 » le replis fût mis, *registrata audito procura-*
 » *tore regis & non contradicente.* (Registré ,
 » oui, & sans opposition du procureur-général
 » du roi). Telles protestations ont depuis été
 » assez familières en cette cour, & se trouvent
 » assez d'édits portants, *de expresso, expressissimo*
 » *mandato regis, pluribus vicibus reiterato.* (De
 » l'exprès, du très-exprès commandement du
 » roi, plusieurs fois réitéré) ; *laquelle clause,*
 » *tout ainsi qu'elle est ajoutée pour bonne fin,*
 » *aussi souhaiteroient plusieurs par aventure*
 » *non sans cause, que cette honorable com-*
 » *pagnie se rendît quelquefois plus flexible, selon*
 » *que les nécessités & occasions publiques le re-*
 » *quierent* ».

Combien n'y a-t-il pas de distance de cette formule, qui après tout n'est qu'une déclaration que fait le parlement des inconvénients qu'il a cru découvrir dans la loi, & de ses supplications auprès du monarque pour l'engager à la retirer, à un droit d'opposition, & de résistance !

Deux exem-
 ples remar-
 quables de
 remontrances
 & de protes-
 tations.

L'année 1517 présente deux exemples d'ob-
 stacles apportés par le parlement à l'exécution
 de loix émanées de l'autorité souveraine.
 Vous trouvez dans l'un une noble fermeté,
 tempérée, par la soumission qu'exige la consti-

tution monarchique. Ne fut-elle pas portée dans la seconde au-delà des bornes légitimes? C'est ce que les faits vous mettront à portée de connoître.

Le premier exemple concerne une ordonnance excessivement rigoureuse sur les eaux & forêts & la chasse.

Premier.
Ordonnance
des eaux &
forêts, enré-
gistrée du
très-exprès
commande-
ment du roi.

« (1) Il sera remontré au roi (disoit le par-
» lement) que les articles de cette ordonnance
» attaquent la sûreté & gênent la liberté de
» ses fideles sujets qui paient la taille & qui
» portent tout le fardeau de l'état, qu'il livre
» une classe d'hommes si précieuse aux extor-
» sions & aux rapines de quelques préposés ,
» plus attentifs à leurs profits particuliers qu'au
» bien général de la société, que le roi fera
» donc très-humblement supplié de s'en tenir
» aux anciennes ordonnances, lesquelles seront
» suffisantes, si on veille à leur observation ,
» pour corriger tous les abus dont on se
» plaint ».

Rien n'étoit si puissant que ces motifs, & il est aisé de se convaincre, par la lecture des dispositions de l'ordonnance rapportée par le con-

(1) Voyez le continuateur de l'abbé Velly, regne de François Ier. tome 23 de l'édit, in-12, depuis la page 135 jusqu'à 150.

tinuateur de l'abbé Velly, qu'ils étoient fondés.
 « Toutefois le parlement voyant que ses remon-
 » trances n'étoient point écoutées, qu'une plus
 » longue résistance seroit regardée comme une
 » désobéissance formelle, prit le parti d'enré-
 » gistrer avec la clause, *par l'ordre & l'express*
 » *commandement du roi, plusieurs fois réitéré* ».

Seconde ;
 affaire du
 concordat.

Suit l'affaire du concordat.

Je n'entreprendrai pas de renouveler cette fameuse querelle, ni d'examiner si les élections prescrites par la pragmatique-sanction étoient plus avantageuses à l'église & à l'état, que la nomination royale établie par le concordat; je me contenterai de transcrire les réflexions de M. le président Haynault.

Opinion de
 M. le pré-
 sident Hay-
 nault sur
 cette ques-
 tion.

« (1) Le grand grief (contre le chancelier
 » Duprat) a été d'avoir enlevé au clergé & au
 » peuple le droit d'élection des bénéfices, &
 » d'avoir rendu le roi maître de les conférer en
 » supprimant la pragmatique-sanction, & en
 » établissant le concordat. Voilà ce qu'on ne
 » pardonne point à sa mémoire, & ce qui l'a
 » d'autant plus décrié que deux des plus res-
 » pectables corps de l'état, le clergé & la

(1) Abrégé chronologique de M. le président Haynault, dans les remarques à la suite de l'histoire de la troisième race.

» magistrature , se sont réunis contre cette en-
 » treprise , comme la plus préjudiciable qui pût
 » être , soit à la religion , soit à l'ordre public.
 » Seroit-il permis , malgré de si forts préjugés ,
 » de hasarder quelques réflexions à ce sujet ?
 » Il paroît , par le concordat , que le roi n'a fait
 » que recouvrer un droit que ses prédécesseurs
 » avoient exercé sous les deux premières races ,
 » qu'alors (plaidoyer de M. Talon) on n'alloit
 » point à Rome demander des provisions des
 » bénéfices , que les évêques dispoisoient de
 » ceux qui vaquoient dans leurs diocèses , & que
 » nos rois nommoient presque toujours aux
 » évêchés , par cette raison que le droit que
 » tous les fideles avoient au commencement
 » de se destiner un chef ne s'exerçant que
 » difficilement en commun , & toujours avec
 » beaucoup d'inconvénients , doit passer en la
 » personne du souverain sur qui les sujets se
 » reposent du gouvernement de l'état , dont
 » l'église est la plus noble partie (1). Il est vrai

(1) Nomination d'Appollinaris à l'évêché de Clermont-en-Auvergne par Thierry fils de Clovis , au lieu d'Euphrasius , nommé par le clergé & le peuple .

Après la mort de ce prélat , autre nomination du roi , de S. Quintien reconnu sans contradiction : Grég. de Tours , liv. 3 , chap. 17 ; l'abbé Velly , vie de Chil-

» que le droit d'annates est un droit insolite
 » & nouveau que les papes acquirent , non par
 » le concordat , comme on l'a cru ; car il n'en
 » est pas dit un seul mot ; mais par une bulle
 » qui le suivit de près , laquelle autorisoit la
 » possession où les papes s'étoient mis de ce droit,
 » vers l'an 1316. Ainsi donc le pape n'a donné
 » à nos rois , par le concordat , que ce qui leur
 » appartient ; au lieu que , par la bulle , les papes
 » ont gagné ce qui ne leur appartenoit pas ».

(1) Le roi avoit , le 5 Janvier 1517 , apporté
 lui-même au parlement l'édit des eaux & forêts
 dont nous venons de parler ; il avoit annoncé ,
 par la bouche de son chancelier , le concordat

debert I. En 566 , Euxerius , évêque de Saintes ayant été
 déposé par un concile provincial , comme nommé
 en vertu de lettres de jussion de Clotaire I^{er}. Caribert
 condamna l'archevêque de Bordeaux qui avoit p^résidé
 à ce concile , en une amende de mille pièces d'or , & ses
 suffragants à proportion , pour avoir donné atteinte aux
 droits du roi. Grégoire de Tours , liv. 9 , ch. 20 ; l'abbé
 Velly , vie de Caribert. Les évêques se contentoient
 alors d'envoyer au pape leur profession de foi , & de lui
 demander sa communion ; il ne confirmoit pas leur
 nomination.

(1) Le continuateur de M. l'abbé Velly , regne de
 François I^{er}. tome 23 , éd. in-12. depuis la page 135 ,
 jusqu'à la page 199.

qu'il avoit passé avec le pape Léon X , pour terminer les contestations scandaleuses auxquelles la pragmatique donnoit lieu depuis près d'un siècle. « C'est dans ces circonstances & sur ce » plan (disoit le chancelier) qu'a été rédigé » le concordat dont le premier effet a été de » nous réconcilier avec le saint-siège & les » suisses , & de procurer la paix générale de » l'Europe. Il vient d'être adopté & confirmé » par le concile de Latran , & doit être incessamment apporté à sa majesté. Aussi-tôt qu'elle » l'aura reçu , elle le fera examiner de nouveau » dans une assemblée composée de prélats , de » notables personnages , & ensuite elle vous » l'adressera comme l'expression de sa volonté. » Elle a bien voulu vous en avertir d'avance , » afin que, lorsqu'il en sera temps, vous ne fassiez » aucune difficulté de l'enregistrer ».

Le roi ne se transporta plus au parlement pour cette affaire; il se contenta d'y envoyer le bastard de Savoie & ensuite le seigneur de la Trémouille.

Le 24 Juillet « la cour avoit déclaré , par un » arrêté , qu'elle ne pouvoit ni ne devoit enregistrer le concordat , qu'elle maintiendrait la » pragmatique-sanction , donneroit audience à » l'université de Paris & aux autres compagnies » qui voudroient protester contre la révocation

» de cette constitution , & que dans le cas où
 » il plairoit au roi de passer outre , il seroit
 » très-instamment supplié d'assembler auparavant
 » un concile national , & d'observer pour la ré-
 » ception du concordat les mêmes formalités
 » qu'on avoit suivies, sous Charles VII, pour
 » l'acceptation de la pragmatique ».

Le 15 Août , lettres du roi par lesquelles il
 mande le parlement au château d'Amboise où
 il étoit alors , pour rendre compte des motifs
 de son refus.

Deux bulles
 envoyées au
 parlement le
 même jour
 revêtues de
 lettres-pa-
 tentes. Suc-
 cès des re-
 montrances
 du parlement
 sur l'une.
 Pourquoi ?

Deux bulles avoient été envoyées au parle-
 ment revêtues de lettres-patentes ; l'une conté-
 noit la révocation de la pragmatique ; elle ren-
 fermoit les principes les plus contraires aux
 loix du royaume & à l'indépendance des sou-
 verains ; elle fut retirée. Telle est la force des
 représentations des magistrats , lorsqu'elles sont
 appuyées sur la vérité , & dictées par l'intérêt
 général.

Vaine résis-
 tance sur l'au-
 tre ; arrêté qui
 rendoit l'en-
 régistrement
 postérieur
 inutile.

Il n'en fut pas de même du concordat , qui
 ne présentait qu'une loi de discipline que le
 roi avoit accordée au bien de la paix. Ordres
 précis & réitérés , refus persévérant , menaces.
 Le parlement enrégistre enfin , le 18 Mars sui-
 vant ; mais il avoit précédemment consigné
 dans ses registres un arrêté , par lequel cette
 cour déclaroit : « qu'elle persistoit dans l'arrêt

» qu'elle avoit rendu le 24 Juillet, en présence
 » du bastard de savoie, que l'enrégistrement
 » & la publication du concordat auxquels il
 » n'étoit plus permis de se refuser, se feroient
 » par exprès commandement du roi & non de
 » la cour, laquelle protestoit au contraire ne
 » vouloir, ni n'entendre en autoriser la lecture, ni
 » la publication, *que tous les procès en matiere*
 » *bénéficiale continueroient de se juger conformé-*
 » *ment à la pragmatique à laquelle il ne seroit*
 » *point dérogé*, & qu'attendu qu'elle avoit fait
 » ce qu'elle avoit pu, pour s'opposer à la vé-
 » rification du concordat, & qu'elle ne se déter-
 » minoit à en permettre la publication que
 » pour empêcher de plus grands maux; afin
 » de mieux constater la violence, elle chargeoit
 » le duc de la Trémouille d'écrire au roi qu'il
 » lui plût d'envoyer quelque gros personnage,
 » pour assister en son nom à l'enrégistrement
 » & à la publication; enfin qu'on mettroit sur
 » le repli des lettres-patentes, lues, publiées
 » & enrégistrées, par l'ordre & le commande-
 » ment du roi plusieurs fois répété, en pré-
 » sence d'un tel spécialement député à cet
 » effet ».

Le lendemain le parlement reçut une députa-
 tion solennelle de l'université. Il fit confi-
 dence aux députés, sous le plus grand secret,

Députation
 de l'univer-
 sité au par-
 lement. Il
 fait confi-

dence de son
arrêté aux
dépûtes

qu'il continueroit de juger suivant les principes de la pragmatique.

Enrégistrement
meut, comment ?

Il enrégistra ensuite avec les clauses qui ont été transcrites; mais après avoir reçu la protestation de l'université & réitéré la sienne.

Funestes
effets de la
confiance
du parlement
aux députés
de l'université.

De cette étrange confiance, résulta une assemblée tenue aux bernardins pour arrêter la publication de la loi, des affiches dans lesquelles l'opposition du parlement étoit transcrite, des placards, des sermons séditieux contre le pape, le roi & ses ministres, l'indication d'un concile national de la seule autorité de l'université, des défenses faites aux libraires, de la même autorité, d'imprimer & de publier le concordat, en un mot une révolte caractérisée.

Comment le
roi parvint à
arrêter les
troubles &
à procurer
l'exécution
de sa loi ?

« Le parlement envoya au roi les actes de
» l'assemblée tenue aux bernardins, & dit qu'il
» avoit ignoré les folies & les insolences des
» prédicateurs & des étudiants, & d'autant que
» ceux qui composoient la cour assez occupés
» de leurs pénibles fonctions, n'alloient guere
» au sermon, & n'avoient pas le temps de
» s'informer de ce qui se disoit dans les rues,
» il promit d'employer efficacement son autorité pour calmer les esprits & maintenir l'ordre
» public. En effet il manda les principaux des
» colleges & après de fortes réprimandes,
» leur enjoignit, sous les peines les plus sé-
» veres,

» veres, de tenir les écoliers étroitement ren-
 » fermés. Peu rassuré par ces promesses, le roi
 » envoie sur le champ à Paris les seigneurs
 » de Saint-Gelais & de Saint-Severin, & Adam
 » Fumée maître des requêtes, avec deux com-
 » pagnies d'archers, & de nouveaux ordres au
 » parlement de leur prêter main-forte. On ar-
 » racha les placards séditieux de l'université,
 » on emprisonna & on condamna à de fortes
 » amendes quelques-uns de ses principaux mem-
 » bres, & les avocats qui avoient servi de
 » conseils; le concordat fut paisiblement im-
 » primé, publié & affiché; *mais le parlement*
 » *fidèle à ses serments, continua de juger toutes les*
 » *affaires qui se présentoient, conformément aux*
 » *décrets de la pragmatique, & affecta long-temps*
 » *de méconnoître le concordat : on ne parvint*
 » à se débarrasser de cette contradiction embar-
 » rassante qu'en lui ôtant la connoissance de
 » ces sortes d'affaires, pour les attribuer au
 » grand-conseil ». Par édit du 6 Septembre
 1528. *Voyez le continuateur de l'abbé Velly, Ibid.*
 page 199.

(1) Du sein des guerres de religion & des
 fureurs de la ligue, sortit une proposition plus
 hardie, avancée par les députés du tiers-état as-

Maxime per-
 nicieuse née
 au sein des
 guerres de re-
 ligion.

semblé à Blois, que les cours de parlement, combien qu'elles ne fussent qu'une forme des trois états racourcie au petit pied, avoient pouvoir de suspendre, modifier & refuser les édits, maxime pernicieuse qui donnant à un corps toujours assemblé un pouvoir capable de contrebalancer l'autorité du monarque, détruiroit toute l'économie du gouvernement monarchique. Je l'ai prouvé dans ma premiere partie (1).

Ce droit n'appartient pas même aux états généraux; c'est ce que j'espère démontrer, lorsque je vous aurai entretenu sommairement de l'origine d'un corps de magistrature dont nos rois tirèrent de grands secours.

§. IX.

Du Grand-Conseil.

Origine
commune du
parlement &
du grand-
conseil.
Quels en sont
ses fonctions?

Les deux dénominations de parlement & de grand-conseil du roi avoient été synonymes jusqu'à l'époque de la fixation du parlement à Paris. Une partie de ce corps conservée par nos rois, près de leur personne, continua d'exercer les mêmes fonctions. *C'est le grand-conseil, ou conseil étroit & privé*; car Pasquier cite (2) des

(1) Voyez le paragraphe IX. de la premiere partie.

(2) Recherches, liv. 2, chap. 6.

lettres de Charles VI, du 29 Août 1407, qui lui donnent ces trois dénominations. Si vous remontez à un temps antérieur, vous trouvez que la dénomination de *grand-conseil* étoit la plus ordinaire.

Ce conseil coopéroit avec le monarque & sous son autorité, à la confection de la loi, envoyée ensuite à la chambre des comptes, pour y être déposée, & en donner copie au parlement, formalité à laquelle l'enregistrement dans les cours a été substitué, comme plus conforme aux vrais principes de la monarchie, en ce qu'il met le monarque à portée de s'instruire des inconvénients de la loi, par l'organe des magistrats à qui il en confie l'exécution.

Le grand-conseil avoit été, dans tous les temps, cour de justice, pour juger les causes des grands vassaux, & celles que le roi s'étoit réservées, je l'ai prouvé. Il conserva ces fonctions, notwithstanding la fixation de partie de ses membres à Paris. C'est à ce titre qu'au mois d'Août 1456, il fut appelé avec les pairs au jugement du duc d'Alençon : « en cedit mois (dit Alain Chartier) » vint le roi à Vendôme & tout son grand-conseil. . . & là étant les grands seigneurs, c'est

Le grand-conseil, cour de justice, appelé avec les pairs au jugement du duc d'Alençon en 1458.

(1) Histoire de Charles VII, du Tillet, procès du duc d'Alençon.

» à favoir, *ceux de son grand-conseil*, les pairs
 » de France, & *les sieurs de son parlement*, fut
 » condamné le duc d'Alençon de perdre & con-
 » fîsquer sa terre, & son corps, & demeurer pri-
 » sonnier à la volonté du roi ».

Comment
 le grand-
 conseil de-
 vint cour
 ordinaire?

La multiplicité des évocations au conseil du roi, que les troubles survenus pendant la maladie de Charles VI, & dans les premières années du regne de Charles VII, avoient occasionnées, détermina nos rois à détacher une partie des membres qui composoient le grand-conseil, & à en augmenter le nombre, pour former un tribunal réglé; comme l'introduction des appels judiciaires avoit auparavant, donné lieu à la fixation à Paris d'une partie des membres de ce corps, pour former le parlement.

« *L'on fut contraint dit (Pasquier que je
 » suivrai dans tout cet historique (1) de faire
 » de nouveaux conseillers qui commencerent de
 » prêter serment à leur réception & au roi & à
 » la cour de parlement, tout ainsi que s'ils euf-
 » sent été du corps de cette cour; & étoient créés
 » conseillers à mille livres de gages.*

» De ceux-ci nous trouvons registres, l'un du
 » quatrième jour de Janvier 1420, un autre
 » en l'an 1421, & quelques autres du 24

(1) *Ibid.*

» Juillet 1423, 18 Août 1425, 18 Février
 » 1428, portant le registre que tel ou tel a
 » été reçu conseiller au grand-conseil, à
 » 1000 liv. de gages, & a prêté le serment
 » au parlement. Ce même ordre fut gardé
 » par Charles VII, après que les choses fu-
 » rent réduites, & que le parlement de Poitiers
 » fut uni à celui de Paris ; car en cette di-
 » versité de différends qui se présentoient de la
 » part de plusieurs qui vouloient être réin-
 » tégrés en leurs terres, dont la possession &
 » jouissance leur avoit été ôtée par la venue
 » des Anglois, le roi pour les assoupir ren-
 » voyoit la plus grande partie de telles causes
 » en son grand-conseil, lequel pour cette
 » occasion commença de s'enfler tellement en
 » nombre effréné & excessif de procès, que
 » les trois états qui furent tenus sur l'avéne-
 » ment de Charles VIII à la couronne (1),

(1) Etats de Tours, de 1483. Ils furent convoqués,
 par le conseil de madame de Beaujeu, sœur de
 Charles VIII, pour concilier à ce prince l'affection de
 ses sujets, & produisirent cet effet.

On cite les états d'Orléans, de 1560, ceux de Blois,
 de 1576, comme ayant demandé la suppression du
 grand-conseil. -- Le fait n'est pas exact. Cette propo-
 sition qui se trouve dans les cahiers de deux ordres,
 ne fut pas portée à l'assemblée ; il n'y eut ni vœu

» requirant qu'il feroit bon que le roi eût avec
 » foi un grand-conseil de justice, auquel pré-
 » sideroit le chancelier assisté de certains no-
 » tables personnages de divers états & con-
 » trées, bien renommés & experts en l'ad-
 » ministration de la justice, lesquels conseillers
 » feroient les serments à ce appartenants, &
 » feroient raisonnablement stipendiés; qui fut
 » cause que Charles VIII s'avisa depuis de ré-

commun, ni délibération prise à cet égard. Qu'on se rappelle les troubles, qui agiterent le royaume à ces deux époques, les projets qui furent formés contre l'autorité royale, le duc de Guise nommé lieutenant-général du royaume, dans l'assemblée des notables de 1558, (*Voyez l'abrégé chronologique de M. le président Haynault*), cette ligue si fatale à la France, qui éclata peu d'années après, cette ligue qui avoit pour objet d'exclure Henri IV de la succession de la couronne; si on pouvoit tirer avantage de telles autorités, on citeroit les cahiers des mêmes états de 1577, ceux des états de 1588, ceux des états de Rouen de 1596, ceux des états de Paris de 1614, qui demanderent la suppression des généraux des finances, aujourd'hui la cour des aides. Mais ces citations prouvent contre ceux qui les font. Elles démontrent de quelle importance est la division des pouvoirs dans la monarchie. Une faction puissante profite des moments de trouble, pour élever, s'il étoit possible, une puissance rivale de l'autorité du monarque.

» duire ce grand-conseil en forme ordinaire ;
 » pour laquelle cause le chancelier, le 16^e. jour de
 » Février 1497, vint faire les remontrances à la
 » cour de parlement à cet effet, & sur icelle fut
 » des-lors, par édit général, crée le grand-conseil
 » en forme de cour souveraine, avec création de
 » dix-sept conseillers ordinaires. Toutefois pour
 » autant que pour après ce roi fut prévenu
 » de mort, l'exécution de cet édit étant de-
 » meurée en surseance, le roi Louis XII par
 » son édit du 3 Juillet 1498, voulut aug-
 » menter le nombre des conseillers de deux,
 » & d'un prélat qui fut M. Pierre Sacieges,
 » évêque de Luçon, ordonnant qu'ils fussent
 » semestrés, qui étoient dix conseillers par
 » chaque semestre, outre le chancelier & le
 » nombre de maîtres des requêtes de l'hôtel
 » du roi, pour jouir des mêmes autorités & pré-
 » rogatives que toutes les autres cours souve-
 » raines, & voulut que nuls autres conseil-
 » lers, de quelque qualité qu'ils fussent, n'y
 » eussent entrée, même au jugement des pro-
 » cès, s'ils n'y étoient appelés par le chance-
 » lier. Pourquoi, pour bien dire, tout ainsi que le
 » grand-conseil du temps de Philippe-le-Bel, avoit
 » été extrait du corps de ceux du parlement (1),

(1) Ce parlement antérieur à Philippe-le-Bel étoit,

» non pas pour juger les procès ; mais pour
 » traiter en la présence du roi les affaires
 » d'état ; aussi étant par Louis XII réduit en la
 » forme que j'ai dite , il étoit comme un nombre
 » tiré du conseil du roi , pour terminer avec le
 » chancelier les affaires de justice qui se présen-
 » teroient à la suite du roi ».

Observations sur le §. IX.

On exa-
 mine l'éten-
 due de ce
 vœu si fou-
 vent répété :
 un seul roi,
 une seule loi,
 un seul tri-
 bunal suprê-
 me dépositaire des
 loix.

*Un seul roi, une seule loi, un seul tribunal
 suprême, dépositaire des loix ; c'est ce qu'on ne
 cesse de répéter.*

-- Rien ne seroit si nécessaire sans doute qu'une
 sage compilation de nos loix , qui conservant
 à chaque province , les loix qu'exigent les
 traités qui l'ont réunie à la couronne , sa posi-
 tion , son commerce , le caractère de ses ha-
 bitants , ne formât cependant de toutes ces
 loix qu'un seul code , dont les dispositions se
 rapportassent à des principes communs , à des
 vues générales de bien public , qui fît cesser ,
 autant qu'il seroit possible , cette bigarrure si
 nuisible qui embarrasse la jurisprudence : « Plai-
 » sante justice (s'écrie Pascal (1)) qu'une ri-
 » vière ou qu'une montagne déränge ».

comme nous l'avons vu , le conseil du roi , nommé
 quelquefois *parlement* , & plus souvent *grand-conseil*.

(1) Pensées , n^o. 25.

Mais est-il également certain que la sûreté de la liberté & de la propriété des sujets exige qu'il n'existe, dans la monarchie, qu'un seul tribunal dépositaire des loix ? Quelque air de vérité qu'ait cette proposition, j'oserai proposer mes doutes.

J'ai démontré que l'observation des formes légales dans l'enregistrement & la publication des loix positives, est le caractère qui distingue la monarchie du despotisme de constitution, que ce sont ces formes qui avertissent sans cesse le monarque de son véritable & unique intérêt, le bien public, que la liberté & la propriété des sujets est d'autant plus assurée dans la monarchie, que le monarque est moins disposé à s'écarter des formes anciennes dans l'établissement des loix nouvelles, ou la révocation des anciennes; en sorte, suivant l'énergique expression de Montesquieu, *que de quelque côté qu'il se tourne, il emporte & précipite la balance, & est obéi* (1).

Admettons maintenant, comme l'expérience ne le prouve que trop, que le monarque éprouve, dans la vérification d'une loi nouvelle, une résistance tellement persévérante, qu'elle dénature son irrest, en y ajoutant celui

(1) Esprit des loix, liv. III, chap. 10.

de vaincre l'obstacle qui lui est opposé. Comment, dans l'hypothèse proposée, parviendra-t-il à être obéi? --En déployant toute son autorité, sans doute? --Mais l'expérience prouve combien ce moyen est impuissant, lorsque le tribunal dépositaire des loix est chargé de veiller à l'exécution de celles auxquelles il n'a pas donné un consentement libre. Cependant, si les contraventions sont tolérées, l'abus le plus funeste est introduit dans le gouvernement, le mépris des loix. --En s'écartant des formes anciennes? --La nature du gouvernement est altérée par le despotisme de fait? Qui empêcheroit le monarque de multiplier de pareils actes? Ainsi le pouvoir arbitraire seroit substitué au pouvoir absolu, la liberté & la propriété auroient perdu leur rempart le plus solide.

Considérez maintenant ce qui arriveroit, dans la même hypothèse, si le corps dépositaire des loix étoit séparé, par sa constitution même, en deux parties destinées à se suppléer l'une l'autre, ayant les mêmes titres, les mêmes fonctions, les mêmes droits. Quel intérêt pourroit alors porter le monarque à s'écarter des formes protectrices de la liberté & des propriétés? -- La crainte d'une semblable résistance de la part des magistrats auxquels

il adresseroit sa loi avec attribution des contestations relatives à son exécution? --- Ces magistrats donneroient, sans doute, conseil au monarque selon leur conscience, & si toutes les parties de la magistrature se réunissoient pour porter leurs représentations aux pieds du trône, pensez-vous qu'il fermât l'oreille à tant de voix qui lui rappelleroient son véritable intérêt, le bien public. Supposons toutefois qu'il persistât. Il useroit alors de la plénitude de sa puissance; mais les remontrances se multiplieroient, lorsque les inconvénients de la nouvelle loi se feroient sentir, & il arriveroit de deux choses l'une : ou que l'expérience prouveroit que la résistance des magistrats n'étoit pas l'effet d'une fermentation passagère, dont tous les corps sont susceptibles, ou que la conviction de la sagesse de la loi succéderoit à la réclamation qu'elle auroit excitée. —A qui, dans l'intervalle, obéiroient les magistrats inférieurs? —Au législateur, à la cour chargée de veiller à l'exécution de la loi : *en vertu du serment qui vous lie à nous*, ce sont les expressions de nos anciennes ordonnances. Eh! quel corps en effet pourroit réclamer l'engagement résultant de serments qu'il auroit reçus au nom du souverain? Un tel corps partageroit la puissance souveraine; la monarchie seroit dé-

truite. --Ce partage du corps dépositaire des loix ne produiroit-il pas une bigarrure funeste dans la jurisprudence? --Nullement, si la portion qui auroit enrégistré la loi, devenoit, par ces enrégistremens mêmes, & par une attribution expresse, le seul tribunal compétent de toutes les contestations concernant son exécution. --Ces attributions mêmes n'auroient-elles pas l'inconvénient d'éloigner les plaideurs de leurs juges, en les obligeant de venir chercher une justice quelquefois tardive, dans les lieux trop distans de leur domicile? --Nullement encore, si la soumission des magistrats inferieurs étant assurée, l'attribution se bornoit à la cause d'appel, si ces attributions ne concernoient, suivant le langage de nos ordonnances, que *de grandes matieres, tant des droits du roi, comme des procès de grands personages & autres grandes & principales affaires du royaume*, dans lesquelles les deux degrés sont presque toujours nécessaires.

Terminons cette discussion par le résumé de tous les faits exposés dans les paragraphes précédents.

Résumé des faits exposés dans les paragraphes précédents, avec quelques additions.

La nation entiere dans les affaires majeures, les chefs de la nation dans celles de moindre importance; tel étoit, selon Tacite, le conseil de nos rois francs : *de minoribus rebus principes*

consultant, de majoribus omnes. Cet usage subsista pendant toute la première race de nos rois.

Le titre de conseil du monarque fut attribué ensuite aux principaux magistrats ; car qui peut mieux connoître les avantages & les inconvénients de la loi, que le magistrat chargé de veiller à son exécution ? Tels furent ces ducs, ces comtes, ces leudes, ces antrustions, qui exerçoient alors toutes les fonctions civiles & militaires, les évêques eux-mêmes, qui réunirent la juridiction temporelle que le monarque avoit attachée à leurs bénéfices, à la puissance spirituelle que Dieu a confiée à son église.

L'anarchie féodale ne donna pas atteinte à ce droit ancien. Les connoissances utiles disparurent, au milieu des guerres privées que se livroient, ou à leur souverain, jusques sous les murs de la capitale, les seigneurs de fiefs devenus despotes dans leurs terres (1). La nation

(1) Voyez dans l'histoire de M. l'abbé Velly, dans l'abrégé chronologique de M. le président Haynault, sur-tout dans le recueil des ordonnances du Louvre, cette ordonnance de 1041, nommée *la treve du seigneur*, qui limitoit à trois jours sur sept, le prétendu droit des seigneurs, de faire égorger leurs sujets, dans des guerres privées, loi qui ne put pas même être exécutée. Voyez aussi les guerres que se faisoient sans cesse, ou à leur souverain, dans les onzième &

fut replongée dans la barbarie; & cependant les loix continuerent d'être délibérées dans le conseil du monarque, composé des grands vassaux & des hommes de loi qui leur furent associés par la suite.

Les ordonnances donnent indifféremment à ces assemblées les noms de *conseil*, de *commun conseil*, de *grand-conseil* (1).

C'est dans leur *grand-conseil* que nos rois prennent les magistrats dont ils composent ce parlement que Philippe-le-Bel fixa à Paris par l'ordonnance de 1302, pour juger les causes de ses sujets, *propter expeditionem causarum*. Ordonnance du 23 Mars 1302. Voyez le §. V. ci-dessus.

Ces magistrats détachés du *grand-conseil*, du *commun conseil*, ne perdirent pas la prérogative auguste de donner conseil au monarque dans la formation de la loi. Ce fut par la voie des remontrances & des protestations qu'ils exer-

douzieme siecles, les seigneurs de Mont-Lery, de Châteaufort, de la Ferté-Alais, du Puiset-en-Beauce, de Corbeil, de Montmorency.

(1) Voyez les tomes I, II, III, IV & V des ordonnances du Louvre, & les registres du parlement. Les établissemens de S. Louis furent rédigés par le *grand-conseil*.

cerent ce droit, lorsque la forme des enrégistremens eut été introduite, que les commissions pour tenir le parlement, eurent acquis une plus grande consistance, qu'elles eurent été transformées en offices perpétuels & immobiliers, suivant l'ordonnance de 1467. Voyez les paragraphes VII & VIII ci-dessus.

Cette fixation de magistrats qui suivoient auparavant la personne de nos rois jusques dans les camps & les armées, ne préjudicia pas à la possession aussi ancienne que l'établissement des francs, dans laquelle nos rois étoient de se réserver, & à leur conseil, le jugement des affaires dont la décision leur paroissoit plus importante à l'ordre public. Ce droit est en effet la conséquence du titre de juge suprême de la nation, qui appartient essentiellement au monarque. Quelquefois nos rois se transportoient eux-mêmes au parlement, pour faire expédier en leur présence ces causes qu'ils s'étoient réservées, quelquefois ils les jugeoient dans leur *grand-conseil*, dans leur *commun conseil*; car les arrêts du parlement sont assimilés, par l'article 12 de l'ordonnance de 1302 à ceux émanés du *commun conseil*. Voyez le texte de cet article au §. V. ci-dessus. Charles VI déclare, par une ordonnance du 5 Février 1383, que les membres de son *grand-conseil* ont séance au parle-

ment ; & pour ce (dit du Tillet (1)) y firent
zel serment que les conseillers dudit parlement.
 « L'on fut contraint (dit Pasquier) de faire de
 » nouveaux conseillers qui commencerent à prêter
 » serment à leur reception , au roi & à la cour
 » de parlement , tout ainsi que s'ils eussent été du
 » corps d'icelle cour , & étoient conseillers en
 » grand-conseil ; de ceux-ci nous trouvons re-
 » gistres , l'un du 4^e. jour de Janvier 1420, &c. ».

Les évocations se multiplièrent pendant les troubles qui agiterent la France vers le milieu du 15^e. siècle. Les états généraux du royaume , assemblés à Tours en 1483 , représentèrent à Charles VIII : « qu'il étoit nécessaire que le
 » roi eût avec lui son *grand conseil de justice* ,
 » où étoient souvent traitées de grandes matieres
 » tant des droits du roi , comme des procès des
 » grands personnages & autres , le suppliant de
 » vouloir mettre avec M. le chancelier un
 » certain nombre de conseillers qui feroient le
 » serment requis , & feroient raisonnablement
 » stipendiés ».

Pour remplir le vœu de ces états , Charles VIII assemble les princes de son sang , plusieurs grands & notables personnages. Voici les termes de l'édit du 2 Août 1497 (2).

(1) Recueil des rangs.

(2) Registres du grand-conseil.

« Nos très-honorés progéniteurs & prédé-
 » cesseurs, rois de France, considérant & at-
 » tendant *qu'ils sont ministres de justice, que*
 » *justice est celle par laquelle les rois & princes*
 » *regnent....* (qu'ils) ont à cette cause tou-
 » jours eu devers eux un grand nombre de
 » gens de conseil, c'est à savoir le chancelier....
 » lesquels ensemble ont fait & représenté le
 » *grand-conseil* d'iceux nos progéniteurs & de
 » nous; *auquel ont été, comme encore sont trai-*
 » *tées les grandes & principales matieres &*
 » *affaires de notredit royaume, desquelles à nos-*
 » *dits progéniteurs & prédécesseurs & à nous*
 » *appartiennent totale & souveraine connoissance....*
 » A ces causes.... avons dit, déterminé, sta-
 » tué & ordonné.... qu'avec notredit chan-
 » celier.... & outre le nombre des maîtres
 » des requêtes de notre hôtel, y aura doré-
 » navant, pour l'assistance de notre grand-con-
 » seil, le nombre de dix-sept conseillers.... les-
 » quels.... nous avons érigés & érigeons en *offices*
 » *ordinaires....* pour les tenir & exercer aux....
 » *droits que ont accoutumé avoir les conseillers*
 » *de cours souveraines....* signé par le roi, vous....
 » *Me. Pierre de Courtady, premier président en*
 » *la cour de parlement, & autres présents* ».

Ce que Charles VIII avoit fait, Louis XII,
 le pere du peuple, le confirma, en augmen-

tant, par son édit du 7 Avril 1498, le nombre des magistrats du grand-conseil (1) : « icelui »
 » nombre de vingt conseillers nous avons érigé
 » en *offices ordinaires*, corps, cour, & college qui
 » sera institué en notre grand-conseil, & qui aura
 » *autorité souveraine par tous nos royaumes, pays,*
 » *terres & seigneuries, & toute telle qu'ont nos*
 » *autres cours souveraines établies en divers lieux*
 » *de notre royaume en leurs limites & ressorts* ».

Nos rois ont quelquefois distrait des matieres entieres, de la juridiction universelle des parlements. Telle est l'institution des cours des aides, dont je vous parlerai dans les §§. suivants. Une nouvelle hiérarchie de tribunaux a pu & dû être établie dans les objets de la compétence de ces cours. Mais la partie du conseil de nos rois destinée à juger souverainement les causes qu'ils se sont réservées, ayant, par essence, une juridiction analogue à celle des parlements, n'a pu ni dû avoir d'autres juges inférieurs que ceux chargés de rendre la justice aux sujets du roi, dans tout le royaume : *qui aura autorité souveraine par tous nos royaumes, pays, terres & seigneuries, & toute telle qu'ont nos autres cours souveraines en leurs limites & ressorts.* Edit de Louis XII en Juillet 1498.

(1) *Ibid.*

Si vous rapprochez les formes anciennes de celles qui sont encore observées aujourd'hui, vous trouvez que les arrêts du grand-conseil sont scellés du grand sceau & expédiés dans la même forme que les loix délibérées par nos rois dans leur parlement qui prenoit dans ces loix son titre le plus auguste, celui du conseil du monarque : *sic signata per regem, ad relationem consilii in camerâ existentis*. Ord. de 1374 pour la majorité des rois. Voyez le §. VIII ci-dessus. La forme des arrêts du grand-conseil est la traduction littérale de ces expressions : « Par le roi, à la relation des gens de son » grand-conseil ».

J'ai recueilli (1) d'après Pasquier, la forme ancienne de l'envoi au parlement des loix arrêtées dans le conseil du roi. Quand un usage plus conforme au titre de conseil du monarque, qui appartient essentiellement aux magistrats souverains, eut prévalu, nos rois adressèrent directement aux bailliages & sénéchaussées les loix que le parlement avoit enrégistrées. Voyez dans les procès-verbaux de l'ancienne & de la nouvelle coutume de Paris, les lettres-patentes de Louis XII du 21 Janvier 1510, & celles de Henri III, de 1579 &

(1) Paragraphe VII.

de 1580, pour la rédaction & la réformation des coutumes. Les registres du parlement font foi que ce ne fut qu'environ en 1590, que les loix ne portant plus d'adresse aux sieges inférieurs, le parlement chargea M. le procureur-général de les envoyer à ces sieges. Dès-lors le grand-conseil, dont la juridiction n'est limitée par aucun ressort, étoit en possession d'envoyer aux sieges inférieurs de tout le royaume les loix qu'il avoit enrégistrées (1).

Les parlements se plaignirent quelquefois de la multitude des attributions faites au grand-conseil, peut-être des entreprises de ce corps; car en est-il dans lesquels le desir naturel aux hommes d'accroître leur autorité ne puisse faire germer des abus? Ils furent réprimés par l'article 37 de l'ordonnance d'Orléans: « Les » gens de notre grand-conseil ne connoîtront » dorénavant & ne pourront entreprendre jurisdiction d'autres matieres que de celles » qui leur sont attribuées par leur création &

(1) Edits du 28 Septembre 1536 & d'Octobre 1558, lettres-patentes du 22 Septembre 1586, autres du 8 Octobre 1587, déclaration du premier Avril 1353, déclaration du 21 Juillet 1610, édit du mois de Juin 1618, & une multitude d'autres jusqu'à nos jours.
Registres du grand-conseil.

» institution : fauf toutefois que les procès
 » pendants de présent en notre grand-conseil,
 » y seront jugés & terminés ». Mais quelles
 affaires font de l'institution de ce tribunal ?
 Toutes celles dont nos rois se sont réservé la
 connoissance. Charles IX n'a donc pas renoncé
 par cette loi au droit aussi ancien que sa cou-
 ronne d'évoquer à sa personne, & de renvoyer en
 son grand-conseil, les affaires qu'il jugeroit con-
 venable de lui attribuer. Ce monarque n'auroit
 pu renoncer à un droit qui tient à l'essence
 d'une autorité inaliénable. On a vu combien
 l'attribution au grand-conseil contribua à ap-
 paîser les troubles dans l'affaire du concordat.
 O Henri, le modèle des rois ! de quelle utilité
 cette prérogative sacrée ne fut-elle pas à l'auguste
 maison de Bourbon (1), lorsqu'en 1564, quatre
 années après l'ordonnance d'Orléans, vous
 sollicitâtes, avec la reine de Navarre, & ob-
 tintes l'attribution au grand-conseil, *par appel*
seulement, de toutes les contestations civiles &
 criminelles qui vous concernoient.

(1) Registres du grand-conseil.

St. St. ce. N.

Des états-généraux & des impôts.

Suite du
résumé. Les
états-géné-
raux sont
nés du réta-
blissement
de la monar-
chie.

Les assemblées des francs connues, pendant la première & plus de la moitié de la seconde race de nos rois, sous le nom de *cour du roi*, de *placités générales*, n'étoient que le conseil du monarque, sans aucun droit d'opposition ; je crois l'avoir prouvé. La nécessité du consentement des premiers vassaux dans les temps postérieurs, pour donner à la loi une autorité universelle dans tout le royaume, étoit l'effet du démembrement funeste de la monarchie occasionné par l'introduction du gouvernement féodal.

Le peuple alors serf n'avoit entrée ni dans ces placités, ni dans les parlements composés des premiers vassaux de la couronne.

Mais lorsque la multiciplité des affranchissements eut donné naissance au tiers-état, vous voyez se former ces assemblées vraiment nationales connues sous le nom d'états-généraux du royaume.

Trois objets
des assem-
blées d'états-
généraux.

Si vous parcourez les différentes tenues de ces assemblées, vous appercevrez qu'elles n'ont eu d'autre objet que la nécessité d'assurer l'ordre invariable de la succession à la couronne, de

réunir la nation pour résister aux entreprises de la cour de Rome, & plus souvent encore le respect de nos rois pour la propriété de leurs sujets, dans l'établissement des impôts.

La question de la succession à la couronne s'éleva en 1316, après la mort de Louis X, dit le Hutin, entre Philippe V, son frere, & Jeanne de Navarre sa fille. Premier
objet.

« La succession des mâles à la couronne, dit
 » Mézeray, étoit établie, non par une loi écrite,
 » mais par la coutume inviolable des françois;
 » néanmoins, parce que dans tous les autres
 » royaumes & dans les grands fiefs, les filles
 » succédoient, & qu'en France il ne s'étoit
 » présenté depuis long temps aucune occasion
 » de les exclure, les amis & les parents de la
 » petite Jeanne, particulièrement Eudes duc
 » de Bourgogne, frere de sa défunte mere,
 » étoient au guet, prétendant que la couronne
 » lui appartiendrait, en cas que le fruit de la
 » reine Clémence, (veuve de Louis-le-Hutin),
 » ne vînt à bien ».

La reine accoucha d'un fils qui fut proclamé roi, mais qui ne vécut que huit jours.

Les prétentions de Jeanne de Navarre se renouvelèrent. Mézeray nous dit que les états-généraux furent assemblés à Paris le 2 Février 1317, que la plupart des seigneurs, les députés

des communautés des villes, & sur-tout les bourgeois, & l'université de Paris s'y trouverent.

Ce ne fut pas néanmoins pour décider la question ; elle l'avoit été par les grands & les pairs assemblés en parlement ; le roi étoit sacré dès le 9 Janvier , mais pour prêter serment de fidélité entre les mains du chancelier : *voyez l'abrégé de Mézeray, histoire de Louis-le-Hutin & de Philippe-le-Long.*

Second objet. Il y avoit alors quatorze ans que Philippe-le-Bel avoit convoqué la première assemblée à laquelle le tiers-état eût été admis , avec voix délibérative (1). L'objet de cette assemblée étoit d'aviser aux moyens de résister aux entreprises de Boniface VIII.

(2) Ce pontife avoit osé ordonner au roi par son légat, de mettre en liberté le comte de Flandre qu'il avoit fait emprisonner , & d'après le refus du Roi , il avoit lancé un interdit sur le royaume. Philippe assemble en 1303 les états-généraux ; il est arrêté que l'on appellera au

(1) Les gens de bonnes villes, avoient assisté aux assemblées générales dès 1145 ; mais ils n'avoient pas voix délibérative alors. Voyez le continuateur de l'abbé Velly, sur les états de 1355. Règne du roi Jean.

(2) Abrégé chronologique du président Haynault. Epoque de 1303.

futur concile de la sentence du légat, & que l'appel sera signifié au pape par Nogaret.

C'est dans le même temps que commencerent les assemblées d'états pour la levée des impôts. « Ni sous la première, ni sous la » seconde race, ni bien avant dans la troisième » lignée de nos rois, (dit Pasquier, (1)) nous » ne reconnoissons en France l'usage des tailles, » aides, subsides, tels que nous les voyons » aujourd'hui. Nos rois pour leur entretenement, faisoient fond de leur domaine qu'ils » appelloient leur trésor, & quant aux levées » extraordinaires, il s'étoit insinué une coutume, que les rois passant par les signalés » archevêchés, évêchés, abbayes y gissoient & » hébergeaient pour une nuit, chose qui fut » échangée en quelque redevance en argent » non grande que l'on appelloit *droit de gisse*; » comme aussi passant par le pays, le menu- » peuple étoit tenu pour passade d'une journée, » de les aider de chevaux & charrois dont quelques bourgs & bourgades se dispensoient » par argent, & étoit appelé *droit de CHE-* » *VAUCHÉE* ».

Troisième objet. Impôts que nos rois étoient dans l'usage de lever sous la première, seconde & partie de la troisième race.

Vous avez vu que les grands vassaux étoient obligés de suivre le roi à la guerre, ou d'en-

(1) Recherches de Pasquier, liv. II, chap. 7.

voyer des troupes qu'ils entretenoient à leurs dépens.

« Je ne veux pas dire pourtant (ajoute
 » Pasquier) que le mot de *taille* nefût en usage ;
 » mais c'étoit une forme de *taille* coutumiere ,
 » quand l'un des enfants de France prenoit
 » l'ordre de chevalier ; car en autre sujet je
 » ne l'ai point lu avoir pratiqué (1). Il n'est
 » pas que de fois à autre¹, ils ne contraignif-
 » sent leurs sujets de leur bâiller quelques
 » deniers que l'on appella aussi *tailles*, parce
 » qu'ils étoient levés par capitations & dépar-
 » tements ; car le mot de *tailler* signifie entre
 » nous diviser. Saint Louis par son testament
 » recommandoit à son fils de ne lever *taille* sur
 » son peuple ; c'étoit ne lever deniers extraor-
 » dinaires , levées que le peuple ne pouvoit

(1) Cette *taille* est une preuve de l'ancienne servitude du peuple. Quelques seigneurs sont encore en possession de la lever sur leurs serfs , en quatre cas , lorsque le seigneur se marie , ou marie sa fille aînée : lorsqu'il est fait chevalier ou son fils , lorsqu'il est prisonnier de guerre , & lorsqu'il entreprend le voyage d'outremer ; c'est ce qu'on appelle la *taille aux quatre cas*. Voyez Guyot, traité des fiefs , tome IV , & tous les feudistes. L'obligation de payer la *taille* royale , quoique absolument différente de celle-ci , est encore la principale preuve de roture.

» goûter, les appellant *maltoutes*, comme *deniers*
 » *maltollus* & ôtés, & ceux qui se méloient de
 » les lever, *maltoutiers*; ce qui causoit des
 » émotions populaires. Pour auxquelles obvier
 » les sages mondains qui manioient les
 » affaires de France, furent d'avis, pour faire
 » avec plus de douceur avaler cette purgation
 » au commun peuple, d'y apporter quelque
 » respect.

» Ce fut de faire mander par nos rois à
 » toutes les provinces que l'on eut à assen-
 » bler en chaque sénéchaussée & bailliage, &
 » que le clergé, la noblesse & le demeurant
 » du peuple, qui fut appelé tiers-état, advi-
 » fassent d'apporter remède aux défauts géné-
 » raux de la France, & tout d'une main
 » aux moyens qui étoient requis, pour subve-
 » nir à la nécessité des guerres qui se présen-
 » toient, & qu'après avoir pris langues en-
 » tr'eux, ils députassent certains personnages
 » de chaque ordre, pour conférer tous en-
 » semble en la ville qui étoit destinée pour
 » tenir assemblée générale ».

Telle est l'origine des états-généraux; admirable invention, si toute assemblée nombreuse n'étoit essentiellement peuple, si le peuple étoit capable de traiter les affaires importantes, s'il n'étoit (comme je l'ai observé dans ma

Origine & inconvéniens des états-généraux, quant au soulagement des peuples. Remarques de Pasquier.

premiere partie) plus susceptible d'impulsion que de réflexion , enfin s'il étoit capable de veiller à l'exécution de ce qu'il a réglé ; aussi écoutez Pasquier sur ces assemblées :

« *En ce lieu quelque belles ordonnances que*
 » *l'on fasse , ce sont belles tapisseries qui servent*
 » *seulement de parade ; cependant l'impôt que*
 » *l'on accorde au roi , est fort bien mis à*
 » *effet.... l'on dit qu'il ne se fait jamais con-*
 » *cile général , auquel on ne retranche par-*
 » *tie des entreprises de la cour de Rome , sur*
 » *les évêques ordinaires.... au contraire jamais*
 » *on ne fit assemblée générale des trois états en*
 » *cette forme , sans accroître les finances de nos*
 » *rois , à la diminution de celles du peuple.*

» Le premier qui mit cette invention en
 » avant , fut Philippè-le-Bel , sous lequel advin-
 » rent plusieurs mutations , tant en la police
 » séculiere , qu'ecclésiastique. Cestui avoit in-
 » nové certain ribut , qui étoit pour la pre-
 » miere fois le centieme , & pour la seconde
 » le cinquantieme de tout notre bien. Cet im-
 » pôt fut cause que les manants & habitants
 » de Paris , Rouen , Orléans se révolterent
 » & mirent à mort tous ceux qui étoient dé-
 » putés pour la levée de ces deniers (1) ; &

(1) Cette ordonnance du samedi d'après l'annon-

» lui encore , à son retour d'une expédition
 » contre les flamands , voulut imposer une autre
 » charge de dix deniers pour livre de chaque

ciation 1302 , se trouve dans le premier volume des ordonnances du Louvre , avec l'instruction qui y étoit jointe , pour les commissaires du roi.

On y voit l'attention que nos rois avoient d'obtenir le consentement des peuples , pour ces levées extraordinaires , & les ménagements qu'ils étoient encore obligés de prendre avec les grands vassaux , lorsque la monarchie commençoit à se relever de la dégradation que le gouvernement féodal lui avoit fait éprouver.

« Premièrement l'on doit appeller les plus süssants
 » d'une ville , ou de plusieurs ensemble , selon le pays ,
 » & leur faire diligemment entendre l'ordonnance ,
 » selon la lettre , comment elle est piétable , spécialement pour le menu-peuple , & courtoise à ceux [qui
 » payeront ; car ils seront départis & quittes de l'ost ,
 » de celle de saison , & des sergents que l'on avoit octroyés (c'étoit pour raison des chevauchées , & droits
 » de gîtes) & de toutes autres subventions pour cette
 » année , & du retour de la monnoie , pourtant qu'ils
 » auront payé , lesquelles choses leur peuvent être
 » assez graves , si comme chacun le peut savoir & voir ;
 » pourquoi ils doivent plutôt , & plus volontiers &
 » le plus largement estimer leurs biens , & payer selon
 » ce. . . .

» Et cette ordonnance tenez sacrée , mesmement
 » l'article de la terre des dragons ; car il nous seroit
 » très-grand dommage si ils le sàvoient , & en toutes

» denrée vendue. Toutefois on ne lui voulut
 » obéir ; au moyen de quoi, par l'avis d'En-
 » guerrand de Marigny grand surintendant
 » des finances , pour obvier à ces émeutes ,
 » il pourpenfa d'obtenir cela de son peuple
 » avec plus de douceur (1) ; car étant fait
 » sage par son exemple , & voulant faire un
 » autre nouvel impôt , Guillaume de Nangis
 » nous apprend qu'il fit ériger un grand écha-
 » faud en la ville de Paris , & là par l'organe
 » d'Enguerrand , après avoir haut loué la
 » ville , l'appellant chambre royale , en laquelle
 » les rois anciennement prenoient leur pre-

» bonnes manieres que vous pourrez , les menez à ce
 » qu'ils le veuillent souffrir ; & les noms de ceux qui
 » y trouverez contraires nous réserviez hâtivement , à
 » ce que nous mettions conseil de les ramener , & les
 » menez & traitez par belles paroles , & si courtoisement
 » qu'exclande n'en puisse venir ».

(1) Ce ministre fut la victime de la jalousie & de
 la calomnie , sous le regne suivant. On l'accusa d'avoir
 enforcélé Philippe-le-Bel. Charles-de-Valois qui s'étoit
 emparé du gouvernement sous Louis-le-Mutin son ne-
 veu , lui fit faire son procès : il fut condamné à être
 pendu & exécuté , sans avoir été entendu. Ce prince
 ne tarda pas à s'en repentir , & Charles-le-Bel réhabilita
 la mémoire d'Enguerrand. Voyez l'abrégé chronologique
 de M. le président Haynault , années 1315 & 1324 ;
 le continuateur de Nangis , Moréri.

» miere nourriture, il remontra aux syndics
 » des trois états, les urgentes affaires qui
 » tenoient le roi assiégé, pour subvenir à la
 » guerre de Flandre, les exhortant vouloir
 » subvenir en cette nécessité publique, où il
 » y alloit du fait de tous ; auquel lieu on
 » lui présenta corps & bien ».

Le recueil des ordonnances de nos rois nous fait voir le monarque écoutant les plaintes des trois ordres de l'état, & déférant à leurs supplications, autant que sa sagesse & les circonstances le lui permettent.

On fait l'altération que les monnoies avoient éprouvées sous les premiers rois de la troisieme race, altération telle que la livre pesant d'argent fut réduite, par succession de temps, à notre livre numéraire qui ne représente que la cinquantieme partie du marc.

Altération des monnoies, à quels excès elle avoit été portée ? Réformation ; forme de la publication de cette ordonnance.

Cet abus donna lieu à une ordonnance de Philippe-de-Valois, du 25 Mars 1332, adressée à tous les justiciers du royaume. Il y est fait mention des plaintes des *Prélats, Barons & du commun peuple*.

« Et pour ce que icelles (ordonnances) soient
 » mieux gardées, sans corrompre ni enfreindre, &
 » que nuls ne s'en puissent excuser de ignorance,
 » nous voulons que vous les fassiez copier & mettre
 » en plusieurs lieux publics de vos dites jurif-

» *dictions* , afin que le peuple les puisse voir
 » & lire ». Telle étoit alors la forme de la
 publication des loix.

Origine des
 droits de
 gabelle &
 d'aides.

Le même roi établit, dix années après, le droit de gabelle; par des lettres-patentes du 10 Mars 1342 (1), portant commission à trois maîtres des requêtes, trois chevaliers, & à M. Jacques de Boulâ y dont la qualité n'est pas exprimée dans les lettres, pour avoir l'inspection sur les greniers, avec attribution de toute juridiction, tant au civil qu'au criminel par tout le royaume; même le droit d'établir officiers sur leurs simples commissions. Cet impôt occasionna des plaintes vives.

Pour les apaiser, le roi Jean assemble les états en 1355, & la gabelle fut établie par leur conseil, pour subvenir aux dépenses de la guerre (2).

(1) Ordonnances du Louvre, Tome II.

(2) Ordonnances du Louvre, tome III, à la date du 28 Décembre 1335.

« Jean, par la grace de Dieu, roi de France, sçavoir
 » faisons, à tous présents & à venir: que comme par
 » les fraudes, malices, & invasions de nos ennemis,
 » notre royaume a été moult grevé, endommagé,
 » les églises violées, nos sujets robés & pillés, nous
 » avons fait appeller & assembler les bonnes gens de
 » notre royaume de Languedois, & du pays coutumier;

Une

Une autre ordonnance rendue en conséquence de l'assemblée des états - généraux tenue à Paris le 26 Mai 1356, proroge une partie de ces impôts & les augmente.

Les termes dans lesquels elle est conçue , ne présentent l'impôt que comme une concession volontaire , à laquelle les états ont mis des modifications & déclarations que le roi a adoptées (1). Le clergé & quelques provinces

» une gabelle soit mise & imposée sur le sel , & aussi
 » sur tous habitants , marchands réparants en icelui ,
 » soit levée une imposition de huit deniers pour livres
 » sur toutes choses qui seront vendues andit pays ,
 » excepté vente d'héritages seulement , & sera payé
 » par le vendeur , & icelles payeront toutes manieres
 » de gens , clerks , gens d'église , hospitaliers , nobles
 » & non nobles , monnoyers & autres , sans que nul
 » ne se puisse dire franc & exempt , &c. ».

(1) Ordonnances du Louvre, tome III, page 53.

« Comme les gens des bonnes villes de notre royaume
 » assemblés à Paris au quinzième jour de Pâque dernier
 » passé , ayant voulu & accordé , que tout ce qui est
 » encore dû de l'imposition & de la gabelle du sel , qui par
 » eux nous furent octroyés pour le fait de nos guerres ,
 » à la fête de saint André dernier passé , soit levé entiè-
 » rement pour le temps qu'elles ont couru seulement ,
 » avec l'autre subside , qui pour lesdites impositions &
 » gabelles nous fut par eux octroyé pour ledit fait , entre
 » les choses dessus dites , deux autels (tels) & pareils
 » subides , comme ledit secours étoit à prendre & lever

ont conservé cet usage dans leurs *dons gratuits*.

Commission de Charles V, pour la levée du droit d'aides. Le pouvoir des états-généraux y est renfermé dans ses véritables limites. Egard de nos rois pour les représentations des états, en matière d'impôts.

On trouve dans le quatrième volume des ordonnances du Louvre (1) une commission adressée pour Charles V, alors dauphin & régent du royaume pendant la prison du roi Jean, aux élus des diocèses de Clermont & de Saint-Flour, pour la levée de l'aide ordonnée de l'avis des états-généraux assemblés à Paris au mois de Février 1356, pour la délivrance du roi.

Cette commission est conforme aux vrais principes de la monarchie.

« Comme à notre commandement les trois
 » états aient été assemblés à Paris par plusieurs
 » fois, & dernièrement au 5^e. Février passé
 » & aux jours en suivants, pour nous donner
 » *conseil & aide*, sur la délivrance de notre très-
 » cher seigneur & pere, & sur la garde, bon
 » gouvernement, tuition & défense du royaume,
 » & par iceux ayent été avisés par grant &
 » mûre délibération, tant sur le conseil comme

» sur les gens desdites villes, en tout comme il touche
 » leur effet; adjouté tant que la inégalité qui étoit en
 » aucunes choses, ou devant (ci-devant) dit second
 » subside, soit mise à égalité, pour lesdits deux derniers
 » subsides octroyés dernièrement, *certaines institutions*
 » *faites sur ce, parmi les manieres, formes, modifications*
 » & *déclarations qui s'ensuivent. . . .* ».

(1) Page 181.

» sur l'aide & en certaines manieres à vous
 » exposées & plus à plein contenues en cer-
 » tains rôles & écritures , lesquels après la
 » premiere assemblée ont été portés par les pays,
 » lus & approuvés par ceux des pays , tant
 » gens d'église , comme nobles bourgeois des
 » bonnes villes & autres , & rapportés à cette
 » derniere assemblée & de rechef vus , lus &
 » approuvés tant par nous & notre conseil ,
 » comme par lesdits trois états étant en ladite
 » assemblée à faire certaine aide pour un an
 » pour les choses dessus dites *par & sur cer-*
 » *taines conditions & modifications par nous à*
 » *eux accordées & scellées* , à lever ladite aide. . .
 » & avec ce ont ordonné & avisé que vous
 » foyez élus ès villes & dioceses de Clermont
 » & de Saint-Flour , & aurez le pouvoir de notre
 » autorité de asseoir , recueillir & recevoir. . .
 » contraindre & faire contraindre , &c. » .

Les états-généraux portoient au roi leurs
 plaintes contre ceux qui abusoient de son au-
 torité dans la perception des impôts.

Charles V ayant égard à ces représentations ,
 réforma plusieurs abus par une ordonnance du
 20 Juillet 1367 (1).

(1) Ordonnances du Louvre , tome II , page 5 .

« Comme vous , pour plusieurs causes touchant la

Les états-généraux n'ont jamais prétendu avoir droit d'opposition ou de résistance, pas même dans les temps les plus orageux.
Preuves.

Les autres tenues d'états vous présentent le même esprit ; des plaintes, des supplications, des représentations sur les abus, particulièrement dans la levée & perception des impôts, quelquefois sur les autres parties de l'administration politique ; jamais un combat d'autorité ni un droit d'opposition : pas même dans les temps les plus orageux.

» guerre, le profit & la sûreté de nos sujets & de notre
 » royaume, fussiez venus en notre ville de Sens, & en
 » icelle eussiez fait venir & assembler plusieurs Prélats
 » & autres gens d'église, & plusieurs nobles tant de
 » notre sang comme autres, & plusieurs gens de bonnes
 » villes, des pays & bailliages de Champagne, Bour-
 » gogne, Berry, &c. & qu'après nous eûmes ordonné
 » de ce pourquoi les avions ylecques fait assembler,
 » comme dit est ; ils nous aient fait exposer plusieurs
 » griefs, qui faits étoient à eux & nos sujets desdits
 » pays, tant sur ce qui touche l'aide que l'on leve en
 » notre royaume comme autrement, afin que nous
 » volussions sur ce pouvoir ; nous ouies les *supplications*
 » à nous par eux faites, & en sus eû bon avis &
 » délibération avec notre conseil, desirant de tout notre
 » cœur eux & nos autres sujets, être préservés & gardés
 » de tous dommages, griefs & oppressions, avons sur
 » ce ordonné & octroyé, ordonnons & octroyons par
 » ces présentes & de notre autorité royale, de notre
 » certaine science, & grace spéciale, ce qui s'en-
 » suit.... ».

Ainsi en 1493 Charles VI tient, à la sollicitation du duc de Bourgogne, les états du royaume à Paris ; on y rédige un avis sur les désordres qui régnoient dans l'état ; cet avis est porté au roi par l'université ; voici comme elle s'exprime (1) :

« A notre très-haut & très-excellent prince
 » notre souverain seigneur & pere, s'ensuivent
 » les points & articles, lesquels votre très-
 » humble & très-dévote fille, l'université de
 » Paris, vos très-humbles & obéissants sujets
 » les prévôt des marchands, les échevins &
 » bourgeois de votre bonne ville de Paris ont
 » fait à vous bailler avis, confort & aide comme
 » vous le requérez, pour le profit, honneur &
 » bien de, vous & pour la chose publique de
 » votre royaume, premièrement, &c. ».

Le parlement en corps assista une seule fois aux états-généraux de 1558.

Le parlement
 en corps assis-
 ta aux états-
 généraux en
 1558.

« Assemblée des notables (dit M. le prési-
 » dent Haynault) tenue dans une chambre
 » du parlement. Ce fut dans cette assemblée
 » d'états que la magistrature prit séance pour
 » la première fois, & forma un quatrième ordre.
 » Jusques-là elle n'y avoit pas pris place, &

(1) Recueil des Ordonnances par Fontanon, tome IV, pages 1300 & suivantes.

» c'est à tort qu'on l'a confondue avec le tiers-
 » état. Elle n'y a point reparu depuis ; elle
 » n'assista ni aux états de Blois , ni à ceux de
 » Paris (en 1614) ».

Résumé de
 ce qui vient
 d'être dit.

Je crois avoir suffisamment prouvé par ces monuments, la justesse des principes posés par M. de Lamoignon de Blanc-Mesnil , alors avocat-général & depuis chancelier de France , dans un plaidoyer du 24 Janvier 1719 , cité par M. le président Haynault (1).

« Comme nous ne connoissons en France
 » d'autre souverain que le roi , c'est son autorité
 » qui fait les loix : *qui veut le roi , si veut la loi ;*
 » ainsi les états-généraux du royaume n'ont
 » que la voie de remontrance & de très-humbles
 » supplications : le roi défere à leurs doléances
 » & à leurs prières , suivant les regles de sa
 » prudence & de sa justice ; car *s'il étoit*
 » *obligé de leur accorder toutes leurs demandes ,*
 » dit un de nos plus célèbres auteurs , *il cesseroit*
 » *d'être leur roi.*

» De là vient (ajoute l'historien qui rapporte
 » ce fragment) que pendant l'assemblée des états-
 » généraux , l'autorité du parlement , qui n'est
 » autre que celle du roi , ne reçoit aucune
 » diminution ; ainsi qu'il est aisé de le recon-

(1) M. le président Haynault , époque de 1614.

» nôtre dans les procès-verbaux des états
» de 1614 (1) ».

En réduisant le pouvoir de ces assemblées générales à de telles limites, vous jugerez sans doute qu'elles sont inutiles & dangereuses, que le parlement & les autres cours souveraines, conseils du monarque, en même temps que cours de justice, à portée de connoître les besoins des peuples dont elles sont plus proches, & les inconvénients de la loi qu'elles sont chargées de faire exécuter, suffisent pour faire parvenir aux pieds du trône les doléances & les humbles supplications des peuples. Si vous

Danger & inutilité de ces assemblées. Opinion de Sully & de Henry IV.

(1) Harangue de M. de Marnaise, avocat au parlement de Toulouse, député du Languedoc, prononcée devant Messieurs de la noblesse, le Samedi 13 Décembre 1614.

« Ce jour heureux de la réformation, a commencé
» à poindre à celui de la convocation des états,
» puisqu'en icelui notre roi, prêtant à son peuple la
» présence de sa personne, lui a promis, de sa bouche
» sacrée, qu'il lui prêteroit aussi la présence de son
» esprit, pour entendre ou recevoir favorablement les
» humbles prières, supplications & remontrances qu'il
» lui voudroit faire, pour la réformation des abus,
» restauration de ses fortunes & l'affermissement de son
» repos ». Tous les cahiers de ces états, qu'on fait
avoir été si agités, sont sur ce ton.

étendiez au-delà le pouvoir de ces corps, la monarchie feroit détruite.

Je ne présenterai pas à la nation le tableau affligeant des désordres que la tenue des états-généraux a occasionnés, les factions de Marcel, prévôt des marchands en faveur de Charles-le-Mauvais roi de Navarre, en 1355, les demandes insolentes des députés des états de Blois, l'activité que ces états donnerent à cette ligue si funeste à la France, excès qui forcerent Henri III à l'acte de despotisme le plus extrême, dans l'assassinat du duc & du cardinal de Guise, enfin les factions des derniers états tenus en 1614, première étincelle de la guerre civile qui fit couler le sang des françois pendant la minorité de Louis XIV. Fixons nos yeux sur une autorité plus respectable & plus chère à la patrie, le jugement que Henri IV & Sully porterent de ces assemblées en matière de finances.

Ce monarque alors occupé de la conquête de son royaume, est forcé par les circonstances de convoquer les états à Rouen, en 1596.

L'assemblée demandoit au roi, 1°. d'établir un conseil qu'ils nommoient *conseil de raison*, dont la nomination appartiendrait aux états, & ensuite aux cours souveraines ;

2°. De faire un partage des revenus de l'état en deux portions, dont l'une destinée à acquitter

charges ordinaires, feroit adminiftrée par des députés des états, l'autre feroit remife entre les mains du roi, pour fa dépenfe perfonnelle & celle de la guerre.

A ces conditions l'afsemblée confentoit la levée d'un fol par livre fur toutes les denrées.

Ces propofitions furent débattues & rejetées avec force dans le confeil. Sully engagea fon maître de feindre de les accepter, précifément parce qu'elles étoient impraticables.

« A quoi vous lui répondîtes (1) que l'im-
 » pertinence des propofitions & abfurdités des
 » demandes de ces meffieurs les notables d'une
 » part, & de l'autre les ridicules appréhen-
 » fions que meffieurs de fon confeil avoient
 » témoignées de l'établiffement d'icelles, vous
 » auroient faifi d'un égal étonnement; ne vous
 » pouvant affez émerveiller comment des gens
 » fi fages tant expérimentés, & qui faifoient fi
 » fort les entendus en finances, n'avoient mieux
 » examiné & dirigé des affaires de fi grande
 » importance, avant que de lui en parler, &
 » mieux jugé de l'impossible exécution & pra-

(1) J'ai cru devoir conferver le texte original des anciens mémoires, comme ayant plus d'autorité que les nouveaux. On fait que, dans ces mémoires, les fecrétaires du duc de Sully lui adreffent perpétuellement la parole.

» tique d'icelles, *par leur très-grande dispro-*
 » *portion avec la forme d'un état monarchique,*
 » le courage, la prudence & l'expérience d'un
 » grand roi, la qualité des affaires occurren-
 » tes, la condition des temps & la disposition
 » des esprits du siècle.... de quoi vous étiez
 » bien assuré qu'il ne feroit aucun doute,
 » si-tôt qu'il lui plairoit, suivant la vivacité
 » de son esprit & solidité de son jugement,
 » d'entrer en considération des achoppements &
 » difficultés de ces nominations de conseillers,
 » en ce chimérique conseil, desquels ils ne
 » s'accorderoient jamais pour en venir à des
 » conclusions de bouche, que ce ne fût avec
 » mille discors & envies dans le cœur de
 » ceux qui auroient eû moins de voix; des
 » contrariétés d'opinions où ils tomberoient,
 » lorsqu'il feroit question de former des états
 » pour la distribution des deniers desquels la
 » disposition leur feroit laissée; mais sur-tout
 » l'impossibilité de faire de justes évaluations
 » de tous les revenus du royaume, en l'état où
 » étoient à présent les affaires, y en ayant plusieurs
 » qui augmenteroient toujours, & d'autres qui
 » diminueroient incessamment, même s'anéan-
 » tiroient du tout, & partant leur sera impos-
 » sible de s'empêcher d'y commettre mille
 » sortes d'erreurs, qui tourneroient à leur re-

» proche, honte & dommage, & par consé-
 » quent seroient suivies d'autant de pénitences,
 » regrets & dépit qu'ils s'en font imaginés de
 » profit, de gloire & d'autorité.... qu'il étoit
 » contre le sens-commun de s'imaginer qu'un
 » conseil composé de tant de diversités ramassées
 » de diverses provinces, sans pouvoir être ré-
 » glées par l'absolue autorité de quelqu'un,
 » pût subsister trois mois seulement ».

Ce que Sully avoit prévu se réalisa. Le roi parut accepter les propositions; les notables firent les parts, le roi choisit; mais bientôt ils furent forcés de prier le roi de les décharger d'un fardeau qu'ils ne pouvoient porter, & d'ordonner à M. de Sully de reprendre l'entière administration des finances.

§. XI.

Des cours des aides. Suite du même sujet.

Il n'est pas de mon sujet d'examiner si la progression des impôts a été telle qu'elle devoit naturellement résulter de l'accroissement des richesses par le commerce & par l'industrie, de l'augmentation de la masse d'argent, par la découverte du nouveau monde, & de la multiplication des dépenses.

Résumé des impôts dont l'origine a été indiquée dans le paragraphe précédent. Réflexion générale.

Il me suffit de vous avoir fait observer,

dans les loix que je viens de citer, l'origine de presque tous les impôts qui subsistent aujourd'hui, droit de gabelle sur le sel, impôt sur les fonds qui étoit originairement du 100^e. & ensuite du 50^e, droit d'aides sur les marchandises, capitation, (car c'est le nom que M. Secouffe donne à l'aide établi en conséquence des assemblées d'états des 28 Décembre & 12 Mars 1355 (1)), qui se payoit par les nobles comme par les roturiers, à proportion de leurs biens, meubles & immeubles.

Si vous vous rappelez ce que j'ai dit dans le §. VI de ma premiere partie, & dans les observations, que la richesse d'un royaume agricole consiste dans les fruits de la terre, multipliés par le commerce & par l'industrie, vous appercevrez sans doute, le vice de cette multitude des impôts, qui sous des noms différens, & avec des frais immenses, engorgent les canaux par lesquels la richesse publique & particuliere s'étend & se propage, retombe en définitive sur la culture, source primordiale de l'abondance, & produit enfin cette inégalité extrême de fortunes, ce saut rapide de l'excessive richesse à la médiocrité, & presque à

(1) Voyez la table du quatrieme tome des ordonnances du Louvre.

la pauvreté, dont je vous ai fait voir les inconvénients, signe certain du dépérissement, ou pour parler plus juste, de l'anéantissement absolu de ces deux corrélatifs, la richesse publique & particulière; mais je ne me suis pas proposé de traiter ces questions.

Quant à la taille, j'ai remarqué avec Pasquier que celle qui avoit été perçue par nos rois, depuis l'établissement du gouvernement féodal, étoit un droit purement seigneurial, la taille aux quatre cas, qui a lieu encore dans plusieurs terres au profit des seigneurs.

De la taille
telle que le
roi la perçoit
aujourd'hui.

C'est dans un édit de Charles V, du 20 Juillet 1367 (1) qu'il est fait mention pour la première fois, d'un droit par chaque feu.

Le nom de taille fut donné à ce droit par un autre édit de Charles VI, du 23 Mai 1388 (2) qui y assujettit tous les sujets du roi, à proportion de leurs facultés, *à l'exception seulement des nobles, extraits de noble lignée,*

(1) Ordonnances du Louvre, tome V.

Autre ordonnance du même roi, du mois d'Avril 1374,
« Seront levés les fouages, c'est à savoir, ès villes
» fermées, six francs pour feu, & au plat pays, deux
» francs pour feu, le fort portant le foible ». *Ibid.*
tome VI.

(2) Ordonnances du Louvre, tome VII, pages 186
& suivantes.

non marchands , & fréquentants les armes , & ceux de cette condition , qui au temps passé ont fréquenté les armées , & de présent sont en tel état par blessures , maladies ou grand âge , que plus ne les peuvent fréquenter ; & aussi gens d'église , bénéficiers , & pauvres mendiants ; voilà constamment la taille proprement dite.

Origine des
élections &
cours des ai-
des.

Les articles 2 , 3 & 4 d'une ordonnance du roi Jean , du 28 Décembre 1355 vous font connoître l'origine des élections , & des cours des aides.

« (1) Et ordonné (porte l'article 2) que
» des trois états dessus dits , seront ordonnés
» & députés certaines personnes , bonnes , hon-
» nêtes , & solvables , loyauts , & sans aucun
» soupçon , qui par les pays ordonneront les
» choses dessus dites , qui auront receveurs
» & ministres , selon l'ordonnance & instruc-
» tion qui sera faite sur ce , & outre les
» commissaires députés particuliers des pays ,
» seront ordonnés & établis par les trois états ,
» dessus dits , neuf personnes bonnes & hon-
» nêtes , c'est à savoir de chacun état trois ,
» qui seront généraux & surintendants sur tous
» les autres , & qui auront deux receveurs

(1) Ordonnances du Louvre , tome III , pages 19
& suivantes.

» généraux, prud'hommes & bien solvables
 » pour ce que les surintendants, ne soient
 » chargés d'aucune recette, ne de faire compte
 » aucun.

» Item que auxdits députés, tant généraux
 » comme les particuliers, seront tenus d'obéir
 » toutes manieres de gens de quelque état, &
 » condition qu'ils soient, & s'il y en a au-
 » cuns rebelles, ce que jà n'avieigne, que les-
 » dits députés ne puissent contraindre, ils les
 » adjourneront pardevant les généraux surin-
 » tendants.... & vaudra & tiendra ce qui sera
 » ordonné comme arrêt de parlement ».

L'article 5 porte une modification; « & ne
 » pourront rien faire les généraux, surintendants
 » des trois états dessus dits, au fait de leur ad-
 » ministration, s'ils ne sont d'accord tous ense-
 » mble, & s'il advenoit qu'ils fussent à discors
 » ès choses qui regardent leurs offices, nos gens de
 » parlement les pourront accorder & ordonner du
 » descors.

Les abus ne tarderent pas à se faire sentir, le
 14 Mai 1358. Charles V, lieutenant-général du
 royaume pendant la prison du roi Jean, révo-
 qua toutes les commissions qu'il avoit données
 d'élus, (c'est alors que les députés particu-
 liers furent ainsi nommés,) & de généraux de
 aides, il confirma aux états le droit de choi-

Le roi se
 réserve la no-
 mination des
 réformateurs
 des aides & du
 fait des mon-
 noies, ensuite
 celle des gé-
 néraux.

fir les élus & les généraux; mais il se réserva à lui seul la nomination des *réformateurs*, des *officiers royaux*, & du fait des monnoies.

« Les généraux des aides (dit Pasquier (1))
 » étoient nommés par les états, & confirmés
 » par le roi, entre les mains duquel ou de ses
 » officiers, ils faisoient le serment de bien &
 » loyaument exercer leurs charges; depuis le
 » roi seul, sans autre contrôle, y pourvut ».

Les généraux des aides avoient en même temps l'administration des finances, & de la justice. On peut voir dans Pasquier, quels changements ces pouvoirs ont essuyés.

Epoque de
 l'établissement de la
 cour des aides de Paris,
 telle qu'elle
 subsiste au-
 jourd'hui.

M. le président Haynault (2) rapporte l'établissement de la cour des aides de Paris, à une commission de Charles VI, de 1390, énoncée dans des lettres-patentes du 15 Mars 1391, qui se trouvent au 7^e. tome des ordonnances du Louvre (3).

Il ne s'agissoit alors que d'une contestation pendante au parlement, entre M. l'archevêque de Rheims, M. le procureur-général, & le grennitier de Rheims, au sujet du droit de

(1) Recherches, liv. II, chap. 7.

(2) Abrégé chronologique, époque de 1355.

(3) Page 457.

nomination à cette place; les lettres-patentes de 1391 ne sont qu'une commission pour juger ce procès.

Aussi Pasquier observe-t-il que les généraux des finances n'eurent point séance à la procession solennelle qui fut établie, en 1436, en commémoration de la réduction de Paris, sous Charles VII, quoique le parlement & la chambre des comptes y assistassent.

(1) Le nombre des généraux des finances n'étoit pas fixé. « *Le roi en committoit tantôt six, tantôt cinq, tantôt quatre. La regle générale étoit que pour l'ordination des deniers, il falloit que tous, ou quatre, ou trois pour le moins le consentissent; mais quant à ce qui étoit de la distribution de la justice, il suffisoit qu'il y en eût deux seulement, & néanmoins ce qu'ils jugeoient étoit tenu pour arrêt, sans que la cour de parlement le pût réformer; aussi il falloit que ceux-là même qui avoient jugé, & leurs compagnons, appelaient avec eux trois ou quatre des seigneurs du GRAND-CONSEIL* ».

Pasquier observe encore (2), que le roi donnoit ces commissions à toutes personnes de toute qualité; « *les uns étant maîtres des comptes,*

(1) Pasquier, *Ibid.*

(2) *Ibid.*

» & les autres d'autres qualités la friandise de
 » manier les deniers, fut telle, que les princes
 » voulurent avoir part au gâteau ; premièrement
 » le duc d'Albret en 1401, & après lui Louis
 » duc d'Orléans frere du roi, par lettres-paten-
 » tes du 18 Avril 1402, fut commis pour préfi-
 » der ces généraux des aides ; le duc de Berry &
 » de Bourgogne voulurent être de la partie, &
 » à vrai dire, les jalousies, des deux maisons d'Or-
 » léans & de Bourgogne, qui depuis causerent la
 » ruine & la désolation de la France, furent
 » fondées sur cette querelle ».

Les abus prirent naissance. Ce fut un des su-
 jets de remontrances de l'université en 1413 (1).
 Le nombre des généraux, pour le fait de la justi-
 ce en matiere du finance, fut limité par l'or-
 donnance de Charles VI du 27 Mars 1413 (2).

Ces officiers n'avoient point encore le titre
 de cour en 1560 ; la preuve existe dans l'adresse
 de l'ordonnance d'Orléans (3) ; ils ne l'acqui-
 rent que par un édit de Charles IX, en
 1569 (4).

(1) Fontanon, tome IV, page 1302.

(2) Ibid. page 1321.

(3) « Si donnons en mandement à nos amés & féaux
 » les gens tenants nos cours de parlement, chambre des
 » comptes, généraux de la justice des aides ».

(4) Abrégé chronologique de M. le Président Hay-

Observations sur les §§. X & XI.

Clovis & ses successeurs jouirent-ils dans les Gaules des mêmes revenus que les empereurs romains? les francs furent-ils soumis à ces impôts comme les gaulois?

Ces questions, sur lesquelles M. l'abbé Mably combat avec dureté le sentiment de M. l'abbé Dubos (1), me paroissent plus curieuses qu'utiles, pour connoître quelle est parmi nous l'étendue du pouvoir du monarque, dans l'établissement des impôts. Qu'importe en effet que les impôts soient les mêmes parmi nous que ceux que les romains avoient établis, s'il est prouvé que nos rois, même de la première & de la seconde race, exigeoient des contributions en nature, non seulement des gaulois, mais des francs.

Je ne citerai sur ce point que les autorités employées par M. l'abbé Mably lui-même.

(2) Malculfe nous a conservé la formule des commissions données par les rois de la première

Les rois des deux premières races exigeoient des contributions, non seulement des gaulois, mais des francs. Quelles elles étoient?

Etales accordées par les rois a

nault, époque de 1355. Voyez l'édit. de 1569, dans Fontanon, tome II, page 713.

(1) Observations, liv. I, chapitre 2, dans les remarques.

(2) Formules de Malculfe, liv. I, n. II.

Bb ij

ieurs com-
missaires &
à d'autres.
Combien el-
les étoient
onéreuses
aux peuples ?

race à leurs envoyés. On y trouve dans le plus grand détail la quantité de bled, de vin & de toutes autres provisions qu'ils étoient chargés d'exiger.

Cet usage a subsisté sous la deuxième race ; les armées ; des nations entières obtenoient ces étapes pour leur subsistance. Telle fut celle que Louis-le-Débonnaire accorda en 815, aux espagnols chassés par les sarrasins (1).

De pareilles contributions exigées de la seule autorité du roi, ne sont-elles pas des impôts ?

Elles étoient si onéreuses, que Philippe-le-Bel employa ce motif pour déterminer les peuples à se soumettre à un impôt réglé (2).

Du cens ou
tribut sous la
première ra-
ce.

En accordant à l'auteur des observations, que depuis la conquête de Clovis, les francs & plusieurs gaulois même aient été affranchis du *cens* ou *tribut* établi par les romains, il est au moins constant qu'un grand nombre de gaulois étoient assujettis à ces impôts ; le texte de la loi salique le prouve (3).

(1) Capitulaire de Louis-le-Débonnaire, année 815, *præceptum primum*, chap. I ; Baluze, tome I, page 320.

(2) Ordonnance de 1302. Voyez le §. II ci-dessus.

(3) *Si quis romanum tributarium occiderit solidis 45, culpabilis judicetur. In lege salicâ, titre 43.*

Ce tribut devint le droit commun.

M. l'abbé Mably le prouve encore par (1) deux capitulaires, l'un de Charlemagne, l'autre de Louis-le-Débonnaire, qui obligent les églises de payer le tribut au roi quand les biens qui leur avoient été donnés y étoient sujets avant la donation, à moins qu'elles n'eussent un titre d'exemption.

Ce droit n'étoit pas le cens seigneurial; car les seigneuries n'étoient sous Charlemagne & sous Louis-le-Débonnaire que des titres d'offices; elles ne devinrent patrimoniales que sur la fin de la deuxième race, & au commencement de la troisième; or ce droit existoit sous la première race. La preuve résulte de l'exemption dont l'église jouissoit dès-lors, hors le cas dont il vient d'être parlé; une constitution de Clo-

-(1) *De rebus unde census ad partem regis exire solebat, si ad aliquam ecclesiam tradita sint aut tradantur à propriis hæredibus, tamen qui eas retinuerit, vel illum censum persolvat. Cap. 3, anni 812, art. 11.*

Quicumque terram tributariam, unde tributum ad partem nostram exire solebat, ecclesia, vel cuilibet alteri tradiderit, is qui eam suscipiet, tributum quod inde solvebatur, omnino ad partem nostram persolvat, nisi forte talem firmitatem de parte dominicâ habeat, per quam tributum sibi perdonatum possit ostendere. Cap. IV, anni 819, art. 2.

taire de l'an 560 le prouve (1). C'est par cette raison que Charlemagne & Louis-le-Débonnaire n'y assujettissent que les terres nouvellement données à l'église.

Autres im-
pôts sous la
première ra-
ce.

(2) Mais Clotaire avoit exigé des ecclésiastiques un impôt bien plus onéreux, la tierce-partie des fruits de leurs terres.

(3) Chilperic contraignit les possesseurs de vignes de lui payer une mesure de vin par arpent.

(1) Baluze, tome I, page 611, art. 4.

(2) *Clotarius rex indixerat ut omnes ecclesiæ regni sui tertiam partem fructuum fisco dissolvant.* Grégoire de Tours, liv. IV, n. 2.

Il est vrai qu'Aimoin nous apprend que ce prince, se rendant aux représentations du clergé, révoqua cet impôt. Aimoin, liv. II, pag. 60; Dom Bouquet, tome III, pag. 60, an. 553.

(3) *Chilpericus rex descriptiones novas & graves in omni regno fieri jussit; statutum enim fuerat ut possessor de propria terrâ unam amphoram vini per arpentum redderet, sed & aliæ functiones infligebantur multæ, tam de reliquis terris, quàm de mancipiis quod impleri non poterat.* Grégoire de Tours, liv. V, n. 29.

M. l'abbé Dubos prétend que le mot *amphora* désigne ici un tonneau de vin, M. l'abbé Mably le traduit par une cruche. Il n'est pas de mon objet d'examiner quelle étoit la quantité de l'impôt.

(1) Les plus anciens capitulaires des rois de la deuxième race font mention de différents droits de péage.

Ceux qui étoient condamnés en une composition payoient en outre une amende au roi, elle se nommoit *fredum* (2).

(3) Enfin les francs assemblés tous les ans dans le champ de Mars, offroient au roi leurs contributions, sous le titre de *dont gratuit*.

Il est donc démontré qu'indépendamment de la contribution en services personnels, à laquelle les francs étoient assujettis, il existoit sous les deux premières races un fisc, un trésor public pour fournir aux dépenses de l'état, & que nos rois étoient les seuls dépositaires de ce trésor.

Conséquence
de ces faits.

J'ai prouvé au paragraphe VI de la première partie, que le droit d'assurer le poids & le titre des métaux dans la fabrication de la monnaie appartient, essentiellement au monarque, comme chargé de tout ce qui intéresse la police générale.

Du droit de
battre mon-
naie, & de
l'usurpation
des seigneurs
sur ce point.

(1) Cap. secundum, anni 805, art. 13, cap. anni 821, art. 3.

(2) V. dans Baluze la loi salique & la loi des ripuaires.

(3) Dom Bouquet, tom. V, pag. 633.

M. l'abbé Mably (1) prouve très-bien que plusieurs seigneurs avoient usurpé ce droit. Il indique même l'origine de l'usurpation, une chartre de 836 obtenue par l'évêque du Mans, de la foiblesse de Louis-le-Débonnaire (2). Les progrès furent rapides, puisque dès l'an 864 (3) on trouve des monnoies établies de l'autorité des seigneurs dans les villes de Bourges, Tours, Rheims, Sens, &c. Les fiefs n'étoient point encore patrimoniaux; ainsi ces concessions particulières ne donnoient point atteinte au droit du roi.

M. l'abbé Mably prouve encore, contre le sentiment de M. Ducange, au mot *moneta*, que non seulement les seigneurs usurperent le droit de battre monnaie, mais que la monnaie du roi cessa d'avoir cours dans leurs terres.

L'excès du mal fit naître le remède, par le rétablissement de l'autorité royale.

Il est vraisemblable que la mauvaise politique qui avoit produit l'altération de la monnaie royale donna lieu à ces abus, les peuples se

(1) Observations, liv. IV, chap. 2, & les remarques y relatives. M. l'abbé Mably porte à quatre-vingt le nombre des seigneurs qui étoient alors en possession de battre monnaie dans leurs terres.

(2) Dom Bouquet, tom. VI, pag. 609.

(3) Voyez l'édit. de Pistes de l'an 864, art. 12, & la note de Baluze sur cet article.

portant plus volontiers à faire circuler des especes que les seigneurs n'avoient pas osé altérer aussi excessivement; mais ils voulurent profiter eux-mêmes d'une source de richesses qu'ils croyoient si facile & si abondante. L'excès du mal fit naître le remede. Philippe-le-Bel ayant fait fabriquer en 1306 des monnoies de bon titre, l'avidité des seigneurs qui les porta à soutenir leurs mauvaises especes concilia au roi l'affection des peuples, & le mit en état de faire respecter son autorité (1).

M. l'abbé Mably présente ce fait sous des couleurs bien étranges (2).

« Les barons (dit-il) se trouvant dans le
 » piège, avant que de le craindre, furent
 » obligés d'obéir. Ils étoient menacés du sou-
 » lèvement de leurs vassaux & de leurs sujets,
 » *hommes assez simples, ou assez aveuglés par leur*
 » *haine & leur vengeance, pour croire que Philippe*
 » *qui se reformoit un abus, en s'emparant d'un*
 » *droit qui ne lui appartenoit pas, se repentiroit*

Etranges
couleurs sous
lesquelles
l'auteur des
observations
présente ce
rétablisse-
ment.

(1) Ordonnance de 1315, sur le fait des monnoies, dans le recueil des ordonnances du Louvre, tom. I, page 548; voyez dans le tome II, page 603, la lettre de Philippe-le-Bel au duc de Bourgogne, depuis la réforme qu'il avoit faite dans ses monnoies.

(2) Observations, liv. IV, chap. 3, page 163.

» *sincèrement du passé & voudroit faire le bien* ».

Saint Louis avoit ordonné, en 1262, que la monnoie auroit cours par tout le royaume, & qu'elle auroit cours exclusivement à toute autre dans son domaine (1).

M. l'abbé Mably traite cette ordonnance de *prétention* de ce saint roi (2).

-- Je ne m'arrêterai pas à combattre ce système suffisamment réfuté par les principes que j'ai établis dans ma première partie; ne nous attachons maintenant qu'à la possession.

L'auteur des observations oublie qu'il a transcrit un capitulaire de Pepin, de l'an 775, qui régloit le taux de la monnoie (3), & les

(1) Que nulle monnoie ne soit permise au royaume, » de S. Jean en avant, là où il n'y a point de monnoie propre, *fors que la monnoie le roi*, & que nul » ne vende, achete & fasse marché fors à cette monnoie, & *peut & doit cour la monnoie le roi* ». Ordonnance de 1262, dans le recueil des ordonnances du Louvre, tom. I, pag. 93.

(2) Livre IV, chap. 3, dans les remarques, pag. 373.

(3) *De monetâ constituimus, ut amplius non habeat libra pensante, nisi 22 solidos, & de ipsis 22 solidis monetarius, habeat solidum unum & illos alios reddat.* Cap. anni 755, art. 27; M. l'abbé Mably, *ibid.* dans les remarques.

De falsis monetis quæ in multis locis contra justitiam & contra edictum nostrum fiunt, volumus ut nullo alio

capitulaires de Charlemagne, qui défendoient toute fabrication d'espèces hors de son palais. Comment soutenir, après des autorités aussi formelles, que la loi de S. Louis étoit une prétention, une innovation?

Après avoir discuté le système de M. l'abbé Mably, une réflexion générale se présente.

Conséquence
du système de
M. l'abbé
Mably.

A quoi nous conduiroit ce système? à l'indépendance des grands, d'un côté? ils en feroient plus malheureux; car de cette indépendance naîtroient les guerres privées & tous les défordres de l'anarchie. A la servitude du peuple, de l'autre? M. l'abbé Mably ne dissimule pas cette seconde conséquence; mais il entreprend de faire trouver à la nation cet état supportable (1).

« Dans un gouvernement très-sage (dit-il),
» l'esclavage est un mal, parce qu'on doit s'en
» passer, & que dégradant les hommes, il
» apprendroit aux citoyens à bannir l'égalité
» qui fait leur bonheur. Chez les Spartiates,

M. l'abbé
Mably essaie
de consoler
le peuple de
la servitude.

*loco moneta sit, nisi in palatio nostro, nisi forte
à nobis iterum aliter sit ordinatum.* Cap. II, anni 805,
art. 18.

*De monetis, ut in nullo alio loco moneta percutiatur,
nisi ad curtam & per omnia discurret.* Cap. anni 808,
art. 7; M. l'abbé Mably, *ibid.*

(1) Liv. IV, chap. 4, dans les remarques, n. 3.

» les romains, &c. la servitude étoit un mal ;
 » elle en seroit un chez les suisses, les sué-
 » dois, &c. Mais dans un gouvernement où
 » l'on ne connoît aucune égalité, non seulement
 » entre les citoyens, mais entre les différents
 » ordres de l'état, la servitude pourroit pro-
 » duire un bien & corriger quelques incon-
 » vénients des loix. Je demande quel grand
 » présent c'est pour les hommes que la liberté,
 » dans un pays où le gouvernement n'a pas
 » pourvu à la subsistance de chaque citoyen,
 » & permet à un luxe scandaleux de sacrifier
 » des millions d'hommes à ses frivoles besoins.
 » Que feriez-vous de votre liberté, si vous
 » étiez accablé sous le poids de la misère ?
 » ne sentez-vous pas qu'esclave de la pauvreté,
 » vous n'êtes libre que de nom, & que vous
 » regarderiez comme une faveur du ciel, qu'un
 » maître voulût vous recueillir. La nécessité
 » plus puissante que des loix inutiles, qui vous
 » déclarent libre, vous rendroit esclave ».

Réponse par
 les principes
 du gouverne-
 ment monar-
 chique. Com-
 paraison avec
 la prétendue
 égalité des
 républiques.

-- Il falloit soutenir ce système, après avoir
 confondu toutes les idées que les hommes avoient
 eues jusqu'ici de la nature du gouvernement
 monarchique.

Ce gouvernement admet des rangs, des
 devoirs, des fonctions différentes, entre les
 hommes ; il comble les uns d'honneurs & de

richesses , il laisse les autres dans l'abaissement & dans la pauvreté ; mais il n'y retient par force que le coupable , qui est l'esclave de la loi. Il conserve donc entre les hommes l'égalité de la nature. Le monarque lui-même , souverain législateur , n'est élevé au-dessus de tous que pour le bonheur de tous , & son intérêt , le seul mobile de tous les êtres sensibles , le porte à rendre ses sujets heureux. C'est cette égalité précieuse qui place les sujets du monarque dans la classe que la nature leur a destinée. Aucune condition n'est vile , parce que toutes sont nécessaires ; l'oisiveté seule est punie par l'indigence , & elle trouve encore des ressources dans l'amour du pere commun , dans l'intérêt du monarque de conserver ses sujets , & de favoriser la population qui est la source de la richesse & de la force de son empire. Un luxe excessif détourne les véritables canaux de la circulation , je l'ai prouvé ; mais si le monarque a la sagesse de le contenir dans ses bornes , il anime les arts , il développe les talents , il excite une émulation utile , il montre aux citoyens de tous les ordres le chemin par lequel , en contribuant au bien commun , ils peuvent parvenir aux richesses & aux honneurs. L'égalité chimérique des républiques n'a pas ces avantages. Je dis chimérique , car la réci-

procité des secours ne peut subsister avec une égalité numéraire ; la pauvreté universelle confond seule tous les rangs.

Suite des raisonnements
de M. l'abbé
Mabiy.

— « La plupart des philosophes & des politiques
» (dit encore M. l'abbé Mabiy (1)) ont fait
» d'assez mauvais raisonnements sur la question
» de l'esclavage ou de la servitude. Ils ont
» considéré la condition des esclaves telle
» qu'elle étoit chez les anciens , & autrefois
» chez les seigneurs des fiefs , & ils ont con-
» damné l'esclavage. Certainement ils ont eu
» raison ; mais est-il de l'essence d'un esclave
» d'avoir pour maître un tyran ? Pourquoi ne
» pourroit-il pas y avoir , entre le maître &
» l'esclave, des loix humaines qui leur assignas-
» sent des devoirs respectifs ? pourquoi n'y
» auroit-il pas un tribunal dont l'esclave pût
» implorer la protection contre la dureté de
» son maître » ?

-- Il n'est pas de l'essence de l'esclave d'avoir pour maître un tyran ; mais il n'est que trop ordinaire que les hommes abusent de leur pouvoir , pour tirer de leur propriété un profit plus grand quoiqu'illégitime. Plutarque ne reproche-t-il pas à Caton lui-même d'avoir manqué

(1) Ibid.

d'humanité pour ses esclaves, lorsqu'ils étoient hors d'état de servir (1).

Il existera, dites-vous, des tribunaux dont l'esclave aura le droit d'implorer la protection; mais de qui seront composés ces tribunaux? De maîtres sans doute? Ils auront donc intérêt de tolérer les injustices des maîtres. Ne voyez-vous pas qu'en réduisant les hommes à l'esclavage, vous éteignez cette activité que l'intérêt personnel peut seul donner. Laissez agir la nature, ne soumettez l'homme libre à aucune autre nécessité qu'à celle que les loix essentielles au maintien de la société & les circonstances lui imposent, vous le verrez se dévouer volontairement à des travaux utiles qui lui procureront son bien-être. A peine sorti de l'indigence il concevra de nouveaux projets, son génie se développera par le desir de se tirer du pair, la liberté publique arrêtera les efforts de l'homme puissant, du choc réciproque des passions résultera la soumission volontaire de tous les membres de la société à des tribunaux qui en maintiendront l'harmonie; pourvu qu'il existe au-dessus d'eux un modérateur qui ait la force nécessaire pour empêcher que les magistrats n'abusent de leur pouvoir, placé lui-

(1) Plutarque, dans la vie de Caton.

même à une telle élévation, qu'il ne soit susceptible d'autre ambition que d'une gloire méritée par les bienfaits, & de la satisfaction intérieure que le bonheur des peuples procure à un roi juste.

§. XII.

Conséquences qui résultent des faits recueillis dans les paragraphes précédents.

J'ai démontré que l'unité du pouvoir qui constitue l'essence de la monarchie pure est la première loi fondamentale de notre gouvernement.

La puissance du monarque fut altérée parmi nous, par l'introduction du gouvernement féodal, effet de la servitude du peuple, du pouvoir immense que nos rois avoient accordé à leurs officiers, & de la possession de la glebe attachée aux offices.

Toutefois nos rois conserverent dans leur domaine, la plénitude du pouvoir monarchique.

La réunion des grands fiefs, l'affranchissement des serfs, l'introduction des appels judiciaires substitués à la forme barbare du duel & des épreuves, rappellerent par degrés la monarchie à son principe ; l'ordre renaît à mesure que la puissance du monarque s'affermir.

Cette

Cette plénitude de pouvoir ne permet pas néanmoins au monarque de se passer d'un conseil ; ce sont les grands-officiers de la couronne sous la première race, les premiers vassaux sous la seconde, les représentants de ces premiers vassaux & des hommes versés dans la connoissance des loix sous la troisième.

La loi arrêtée dans ce conseil où le roi seul a le droit de décider, est déposée dans les archives publiques, & envoyée dans les provinces pour y être publiée & exécutée, sans aucune autre formalité.

Nos rois détachent-ils des membres de leur conseil pour former des tribunaux souverains qui jugent leurs sujets en dernier ressort ; la portion qu'ils conservent auprès d'eux, est leur grand-conseil. S'ils en détachent de nouveau une partie pour rendre la justice à leurs sujets dans un certain nombre d'affaires qu'ils se sont réservées, il se forme bientôt un autre conseil auprès de leur personne. Telle est l'origine des parlements, du grand-conseil, & du conseil d'état.

Ce sont ces diverses portions du conseil du roi qui forment, suivant les termes de l'ordonnance de 1359, *ce parlement qui de tout temps a été & est la justice capitale & souveraine de tout le royaume de France, représentant*

sans moyen la personne (du roi (1)). Je l'ai prouvé dans les observations sur le §. IX de cette partie.

Vous ne pouvez jeter les yeux sur les formes anciennes, qu'elles ne vous offrent l'image de l'autorité unique & indivisible du monarque.

De ces principes sont nés la formalité de l'enrégistrement des loix & le droit de remontrances , conséquences du titre du conseil du souverain; mais sans aucun droit d'opposition.

Cette puissance du monarque ne donne atteinte ni à la liberté, ni à la propriété de ses sujets. L'époque du rétablissement de l'autorité royale est celle de l'anéantissement de la servitude dans toutes les parties du royaume.

Obligés de substituer des troupes réglées, à ces contributions personnelles d'hommes & de services qu'ils exigeoient auparavant, nos rois ont respecté la propriété de leurs sujets, en assemblant les députés des trois ordres de l'état, & leur confiant la perception des impôts.

(1) Termes d'une ordonnance de Charles V, pendant la prison du roi Jean. Abrégé chronologique de M. le président Haynault, époque de 1359.

Ce fut la cause de l'établissement des élus, des généraux de finance & de justice, en matieres d'aides.

Les désordres inséparables des assemblées nombreuses se font sentir dans la convocation des états-généraux.

Les parlements & les autres cours conservent le droit de porter aux pieds du trône, les besoins & les doléances des peuples.

Tels sont les principes qui ont été reconnus dans tous les temps par les magistrats les plus éclairés, établis par les loix les plus précises.

Le même premier président de la Vacquerie, qui avoit résisté avec tant de force à l'abolition de la pragmatique-sanction promise au pape par l'évêque d'Arras, contre les intentions du roi (1), est celui qui disoit à

(1) Voyez le pere Daniel, histoire de Louis XI, traité des libertés de l'église gallicane, tom. 2.

Si l'on veut se donner la peine de vérifier les ordonnances, édits, & déclarations recueillis dans un ouvrage qui parut, il y a quelques années, sous le titre de *Monuments de la sagesse de nos rois*, on sera convaincu que ces défenses faites aux parlements & à toutes les cours, d'obéir à toutes lettres, clauses ou parentes, & à tous autres mandements qui seroient contraires à la justice & au bien des sujets, ces ordres de déclarer

Louis XII, (alors duc d'Orléans). « Prince ,
 » nous sommes les juges du peuple , le roi est le

telles lettres nulles, iniques ou subreptices, & même de les annuler, à moins qu'ils ne jugent plus expédient d'instruire la religion (du roi) de ce qu'ils jugeront devoir être raisonnablement fait.... sous peine d'être réputés désobéissants & infraçateurs des ordonnances, ne s'appliquent qu'aux lettres ou mandemens concernant l'intérêt des particuliers, sur lequel les rois sont facilement exposés à la surprise. Ce sont ces lettres que nos rois défendent à leurs secrétaires de signer, & au chancelier de sceller, sans avoir reçu les ordres les plus exprès ; en connoissance de cause.

« Comme nous ayant fait nos ordonnances (disoit
 » Philippe-le-Long, dans un édit du mois de Décembre
 » 1320 (1), par notre grand-conseil, lesquelles nous
 » voulons être tenues & fermement gardées sans cor-
 » rompre, nous voulons & vous commandons que
 » aucun de nos notaires ne mette ou écrive es lettres
 » qui commandées li feront le langage non contestant
 » ordonnances faites ou à faire, & si par aventure
 » aucunes les étoient commandées, contre nos ordon-
 » nances, par leur serment, ils ne passeront ni signeront
 » telles lettres avant qu'ils nous en aient avisés ».

Formule du serment du chancelier.

« Vous jurez Dieu le créateur, que bien & loyaument
 » exercerez l'état & office de chancelier de France,
 » ferez obéissant au roi, le servirez audit état, envers
 » tous & contre tous, sans nul excepter, ferez justice
 » à chacun, sans exception de personnes, aimerez la

(1) Ordonnances du Louvre, tome I, page 733.

» nôtre.... est-ce à nous de porter des regards
 » audacieux sur l'administration? nous ne pas-

» bien & honneur dudit seigneur, & en toutes choses
 » lui donnerez bon & loyal conseil; & quand on vous
 » apportera à sceller aucunes lettres signées par le com-
 » mandement du roi; si elle n'est de justice & de raison,
 » ne la scellerez point, encore que ledit seigneur le
 » commandât par une ou deux fois; mais viendrez devers
 » ledit seigneur, & lui remontrerez tous les points par
 » lesquels ladite lettre est déraisonnable, & après que
 » aura entendu lesdits points, s'il vous commande la
 » sceller, la scellerez; car alors le péché en sera sur ledit
 » seigneur & non sur vous ». Histoire des grands-officiers
 de la couronne, par Denis Godefroy, dans le recueil
 de pieces, page 205.

On trouve dans ce recueil plusieurs formules du serment
 du chancelier. J'ai choisi celle du serment du chancelier
 Dupra en 1514, parce qu'elle est plus détaillée. C'est
 aussi celle qu'a choisie l'auteur des lettres historiques,
 tom. I, page 64.

Ces maximes sont aussi anciennes que la monarchie.

« Que la grace qu'on auroit obtenue de nous par
 » surprise contre la loi, en trompant le monarque,
 » (disoit Clotaire I) soit de nul effet ». *Si quis*
autoritatem subreptitiè contra legem elic erit fallendo prin-
cipem, non valebit. Cap. anni 560; Baluze, tom. I.
 page 7. Eriger ce principe en un droit d'opposition
 aux loix que le monarque croit nécessaire de
 donner à ses peuples, ce seroit élever une double
 puissance, & par conséquent anéantir la première loi
 fondamentale du gouvernement monarchique.

» fons les bornes de notre pouvoir, que lorf-
 » que le fouverain daigne lui-même les reculer,
 » Rendre la juftice au peuple, maintenir la
 » paix, obéir au roi, voilà notre devoir ».

Le même chancelier de l'Hôpital qui difoit au parlement de Bordeaux en 1551 : « vous n'avez
 » juré garder tous les commandemens du roi, bien
 » garder les ordonnances qui font les vrais com-
 » mandemens », eft celui qui rédigeoit en 1566,
 fur le vœu des états-généraux, l'article II
 de l'ordonnance de Moulins, qui ordonne aux
 parlements & aux autres cours fouveraines, de
 procéder à la publication des édits & ordon-
 nances, toutes affaires délaiffées, *finon qu'ils*
avisaffent nous faire quelques remontrances, au-
quel cas leur enjoignons de le faire incontinent ;
& après que fur icelles remontrances leur au-
rons fait entendre notre volonté, voulons & or-
donnons être passé outre à la publication fans re-
mise à d'autres fécondes. Une déclaration fur
 cette ordonnance permettoit jufqu'à deux re-
 montrances, avant l'enrégiftrement. Mais doit-on
 mettre des bornes au zele des magiftrats, foit
 avant, foit après l'enrégiftrement, pourvu que
 la loi enrégistrée de l'autorité du monarque
 ait fa pleine exécution, jufqu'à ce qu'elle foit
 révoquée par la même autorité dont elle eft
 émanée; ce qui arrivera infailliblement, par le

propre intérêt du monarque, si la raison & le bien public l'exigent (1).

(1) Edir du mois de Décembre 1770.

(ART. III). « Nous leur permettons de nouveau (aux
 » officiers de nos cours) *de nous faire, avant l'enrégis-*
 » *trément de nos édits, déclarations, ou lettres-patentes,*
 » *telles remontrances ou représentations qu'ils estimeront*
 » *convenables pour le bien de nos peuples, & pour celui*
 » *de notre service,* leur enjoignant d'en écarter tout ce
 » qui ne s'accorderoit pas avec le respect qu'ils nous
 » doivent. *Lorsqu'après les avoir écoutés aussi souvent que*
 » *nous le jugerons nécessaire pour connoître leurs obser-*
 » *vations, & juger de leur importance, nous persé-*
 » *vérerons dans notre volonté, & que nous aurons fait*
 » *enrégistrer en notre présence, ou par les porteurs de*
 » *nos ordres, les édits, déclarations ou lettres-patentes,*
 » nous leur défendons de rendre aucuns arrêts, ou de
 » prendre aucuns arrêtés qui puissent tendre à empêcher,
 » troubler & retarder l'exécution desdits édits..... ».

Ordonnance du mois de Novembre 1774.

(ART. XXIII). « Voulons que, conformément à
 » l'article 2 de l'ordonnance de Moulins, du mois de
 » Février 1566, à la déclaration du 11 Décembre de
 » la même année, à l'article 2 du titre I de l'ordon-
 » nance de 1667, lorsque nous adresserons à notre
 » parlement des ordonnances, édits, déclarations &
 » lettres-patentes, avec les lettres closes pour leur
 » enrégistrement, les officiers de notre parlement soient
 » tenus de procéder sans retardement, & toutes affaires
 » cessantes, audit enrégistrement ».

(ART. XXIV). « L'article 6 de l'ordonnance de

L'utilité du grand-conseil, dont l'origine est la même, dont les droits sont essentiellement

» mois de Juillet 1493, l'article 93 du titre I de l'ordon-
 » nance du mois d'Octobre 1535, l'article 27 de l'or-
 » donnance du mois de Mars 1549, l'article 2 de
 » l'ordonnance de Moulins, les déclarations du 11
 » Décembre 1556, & du 15 Septembre 1715, & les
 » lettres-patentes du 26 Août 1718, seront exécutés;
 » en conséquence, si en procédant audit enrégistrement
 » les officiers de nos parlements trouvoient qu'il y eût lieu,
 » pour le bien de notre service, & pour l'intérêt public,
 » de nous faire des représentations sur lesdits édits, déclá-
 » rations & lettres-patentes, ou sur aucune disposition
 » d'iceux, ils pourront nous faire telles remontrances &
 » représentations qu'ils estimeront convenables, avant d'enrê-
 » gistrer, sans néanmoins que pour la rédaction d'icelles,
 » le service ordinaire puisse être interrompu ».

(ART. XXV). « Voulons que, conformément à
 » l'article 2 de l'ordonnance de Moulins & autres
 » réglemens faits par les rois nos prédécesseurs, les
 » officiers de nos parlements soient tenus de vaquer à
 » la confection desdites remontrances & représen-
 » tations aussi-tôt qu'elles auront été arrêtées,
 » en sorte qu'elles nous soient présentées, savoir, par
 » notre parlement de Paris, dans le mois au plus tard,
 » à compter du jour où les ordonnances, édits,
 » déclarations & lettres-patentes lui auront été remis par
 » nos avocats & procureurs-généraux, & dans deux mois
 » par nos parlements séants dans les provinces; lequel
 » délai ne pourra être prorogé sans notre permission
 » spéciale ».

les mêmes que ceux du parlement, consiste à attacher plus étroitement, par son propre intérêt, le monarque aux formes légales, à rendre les enrégistremens forcés & les voies d'au-

(ART. XXVI). « Ordonnons pareillement que la » déclaration du 11 Décembre 1566, & l'article 4 du » titre I de l'ordonnance de 1667, soient exécutés ; » en conséquence que, *lorsqu'il nous aura plu, après » avoir répondu aux remontrances de nos parlements, de » faire publier & enrégistrer, en notre présence, dans » notre parlement de Paris, ou dans les parlements de » province, en présence des personnes chargées de nos ordres, » aucunes ordonnances, édits, déclarations & lettres- » patentes, voulons que rien ne puisse en suspendre » l'exécution, que notre procureur-général soit tenu de » les envoyer dans tous les sieges du ressort, pour y être » publiées & exécutées ».*

(ART. XXVII). « Dans le cas néanmoins où les » officiers de nos parlements, après avoir procédé à » l'enrégistrement de nos ordonnances, édits, déclara- » tions & lettres-patentes, de notre très-exprès com- » mandement, & après la publication & enrégistrement » qui en auroient été faits en notre présence, ou en » celle des personnes chargées de nos ordres, estime- » roient devoir, pour le bien de notre service, nous » faire de nouvelles représentations, ils le pourront, » & cependant l'exécution desdites ordonnances, édits, » déclarations & lettres-patentes, ne sera suspendue en » aucune manière, ni sous aucun prétexte ».

L'édit enrégistré au grand-conseil renferme les mêmes dispositions.

torité plus rares, en conservant, dans toute son intégrité, le droit de remontrances & de représentations. Ce tribunal est donc aussi la sauve-garde de la liberté & de la propriété.

Le même Henri IV, qui disoit au parlement de Paris (1) : « A Dieu ne plaîse, que je » me serve jamais de cette autorité, qui se » détruit souvent en voulant l'établir, & à la » quelle je fais que les peuples donnent un » mauvais nom » ! disoit au même parlement en 1599 : « (2) Vous me voyez en mon cabinet » où je viens vous parler, non point en habit » royal, ni avec l'épée & la cappe, comme » mes prédécesseurs; mais vêtu comme un » pere de famille, en pourpoint, & pour par- » ler familièrement à ses enfants. Ce que j'ai » à vous dire, est que je vous prie de véri- » fier mon édit, que j'ai accordé à ceux de » la religion (l'édit de Nantes). Ce que j'ai » fait est pour le bien de la paix. Je l'ai faite » au-dehors; je veux la faire au-dedans de » mon royaume. Vous me devez obéir, quand » il n'y auroit autre considération, que de ma

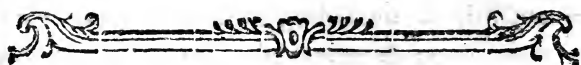
(1) Ce mot se trouve dans des remontrances du parlement en 1602. Il est cité dans les lettres historiques, tom. I, pag. 91.

(2) Journal de Henri IV, partie I^{re}. pag. 44, & suivantes.

» qualité, & de l'obligation que m'ont tous
 » mes sujets; & principalement vous de mon
 » parlement.... si l'obéissance étoit due à mes
 » prédécesseurs, elle est due avec plus de
 » raison à moi qui ai rétabli l'état.... les gens
 » de mon parlement ne feroient plus en leurs
 » sieges sans moi. J'ai fait l'édit, je veux
 » qu'il s'observe, ma volonté devoit servir de
 » raison ; on ne la demande jamais à un
 » prince en un état obéissant. Je suis roi
 » maintenant; je vous parle en roi; je veux
 » être obéi ».

Je n'ai cru pouvoir mieux terminer cet
 ouvrage, que par cette réponse de Henri IV,
 qui peint si vivement le vrai caractère du
 gouvernement monarchique, image de la puis-
 sance paternelle.

Fin de la seconde & dernière partie.



T A B L E

A L P H A B É T I Q U E.

A

A BUS d'autorité,	pages 129 & suiv.
Adisson, portrait des excès auxquels se porte l'esprit de parti,	175 & suiv.
Adultere, comment puni chez les Germains,	201 & suiv.
Affranchissement des serfs,	285 & suiv.
Agriculture des Germains,	206
Aides (droits d'), leur origine. Voyez <i>Impôts</i> .	368 & suiv.
Cour des aides,	384 & suiv.
Amour de nous-mêmes, lien de la société, comment il en est destructeur?	20 & suiv.
Angleterre, son gouvernement,	143 & suiv.
	206 & suiv. 278 & 279.
Annales politiques,	25 & suiv. 33 & suiv.
Annates,	331 & 332
Annoblissement. Voyez <i>Noblesse</i> .	
Antructions,	250 & 251
Appels anciens,	282 & suiv.

TABLE ALPHABÉTIQUE. 413

Aristocratie. Voyez *République*.

Arrêts non écrits, pages 320 & 321

Arriere-fiefs. Voyez *Fiefs*.

Arts, origine des propriétés, 21 & suiv.

B

Bailliages, Baillifs, 289 & suiv.

Beaumanoir, 310 & 311

Bénéfices, 239 & suiv.

Consistoriaux; collation, 330 & suiv.

Boniface VIII (Pape) 360 & 361

Bossuet, fausse liberté, 16

Bouhier (Président) 286 & suiv.

Bourgeois du Roi & des Seigneurs, 287

Bouteillier, Puissance Royale, 254

C

Capitation, 379 & 380

Capitulaires, 218 & suiv. 244, 388 & suiv.

Cas royaux, 309 & 310

Cassations, 297

César, gouvernement des Gaulois, 236

Censives. Voyez *Fiefs*.

Centieme, cinquantieme, (impôts) 364

Chambre des comptes, 322 & 323

Chancelier, formule de son serment, 402

& 403

Charlemagne, 227 & suiv.

Charles V ,	page 371
Charles VI,	373 ; 386
Charles VII,	314
Charles IX, <i>Ordonnances d'Orléans</i> ,	356 & 357.
Chilperic ,	390
Chine,	140 & suiv.
Clotaire ,	390
Commerce ,	73 , 207
Comtes, <i>comites</i> , des Germains ,	198
Communes ,	306 & 307
Concordat (affaire du)	330 & suiv.
Conseil du Monarque ,	75 , 79
Grand-Conseil,	338 & suiv. 355 & suiv.
Conquêtes, ardeur des conquêtes ; quel remede dans la Monarchie ?	138 & suiv.
Cours, origine de la dénomination, <i>nos gens</i> ,	275
Coutumes ,	325 & 326
Cugnieres, célèbre conférence,	303

D

Danemarck,	126 & 127
Déclarations. Voyez <i>Ordonnances</i> .	
Despotisme,	25 & suiv. 41, 42, 45, 60, 61.
Domaine du Monarque ,	75 & suiv.
Don-gratuit , son ancienneté ,	391
Droit canonique ,	291
Droit civil ,	<i>Ibid.</i>

Ducange ,	pages 306 & 307
Ducs chez les Germains ,	198, 211 & suiv.
Duels ,	279
Dumoulin, fidélité due au Roi ,	253 & 254
Duprat (Chancelier) ,	330 & suiv.

E

Ebbon , Archevêque de Rheims ,	256
Echevins , ou Scabins ,	256
Ecclésiastiques ,	245
Privilege de leurs serfs ,	281
Célebre conférence de Pierre de Cugnieres ,	303
Edits. Voyez <i>Ordonnances</i> .	
Eglises. Voyez <i>Exemption</i> .	
Elections ,	382 & suiv.
Eloge du Roi ,	185
Empereurs Romains , cause de leur despotisme ,	183
Emprunts ,	81
Enguerrand de Marigny ,	366
Engagements du Monarque ,	79 & suiv.
Enrégistremens ,	320 & suiv.
Remontrances & protestations ,	323 & suiv.
Epreuves ,	277 & suiv.
Esclavage. Voyez <i>Servitude</i> ,	
Esprit des loix. Voyez <i>Montesquieu</i> .	
Etablissements de S. Louis ,	292 & suiv.

Etats, signe certain de leur dépérissement,	pages 79 & 80
Etats-généraux sous Philippe-le-Bel,	358 & suiv.
Charles V,	371
Charles VI,	373, 386
De 1558,	<i>Ibid.</i> & 374
De 1614,	374
Discours de M. de Lamoignon,	<i>Ibid.</i> & 375
Henri IV & Sully,	375 & suiv.
Evêques. Leur place dans les assemblées de la nation, sous la première race,	225
Evocation, 222 & 223, 296 & 297,	354 & suiv.
Excommunication,	236 & suiv.
Exemptions. Voyez <i>Eglises</i> .	

F

Fausser le Jugement,	282
Fiefs,	239 & suiv. 263 & suiv.
Révocables sous les deux premières races,	242 & suiv.
<i>Justice & fief n'ont rien de commun,</i>	276
Progrès du gouvernement féodal,	242 & suiv.
Fleury (Cardinal) son ministère,	184
Foncemagne, Rois & ducs des Germains,	213
Formes légales,	66 & suiv.
France. Révolutions arrivées sous les deux premières races, leurs causes,	246, 247

G

- Gabelle, pages 368, 369
 Généraux des finances, 382 & suiv.
 Gouvernements, voyez *Angleterre, despotisme, impôts, loix, monarchie, monnoie, république*, établis pour rendre heureux le plus grand nombre d'individus, 179
 Le plus favorable à la liberté, II, 29 & 30
 Leur origine, leurs especes, 34 & suiv.
Républicain, son origine, 39 & 40
 Le gouvernement suppose un centre de réunion, 40 & 41
Toute puissance vient de Dieu, 39 & suiv.
 Mixtes, les plus malheureux de tous ne peuvent subsister en cet état, 45
Le gouvernement approche d'autant plus de la perfection, qu'il force les sujets les moins vertueux à concourir au bien général, 56
 Si le climat influe dans le gouvernement, 116 & suiv.
 Gouverner, suppose la réunion de trois pouvoirs, 46
 Grégoire de Tours, fait du vase de Soissons, 214, & suiv.
 Autorité des Rois de la premiere & de la seconde race, 23 & suiv.
 Titre de l'un des premiers Sénateurs des

Gaules , donné à S. Sulpice, pages 276, 277	
Guerre ,	31 , & suiv.

H

Henri IV,	357 , 377 & suiv. 410 & 411
Haynault (Président) 273 , 274 , 289 , 311 ,	
	312 , 384 , 386
Homere , idée qu'il nous donne de la monarchie,	14 , 63 , 141
Homme , si l'état de société lui est naturel , 19	
	& suiv.
Honneur ,	68 & suiv.
Ses bizarreries ,	167 & suiv.
Origine de nos loix de l'honneur , 199	
	& 200
Hôpital (chancelier de l')	406
Hospitalité chez les germains ,	205 & 206
Hume ,	160 & suiv.

I

Jean (Roi)	368 & 369
Jeux de hafard ,	200 & 201
Impôts , 71 & suiv. 81 , 83 , 164 , 213 , 214 ,	
361 , & suiv. 380 & suiv.	
Intérêt de l'argent ,	89 & suiv.
Joinville , jugements de S. Louis ,	295
Juger , le plus redoutable des trois pouvoirs , 144	
Jugements , forme ancienne ,	274 & suiv.

En Angleterre,	page. 724
De nos Rois,	293 & 298
Juges des exempts,	289
Justice, lit-de-justice,	222
Comment administrée dans les deux premières races,	256 & suiv.
<i>Justice & fief n'ont rien de commun,</i>	276

L

Lacédémone,	174 & suiv.
Lamoignon de Blanc-Ménil (Chancelier)	371
La Vaquerie (premier président)	403 & 404
Législateur,	53 & 54, 112 & suiv.
Leudes,	50 & suiv.
Liberté & sûreté inséparables,	13, 16.
Indéfinie, incompatible avec la société,	19 & suiv.
Chimérique,	114 & suiv.
La vraie définition,	128 & suiv. 179
Point de <i>liberté</i> si la puissance de juger n'est séparée de la puissance exécutive,	149 & 150
<i>Liberté angloise,</i>	164 & suiv.
<i>Politique,</i>	178 & suiv.
Loiseau,	238 & suiv. 247 & 248, 262 & suiv.
Loix. Voyez <i>Angleterre, monarchie.</i>	
Leurs especes,	47 & suiv.
Consentement du peuple, s'il est nécessaire	

pour la révocation des loix positives ?	page 49 & suiv.
<i>Fondamentales de la monarchie,</i>	63 & suiv.
<i>Simplicité & clarté,</i>	145
<i>Somptuaires,</i>	104
<i>Salique, ripuaire,</i>	195 & suiv.
Sous le gouvernement féodal,	267 & suiv.
	271 & suiv.
Louis-le-Débonnaire,	233 & suiv. 389 & suiv.
Louis VII,	308 & 309
Louis IX (Saint)	234, 292, 295, 310, 322,
	323, 394
Louis XI,	183, 314, 315
Louis XIII,	184
Louis XIV,	<i>ibid.</i>
Louis XV,	<i>ibid.</i>
Luxe,	102 & suiv.

M

Mably,	105 & suiv. 223 & suiv. 252 & 253,
	271 & suiv. 302 & suiv. 307, 309, 311,
	387 & suiv.
Magistratures <i>annuelles,</i>	122 & suiv.
Majorité des Rois,	325 & 326
Maires du palais,	244 & 245
Malculse,	222, 251, 309, 387
Mariage : sa sainteté chez les germains	201
	& suiv.

Mezéray,	pages 274, 359 & 360
Minorités : pourquoi orageuses?	183
<i>Missi dominici</i> ,	243 & 244
Monarchie,	
Les abus moins durables,	14 & 15
Image du gouvernement paternel,	36 & 37,
	38, 44 & 45
Idée qu'Homere nous en donne,	14
Succession à la couronne,	30 & suiv.
	63 & suiv. 133, 219 & 220, 359
Ses loix fondamentales,	63 & suiv.
Conseil du Monarque,	65
Quand le monarque peut déroger aux formes légales?	66 & suiv.
L'honneur en est le mobile,	68 & suiv.
Image du gouvernement de Dieu,	71
S'il est à craindre qu'elle ne dégénere en despotisme de constitution,	127 & suiv.
Excellence de la monarchie,	129 & suiv.
Attération, combien dangereuse !	131
	& suiv.
Remede le plus efficace aux abus d'autorité,	132 & 133
M. de Montesquieu la confond avec le despotisme de constitution,	166
Pouvoirs intermédiaires subordonnés & dépendants,	166 & 167
Si le monarque peut juger par lui-même :	

exemples célèbres ,	169 & suiv. pages 297 & 298
M. de Montesquieu réduit la monarchie à un vain simulacre ,	173
Quelle elle fut sous le gouvernement féodal ?	265 & suiv.
Portrait de l'anarchie féodale par M. l'abbé Mably ,	271 & suiv.
Conséquence qui résulte de ce gouvernement même ,	270 & 271
Rétablissement de la monarchie après l'anar- chie féodale ,	285 & suiv.
Voyez <i>régences</i> .	
Montluc (auteur des <i>olim</i>) ,	320 & 321
Monnaie ,	72 & suiv. 367 391 & suiv.
Montesquieu ,	15 & suiv. 56 & suiv. 104, 144 & suiv. 149 & suiv. 154 & suiv. 164 & suiv. 173, 179, 206 & suiv. 276, 284
<i>Monuments de la sagesse de nos rois</i> ,	403 & suiv.

N

Nation. Voyez <i>peuple</i> .	
Noblesse ,	279 & 280

O

Offices : leur inamovibilité ,	65 & 66
Capitulaires de Charles - le - Chauve ,	244
Ordonnances de 1467 ,	319

Sous les deux premières races, pages 133,
 & suiv. 241 & suiv. 247, 248, 275 & suiv.
 Ordonnances. Voyez *gouvernement, impôts, par-*
lement, pairs.

P.

- Pairs, 145 & suiv.
 Pairie, 311 & suiv.
 Péages, 391
 Papes. Voyez *benefices.*
 Partage des terres sous Clovis, 248 & suiv.
 Parti : excès auxquels se porte l'esprit de parti,
 175 & suiv.
 Parlements, 300, 301, 316, 320, 339, 340,
 355 & suiv. 373 & 374
 Pascal, 12
 Pasquier, 317 & suiv. 362 & suiv. 384
 Peines chez les Germains, 200 & 211
 Pépin, 394 & 395
 Peuple facile à séduire 16
 Si son consentement est nécessaire pour la
 révocation des loix? 49 & 50
 Plus capable d'impulsion que de réflexion,
 54 & suiv. 152 & suiv.
 Toute assemblée nombreuse est peuple, 59
 Toujours esclave dans *l'aristocratie*, 60
 Philippe IV (dit le-Bel), 94, 294, 360
 & suiv. 393

Philippe V (dit le-Long) ,	pages 296 & 297
Philippe VI (dit de Valois),	367 & 368
Possession ancienne ,	11 & 12
Protestations. Voyez <i>remontrances</i> .	
Pouvoirs nécessaires dans tout gouvernement,	144 & suiv. 181 & 182
Propriétés,	22 & suiv.
Voyez <i>impôts</i> .	
Puissance <i>exécutrice</i> ,	155 & 156
Puissance <i>ecclésiastique & séculière</i> ,	182 & 183

R

Régences ,	30 & 31
Registres , <i>olim</i> ,	294, 320 & 321
Remontrances & protestations ,	326 & suiv.
<i>Des états - généraux & de l'université</i> ,	370 & suiv.
Rentes ,	34 & suiv. 86
République ,	52 & suiv.
Portrait de la république romaine ,	58 & 59
Inconvénients particuliers de l' <i>oligarchie</i> & de l' <i>aristocratie</i> ,	59 & 60
République de M. l'abbé Mably ,	109 & suiv.
	115 & suiv.
Résumés , 185 , & suiv. 262 , 274 , & suiv.	
348 & suiv. 358 , 379 & suiv. 400 & suiv.	
Richelieu (cardinal) ,	184
Richesse : définition ,	72
	<i>Publique</i>

publique & particuliere, pages 74, 75, 83
& suiv. 380 & 381

Rois. Voyez *monarchie*.

Rois des germains, 208, 211 & suiv.

Rome : somptuosité de ses édifices publics,
109

Ses entreprises, 360 & 361

Loix agraires 112

ancienne : son gouvernement, 58 & 59

Rousseau, 52 & suiv.

Volonté générale; toujours juste : sens de
cette proposition, *ibid.*

Aveu important, 120

S

Sauve-garde (lettre de), 308 & suiv.

Scabins. Voyez *échevins*.

Sénéchal de la cour, 305 & suiv.

Sénéchaussées, *ibid.*

Serment, 277 & suiv.

Serments du roi & de ses féaux,

Sous Charles-le-Chauve,

Sous Philippe I^{er}.

Sous Henri IV & ses successeurs, 257
& suiv.

Du chancelier, 406 & suiv.

Servitude chez les Germains, 206 & 207

Chez les Gaulois, 236 & suiv.

E e

Sous les deux premières races, page 248 & suiv.	
Combien elle étoit commune ? 286 & suiv. 362	
Si elle est un mal? opinion singulière , 395	
	& suiv.
Société incompatible avec la liberté indéfinie,	
	19 & suiv.
Naturelle,	<i>ibid.</i>
Souverain,	46 & 47
Succession à la couronne.	
Voyez <i>monarchie.</i>	
Suede,	120
Sully,	377 & suiv.
Sûreté & <i>liberté</i> inséparables,	13

T

Tacite : mœurs des Germains,	196 & suiv.
Taille : son origine, V. <i>impôts.</i>	362 & suiv.
	381 & suiv.
Terres saliques,	251 & 252
Témoins,	277 & suiv.
Trésor commun,	74 & 75
Tribunaux versatiles,	145 & suiv.
	281 & suiv.
Anciens tribunaux de la France,	148 & 149

V

Vengeance privée chez les Germains,	199
Vertu,	56

Dans les républiques, selon M. de Montesquieu,	<i>ibid</i>
Vézelay (affranchissemens),	308
Villains : origine de cette dénomination,	197
Université. Voyez <i>concordat : remontrances</i> .	
<i>Volonté générale toujours juste</i> : sens de cette manière,	52 & suiv.
Voltaire : sa lettre à l'auteur & sa réponse,	1 & suiv.
Son opinion sur le luxe,	102
Sur le gouvernement anglois,	159 & 160
Usure,	90 & suiv.

Fin de la Table Alphabétique.

ERRATA.

PAGE 170, troisième *aliéna*, ligne 3, 1458 : lisez, 1456.
 Page 174, lignes 10 & 11, Lycurge avoit défendu la navigation aux lacédémoniens enfermés dans une île : lisez, environnés de la mer presque de toutes parts.
 Pages 368 & 369, note 2, après pays coutumier : ajoutez, de tous les trois états, pour nous donner avis & conseil de..... & pour faire ladite armée & payer les frais d'icelle ont regardé & avisé que par tout le pays coutumier

